

EUROBAROMETRE 72

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

RAPPORT

Terrain : octobre - novembre 2009

Publication : février 2010

Eurobaromètre Standard 72
Automne 2009

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE
Volume 1

Etude réalisée par TNS Opinion & Social à la
demande de la Commission européenne –
Direction générale Communication

Coordonnée par la Commission européenne -
Direction générale Communication

TNS Opinion & Social
Avenue Herrmann Debroux, 40
1160 Bruxelles
Belgique

TABLE DES MATIERES

INTRODUCTION	4
I. LA VIE DANS L'UNION EUROPEENNE	11
1. LES ASPECTS PERSONNELS	12
1.1 La situation personnelle actuelle des Européens.....	12
1.2 L'évaluation de la situation professionnelle et financière	15
1.2.1. La situation professionnelle.....	15
1.2.2. La situation financière	18
1.2.3. Le pouvoir d'achat	21
1.3 Les attentes pour l'avenir proche.....	25
1.3.1. La vie personnelle.....	25
1.3.2. La situation financière	29
1.3.3. La situation professionnelle.....	33
1.4 Les préoccupations des Européens	37
2. LES ASPECTS SOCIAUX.....	45
2.1 L'opinion sur la situation dans le pays	45
2.1.1 La situation nationale du coût de la vie comparée à la moyenne européenne	45
2.1.2 La situation nationale du prix de l'énergie comparée à la moyenne européenne	47
2.1.3 La situation nationale de la qualité de vie comparée à la moyenne européenne	49
2.2 La situation de l'environnement.....	54
2.2.1 La situation de l'environnement au niveau national	54
2.2.2 La situation nationale de l'environnement comparée à la moyenne européenne	56
2.2.3 Les attentes pour l'avenir en matière d'environnement.....	57
3. LES ASPECTS ECONOMIQUES	61
3.1 L'évaluation de la situation économique actuelle.....	61
3.1.1 La situation nationale	61
3.1.2 La situation européenne	65
3.1.3 La situation mondiale	68
3.1.4 La situation économique nationale comparée à la moyenne européenne	70
3.1.5 La situation de l'emploi au niveau national.....	72
3.1.6 La situation nationale de l'emploi comparée à la moyenne européenne	76
3.2 Les attentes pour l'avenir	79
3.2.1 La situation de l'économie nationale dans les 12 mois à venir.....	79
3.2.2 La situation de l'économie européenne dans les 12 mois à venir...	83
3.2.3 La situation économique mondiale dans les 12 mois à venir.....	87
3.2.4 La situation de l'emploi dans les 12 mois à venir.....	90
3.3 Les principales préoccupations nationales	95
4. LES ASPECTS POLITIQUES	107
4.1 La direction dans laquelle vont les choses	107
4.1.1 La direction suivie au niveau national.....	107
4.1.2 La direction suivie par l'Union européenne.....	110
4.1.3 La direction suivie par les Etats-Unis.....	115
4.2 La confiance dans les institutions nationales	116
4.2.1 La confiance dans les institutions politiques nationales	116
4.2.2 La confiance dans l'armée	120
4.2.3 La confiance dans la justice.....	122
4.2.4 La confiance dans les partis politiques	123
4.2.5 La confiance dans les médias	126
5. L'AVENIR DES EUROPEENS.....	131

II L'UNION EUROPEENNE ET SES CITOYENS.....	137
1. L'ATTACHEMENT A L'UNION EUROPEENNE	137
1.1 Que signifie l'Union européenne ?.....	137
1.2 Le soutien à l'appartenance européenne.....	143
1.3 La perception des bénéfices de l'appartenance européenne	147
2. LA DEMOCRATIE DANS L'UNION EUROPEENNE.....	150
2.1 La perception du fonctionnement des démocraties nationales et de la démocratie européenne	150
2.2 Les intérêts nationaux sont-ils bien pris en compte par l'UE ?	156
3. LES INSTITUTIONS EUROPEENNES	159
3.1 La notoriété des institutions européennes	159
3.2 La confiance dans les institutions européennes	166
3.3. La confiance dans l'Union européenne	179
3.4. La confiance dans l'ONU et l'OTAN	183
3.5. L'image de l'Union européenne.....	190
4 LES EUROPEENS ET L'UNION EUROPEENNE AUJOURD'HUI.....	194
4.1 L'Union comme cadre pour affronter les défis mondiaux	194
4.2 Une interrogation sur le fait de savoir où va l'Union	196
5. LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPEENNE.....	201
5.1 La connaissance du fonctionnement de l'UE.....	201
5.2 La connaissance objective de l'UE.....	204
5.3 La présidence du Conseil de l'Union européenne	209
III. L'UNION EUROPEENNE AUJOURD'HUI ET DEMAIN	215
1. LES COMPETENCES DE L'UNION EUROPEENNE	215
1.1 L'appréciation du meilleur niveau de décision (européen, national, régional ou local).....	215
1.2 L'appréciation du meilleur niveau de décision, en commun au sein de l'UE, ou par le gouvernement national, dans un certain nombre de domaines 221	221
2. LE SOUTIEN AUX POLITIQUES DE L'UNION	231
2.1 Soutien à la monnaie unique, l'euro.....	231
2.2 Soutien à l'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir	234
2.3. La vitesse de la construction européenne	238
3. LES PRIORITES POUR RENFORCER L'EUROPE DANS LE FUTUR.....	240
4. LE FUTUR DE L'EUROPE	245
CONCLUSION.....	249
SPECIFICATIONS TECHNIQUES	252

INTRODUCTION

La présente vague de l'Eurobaromètre a été conduite entre le 23 octobre et le 18 novembre 2009 dans 31 pays ou territoires¹ : les 27 Etats membres de l'Union Européenne, trois pays candidats (la Croatie, l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et la Turquie), ainsi qu'auprès de la Communauté chypriote turque dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre.

2008-2009 : la crise financière et économique la plus importante depuis 1929.

Les années 2008-2009 resteront probablement dans l'histoire économique, celles de la pire récession depuis les années 1930. Mondiale par ses causes, la crise l'est aussi par ses conséquences : les mécanismes de contagion internationale ont été très virulents et le recul du commerce international, de même que la contraction des flux de capitaux, ont produit une onde de choc qui n'a épargné aucune région du monde. Si en juillet 2008 le FMI prévoyait un taux de croissance de l'économie mondiale de 3,9%, un an plus tard l'institution tablait sur un recul de 1,4%².

Cette crise économique a donné lieu à un déploiement d'efforts sans précédent de la part des pouvoirs publics. Les Etats ont retenu la leçon de la crise des années 1930, qui avait été amplifiée par des politiques publiques inadéquates. Pour éviter que ne se répète le scénario de la Grande Dépression, les banques centrales sont intervenues par des injections massives de liquidités, puis par une baisse très rapide des taux d'intérêt. Les gouvernements ont injecté de l'argent public dans les établissements financiers menacés d'insolvabilité ; ils ont aussi mis sur pied de vastes plans de relance pour soutenir l'activité³.

Ces efforts ont permis de laisser à nouveau une certaine place à l'espoir et à l'optimisme au cours du deuxième semestre de l'année 2009: les dernières enquêtes de conjoncture suggèrent que l'activité économique pourrait reprendre dès la fin 2009 (au sein de l'Union, durant la dernière moitié de l'année, le PIB aurait augmenté de 0,3% pour les économies allemande et française et de 0,5% pour l'économie polonaise⁴). Combiné au rebond des économies émergentes, ce mouvement viendrait conforter la reprise du commerce mondial.

Cependant, les efforts accomplis pour éviter l'effondrement du système financier et soutenir la relance ont entraîné des déficits budgétaires dépassant largement le seuil de 3% du PIB imposé par le traité de Maastricht. De nombreux Etats membres accusent aujourd'hui des déficits s'élevant à deux ou trois fois le maximum autorisé par la Commission, chose impensable il y a un an à peine.

¹ Veuillez consulter les spécifications techniques pour les dates exactes du travail de terrain dans chaque pays.

² Fond Monétaire International : <http://www.imf.org/external/index.htm>

³ Les plus importants au niveau national étant le plan de relance allemand (32 milliards d'euros sur deux ans), le plan de relance espagnol (27 milliards d'euros) ou encore français avec 26 milliards d'euros.

⁴ Eurostat/communiqués de presse/Euroindicateurs -7 octobre 2009 :

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/2-07102009-AP/FR/2-07102009-AP-FR.PDF

Si tout le monde s'accorde sur le fait que les États membres de l'Union européenne doivent assainir leurs finances publiques, de nombreux États hésitent cependant à réduire leurs dépenses avant un certain temps, craignant de nuire à la reprise qui s'amorce.

Si les indicateurs macro-économiques repartent et laissent entrevoir la perspective d'une sortie de crise, le chômage poursuit en revanche sa progression : les derniers chiffres publiés par Eurostat⁵ le situent à 9,2% dans l'Union européenne et à 9,7% dans la zone euro.

L'opinion publique européenne, à l'épreuve de la crise...

L'Eurobaromètre a pu mesurer l'impact et les réactions de l'opinion publique européenne face à ce contexte particulier. Nous avons ainsi assisté d'abord au glissement d'un état de bien-être et de relatif optimisme au printemps 2007 vers un contexte d'opinion plus soucieux et morose à l'automne 2008, confirmé par certains Eurobaromètre Spéciaux conduits au premier semestre 2009⁶.

La précédente vague de l'Eurobaromètre Standard (Printemps 2009) montrait que les citoyens européens étaient extrêmement inquiets à l'égard du chômage et de leur situation économique personnelle. Cependant, les données affichaient certains signaux de reprise modérée de la confiance en ce qui concerne l'avenir personnel, mais aussi au niveau des institutions et de l'Union Européenne. Ce regain de confiance semblait reposer principalement sur la perception que l'Union disposait des capacités nécessaires pour lutter contre la crise et aider les citoyens à faire face aux effets de la mondialisation.

Six mois après cette vague de l'Eurobaromètre du printemps 2009 et un an après le démarrage de la crise, l'EB72 semble confirmer certains signaux de redressement de l'opinion. En effet, **aujourd'hui les Européens sont plus nombreux qu'au printemps 2009 à exprimer l'opinion que la crise a atteint son apogée**. Les inquiétudes relatives à la situation économique se sont, également, quelque peu apaisées et **les attentes à court terme quant à la situation économique s'orientent dans un sens positif**. Ceci étant, **le chômage demeure le principal sujet de préoccupation des Européens** pour leur pays et la prévision selon laquelle la situation nationale de l'emploi est vouée à se détériorer continue de dominer très largement l'opinion publique : sur cet indicateur, on n'observe pas d'amélioration. Ces différents éléments seront analysés en détail dans ce rapport.

⁵ Eurostat/communiqués de presse/Euroindicateurs-30 octobre 2009 :

http://epp.eurostat.ec.europa.eu/cache/ITY_PUBLIC/3-30102009-AP/FR/3-30102009-AP-FR.PDF

⁶ Voir notamment, Eurobaromètre spécial 308, *les Européens en 2009*

http://ec.europa.eu/public_opinion/archives/ebs/ebs_308_en.pdf

Enfin, après les élections européennes de juin 2009, le deuxième semestre de l'année 2009 a également été marqué par d'autres rendez-vous électoraux important dans plusieurs Etats membres de l'Union⁷. Ces éléments de contexte national peuvent apporter des éclairages intéressants lors de la lecture du rapport.

⁷ C'est notamment le cas de la Bulgarie (juillet 2009), de l'Autriche (septembre 2009), de l'Allemagne (septembre 2009), du Portugal (septembre 2009), de la Grèce (octobre 2009), de l'Irlande (octobre 2009), et de la Roumanie (novembre 2009).

Le rapport complet de l'Eurobaromètre standard est composé de deux volumes. Le présent volume (volume 1) analyse les résultats des indicateurs historiques de l'Eurobaromètre standard. Le deuxième volume (volume 2) présente l'état de l'opinion publique européenne sur d'autres thèmes : la crise financière et économique ; la mondialisation ; les valeurs ; les priorités pour l'avenir.

Ce volume 1 s'organise en trois parties principales. Dans la première, on s'intéresse à la vie dans l'Union européenne telle qu'elle est perçue par ses citoyens dans les domaines liés aux aspects personnels, sociaux, économiques et politiques. On y examine la situation financière et personnelle des citoyens, leurs principales inquiétudes et leurs attentes pour le futur ; on y traite également des aspects liés à la réalité sociale qui influencent la vie quotidienne des Européens.

Cette première partie du rapport explore également l'opinion des citoyens sur la direction dans laquelle vont les choses dans leur pays, ainsi que dans l'Union européenne, tout en analysant la confiance des citoyens dans les institutions nationales.

La deuxième partie du rapport présente les indicateurs de tendance mesurant les perceptions et opinions à l'égard de l'Union européenne et ses institutions, entre autres le soutien à l'appartenance et les bénéfices qui s'y rapportent. Elle s'intéresse également aux opinions sur le fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne, ainsi qu'au niveau de connaissance du fonctionnement de l'Union européenne. Finalement cette deuxième partie mesure les avis des citoyens à l'égard de la Présidence tournante présente et à venir du Conseil de l'Union européenne (Suède et Espagne).

La troisième partie du rapport se focalise sur les compétences de l'Union européenne et l'appréciation du meilleur niveau de prise de décision. Elle examine les aspects qui devraient être mis en exergue afin de renforcer l'Union européenne dans le futur et recueille le soutien des Européens à l'égard des politiques de l'Union. Finalement, on y analyse les avis à l'égard du futur de l'Union européenne.

Les résultats sont commentés en principe à trois niveaux :

- Au niveau de la moyenne des 27 Etats membres
- Au niveau national, c'est-à-dire dans quelle mesure ils varient d'un pays à l'autre
- Au niveau sociodémographique, c'est-à-dire les variations en fonction de certaines caractéristiques sociodémographiques du répondant ainsi qu'en fonction d'autres indicateurs d'opinion, comme notamment l'image que les citoyens ont de l'Union européenne, leur confiance dans l'Union européenne, leur connaissance de l'Union ou encore leur positionnement sur l'échelle gauche-droite.

L'analyse générale ainsi que les analyses sociodémographiques se basent sur les résultats au niveau de la moyenne des 27 Etats membres. Cette moyenne est pondérée pour qu'elle reflète la population réelle de chacun des Etats membres. Les moyennes pour les années précédentes représentent les résultats obtenus dans tous les Etats membres de l'Union telle qu'elle était composée au moment auquel l'étude a été menée.

Cet Eurobaromètre a été commandé par la Direction générale Communication de la Commission européenne et a été réalisé par TNS Opinion & Social. La méthodologie utilisée est celle des sondages Eurobaromètre Standard de la Direction générale Communication (unité « Recherche et analyse politique »).

Une note technique concernant les interviews réalisées par les instituts du réseau TNS Opinion & Social est annexée à ce rapport. Celle-ci précise la méthode utilisée pour ces interviews ainsi que les intervalles de confiance.

Rappelons qu'il existe quatre types de rapports pour l'Eurobaromètre standard.

1) Premiers résultats : ce rapport offre un condensé des résultats les plus marquants relatifs aux indicateurs de tendance, procurant ainsi en un coup d'œil un aperçu de l'opinion publique européenne sur des questions essentielles.

2) Rapport : l'analyse détaillée des résultats de toutes les questions.

3) Rapports nationaux : leur analyse est principalement centrée sur la comparaison entre les résultats nationaux et la moyenne de l'Union européenne. Ces rapports sont publiés par les représentations nationales de la Commission européenne et rédigés dans la (les) langue(s) nationale(s). Il existe également des résumés de ces rapports nationaux publiés en anglais sur le site Internet de l'Eurobaromètre.

4) Fiches nationales : la représentation graphique des résultats pour chaque pays ou territoire couvert par l'étude, illustrant la comparaison entre les résultats nationaux et la moyenne de l'Union européenne.

Le site Internet de l'Eurobaromètre peut être consulté à l'adresse suivante :

http://ec.europa.eu/public_opinion/index_fr.htm

Nous aimerions profiter de l'occasion pour remercier tous les répondants à travers le continent qui ont consacré du temps à ce sondage.

Sans leur participation active, cette étude n'aurait pas été possible.

Dans ce rapport, les pays sont désignés par leur abréviation officielle. Les abréviations utilisées dans ce rapport et leurs correspondances sont les suivantes :

ABREVIATIONS

EU27	Union européenne - 27 Etats membres
NSP	Ne sait pas / Pas de réponse
BE	Belgique
BG	Bulgarie
CZ	République tchèque
DK	Danemark
D-E	<i>Allemagne de l'Est</i>
DE	Allemagne*
D-W	<i>Allemagne de l'Ouest</i>
EE	Estonie
EL	Grèce
ES	Espagne
FR	France
IE	Irlande
IT	Italie
CY	République de Chypre**
CY (tcc)	Zone non contrôlée par le gouvernement de la République de Chypre
LT	Lituanie
LV	Lettonie
LU	Luxembourg
HU	Hongrie
MT	Malte
NL	Pays-Bas
AT	Autriche
PL	Pologne
PT	Portugal
RO	Roumanie
SI	Slovénie
SK	Slovaquie
FI	Finlande
SE	Suède
UK	Royaume-Uni
HR	Croatie
TR	Turquie
MK	Ancienne République yougoslave de Macédoine***

* Les données présentées dans le rapport se rapportent exclusivement à l'Allemagne entière. Les données relatives aux parties « Est » et « Ouest » de l'Allemagne sont toutefois également disponibles dans les tableaux de données.

** Chypre dans son ensemble est l'un des 27 Etats membres de l'Union européenne. Toutefois, l'« acquis communautaire » est suspendu dans la partie du pays qui n'est pas contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre. Pour des raisons pratiques, seules les entrevues réalisées dans la partie du pays contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont reprises dans la catégorie « CY » et comprises dans la moyenne de l'UE27. Les entrevues réalisées dans la partie du pays non contrôlée par le Gouvernement de la République de Chypre sont reprises dans la catégorie « CY(tcc) » [tcc : *Turkish Cypriot Community - Communauté chypriote turque*].

*** Abréviation provisoire ne préjugant pas la nomenclature définitive de ce pays, qui sera convenue après la conclusion de négociations actuellement en cours aux Nations unies.

Les résultats spécifiques pour CY(tcc), HR, TR et MK figurent dans l'Annexe au présent rapport contenant les tableaux de données.

I. LA VIE DANS L'UNION EUROPEENNE

Cette partie du rapport définit le contexte dans lequel l'opinion publique à l'égard de l'Union européenne doit être interprétée. Nous analysons ici les résultats obtenus aux questions traitant des sujets suivants :

1) Les aspects personnels : La satisfaction des Européens par rapport à leur vie, leur situation professionnelle et financière, leurs attentes pour l'avenir quant à leur vie personnelle mais aussi quant à leur situation financière et professionnelle et, enfin, leurs principales préoccupations personnelles.

2) Les aspects sociaux : L'évaluation du coût de la vie, de l'énergie et de la qualité dans chaque Etat membre par rapport à la moyenne européenne ; la situation nationale de l'environnement, son évaluation comparée à la moyenne des Vingt-sept et les attentes pour l'avenir à ce sujet.

3) Les aspects économiques : L'évaluation de la situation économique aux niveaux national, européen et mondial et de la situation de l'économie nationale comparée à la moyenne européenne ; la satisfaction par rapport à la situation de l'emploi au niveau national et comparée à la moyenne des Vingt-sept ; les attentes pour l'avenir en matière d'économie aux niveaux national, européen et mondial comme en matière d'emploi et, enfin, les principales préoccupations nationales.

4) Les aspects politiques : La perception de la direction suivie au niveau national, ainsi que par l'Union européenne et par les Etats-Unis ; la confiance dans les institutions nationales (politiques, judiciaires et militaires) et dans les médias.

5) La vie des générations futures : L'appréciation de la vie des générations futures et de celle qu'elles pourraient avoir si elles émigraient dans un autre pays.

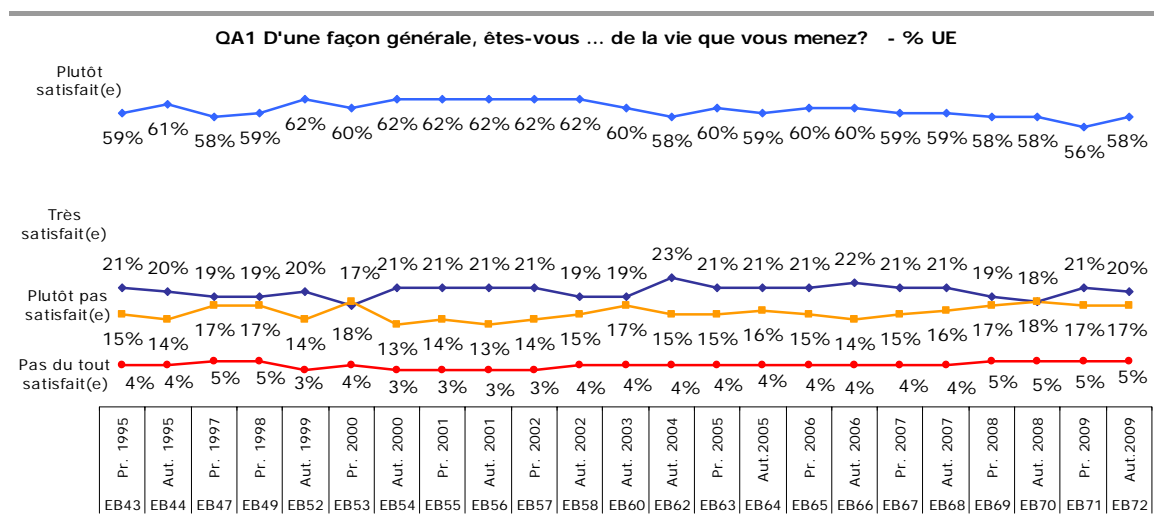
1. LES ASPECTS PERSONNELS

1.1 La situation personnelle actuelle des Européens

- La grande majorité des Européens se déclarent satisfaits de la vie qu'ils mènent -

La grande majorité des citoyens de l'Union européenne se déclarent satisfaits de la vie qu'ils mènent (78%), un chiffre en hausse de 1 point par rapport à celui du printemps 2009⁸. Un peu plus de deux répondants sur dix (22%) se déclarent au contraire insatisfaits, un pourcentage identique à celui mesuré six mois plus tôt.

Un cinquième des personnes interrogées (20%) se disent « très satisfaites » de la vie qu'elles mènent, soit 1 point de moins qu'au printemps 2009 ; 58% se déclarent « plutôt satisfaites » (+2 points) ; 17% répondent à cette question qu'elles sont « plutôt insatisfaites » (un chiffre identique à celui enregistré six mois plus tôt) et enfin, 5% des citoyens se disent « pas du tout satisfaits », un pourcentage similaire à celui du printemps dernier.


































Les niveaux de satisfaction varient de façon importante d'un pays à l'autre. La quasi-totalité des répondants des pays nordiques (98% au Danemark, 96% en Suède et 95% en Finlande) se déclarent satisfaits de la vie qu'ils mènent, tout comme 96% des habitants du Luxembourg, 95% des Pays-Bas et encore neuf citoyens du Royaume-Uni (91%) et de Belgique sur dix (89%).

En revanche, une petite majorité de personnes interrogées en Lituanie (55%) et au Portugal (53%), moins de la moitié en Roumanie (47%) et en Hongrie (42%) et seulement 38% en Bulgarie partagent leur opinion. Dans ces trois derniers pays, une majorité de répondants se déclarent insatisfaits de la vie qu'ils mènent.

⁸ QA1 D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez?

L'évolution de la satisfaction sur la vie menée par les Européens varie, parfois considérablement, selon les pays. Ainsi, la proportion des personnes satisfaites augmente très fortement en Grèce (+14 points) et, quoique plus légèrement, dans cinq autres Etats membres (+3 points en Lettonie et en Slovaquie, +2 points en Autriche, au Portugal et au Royaume-Uni). Ce pourcentage recule de façon importante à Malte (-10 points) et plus légèrement dans sept autres. (-4 points à Chypre, -3 points en Irlande et -2 points en Belgique, en Bulgarie, en France, en Lituanie et en Hongrie). Enfin, sept pays n'enregistrent aucun changement par rapport au printemps 2009.

QA1 D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez?

	% Total satisfait(e)	EB70 Aut.2008	EB71 Pr.2009	EB72 Aut.2009	Diff. Aut.2009- Pr.2009
 UE27		76%	77%	78%	+1
 EL		53%	44%	58%	+14
 LV		62%	54%	57%	+3
 SK		72%	69%	72%	+3
 AT		79%	83%	85%	+2
 PT		46%	51%	53%	+2
 UK		87%	89%	91%	+2
 DE		85%	84%	85%	+1
 IT		63%	70%	71%	+1
 CZ		83%	82%	82%	=
 DK		96%	98%	98%	=
 EE		74%	73%	73%	=
 LU		90%	96%	96%	=
 RO		47%	47%	47%	=
 SI		85%	86%	86%	=
 SE		97%	96%	96%	=
 ES		84%	75%	74%	-1
 NL		98%	96%	95%	-1
 PL		76%	76%	75%	-1
 FI		95%	96%	95%	-1
 BE		87%	91%	89%	-2
 BG		38%	40%	38%	-2
 FR		80%	84%	82%	-2
 LT		58%	57%	55%	-2
 HU		46%	44%	42%	-2
 IE		88%	88%	85%	-3
 CY		85%	85%	81%	-4
 MT		84%	82%	72%	-10
CY (tcc)		51%	53%	50%	-3
 HR		68%	63%	63%	=
 MK		63%	67%	66%	-1
 TR		63%	61%	59%	-2

La majorité des citoyens des pays candidats se déclarent satisfaits de la vie qu'ils mènent : 66% des habitants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, 63% des Croates et 59% des Turcs.

La satisfaction varie en fonction des caractéristiques sociodémographiques des personnes interrogées. Ainsi, les Européens les plus jeunes sont plus nombreux à se dire satisfaits de la vie qu'ils mènent (85% des 15-24 ans pour 76% des 55 ans et plus). On peut également constater que la satisfaction augmente avec le nombre de personnes présentes dans le foyer, conséquence probable d'un effet d'âge, les répondants les plus âgés étant les plus nombreux à vivre seuls.

La propension à s'estimer satisfait de la vie que l'on mène augmente également avec le niveau d'éducation des répondants : 86% des personnes interrogées ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà sont satisfaites de la vie qu'elles mènent pour 69% de celles ayant quitté l'école avant l'âge de 16 ans.

Plus de neuf cadres sur dix (91%) expriment leur satisfaction pour 77% des ouvriers, 82% des employés et seulement une moitié (55%) des chômeurs. Le niveau de vie semble donc, logiquement, constituer un facteur discriminant dans la satisfaction de la vie menée. On notera l'importance du pouvoir d'achat dans les réponses des Européens. En effet, une très forte majorité des personnes déclarant n'avoir jamais de mal à payer leurs factures se montrent satisfaites de la vie qu'elles mènent (88%) pour une minorité (44%) de celles qui, au contraire, connaissent des difficultés pour honorer leurs traites et les deux tiers des répondants (66%) affirmant connaître ces problèmes « de temps en temps ».

QA1 D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez?			
	Total satisfait(e)	Total pas satisfait(e)	NSP
UE27	78%	22%	-
Age			
15-24	85%	15%	-
25-39	78%	22%	-
40-54	76%	24%	-
55 +	76%	24%	-
Age de fin d'études			
15-	69%	30%	1%
16-19	75%	25%	-
20+	86%	14%	-
Tjs étudiant	90%	10%	-
Echelle d'occupation du répondant			
Indépendants	81%	18%	1%
Cadres directeurs	91%	9%	-
Autres employés	82%	17%	1%
Ouvriers	77%	23%	-
Femmes- hommes au foyer	73%	26%	1%
Chômeurs	55%	45%	-
Retraités	75%	24%	1%
Etudiants	90%	10%	-
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	44%	56%	-
De temps en temps	66%	33%	1%
Pratiquement jamais	88%	12%	-

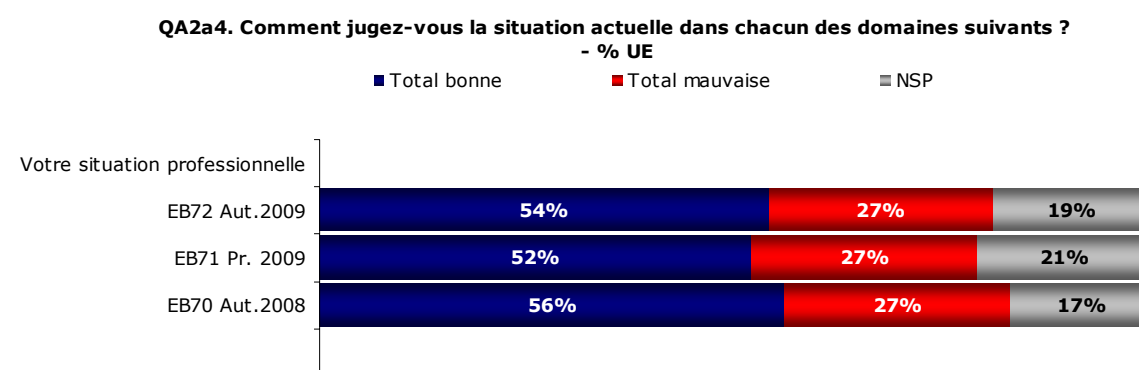
1.2 L'évaluation de la situation professionnelle et financière

1.2.1. La situation professionnelle

- Stabilité de la satisfaction des Européens à l'égard de leur situation professionnelle et financière -

Plus de la moitié des Européens (54%) se montrent satisfaits de leur situation professionnelle, soit 2 points de plus que six mois auparavant et juste un peu moins que le pourcentage enregistré à l'automne 2008 (-2 points) ; un peu plus d'un quart (27%) la qualifient de « mauvaise », soit une proportion identique à celle enregistrée au printemps dernier ainsi qu'à l'automne 2008⁹.

12% des répondants affirment que leur situation professionnelle est « très bonne », 42% qu'elle est « plutôt bonne », 18% « plutôt mauvaise » et enfin 9% « très mauvaise ». Ces résultats sont parfaitement stables par rapport au printemps 2009, à l'exception de la proportion de personnes qualifiant leur situation professionnelle de « plutôt bonne » : +2 points.


































De nouveau, les trois quarts des répondants des pays nordiques expriment leur satisfaction : 76% au Danemark (dont 45% qui qualifient leur situation professionnelle de « très bonne »), 75% en Suède (40% de « très bonne ») et 73% en Finlande (42% de « très bonne »). Près de sept répondants sur dix (69%) en Autriche, les deux tiers des répondants du Benelux (66% des Belges et des Luxembourgeois et 65% des Néerlandais) et encore 64% des Allemands partagent leur opinion.

Les opinions négatives sont majoritaires dans six Etats membres : 58% des personnes interrogées en Hongrie, 53% en Bulgarie, 45% au Portugal et 42% en Lituanie qualifient leur situation professionnelle de « mauvaise ». La majorité des répondants en Grèce (38%) et en Roumanie (35%) expriment un avis similaire.

⁹ QA2a.4 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? Votre situation professionnelle.

On observe un recul de la satisfaction de 7 points en Slovénie, de 6 points en Belgique et de 5 points en France, en Hongrie et en Irlande par rapport à la précédente mesure enregistrée au printemps 2009. La satisfaction est, en revanche, en hausse de 9 points en Grèce, de 8 points en Allemagne et de 7 points au Royaume-Uni. Au total, elle progresse dans dix Etats membres, recule dans quatorze d'entre eux et reste stable dans trois pays.





QA2_4 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
- Votre situation professionnelle

	% Très bonne + Plutôt bonne	EB 70 Aut.2008	EB71 Pr.2009	EB72 Aut.2009	Diff. Aut.2009 - Pr.2009
 UE27		56%	52%	54%	+2
 EL		37%	28%	37%	+9
 DE		64%	56%	64%	+8
 UK		57%	54%	61%	+7
 SK		56%	50%	53%	+3
 PL		56%	52%	54%	+2
 DK		78%	75%	76%	+1
 IT		48%	52%	53%	+1
 NL		72%	64%	65%	+1
 PT		36%	40%	41%	+1
 SE		73%	74%	75%	+1
 EE		52%	43%	43%	=
 AT		69%	69%	69%	=
 RO		40%	32%	32%	=
 CZ		67%	57%	56%	-1
 LV		58%	46%	45%	-1
 ES		60%	49%	47%	-2
 LT		47%	37%	35%	-2
 FI		72%	75%	73%	-2
 BG		41%	37%	34%	-3
 LU		70%	69%	66%	-3
 CY		50%	53%	49%	-4
 MT		68%	58%	54%	-4
 IE		55%	46%	41%	-5
 FR		53%	54%	49%	-5
 HU		25%	25%	20%	-5
 BE		67%	72%	66%	-6
 SI		63%	63%	56%	-7
	CY (tcc)	60%	54%	49%	-5
 MK		41%	39%	40%	+1
 TR		37%	37%	34%	-3
 HR		43%	43%	35%	-8

A l'inverse de l'ensemble des Européens, les habitants des pays candidats se montrent majoritairement insatisfaits de leur situation professionnelle. Plus de la moitié des répondants en Turquie (55%) et dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (51%, dont 31 % de « très mauvaise ») et encore 48% des Croates expriment cette opinion (21% « très mauvaise »).

Certaines différences sociodémographiques peuvent être mises en avant : les hommes (57%) se montrent plus satisfaits que les femmes (51%), les plus jeunes (50% des 15-24 ans) que les plus âgés (44% des 55 ans et plus), les cadres (88%) que les employés (76%) et les ouvriers (70%) et enfin les plus diplômés (69% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà) que les personnes ayant quitté les bancs de l'école tôt (40% des répondants ayant cessé leur scolarité avant l'âge de 16 ans).

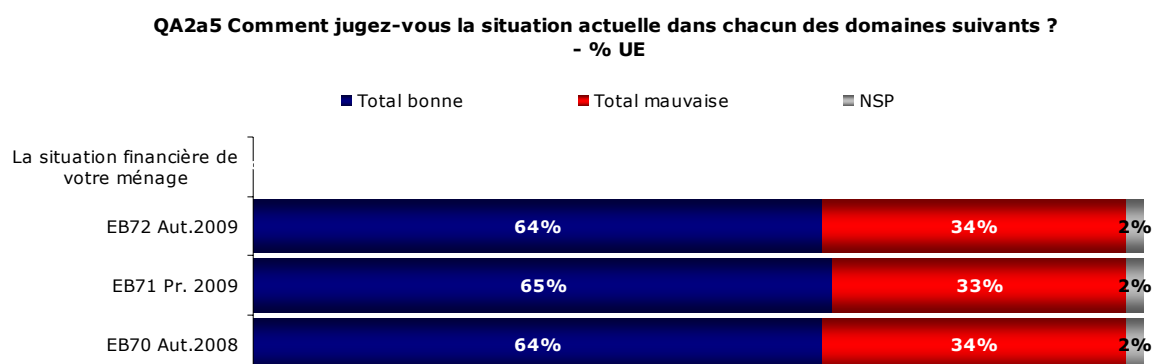
QA2a.4 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
Votre situation professionnelle

	Total bonne	Total mauvaise	NSP
UE27	54%	27%	19%
Sexe			
 Homme	57%	28%	15%
Femme	51%	27%	22%
Age			
 15-24	50%	27%	23%
25-39	62%	33%	5%
40-54	62%	33%	5%
55 +	44%	19%	37%
Age de fin d'études			
 15-	40%	31%	29%
16-19	54%	31%	15%
20+	69%	20%	11%
Tjs étudiant	45%	21%	34%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	68%	29%	3%
Cadres directeurs	88%	11%	1%
Autres employés	76%	22%	2%
Ouvriers	70%	28%	2%
Femmes- hommes au foyer	37%	30%	33%
Chômeurs	13%	81%	6%
Retraités	37%	18%	45%
Etudiants	45%	21%	34%

1.2.2. La situation financière

Les deux tiers des Européens (64%) qualifient de « bonne » la situation financière de leur ménage ; un tiers au contraire la considère « mauvaise » (34%)¹⁰. Ces chiffres sont stables par rapport au printemps 2009 (respectivement -1 et +1) et retrouvent exactement leur niveau de l'automne 2008.

8% des répondants qualifient de « très bonne » la situation financière de leur ménage (un chiffre équivalent à celui du printemps 2009), 56% de « plutôt bonne » (-1 point), 26% de « plutôt mauvaise » (aucune évolution par rapport à la précédente mesure) et enfin 8% de « très mauvaise » (+1 point).


































De nouveau, les opinions positives sont majoritaires dans 21 des 27 Etats membres. Elles sont élevées parmi les pays nordiques (88% des répondants en Suède et en Finlande, et 84% de ceux du Danemark) comme parmi les répondants du Benelux (91% au Luxembourg, 88% aux Pays-Bas et 78% en Belgique). Elles atteignent 77% au Royaume-Uni.

En revanche, près de huit répondants sur dix (77%) en Hongrie, 70% en Bulgarie, 59% au Portugal et 53% en Roumanie qualifient leur situation financière de négative. La majorité des Lettons (53%) et des Lituaniens (51%) partagent leur opinion.

Par rapport au printemps 2009, on observe un recul important de la satisfaction en Irlande, en Espagne et à Malte (-8 points dans les trois cas) ainsi que, dans une moindre mesure, en Slovénie et au Danemark (-5 points chacun). D'autres Etats membres enregistrent de leur côté une progression des opinions positives. Il s'agit de la Slovaquie (+5 points), de Chypre (+3 points), de la Grèce, du Luxembourg et du Royaume-Uni (+2 points dans les trois cas). Au total, la satisfaction progresse dans sept Etats membres, recule dans 16 autres et reste stable dans quatre pays.

¹⁰ QA2a.5 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation financière de votre ménage.

QA2_5 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
- La situation financière de votre ménage

% Très bonne + Plutôt bonne		EB 70 Aut.2008	EB71 Pr.2009	EB72 Aut.2009	Diff. Aut.2009 - Pr.2009
	UE27	64%	65%	64%	-1
	SK	61%	53%	58%	+5
	CY	64%	66%	69%	+3
	EL	46%	48%	50%	+2
	LU	79%	89%	91%	+2
	UK	72%	75%	77%	+2
	AT	71%	71%	72%	+1
	RO	44%	43%	44%	+1
	DE	74%	73%	73%	=
	LV	58%	46%	46%	=
	NL	92%	88%	88%	=
	SE	91%	88%	88%	=
	BE	79%	79%	78%	-1
	PL	60%	57%	56%	-1
	FI	89%	89%	88%	-1
	CZ	68%	64%	62%	-2
	FR	67%	69%	67%	-2
	IT	52%	61%	59%	-2
	PT	30%	41%	38%	-3
	BG	34%	32%	28%	-4
	EE	73%	72%	68%	-4
	LT	56%	52%	48%	-4
	HU	25%	26%	22%	-4
	DK	86%	89%	84%	-5
	SI	62%	70%	65%	-5
	IE	62%	61%	53%	-8
	ES	58%	62%	54%	-8
	MT	60%	63%	55%	-8
	CY (tcc)	68%	54%	54%	=
	MK	49%	50%	52%	+2
	TR	44%	44%	38%	-6
	HR	48%	49%	40%	-9

Les habitants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, comme l'ensemble des Européens, se montrent majoritairement satisfaits de la situation financière de leur ménage (52%).

A l'inverse, les répondants en Croatie et en Turquie ne sont qu'une minorité à exprimer un avis similaire (respectivement 40% et 38%). En outre, la satisfaction est en recul de 9 points en Croatie et de 6 points en Turquie par rapport à la mesure enregistrée six mois plus tôt.

86% des cadres se déclarent satisfaits de leur situation financière pour près des trois quarts des employés (72%), moins des deux tiers des ouvriers (63%) et enfin une minorité des chômeurs (31%). Fort logiquement, les personnes ayant le plus souvent des problèmes pour payer leurs factures sont peu nombreuses à se montrer satisfaites de la situation financière de leur ménage (17% pour 43% de celles qui disent avoir parfois des problèmes de cet ordre et une large majorité des répondants qui n'ont jamais à affronter ce genre de difficulté - 82%).

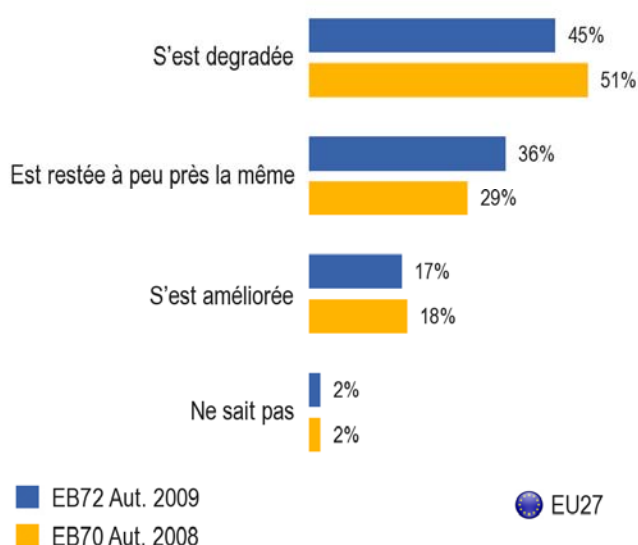
QA2a.5 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
La situation financière de votre ménage

	Total bonne	Total mauvaise	NSP
UE27	64%	34%	2%
Echelle d'occupation du répondant			
Indépendants	68%	31%	1%
Cadres directeurs	86%	13%	1%
Autres employés	72%	27%	1%
Ouvriers	63%	35%	2%
Femmes- hommes au foyer	54%	44%	2%
Chômeurs	31%	67%	2%
Retraités	64%	34%	2%
Etudiants	69%	25%	6%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	17%	82%	1%
De temps en temps	43%	55%	2%
Pratiquement jamais	82%	16%	2%

1.2.3. Le pouvoir d'achat

- L'opinion européenne vit une crise du pouvoir d'achat, mais la situation s'est sensiblement améliorée -

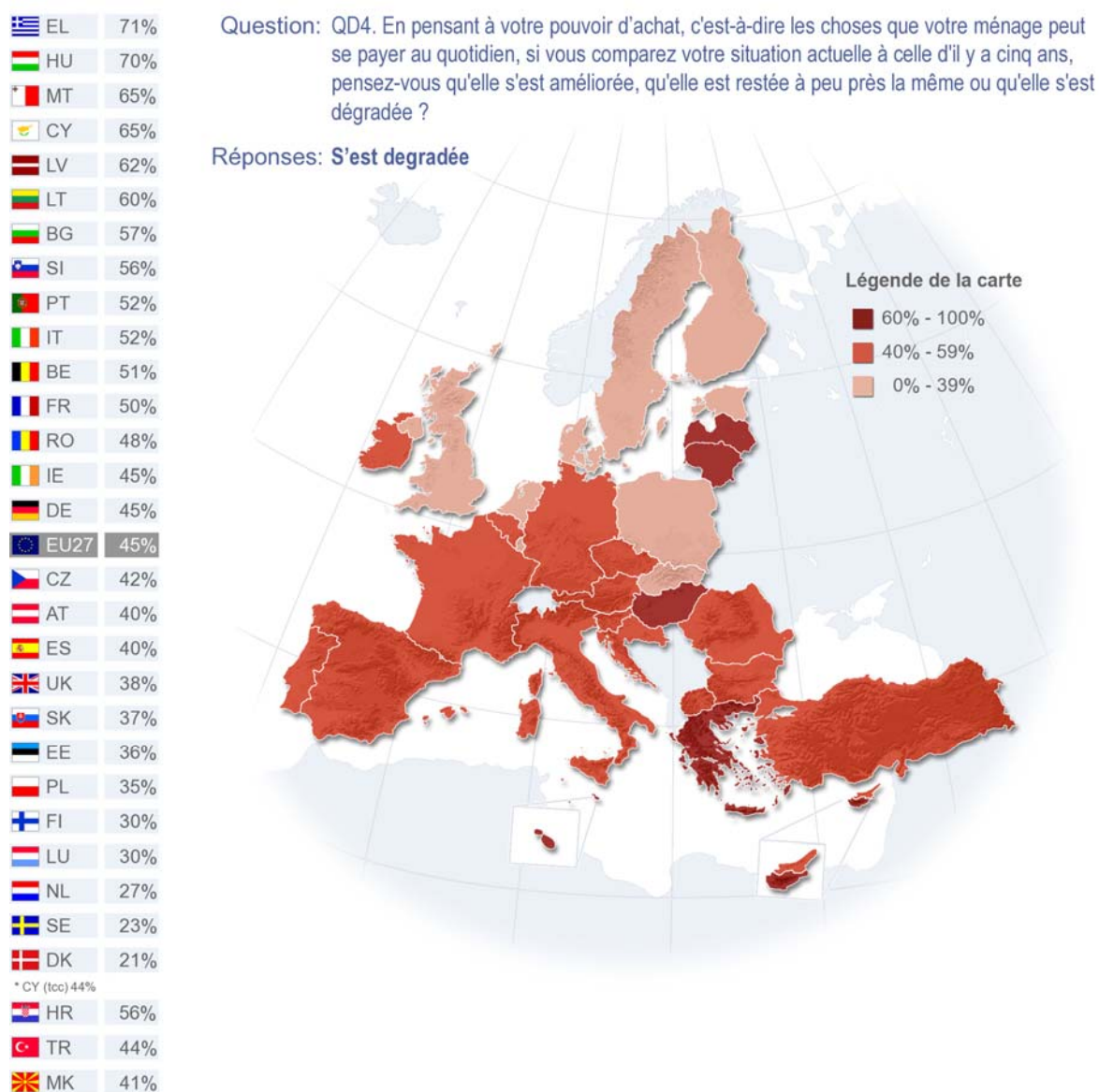
QD4. En pensant à votre pouvoir d'achat, c'est-à-dire les choses que votre ménage peut se payer au quotidien, si vous comparez votre situation actuelle à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle s'est améliorée, qu'elle est restée à peu près la même ou qu'elle s'est dégradée ?



Les Européens continuent de constater une dégradation de leur pouvoir d'achat depuis cinq ans, mais dans une moindre mesure cependant qu'à l'automne 2008¹¹. 45% des Européens considèrent en effet que leur pouvoir d'achat s'est dégradé depuis cinq ans. 36% estiment qu'il est resté inchangé et seuls 17% qu'il s'est amélioré.

La proportion d'Européens ayant le sentiment d'une dégradation de leur pouvoir d'achat est toutefois en net recul (-6 points) par rapport à l'automne 2008 (EB70). Symétriquement, la proportion de ceux qui jugent que la situation est restée à peu près la même depuis cinq ans progresse (+7 points). Le sentiment de dégradation du pouvoir d'achat reste donc bien réel, mais il est ressenti avec moins d'acuité qu'avant la crise financière et économique démarrée en septembre 2008.

¹¹ QD4 En pensant à votre pouvoir d'achat, c'est-à-dire les choses que votre ménage peut se payer au quotidien, si vous comparez votre situation actuelle à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle s'est améliorée, qu'elle est restée à peu près la même ou qu'elle s'est détériorée ?



Dans 12 pays de l'Union, une majorité absolue des habitants diagnostique une dégradation du pouvoir d'achat au cours de ces cinq dernières années. Il s'agit de la Grèce (71%), de la Hongrie (70%), de Malte (65%), de Chypre (65%), de la Lettonie (62%), de la Lituanie (60%), de la Bulgarie (57%), de la Slovénie (56%), du Portugal (52%), de l'Italie (52%), de la Belgique (51%) et de la France (50%).





A l'inverse, les tensions sur le pouvoir d'achat sont beaucoup moins sensibles au Danemark (seuls 21% des répondants dans ce pays déclarent une dégradation de leur pouvoir d'achat), en Suède (23%), aux Pays-Bas (27%) et en Finlande (30%).

Les évolutions par rapport à l'automne 2008 sont très différentes selon les pays, traduisant peut-être l'intensité différente avec laquelle les opinions ressentent la crise. Le sentiment d'une dégradation du pouvoir d'achat progresse ainsi assez nettement en Lituanie (+19 points), en Roumanie (+18) et en Lettonie (+17). Il régresse en revanche très fortement au Luxembourg (-30), en Allemagne (-20), en Autriche (-18) et en France (-15).

Tout se passe comme si les pays les plus riches, déjà largement préoccupés par le pouvoir d'achat avant le démarrage de la crise économique et financière en septembre 2008 avaient désormais le sentiment que la situation s'est améliorée à cet égard, tandis que les Etats membres moins riches, et fortement touchés par la crise, ressentent eux un véritable impact de la crise économique dans leur vie quotidienne.

Logiquement, la dégradation du pouvoir d'achat est la plus ressentie au sein des catégories fragiles : 74% des personnes qui avouent des difficultés financières, 63% des chômeurs, 61% de celles qui se classent en bas de l'échelle sociale et 56% des personnes à bas niveau d'éducation disent constater une détérioration de leur pouvoir d'achat au cours des cinq dernières années. Ce sentiment concerne également les retraités (52%).

QD4 En pensant à votre pouvoir d'achat, c'est-à-dire les choses que votre ménage peut se payer au quotidien, si vous comparez votre situation actuelle à celle d'il y a cinq ans, pensez-vous qu'elle s'est améliorée, qu'elle est restée à peu près la même ou qu'elle s'est dégradée ?

	S'est améliorée	Est restée à peu près la même	S'est dégradée	NSP
UE27	17%	36%	45%	2%
Sexe				
 Homme	20%	35%	43%	2%
Femme	15%	37%	46%	2%
Age				
 15-24	25%	35%	35%	5%
25-39	25%	33%	41%	1%
40-54	17%	36%	46%	1%
55 +	9%	40%	50%	1%
Age de fin d'études				
 15-	8%	35%	56%	1%
16-19	14%	36%	48%	2%
20+	29%	36%	34%	1%
Tjs étudiant	25%	39%	31%	5%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	19%	38%	42%	1%
Cadres directeurs	38%	32%	29%	1%
Autres employés	23%	36%	39%	2%
Ouvriers	19%	36%	44%	1%
Femmes-hommes au foyer	9%	39%	50%	2%
Chômeurs	11%	24%	63%	2%
Retraités	8%	39%	52%	1%
Etudiants	25%	39%	31%	5%
Difficultés à payer ses factures				
La plupart du temps	6%	18%	74%	2%
De temps en temps	10%	33%	56%	1%
Pratiquement jamais	23%	41%	35%	1%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
Bas (1-4)	10%	27%	61%	2%
Moyen (5-6)	18%	38%	43%	1%
Haut (7-10)	26%	41%	32%	1%

Le profil sociodémographique joue également un rôle, peu important en ce qui concerne le sexe du répondant (les femmes ressentant ainsi une plus nette dégradation que les hommes), mais majeur en ce qui concerne l'âge : le sentiment de dégradation du pouvoir d'achat depuis cinq ans progresse en effet graduellement avec l'âge du répondant, de 35% chez les 15-24 ans, pour atteindre 50% chez les 55 ans et plus.

1.3 Les attentes pour l'avenir proche

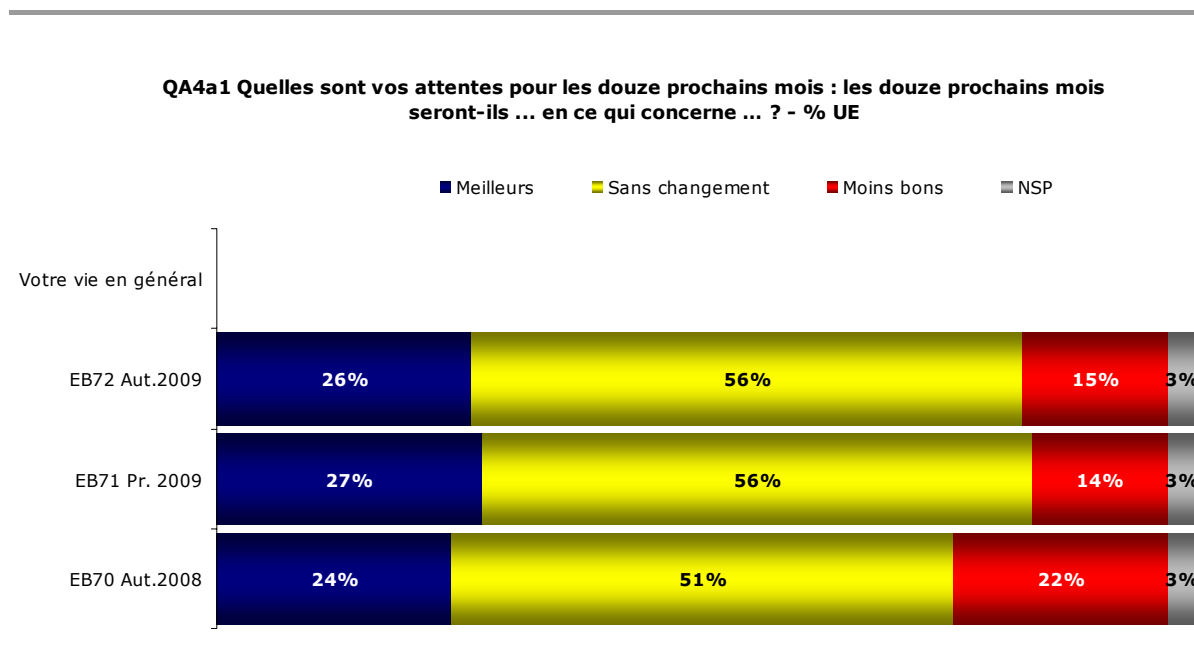
- La majorité des Européens ne s'attendent à aucun réel changement durant les 12 prochains mois dans leur vie personnelle et professionnelle ou dans leur situation financière -

1.3.1. La vie personnelle

Majoritairement satisfaits de la vie qu'ils mènent aujourd'hui, les Européens se montrent beaucoup plus circonspects lorsqu'il s'agit d'évaluer leur avenir personnel à court terme : un quart (26%) anticipent une amélioration dans les 12 prochains mois, 56% pensent que l'année à venir n'apportera pas de changement et enfin 15% considèrent que leur vie deviendra plus difficile¹².

L'optimisme quant à l'avenir proche en ce qui concerne la vie en général est en légère baisse par rapport au printemps 2009 (-1 point). La proportion d'Européens considérant que leur vie ne connaîtra pas de modification durant l'année à venir est égale à celle **enregistrée il y a six mois, tandis que le pessimisme augmente de 1 point.**

Par rapport à l'automne 2008 (EB70), les opinions pessimistes qui rassemblaient plus d'un cinquième des Européens diminuent de 7 points. Ce recul est favorable aux attentes positives qui progressent de 2 points, mais fait surtout augmenter le nombre de personnes qui tablent sur la stabilité dans leur vie personnelle durant l'année à venir (+5 points).



¹² QA4a.1 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? Votre vie en général.
































Les résultats varient de façon importante entre les Etats membres. Près de la moitié des répondants en Suède (48%), un tiers au Royaume-Uni (37%), en France (34%) et en Estonie (33%) et encore 32% au Danemark et 31% en Espagne s'attendent à une amélioration de leur vie personnelle dans l'année à venir.

En revanche, dans 10 Etats membres, les prévisions négatives dépassent les anticipations positives. Près de quatre personnes interrogées sur dix en Lituanie et en Hongrie (respectivement 39% et 38%), 29% en Roumanie et 28% en Lettonie s'attendent à ce que leur vie devienne plus difficile durant les 12 mois à venir.

Pour avoir la vision la plus juste des évolutions des attentes des Européens, nous avons créé un index qui rend compte de l'écart existant entre les réponses optimistes « meilleurs », et les réponses pessimistes « moins bons ». Le résultat de cette mesure peut être positif (c'est-à-dire que l'optimisme prend le pas sur le pessimisme) ou négatif ; plus la mesure est élevée, plus la confiance dans l'avenir à court terme est forte. Cet index nous apporte une dimension supplémentaire dans la mesure des attentes que nous pouvons analyser au niveau de l'Union comme de chaque pays. Il sera en outre un excellent outil pour mesurer les évolutions nationales depuis la précédente enquête du printemps 2009 : ainsi, nous allons étudier la différence d'index entre les deux dernières enquêtes (Automne 2009 – Printemps 2009). Une différence d'index positive signifie donc que la situation s'est développée dans le sens d'un plus grand optimisme.

Concernant les attentes des Européens dans le domaine de la vie personnelle, cette différence est positive dans 12 Etats membres et négative dans 15 autres. Elle est de +15 points en Grèce et de +11 points en Estonie. Les attentes à l'égard de la vie en général se sont donc nettement améliorées dans ces deux pays. A l'inverse, elle s'établit à -18 points à Malte, -13 points en Lituanie, -12 points en Roumanie, -11 points à Chypre et en Irlande et -10 points en Italie.

QA4.1 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
-Votre vie en général




		EB71 Pr.2009 Meilleurs- Moins bons	EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Aut.2009- Pr.2009
	UE27	+13	+11	-2
	EL	-6	+9	+15
	EE	+6	+17	+11
	LV	-16	-11	+5
	SE	+37	+42	+5
	DE	+1	+5	+4
	FR	+19	+23	+4
	LU	+16	+20	+4
	AT	+1	+4	+3
	NL	+17	+19	+2
	FI	+23	+25	+2
	DK	+29	+30	+1
	PT	-9	-8	+1
	UK	+31	+29	-2
	CZ	+1	-2	-3
	ES	+21	+18	-3
	HU	-21	-24	-3
	SK	-3	-6	-3
	BE	+15	+11	-4
	SI	+10	+6	-4
	BG	-2	-8	-6
	PL	+10	+4	-6
	IT	+14	+4	-10
	IE	+6	-5	-11
	CY	+14	+3	-11
	RO	+5	-7	-12
	LT	-9	-22	-13
	MT	+15	-3	-18
	CY (tcc)	+11	-3	-14
	MK	+18	+12	-6
	HR	-5	-12	-7
	TR	=	-7	-7

Plus de trois répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine sur dix (31%) se montrent optimistes pour leur avenir personnel dans l'année à venir contre seulement 18% en Croatie et un quart en Turquie (24%) qui partagent cette opinion. 31% de ces derniers et 30% des Croates anticipent une dégradation pour seulement 19% des habitants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine. Dans les trois pays candidats comme dans l'Union européenne, la majorité des personnes interrogées ne s'attendent à aucun changement.

On observe sur cette question des variations importantes liées aux caractéristiques sociodémographiques des personnes interrogées. Les plus jeunes et les plus diplômés sont une fois encore les plus confiants : 44% des 15-24 ans anticipent une amélioration de leur vie personnelle dans les 12 prochains mois pour 13% des 55 ans et plus, qui, assez logiquement, sont les moins nombreux à escompter une amélioration de leur situation dans un avenir proche.

De même, un tiers des répondants ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà (33%) se montrent confiants dans l'avenir tandis que moins d'un sixième de ceux ayant arrêté l'école avant 16 ans (15%) partagent leur optimisme. Enfin, on notera que près de quatre chômeurs sur dix (38%) anticipent une amélioration de leur vie dans les 12 mois à venir comme environ un tiers des cadres (35%) mais seulement 28% des employés et 27% des ouvriers.

QA4a.1 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
Votre vie en général

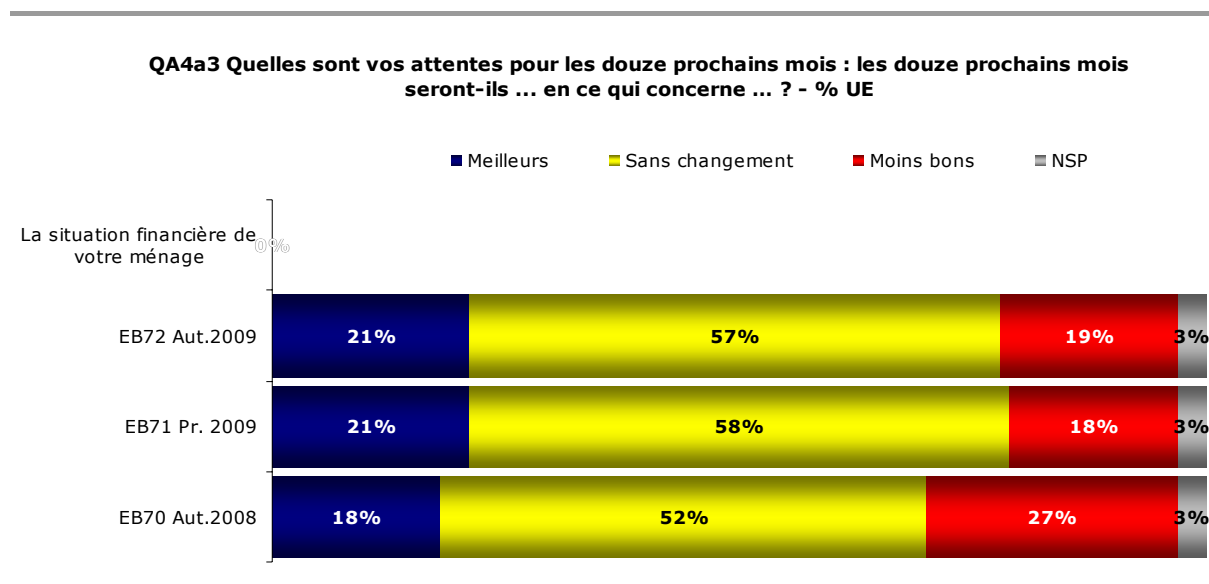
	Meilleurs	Moins bons	Sans changement	NSP
UE27	26%	15%	56%	3%
Age				
 15-24	44%	10%	43%	3%
25-39	36%	14%	47%	3%
40-54	23%	16%	58%	3%
55 +	13%	17%	67%	3%
Age de fin d'études				
15-	15%	21%	61%	3%
 16-19	24%	16%	57%	3%
20+	33%	11%	53%	3%
Tjs étudiant	43%	8%	46%	3%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	28%	16%	53%	3%
Cadres directeurs	35%	10%	53%	2%
Autres employés	28%	13%	55%	4%
Ouvriers	27%	15%	55%	3%
Femmes- hommes au foyer	21%	16%	59%	4%
Chômeurs	38%	21%	37%	4%
Retraités	11%	18%	68%	3%
Etudiants	43%	8%	46%	3%

1.3.2. La situation financière

Un cinquième des Européens estiment que la situation financière de leur ménage va s'améliorer durant l'année à venir (21%) pour plus de la moitié (57%) qui ne s'attendent à aucun changement et 19% qui pensent que leurs finances vont se dégrader durant les 12 prochains mois¹³.

Ces résultats sont stables. La confiance est identique à celle enregistrée il y a six mois, la proportion de personnes n'anticipant aucun changement est en recul de 1 point tandis que le nombre de répondants qui estiment que leur situation financière se dégradera dans l'année à venir est en hausse de 1 point.

Par rapport à l'automne 2008, les opinions pessimistes, qui rassemblaient un an auparavant plus d'un cinquième des Européens, s'écroulent et diminuent de 8 points. Ce recul bénéficie aux attentes positives qui progressent de 3 points, mais fait surtout augmenter le nombre de personnes qui anticipent la stabilité de leur vie personnelle durant l'année à venir (+5 points).



On observe là encore d'importantes différences selon le pays de résidence de la personne interrogée. Dans 12 des 27 Etats membres, la proportion des optimistes est supérieure à celle des répondants anticipant une dégradation de la situation financière de leur ménage. Les personnes interrogées en Suède se montrent les plus confiantes : 32% pensent que leur situation financière va s'améliorer dans l'année à venir. 30% des habitants du Royaume-Uni, 29% en Estonie et 27% en Espagne partagent cette opinion.
































¹³ QA4a.3 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation financière de votre ménage.

En revanche, en Hongrie, la moitié des personnes interrogées s'attendent à une détérioration de leur situation financière (49%, soit la majorité des personnes interrogées dans ce pays). La Lituanie (40%), l'Irlande (35%), Chypre et la Lettonie (33% dans les deux cas), la Roumanie (31%) et la Bulgarie (30%) expriment ce même avis.

En termes d'évolution, la différence d'index entre les deux dernières enquêtes est positive dans 10 Etats membres et négative dans 17 autres. De nouveau, on note une forte progression en Grèce (+21 points) et en Estonie (+14 points). Le recul est important à Malte (-19 points), en Irlande (-12 points), à Chypre (-11 points) et en Roumanie (-10 points).

On note une forte détérioration des attentes sur cette dimension dans la Communauté turque chypriote : l'indice a perdu 17 points depuis le printemps 2009.

QA4.3 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
-La situation financière de votre ménage

	EB71 Pr.2009 Meilleurs- Moins bons	EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Aut.2009- Pr.2009
 UE27	+3	+2	-1
 EL	-19	+2	+21
 EE	-1	+13	+14
 PT	-18	-11	+7
 LU	+9	+14	+5
 DE	-6	-2	+4
 SK	-12	-8	+4
 FI	+11	+15	+4
 LV	-21	-18	+3
 AT	=	+2	+2
 DK	+19	+20	+1
 SE	+21	+20	-1
 UK	+19	+18	-1
 FR	+13	+11	-2
 BG	-12	-16	-4
 NL	+8	+4	-4
 SI	+3	-1	-4
 PL	=	-5	-5
 CZ	-5	-11	-6
 ES	+15	+9	-6
 IT	+1	-5	-6
 HU	-31	-37	-6
 BE	+10	+2	-8
 LT	-18	-26	-8
 RO	-2	-12	-10
 CY	-8	-19	-11
 IE	-13	-25	-12
 MT	+3	-16	-19
CY (tcc)	+3	-14	-17
 MK	+4	+6	+2
 TR	-10	-15	-5
 HR	-10	-21	-11

Plus d'un quart des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (27%) estiment que la situation financière de leur ménage sera meilleure dans les 12 prochains mois, alors qu'en Turquie et en Croatie, plus d'un tiers des personnes interrogées se montrent pessimistes (respectivement 34% et 35% anticipent une dégradation).

Une fois encore, plus la personne interrogée est jeune et plus elle tend à être confiante (33% des 15-24 ans s'attendent à une amélioration pour 9% des 55 ans et plus). De même, plus celle-ci a poursuivi tardivement ses études et plus elle se montre optimiste (26% des répondants ayant continué leurs études jusqu'à 20 ans et au-delà pour 12% de ceux les ayant arrêté avant l'âge de 16 ans) ; le niveau d'éducation est étroitement corrélé avec la profession occupée, et par conséquent avec la situation financière, ce qui contribue à expliquer la confiance plus importante des répondants ayant poursuivi leurs études le plus longtemps.

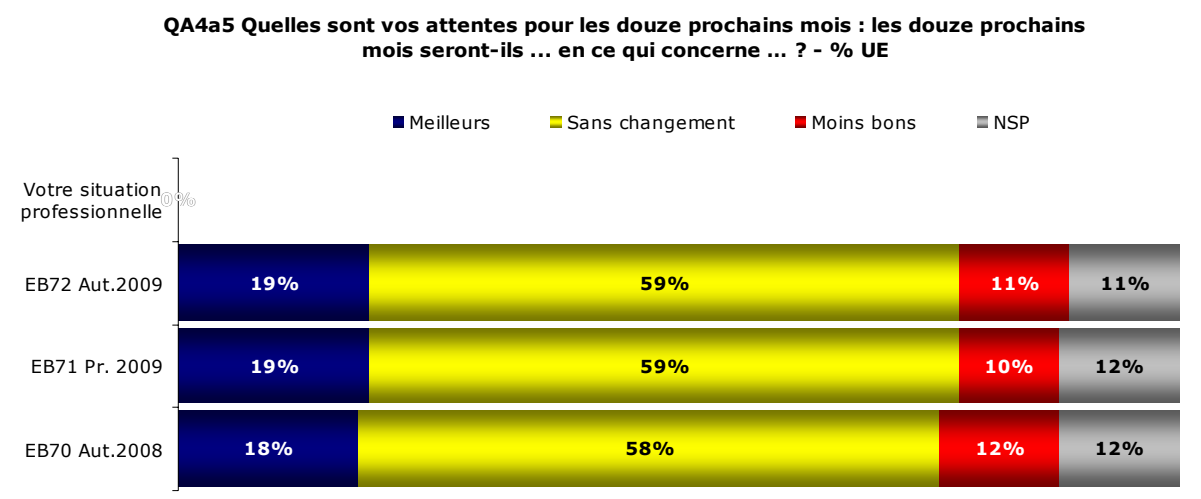
Il est intéressant de noter que les chômeurs sont nombreux à exprimer leur confiance : 31% d'entre eux s'attendent à une amélioration de la situation financière de leur ménage, pour 27% des cadres, 24% des employés et 23% des ouvriers. Cette confiance dans l'avenir est particulièrement nette après des chômeurs des pays scandinaves, en Suède (65% des chômeurs estiment que la situation financière de leur ménage va s'améliorer dans les 12 prochains mois) et au Danemark (57%), mais également au Luxembourg (51%), aux Pays-Bas et au Royaume-Uni (46% dans les deux cas).

QA4a.3 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
La situation financière de votre ménage

	Meilleurs	Moins bons	Sans changement	NSP
UE27	21%	19%	57%	3%
Age				
15-24	33%	13%	49%	5%
25-39	31%	19%	47%	3%
40-54	20%	20%	57%	3%
55 +	9%	21%	68%	2%
Age de fin d'études				
15-	12%	24%	61%	3%
16-19	20%	21%	56%	3%
20+	26%	14%	58%	2%
Tjs étudiant	30%	11%	53%	6%
Echelle d'occupation du répondant				
Indépendants	27%	18%	52%	3%
Cadres directeurs	27%	12%	59%	2%
Autres employés	24%	17%	56%	3%
Ouvriers	23%	20%	54%	3%
Femmes- hommes au foyer	17%	22%	59%	2%
Chômeurs	31%	27%	37%	5%
Retraités	7%	22%	69%	2%
Etudiants	30%	11%	53%	6%

1.3.3. La situation professionnelle

Les finances du ménage et la situation professionnelle du répondant étant très liées, les réponses des Européens sur leurs attentes en matière de vie professionnelle recourent celles qu'ils ont exprimées précédemment¹⁴. Six Européens sur dix ne s'attendent à aucun changement dans leur situation professionnelle durant les 12 prochains mois (59%), un cinquième considère que celle-ci s'améliorera (19%) et une faible proportion (11%) qu'elle se dégradera.



Par rapport aux chiffres du printemps dernier, la proportion de personnes interrogées estimant que leur situation professionnelle va s'améliorer et la part des répondants n'anticipant aucun changement sont stables, celle des répondants craignant une dégradation augmente de 1 point.

Si on remonte plus en arrière dans le temps on constate, par rapport à l'automne 2008, que les opinions pessimistes ont reculé d'un point tandis qu'à l'inverse, la proportion des personnes anticipant une amélioration de leur situation professionnelle dans les 12 mois à venir a progressé d'un point. La part des personnes estimant qu'en matière professionnelle, les choses ne devraient pas changer progresse d'un point.

Les répondants en France (26%), en Espagne et au Royaume-Uni (25% dans les deux cas) et en Suède (24%) comptent parmi les plus confiants. La Lituanie se distingue également par la proportion de personnes interrogées exprimant leur pessimisme : 40%, soit 29 points de plus que la moyenne de l'Union européenne. En Hongrie, près de quatre personnes interrogées sur dix (37%) anticipent encore une dégradation de leur situation professionnelle dans les 12 mois à venir.
































¹⁴ QA4a.5 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? Votre situation professionnelle.

L'analyse des évolutions révèle que l'optimisme quant à l'évolution à court terme de la situation professionnelle du ménage du répondant est en nette augmentation en Grèce (+14 points), pays qui a renouvelé son Parlement en octobre 2009. Il progresse également, mais en bien moindre mesure, en Slovaquie et au Portugal (+5 points), et en Allemagne, en France et en Lettonie (+4 points dans les trois cas).

La différence d'indice entre cet Eurobaromètre et le précédent, réalisé au printemps 2009, est au contraire négative en Italie et en Hongrie (-11 points dans les deux pays), en Roumanie (-8), en Lituanie et en Belgique (-7 points dans les deux cas) et à Malte (-6).

Sur cette dimension également, on note une très forte dégradation de la situation dans la Communauté turque chypriote : l'indice a reculé de 21 points depuis le printemps 2009. L'optimisme dominait au printemps 2009 (indice de +8), il est désormais largement minoritaire (-13).

QA4.5 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
-Votre situation professionnelle

		EB71 Pr.2009 Meilleurs- Moins bons	EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Aut.2009- Pr.2009
 UE27		+9	+8	-1
 EL		-8	+6	+14
 PT		-10	-5	+5
 SK		-8	-3	+5
 DE		+4	+8	+4
 FR		+16	+20	+4
 LV		-10	-6	+4
 EE		+8	+11	+3
 LU		+11	+14	+3
 AT		+4	+7	+3
 FI		+12	+14	+2
 NL		+11	+12	+1
 SE		+19	+20	+1
 DK		+17	+17	=
 CY		+2	+1	-1
 SI		+5	+4	-1
 BG		-3	-5	-2
 IE		-2	-6	-4
 PL		+10	+6	-4
 UK		+23	+19	-4
 CZ		+2	-3	-5
 ES		+18	+13	-5
 MT		+8	+2	-6
 BE		+13	+6	-7
 LT		-23	-30	-7
 RO		+3	-5	-8
 IT		+7	-4	-11
 HU		-18	-29	-11
	CY (tcc)	+8	-13	-21
 MK		+2	+5	+3
 HR		-5	-10	-5
 TR		-5	-13	-8

La majorité des répondants des pays candidats ne s'attendent à aucun changement durant les 12 prochains mois : 52% dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, 50% en Croatie et 44% en Turquie.

Les plus jeunes et les plus diplômés sont toujours les plus nombreux à exprimer leur confiance dans l'avenir s'agissant de leur situation professionnelle. Plus d'un tiers des répondants âgés de 15 à 24 ans (35%) se montrent optimistes pour 6% seulement des 55 ans et plus. De même, près d'un quart des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans et au-delà (23%) pensent que leur situation professionnelle va s'améliorer dans les 12 mois à venir pour 9% de celles ayant arrêté leur scolarité à l'âge de 15 ans ou plus tôt. Enfin, alors qu'un quart des cadres directeurs (24%), 20% des employés et 22% des ouvriers se montrent optimistes, une majorité relative des chômeurs (38%) partage ce sentiment. Comme c'était le cas pour les attentes concernant l'amélioration de la situation financière du ménage, c'est de nouveau dans les pays scandinaves que les chômeurs sont le plus confiants pour l'évolution de leur situation professionnelle à court terme. C'est notamment le cas au Danemark et en Suède (71% dans les deux cas), en France (65%), mais également, à un degré moindre, au Royaume-Uni (49%) et en Espagne (48%).

QA4a.5 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
Votre situation professionnelle

	Meilleurs	Moins bons	Sans changement	NSP
UE27	19%	11%	59%	11%
Age				
15-24	35%	9%	44%	12%
25-39	29%	13%	53%	5%
40-54	17%	14%	63%	6%
55 +	6%	9%	65%	20%
Age de fin d'études				
15-	9%	13%	62%	16%
16-19	19%	13%	58%	10%
20+	23%	8%	61%	8%
Tjs étudiant	30%	6%	48%	16%
Echelle d'occupation du répondant				
Indépendants	24%	14%	58%	4%
Cadres directeurs	24%	8%	66%	2%
Autres employés	20%	12%	63%	5%
Ouvriers	22%	13%	61%	4%
Femmes- hommes au foyer	11%	13%	60%	16%
Chômeurs	38%	22%	31%	9%
Retraités	4%	8%	64%	24%
Etudiants	30%	6%	48%	16%

1.4 Les préoccupations des Européens

- Inflation, situation économique et chômage restent en tête des principales préoccupations personnelles des Européens -

La hausse des prix est le premier problème auquel les Européens disent avoir à faire face dans leur vie personnelle¹⁵. Plus d'un tiers d'entre eux (38%) choisissent l'inflation parmi les quatorze dimensions testées qui leur sont proposées, une proportion identique à celle enregistrée au printemps dernier. La situation économique, désignée par 26% des répondants, arrive en deuxième position. Elle est suivie du chômage (20%), du système de santé (18%), des retraites/pensions (15%), des impôts (13%), du système éducatif (9%), de l'insécurité (8%), du logement et de l'énergie (6% dans les deux cas). Les autres dimensions testées recueillent moins de 6% des réponses : l'environnement (5%), l'immigration (4%), le terrorisme (2%) et la défense/la politique étrangère (1%).



¹⁵ QA6a Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ? (MAX. 2 REPONSES)

Hausse des prix, situation économique et chômage. En plaçant ces trois items en tête de leurs préoccupations, les Européens révèlent leurs vives inquiétudes à l'égard des questions économiques. La crise économique pèse sans aucun doute sur l'évolution des opinions des Européens. La hausse des prix, la situation économique et le chômage figurent toujours, comme au printemps 2009, au premier rang des préoccupations des citoyens.

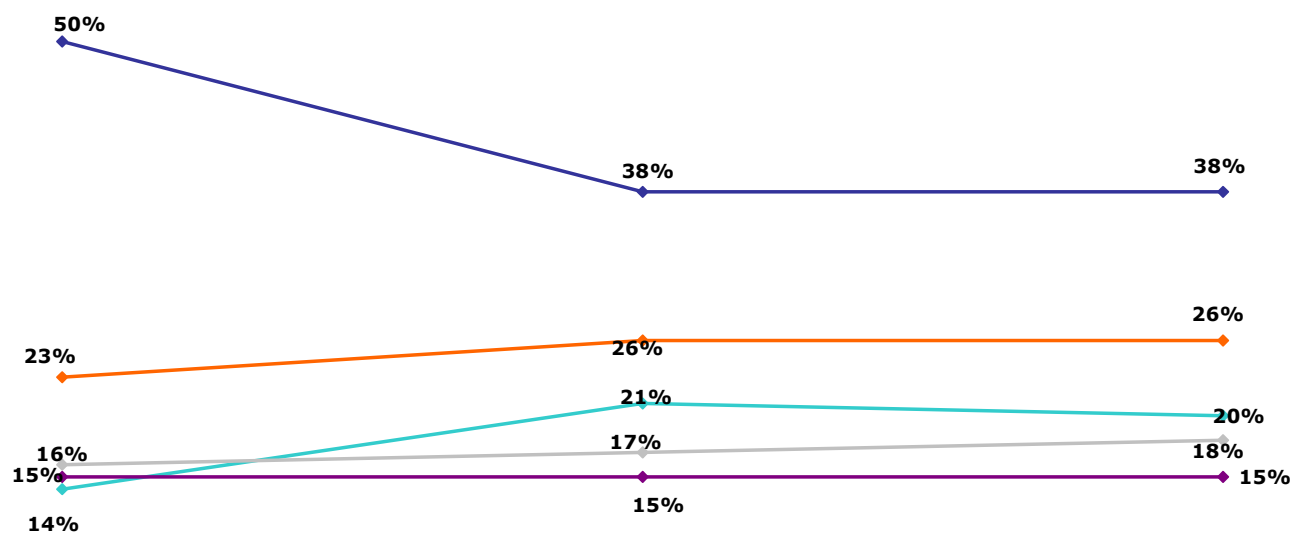
Si les résultats montrent une grande stabilité par rapport au printemps 2009, il convient d'étudier ces évolutions sur une plus longue durée, depuis l'Eurobaromètre réalisé à l'automne 2008 (EB70), première fois où cette question sur les préoccupations personnelles a été posée, au début de la crise économique,.

Même si l'inflation reste la principale préoccupation (38%), elle a perdu beaucoup de terrain entre l'automne 2008 et l'automne 2009 (-12 points), alors que le nombre d'Européens qui s'inquiètent personnellement de la situation économique et du chômage s'est quelque peu accru dans le même temps (respectivement +3 points et +6 points). Même si les économies européennes montrent des signes de reprise, l'inquiétude pour la situation économique (26 %) et le chômage (20 %) est toujours aussi répandue qu'au printemps 2009.

Seule l'énergie est véritablement en hausse (+3 points), par rapport au printemps 2009, conséquence possible de la montée des enjeux environnementaux et de la mise à l'agenda des problèmes énergétiques. Les impôts augmentent également de 2 points et la santé de 1 point.

**QA6a Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement?
(MAX. 2 REPONSES) - % UE**

—◆— La hausse des prix/ l'inflation —◆— La situation économique —◆— Le chômage —◆— Le système de santé —◆— Les retraites/ les pensions



Aut. 2008
EB 70

Pr. 2009
EB 71

Aut. 2009
EB 72

La hausse des prix arrive en première position dans 18 des 27 Etats membres, dont la Hongrie (61%), Malte (60%), Chypre (51%), l'Autriche et la Roumanie (50% chacun) et la Bulgarie (48%). En revanche, moins d'un Scandinave sur cinq (11% des Suédois et 17% des Danois) cite l'inflation, alors que les répondants de ces deux pays mentionnent le système de santé comme un problème important auquel ils sont personnellement confrontés (respectivement 35% et 20%).

La situation économique est le deuxième problème cité par les Européens (26%). Dans cinq Etats membres, cet item figure en première position : en Grèce (47%), en Lettonie (46%), en Irlande (44%), en Espagne (42%), en Estonie (34%) et au Danemark (23%). 40% des répondants à Chypre et 37% en Roumanie désignent la situation économique comme l'un des principaux problèmes auxquels ils ont à faire face dans leur vie personnelle.

Ces deux premières dimensions testées sont suivies par le chômage (20%) mentionné par un tiers des personnes interrogées en Lettonie, en Espagne et en Irlande (respectivement 33%, 32% et 32%), le système de santé (18%) plus d'un tiers aux Pays-Bas et en Suède (33%) et 32% en Finlande (cet item arrivant en tête auprès des répondants de ces trois pays), les retraites (15%) choisi par un quart des Slovénes (24%) et les impôts (13%) que mentionnent 23% des Litوانيens, 22% des Italiens et 20% des Belges et des Estoniens.
































Les autres dimensions testées recueillent moins de 10% de réponses au niveau européen. On notera cependant que 21% des répondants aux Pays-Bas et 17% au Luxembourg et en Suède sont préoccupés par le système éducatif, pour 9% des Européens.

Au Royaume-Uni (16%) et en Irlande (15%) l'insécurité est citée comme l'un des principaux problèmes auxquels les répondants ont à faire face dans leur vie personnelle pour 8% parmi les citoyens des Vingt-sept. 14% des répondants au Luxembourg et 12% en République tchèque et en Suède se montrent préoccupés par les questions de logement pour 6% des Européens. A Malte, 29% des citoyens affirment être concernés par les questions énergétiques pour 6% en moyenne dans l'Union

Un quart des répondants en Suède (24%) citent les enjeux environnementaux pour 5% pour l'ensemble des citoyens européens. Enfin, si seulement 4% des citoyens européens mentionnent l'immigration, à Malte, ils sont 12% à la désigner comme l'un des principaux problèmes auxquels ils sont personnellement confrontés.
































La situation économique est la première dimension testée citée en Turquie (45%). Elle est également mentionnée par 44% des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et un tiers de ceux de Croatie (35%). Ceux-ci citent en premier lieu la hausse des prix (52%), un problème qui inquiète également 19% des personnes interrogées en Turquie et 29% dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine. Ces dernières considèrent le chômage comme le premier problème auquel ils sont personnellement confrontés (48%). Quatre personnes sur dix (43%) en Turquie et un quart en Croatie (23%) partagent cette opinion.

QA6 Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ?
(MAX. 2 REPONSES)

		La hausse des prix/ l'inflation	La situation économique	Le chômage	Le système de santé	Les retraites/ les pensions	Les impôts	Le système éducatif
	UE27	38%	26%	20%	18%	15%	13%	9%
	BE	43%	22%	15%	7%	14%	20%	6%
	BG	48%	34%	28%	22%	20%	6%	8%
	CZ	43%	28%	12%	16%	19%	8%	6%
	DK	17%	23%	15%	20%	11%	7%	14%
	DE	36%	23%	14%	28%	17%	12%	12%
	EE	24%	34%	28%	28%	12%	20%	10%
	IE	28%	44%	32%	26%	9%	15%	10%
	EL	43%	47%	19%	12%	10%	12%	12%
	ES	27%	42%	32%	6%	11%	12%	8%
	FR	44%	16%	19%	15%	18%	15%	10%
	IT	44%	32%	19%	8%	7%	22%	8%
	CY	51%	40%	14%	11%	8%	5%	9%
	LV	22%	46%	33%	23%	14%	17%	13%
	LT	46%	29%	29%	19%	13%	23%	7%
	LU	28%	16%	20%	13%	7%	8%	17%
	HU	61%	30%	29%	14%	22%	9%	7%
	MT	60%	19%	14%	10%	9%	8%	5%
	NL	20%	31%	12%	35%	16%	6%	21%
	AT	50%	21%	18%	16%	18%	10%	9%
	PL	45%	12%	24%	29%	20%	8%	7%
	PT	42%	32%	24%	18%	15%	11%	6%
	RO	50%	37%	15%	23%	19%	10%	7%
	SI	40%	15%	15%	18%	24%	16%	10%
	SK	38%	30%	15%	19%	14%	7%	11%
	FI	25%	20%	19%	32%	17%	14%	8%
	SE	11%	24%	22%	35%	21%	8%	17%
	UK	29%	19%	19%	16%	16%	11%	9%
	CY (tcc)	24%	51%	37%	14%	3%	7%	11%
	MK	29%	44%	48%	9%	9%	7%	6%
	HR	52%	35%	23%	13%	21%	10%	7%
	TR	19%	45%	43%	12%	9%	5%	7%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

**QA6 Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ?
(MAX. 2 REPONSES)**

		L'insécurité	Le logement	L'énergie	L'environnement	L'immigration	Le terrorisme	La défense/ la politique étrangère
	UE27	8%	6%	6%	5%	4%	2%	1%
	BE	11%	6%	13%	7%	7%	1%	1%
	BG	10%	3%	3%	2%	0%	1%	0%
	CZ	3%	12%	6%	4%	3%	0%	0%
	DK	15%	7%	4%	11%	7%	4%	1%
	DE	4%	2%	11%	4%	2%	1%	1%
	EE	7%	4%	3%	4%	0%	0%	0%
	IE	15%	3%	2%	2%	1%	0%	0%
	EL	13%	1%	0%	6%	5%	2%	1%
	ES	6%	11%	1%	5%	5%	4%	2%
	FR	7%	10%	7%	10%	1%	0%	0%
	IT	9%	3%	2%	5%	6%	4%	2%
	CY	12%	8%	2%	1%	7%	0%	1%
	LV	5%	6%	1%	1%	1%	0%	0%
	LT	6%	5%	4%	1%	1%	0%	0%
	LU	10%	14%	5%	7%	4%	4%	2%
	HU	4%	5%	6%	2%	1%	0%	1%
	MT	2%	2%	29%	11%	12%	0%	0%
	NL	11%	6%	7%	9%	2%	1%	1%
	AT	11%	7%	4%	4%	6%	2%	2%
	PL	3%	5%	3%	2%	1%	1%	0%
	PT	13%	2%	1%	1%	1%	1%	1%
	RO	9%	5%	1%	4%	1%	2%	1%
	SI	3%	8%	2%	5%	0%	0%	1%
	SK	4%	11%	11%	6%	0%	1%	1%
	FI	7%	9%	6%	10%	3%	1%	1%
	SE	9%	12%	5%	24%	5%	1%	1%
	UK	16%	10%	11%	3%	9%	2%	2%
	CY (tcc)	11%	4%	2%	4%	2%	2%	19%
	MK	9%	5%	4%	5%	2%	1%	2%
	HR	6%	7%	2%	2%	0%	0%	0%
	TR	3%	2%	2%	3%	2%	19%	2%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.





On observe quelques variations en fonction de certains critères sociodémographiques. Ainsi, près de trois jeunes sur dix citent le chômage comme l'un des deux principaux problèmes auxquels ils sont confrontés (28% des 15-24 ans pour 10% des 55 ans et plus) tandis que de leur côté, plus d'un tiers des personnes les plus âgées mentionnent les retraites (35% des personnes âgées de 55 ans et plus pour 2% des 15-24 ans) et plus d'un quart (27%) le système de santé (pour 9% des plus jeunes).

Les 25-39 ans et les 40-54 ans sont en revanche plus nombreux que les plus jeunes ou les plus âgés à citer la hausse des prix et la situation économique comme des problèmes auxquels ils ont à faire face dans leur vie personnelle. Le niveau d'éducation crée également quelques différences. Ainsi, les répondants ayant quitté l'école avant 16 ans sont plus nombreux à citer la hausse des prix (40%) que ceux ayant poursuivi leurs études après 19 ans (34%). En revanche, ces derniers sont davantage préoccupés par le système éducatif (11%) que ceux qui ont stoppé leurs études le plus tôt (3%).

Logiquement, 73% des chômeurs se disent particulièrement préoccupés par le chômage, item qu'ils citent en premier, très loin devant la situation économique (31%) et la hausse des prix (30%). Le chômage est mentionné par 20% des ouvriers, 15% des employés et 9% des cadres. La difficulté à payer ses factures est un critère particulièrement discriminant sur cette question des préoccupations personnelles : ainsi, les répondants qui rencontrent régulièrement ce type de problème à la fin du mois sont plus nombreux à citer la situation économique (36%), la hausse des prix (42%), mais surtout le chômage (42%) que les répondants n'ayant presque jamais de problèmes pour honorer leurs factures (respectivement 21%, 34%, et 14% de citations). En revanche, le système éducatif (11%) ou de santé (21%) sont des problèmes plus importants pour ces derniers que pour ceux ayant arrêté l'école avant 16 ans (respectivement 6% et 13%).

Enfin, l'échelle gauche-droite crée peu de différences, même si on note que les sympathisants de gauche sont un peu plus nombreux à se préoccuper du système éducatif (12%) que ceux de droite (8%).

QA6a Et personnellement, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels vous faites face actuellement ? (MAX. 2 REPONSES)

		La hausse des prix/ l'inflation	La situation économique	Le chômage	Le système de santé	Les retraites/ les pensions
	UE27	38%	26%	20%	18%	15%
Sexe						
	Homme	36%	29%	20%	16%	14%
	Femme	39%	24%	20%	21%	17%
Age						
	15-24	34%	23%	28%	9%	2%
	25-39	40%	32%	26%	14%	3%
	40-54	40%	31%	22%	17%	8%
	55 +	36%	20%	10%	27%	35%
Age de fin d'études						
	15-	40%	25%	18%	21%	29%
	16-19	41%	28%	21%	19%	14%
	20+	34%	26%	17%	20%	11%
	Tjs étudiant	28%	24%	23%	9%	2%
Echelle d'occupation du répondant						
	Indépendants	37%	37%	13%	13%	6%
	Cadres directeurs	34%	24%	9%	20%	9%
	Autres employés	40%	32%	15%	16%	8%
	Ouvriers	45%	30%	20%	16%	8%
	Femmes- hommes au foyer	45%	29%	22%	19%	11%
	Chômeurs	30%	31%	73%	10%	3%
	Retraités	37%	17%	8%	29%	40%
	Etudiants	28%	24%	23%	9%	2%
Difficultés à payer ses factures						
	La plupart du temps	42%	36%	42%	13%	14%
	De temps en temps	44%	34%	25%	14%	12%
	Pratiquement jamais	34%	21%	14%	21%	17%
Echelle Gauche-Droite						
	(1-4) Gauche	36%	27%	20%	18%	15%
	(5-6) Centre	37%	26%	20%	19%	16%
	(7-10) Droite	37%	26%	17%	18%	15%

2. LES ASPECTS SOCIAUX

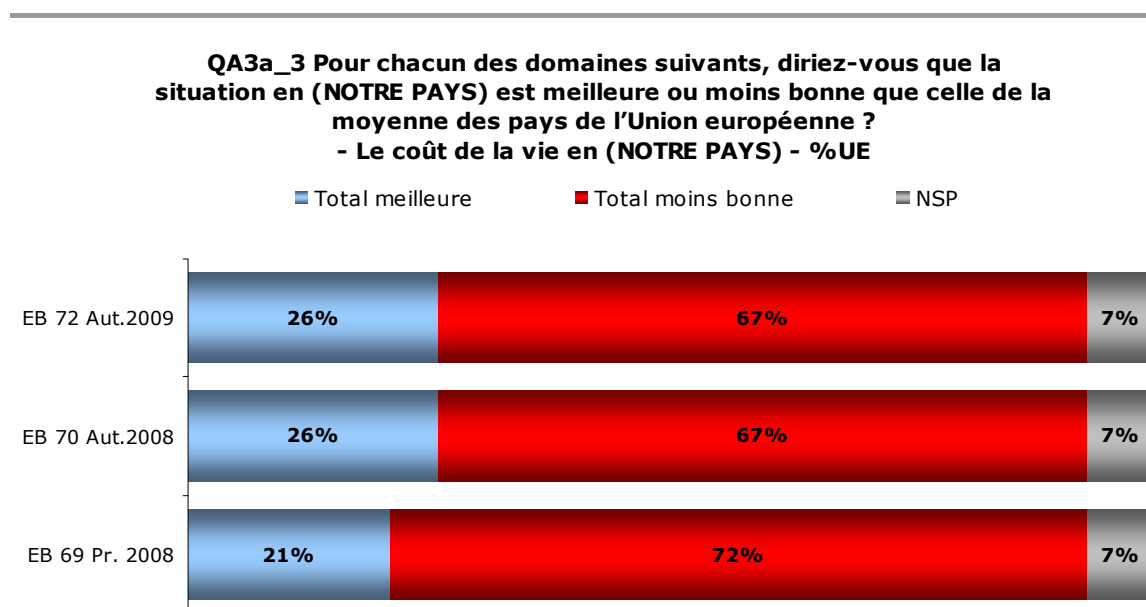
2.1 L'opinion sur la situation dans le pays

Appelés à comparer la situation de leur pays à celle de la moyenne de l'Union européenne dans différents domaines, les Européens sont majoritaires à estimer être nationalement moins favorisés, par rapport à la moyenne des pays de l'Union d'après l'idée qu'ils s'en font. Ils se montrent cependant divisés sur la comparaison de la qualité de vie et de l'environnement dans leur pays avec celle de la moyenne des Vingt-sept.

2.1.1 La situation nationale du coût de la vie comparée à la moyenne européenne

Concernant le coût de la vie, principale préoccupation des Européens d'un point de vue personnel, une large majorité des personnes interrogées (67%) jugent que la situation est moins bonne dans leur pays qu'elle ne l'est en moyenne dans les Etats membres. Une personne sur quatre environ exprime l'opinion inverse (26%).¹⁶

Ces chiffres sont parfaitement identiques à ceux enregistrés un an plus tôt, à l'automne 2008 (EB70). La proportion de citoyens considérant la situation du coût de la vie meilleure dans leur pays qu'en moyenne dans l'Union européenne est cependant plus élevée (+5 points) qu'au printemps 2008 (EB 69) et ce, en dépit de la crise économique de ces derniers mois.



¹⁶ QA3a.3 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? Le coût de la vie en (NOTRE PAYS).

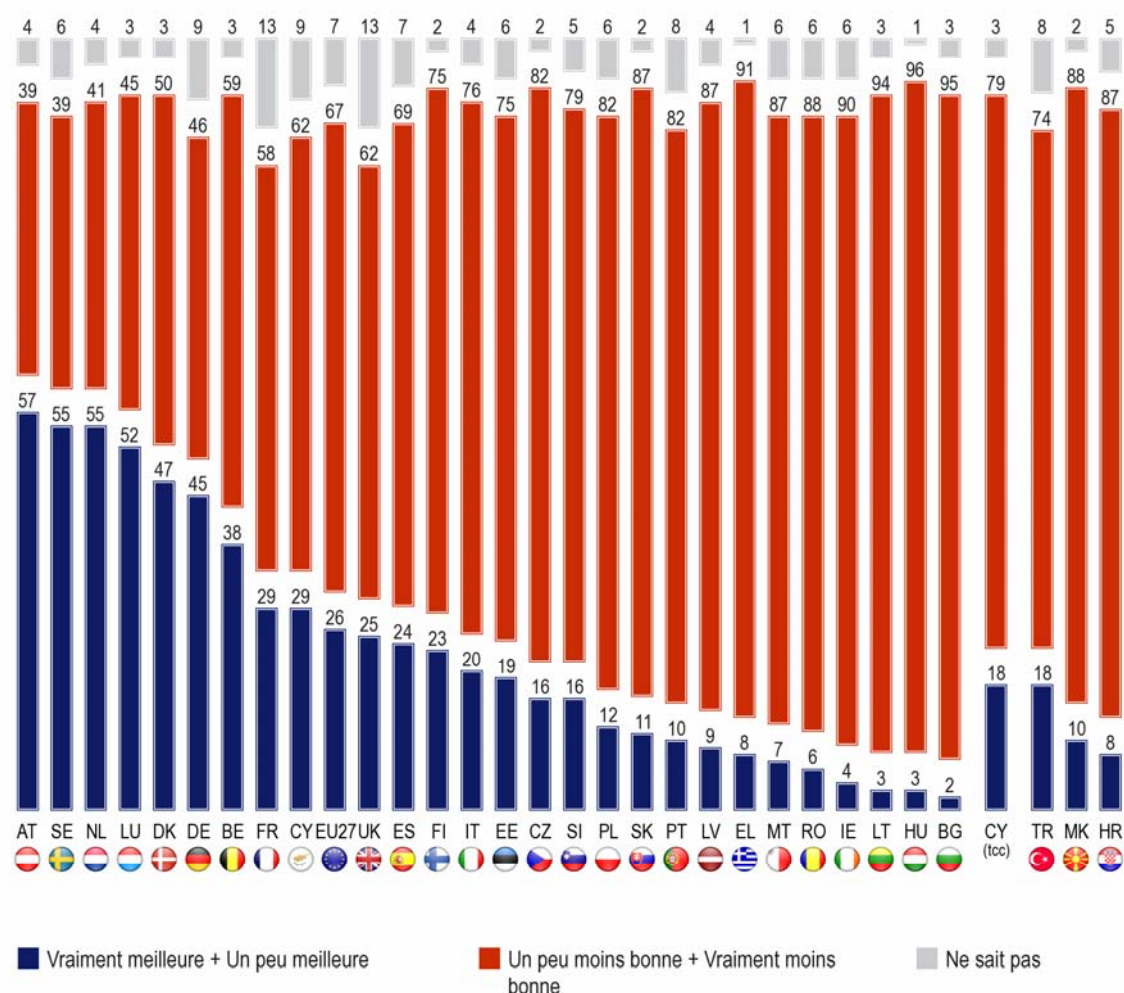
Les répondants en Autriche (57%), en Suède et aux Pays-Bas (55% dans les deux cas) et au Luxembourg (52%) sont majoritaires à affirmer que la situation du coût de la vie est meilleure dans leur pays qu'elle ne l'est en moyenne dans l'Union.

Au Danemark et en Allemagne, les répondants se montrent divisés : respectivement 47% et 45% des personnes interrogées affirment que le coût de la vie est moins élevé dans leur pays qu'en moyenne dans les Vingt-sept, tandis qu'une part quasi-similaire (50% au Danemark et 46% en Allemagne) se disent en désaccord avec cette opinion.

La quasi-totalité des personnes interrogées en Hongrie (96%), en Bulgarie (95%) et en Lituanie (94%), mais aussi en Grèce (91%), en Irlande (90%), en Roumanie (88%) et à Malte, en Lettonie et en Slovaquie (87% chacun), sont convaincus du fait que le coût de la vie est, dans leur pays, plus élevé qu'en moyenne dans l'Union européenne.

QA3 .3. Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

Le coût de la vie en (NOTRE PAYS)



Pour CY(tcc); Le coût de la vie dans notre Communauté

Les évolutions nationales sont différentes selon les Etats membres : la part des habitants qui estiment que le coût de la vie est plus favorable dans leur pays que parmi les Vingt-sept a augmenté de 9 points en Suède, de 8 points en Autriche et de 6 points en Estonie. A l'inverse, ce pourcentage est en recul de 7 points en Belgique et en Espagne et de 6 points en Slovaquie.

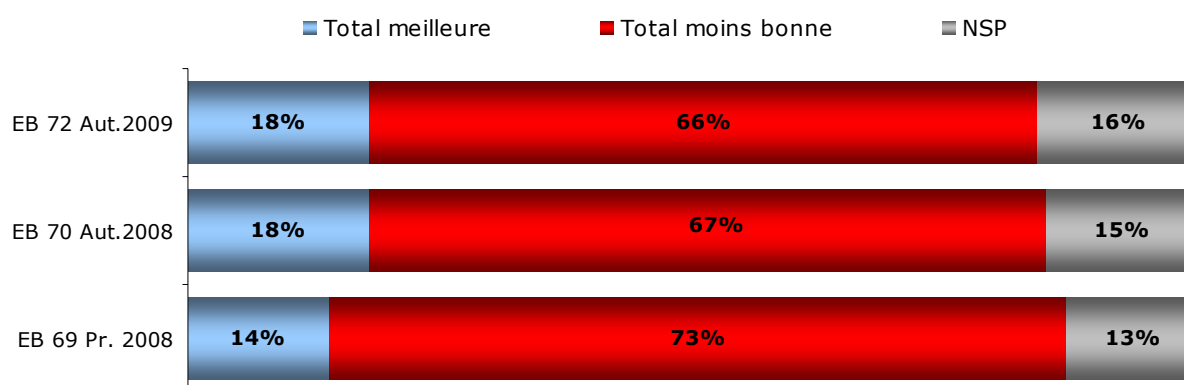
La grande majorité des habitants des pays candidats considère le coût de la vie plus élevé dans leur pays qu'en moyenne de l'Union européenne : 88% des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et 87% des Croates et les trois quarts des Turcs (74%) expriment cette opinion.

2.1.2 La situation nationale du prix de l'énergie comparée à la moyenne européenne

Les deux tiers des Européens (66%) jugent la situation des prix de l'énergie moins bonne dans leur pays qu'elle ne l'est en moyenne dans l'Union (-1 point par rapport à l'automne 2008). Seuls 18% d'entre eux sont d'un avis inverse.¹⁷

De nouveau, on constate que la proportion de citoyens considérant la situation du prix de l'énergie moins bonne dans leur pays qu'en moyenne dans l'Union européenne est en recul (-7 points) par rapport au printemps 2008 (EB 69) et stable par rapport à l'automne de la même année.

QA3a_4 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?
- Les prix de l'énergie en (NOTRE PAYS) - %UE



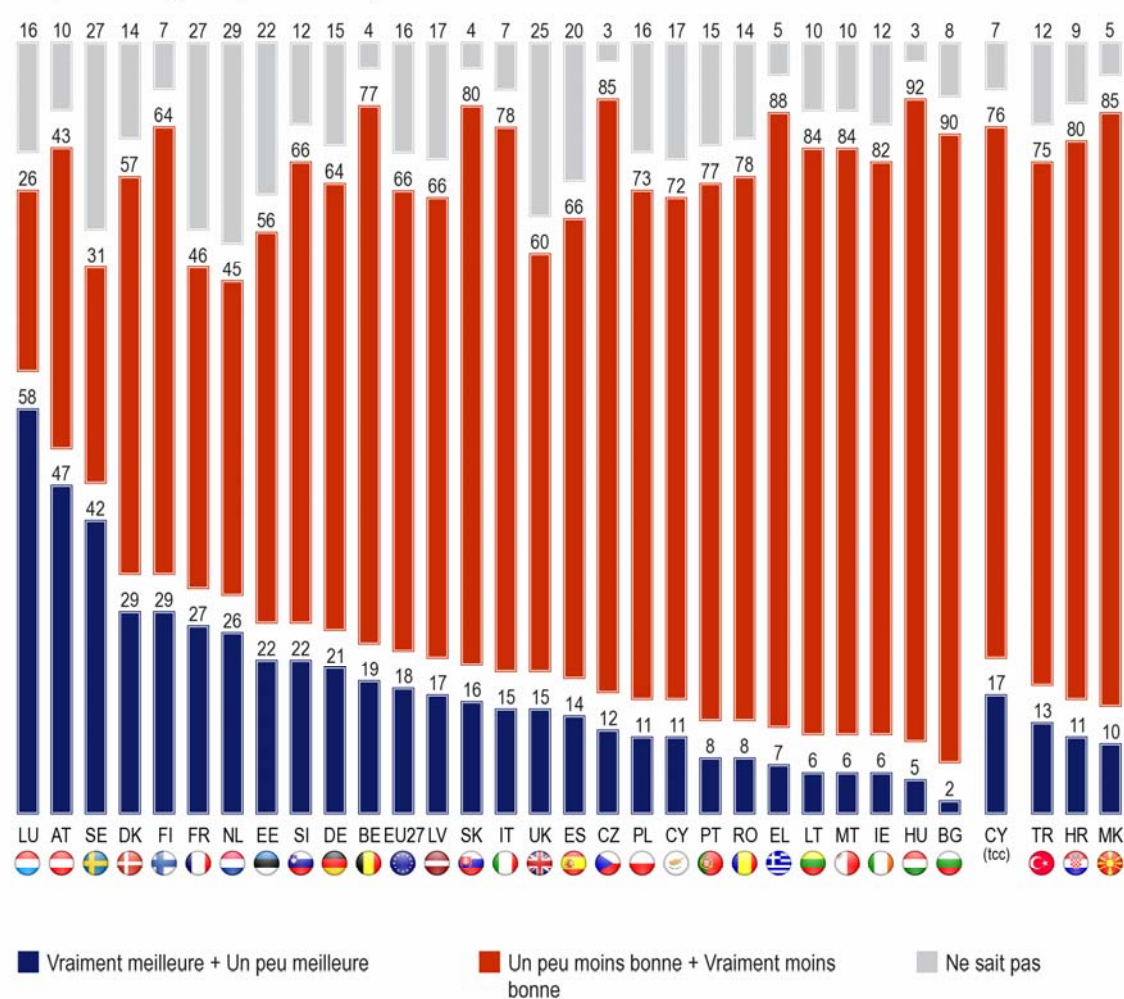
¹⁷ QA3a.4 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? Les prix de l'énergie en (NOTRE PAYS).

Les différences par pays sont très importantes sur cette question : les personnes interviewées au Luxembourg, qui bénéficient de carburants à des prix plus avantageux que leurs voisins, sont les seuls à considérer majoritairement que la situation des prix de l'énergie est meilleure dans leur pays qu'en moyenne dans les Vingt-sept (58%). Près de la moitié des Autrichiens (47%) et 42% des Suédois ont une appréciation similaire.

En revanche, en Hongrie (92%), en Bulgarie (90%) et en Grèce (88%), une très large majorité de répondants expriment un avis inverse.

QA3 .4. Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

Les prix de l'énergie en (NOTRE PAYS)



Pour CY(tcc); Les prix de l'énergie dans notre Communauté

Les évolutions nationales diffèrent parfois considérablement d'un pays à l'autre : la proportion de répondants considérant la situation des prix de l'énergie meilleure dans leur pays qu'en moyenne dans les pays de l'Union européenne a augmenté de 8 points en Finlande, de 7 points en Suède, de 5 points au Luxembourg, de 3 points au Royaume-Uni et de 2 points à Chypre.

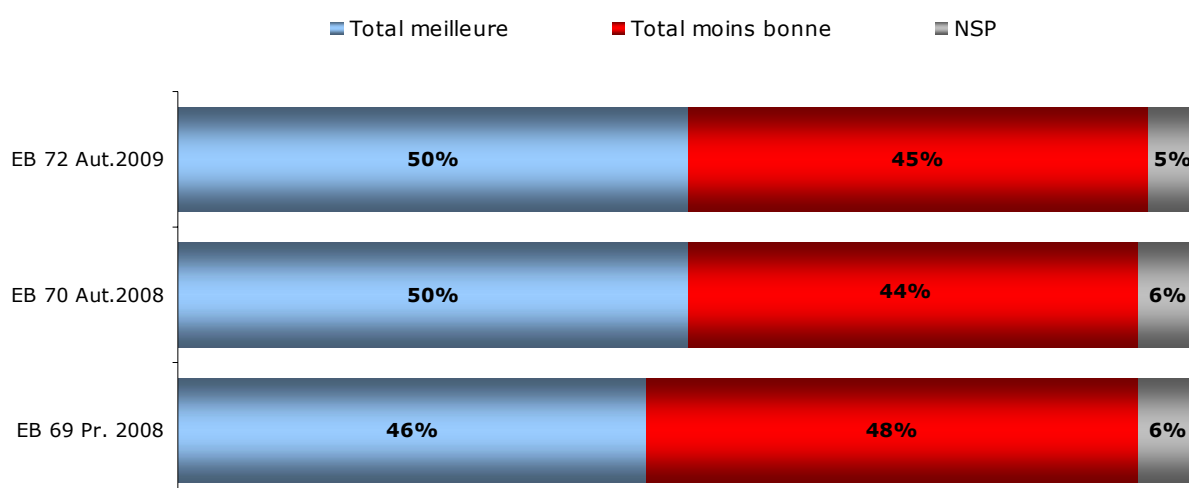
Ce pourcentage a, au contraire, reculé de 13 points en Espagne et en Slovénie, de 10 points en Belgique, 7 points en République tchèque, 6 points en Bulgarie et 5 points en Irlande.

La grande majorité des habitants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (85%), de Croatie (80%) et de Turquie (75%) considèrent, comme les citoyens européens, que les prix de l'énergie sont plus élevés dans leur pays qu'en moyenne dans les Vingt-sept.

2.1.3 La situation nationale de la qualité de vie comparée à la moyenne européenne

Enfin, les Européens sont très partagés concernant l'appréciation de la qualité de vie dans leur pays par rapport à celle de la moyenne des Vingt-sept. Contrairement à ce que l'on observe avec les indicateurs économiques, sur cette question, les répondants se divisent à parts égales : la majorité (50%) considère que la qualité de vie est meilleure dans leur pays qu'en moyenne dans l'Union, tandis que 45% expriment l'opinion inverse.¹⁸ Sur cette question, la proportion de personnes qui jugent la qualité de vie dans leur pays meilleure que celle de la moyenne des Vingt-sept est stable par rapport à l'automne 2008 (EB70), qui avait déjà marqué une progression par rapport à la mesure précédente et avait vu le nombre d'Européens considérant la qualité de vie meilleure dans leur pays qu'en moyenne dans l'Union dépasser celui des citoyens exprimant l'opinion opposée.

QA3a_5 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?
- La qualité de vie en (NOTRE PAYS) - %UE



¹⁸ QA3a.5 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? La qualité de vie en (NOTRE PAYS).

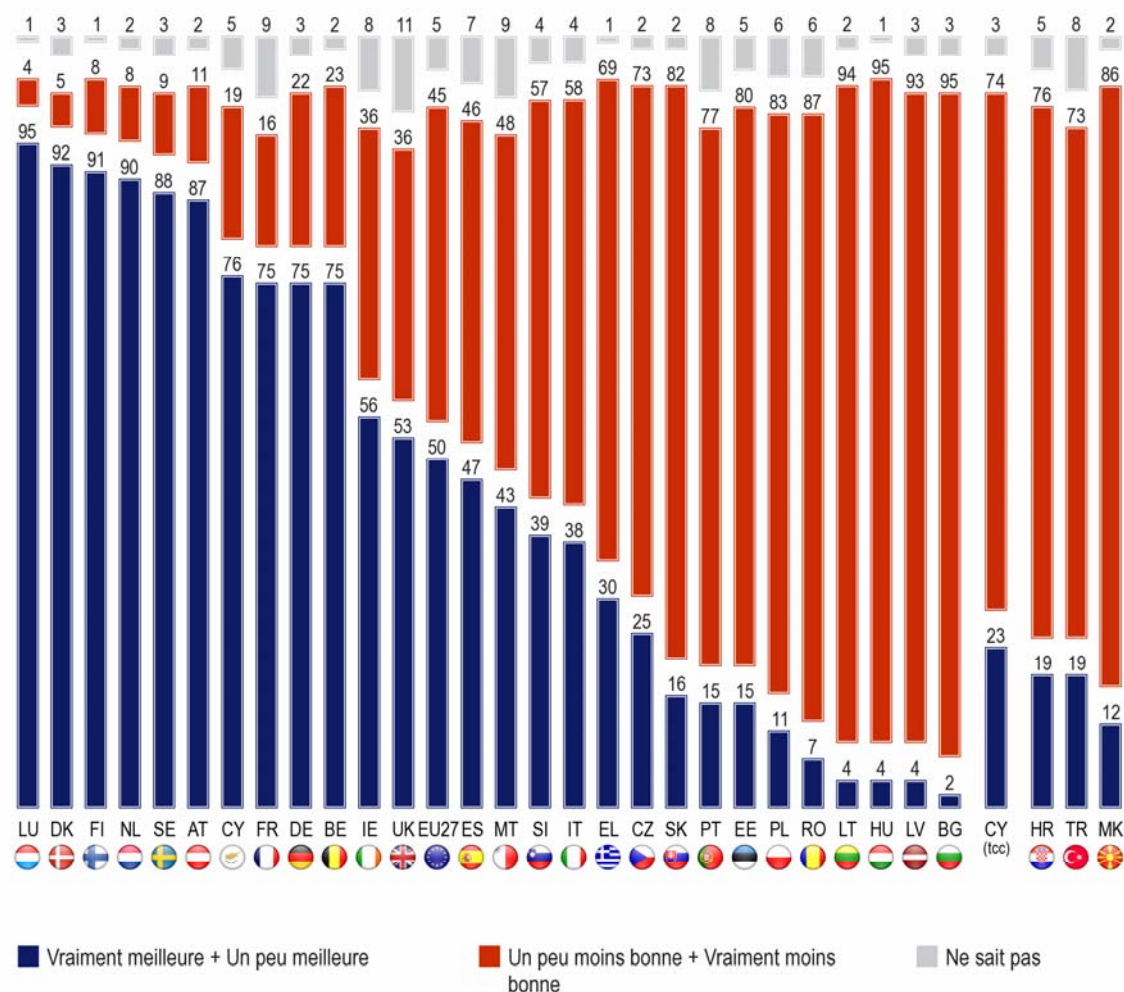
Sur cette question, de très larges différences apparaissent selon la date d'accession à l'Union européenne. Les répondants des pays ayant rejoint l'Union après 2004 ont très majoritairement le sentiment que la qualité de vie est moins bonne dans leur pays qu'en moyenne des pays de l'Union européenne (85%, contre 11% seulement qui pensent qu'elle est meilleure). Le phénomène est inverse dans les Etats membres avant 2004 : une nette majorité des répondants pensent au contraire jouir d'une meilleure qualité de vie que dans le reste de l'Union (60%, contre 35% « moins bonne »). On retrouve cette division dans l'analyse pays par pays : près de la moitié des Etats membres (13 sur 27) estiment jouir, au niveau national, d'une qualité de vie supérieure à ce qu'elle est en moyenne en Europe.

Les répondants au Luxembourg (95%) et dans les pays nordiques (respectivement 92% des Danois, 91% des Finlandais et 88% des Suédois) se montrent les plus satisfaits. Les trois quarts des Chypriotes (76%), des Français et des Allemands (75% dans les deux cas) partagent cette opinion.

A l'opposé, la quasi-totalité des Hongrois et des Bulgares (95% chacun), des Litvaniens (94%) et des Lettons (93%) se disent convaincus que la qualité de vie est moins bonne dans leur pays qu'en moyenne dans les Vingt-sept. Près de neuf Roumains sur dix (87%), 83% des Polonais, 82% des Slovaques et 80% des Estoniens expriment un avis similaire.

QA3 .5. Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

La qualité de vie en (NOTRE PAYS)



Pour CY(tcc); La qualité de vie dans notre Communauté



Dans certains Etats membres, la proportion de citoyens considérant la qualité de vie meilleure dans leur pays qu'en moyenne dans l'Union a fortement progressé : +13 points au Luxembourg, +7 points en Suède et +5 points au Danemark et en Allemagne. En revanche, ce chiffre est en baisse de 12 points en Slovaquie, de 10 points en Espagne, de 9 points en Grèce et de 7 points en Lituanie et en Irlande.

On notera que près des trois quarts des membres de la Communauté turque chypriote (74%) déclarent que la qualité de vie est moins bonne dans leur pays qu'en moyenne dans les Vingt-sept, pour moins d'un quart d'entre eux exprimant un avis contraire (23%).

Les répondants des pays candidats se distinguent nettement de la moyenne de l'Union européenne sur cette question. En effet, 86% des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, 76% des Croates et 73% des Turcs jugent la qualité de vie moins bonne dans leur pays qu'elle ne l'est en moyenne parmi les Vingt-sept. 61% des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, soit la majorité d'entre eux, la considèrent même comme « vraiment moins bonne », pour 37% des Croates et 30% des Turcs.

Sur ces trois dimensions, peu de variations peuvent être observées en matière d'âge et de sexe. Des clivages intéressants apparaissent en revanche si l'on s'intéresse au niveau d'éducation et à l'occupation du répondant. Ainsi, 32% des cadres directeurs estiment que le coût de la vie est moins élevé au niveau national que la moyenne européenne pour 21% des chômeurs et un quart des ouvriers et des employés (26% dans les deux cas). De même, 57% des répondants ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà se disent convaincus que la qualité de vie est meilleure dans leur pays que dans les Vingt-sept pour 46% de ceux ayant mis un terme à leur scolarité avant l'âge de 16 ans. Le niveau de vie est déterminant sur ces questions, ce que confirment les variables sociales. Ainsi, 20% des personnes déclarant ne jamais avoir de difficultés à payer leurs factures déclarent que l'énergie est moins coûteuse dans leur pays qu'en moyenne européenne, contre 11% de ceux qui affirment avoir de temps en temps du mal à honorer leurs traites. De même, un petit quart (23%) des répondants se positionnant sur le haut de l'échelle sociale partagent encore cette opinion contre moins d'un cinquième (14%) de ceux qui se situent dans le bas de cette échelle.

QA3a.3,4,5. Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

	Le coût de la vie en (NOTRE PAYS)			Les prix de l'énergie en (NOTRE PAYS)			La qualité de vie en (NOTRE PAYS)		
	Total meilleure	Total moins bonne	NSP	Total meilleure	Total moins bonne	NSP	Total meilleure	Total moins bonne	NSP
UE27	26%	67%	7%	18%	66%	16%	50%	45%	5%
Age de fin d'études									
 15-	23%	68%	9%	15%	68%	17%	46%	45%	9%
16-19	25%	68%	7%	17%	69%	14%	47%	48%	5%
20+	30%	64%	6%	21%	62%	17%	57%	39%	4%
Tjs étudiant	28%	62%	10%	19%	57%	24%	56%	39%	5%
Echelle d'occupation du répondant									
 Indépendants	25%	69%	6%	18%	71%	11%	46%	50%	4%
Cadres directeurs	32%	63%	5%	22%	61%	17%	61%	36%	3%
Autres employés	26%	70%	4%	19%	70%	11%	47%	49%	4%
Ouvriers	26%	68%	6%	18%	67%	15%	51%	44%	5%
Femmes- hommes au foyer	26%	66%	8%	16%	66%	18%	48%	44%	8%
Chômeurs	21%	71%	8%	14%	70%	16%	42%	52%	6%
Retraités	26%	64%	10%	17%	65%	18%	49%	43%	8%
Etudiants	28%	62%	10%	19%	57%	24%	56%	39%	5%
Difficultés à payer ses factures									
La plupart du temps	14%	79%	7%	11%	75%	14%	33%	61%	6%
De temps en temps	20%	74%	6%	15%	72%	13%	40%	55%	5%
Pratiquement jamais	31%	61%	8%	20%	62%	18%	59%	36%	5%
Auto-positionnement sur l'escalier social									
Bas (1-4)	19%	72%	9%	14%	69%	17%	41%	52%	7%
Moyen (5-6)	27%	66%	7%	17%	67%	16%	52%	43%	5%
Haut (7-10)	34%	61%	5%	23%	63%	14%	58%	38%	4%
Confiance UE									
Plutôt confiance	30%	64%	6%	21%	65%	14%	53%	43%	4%
Plutôt pas confiance	24%	69%	7%	15%	70%	15%	48%	46%	6%
Image de l' UE									
Positive	32%	62%	6%	22%	64%	14%	55%	41%	4%
Neutre	23%	68%	9%	16%	66%	18%	49%	45%	6%
Négative	18%	74%	8%	10%	75%	15%	42%	51%	7%

2.2 La situation de l'environnement

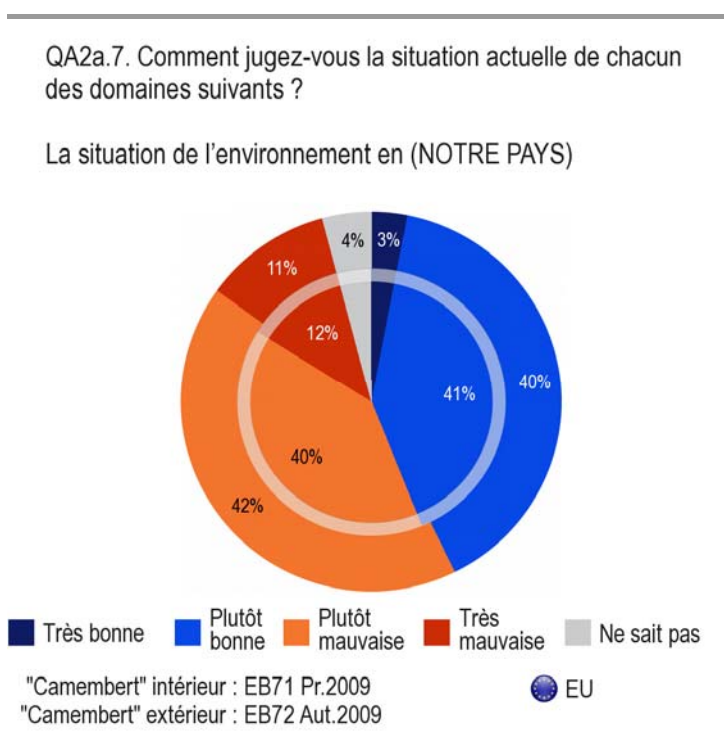
2.2.1 La situation de l'environnement au niveau national

- Les Européens sont divisés sur la situation de l'environnement dans leur pays mais se montrent plus confiants pour l'avenir -

Cet Eurobaromètre a été réalisé à quelques semaines à peine du sommet de Copenhague sur le changement climatique¹⁹. Par conséquent, lorsque les Européens ont été interrogés, nul ne savait si les dirigeants du monde parviendraient à trouver un terrain d'entente. Cette enquête s'inscrit en tout cas dans un climat de montée des préoccupations environnementales.

Une courte majorité d'Européens juge de façon négative la situation de l'environnement dans leur pays (53%), un pourcentage en progression d'un point depuis le printemps 2009. Plus de quatre répondants sur dix (43%, -1 point) expriment cependant leur satisfaction.²⁰

On notera cependant que la grande majorité des répondants se montrent modérés. En effet, 40% d'entre eux jugent la situation de l'environnement « plutôt bonne » et 42% « plutôt mauvaise ». Seuls 11% la qualifient de « très mauvaise » et 3% de « très bonne ».



¹⁹ 7-18 décembre 2009 : <http://unfccc.int>

²⁰ QA2a.7 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS).

Les répondants des pays nordiques se montrent très satisfaits de la situation de l'environnement dans leur pays : c'est le cas de 86% des Finlandais, 73% des Suédois et 65% des Danois. Près de huit Luxembourgeois sur dix (78%), les trois quarts des Autrichiens (76%), les deux tiers des Slovènes et des Allemands (respectivement 65% et 64%), 63% des Néerlandais et 62% des Tchèques sont d'un avis similaire.

En revanche, seuls 13% des Bulgares, 19% des Roumains, 21% des Espagnols, 24% des Hongrois, 26% des Grecs et des Italiens, 29% des Maltais et 30% des Portugais partagent cette opinion.

L'analyse des évolutions révèle quelques changements notables depuis le printemps 2009 : la proportion des répondants qui se déclarent satisfaits de la situation de l'environnement dans leur pays est en forte hausse en Grèce (+10 points), au Luxembourg (+8), en Slovaquie (+7), en Suède (+6) et en Slovénie (+5). A l'inverse, elle est en recul de 7 points en Espagne et de 5 points en Hongrie, en Lituanie et au Royaume-Uni.

Si en Croatie les répondants adoptent, sur cette question, une position proche de celle des Européens, la majorité des Turcs (72%) et des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (67%) ne sont pas satisfaits de la situation de l'environnement dans leur pays.

Les réponses à cette question sont fortement liées au niveau d'éducation, à l'occupation, et à l'appréciation de la situation économique nationale. De fait, les personnes les plus diplômées, et de catégorie socioprofessionnelles supérieures sont les plus enclines à voir les choses de façon positive. Par ailleurs, près de sept Européens sur dix (68%) se déclarant satisfaits de la situation économique dans leur pays jugent également de façon positive la situation de l'environnement au niveau national, pour seulement 35% des citoyens qui manifestant leur insatisfaction à ce sujet.

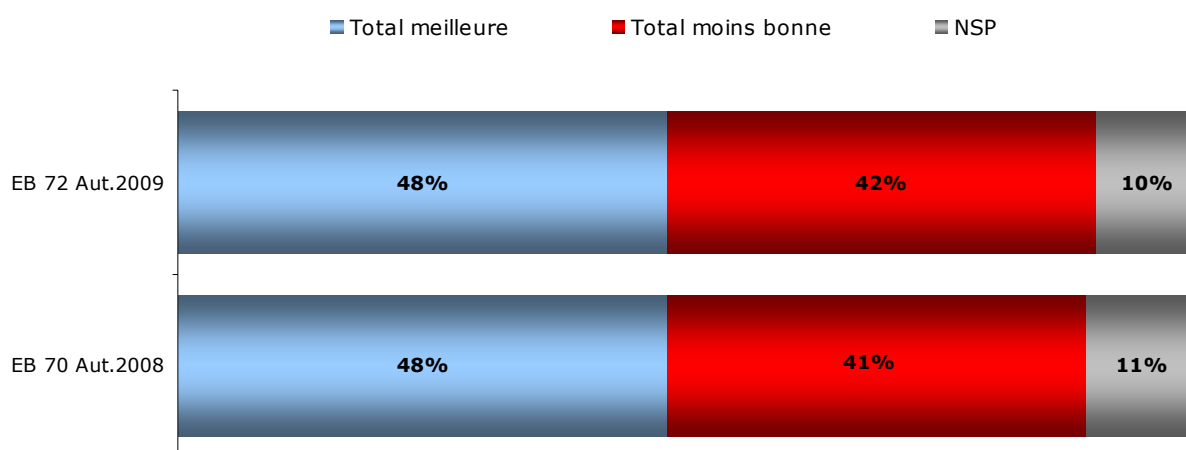
QA2a.7 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)

	Total bonne	Total mauvaise	NSP
UE27	43%	53%	4%
Age de fin d'études			
15-	38%	56%	6%
16-19	43%	53%	4%
20+	48%	50%	2%
Tjs étudiant	44%	53%	3%
Echelle d'occupation du répondant			
Indépendants	42%	55%	3%
Cadres directeurs	49%	49%	2%
Autres employés	43%	55%	2%
Ouvriers	43%	53%	4%
Femmes- hommes au foyer	35%	60%	5%
Chômeurs	40%	55%	5%
Retraités	44%	51%	5%
Etudiants	44%	53%	3%
Situation économie nationale			
Bonne	68%	30%	2%
Mauvaise	35%	61%	4%

2.2.2 La situation nationale de l'environnement comparée à la moyenne européenne

La majorité des Européens estiment que la situation de l'environnement est meilleure dans leur pays qu'en moyenne dans l'Union (48%).²¹ Cette réponse est identique à celle enregistrée à l'automne 2008 (EB70). Une proportion un peu moindre affirment que les choses vont au contraire moins bien dans leur pays qu'en moyenne dans les Vingt-sept (42%, +1 point).

QA3a_6 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?
-La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS) -%UE



Les répondants des pays nordiques se montrent fortement convaincus de vivre dans des pays où la situation environnementale est meilleure que celle que l'on peut observer dans l'ensemble de l'Union : 96% des Finlandais, 96% des Suédois et 92% des Danois l'affirment. Près de neuf Luxembourgeois et Autrichiens sur dix (respectivement 88% et 87%) et 79% des Allemands expriment un avis similaire. On observe sur cette question un clivage entre Nord et Sud de l'Union. En effet, seuls 8% des Bulgares, 13% des Roumains, 16% des Maltais, 25% des Espagnols, 27% des Portugais, 29% des Grecs et 32% des Italiens pensent que la situation de l'environnement est meilleure dans leur pays qu'en moyenne dans les Vingt-sept, pour 48% de l'ensemble des Européens.

On constate des évolutions importantes mais opposées dans deux Etats membres : au Luxembourg, le pourcentage de répondants affirmant que la situation de l'environnement est meilleure au plan national qu'en moyenne dans l'Union augmente de 13 points tandis qu'en Espagne, il recule dans les mêmes proportions.

²¹ QA3a.6 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS).

Les trois quarts des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (76%), sept Turcs sur dix (70%) et plus de la moitié des Croates (53%) estiment que la situation de l'environnement est meilleure dans l'Union européenne que dans leur pays. Enfin, une forte majorité des membres de la Communauté turque chypriote (77%) partagent cette opinion.

2.2.3 Les attentes pour l'avenir en matière d'environnement

Les Européens ont été interrogés pour cet Eurobaromètre quelques semaines avant le Sommet des Nations Unies sur le climat qui s'est tenu à Copenhague en décembre 2009. On peut imaginer que ce contexte, la proximité de la conférence internationale alliée au climat d'opinion très favorable à l'ensemble des questions environnementales, a pu avoir une certaine incidence sur les attentes des citoyens des Vingt-sept sur ce sujet.

Un peu moins d'un quart des Européens anticipent une amélioration de la situation de l'environnement dans leur pays dans les 12 mois à venir (24%), près d'un cinquième d'entre eux expriment l'opinion inverse (19%) et environ la moitié (51%) pensent que la situation restera en l'état.²² Par rapport à l'automne 2008, on constate une augmentation (+3 points) d'opinions optimistes et un net recul des opinions pessimistes (-8 points). On observe ainsi un changement de l'opinion publique : en effet, à l'automne 2008, la proportion de répondants faisant preuve d'optimisme sur le sujet de l'environnement s'élevait à 21% et celle des personnes exprimant l'avis opposé à 27%. Les choses se sont inversées et un an plus tard, 24% des Européens expriment leur confiance ; 19% ayant le sentiment contraire.

Les Scandinaves se montrent les plus confiants : 38% des Danois et des Suédois prévoient une amélioration. Une même proportion de Français et un tiers des Néerlandais (34%) partagent cette opinion. En revanche, 36% des Hongrois, trois Italiens et trois Grecs sur dix (respectivement 30% et 29%) ont un avis inverse et anticipent une dégradation de l'environnement dans leur pays durant les 12 prochains mois.

A nouveau, l'évolution de l'index, soit l'écart entre attentes positives et attentes négatives, permet de constater que les choses évoluent positivement au niveau européen. La différence entre les index de l'Eurobaromètre 72 et de l'Eurobaromètre 70 de l'automne 2008 est de +11 points au niveau des Vingt-sept. Cette différence est positive dans 24 Etats membres et négative dans seulement trois pays (révélant dans ces derniers un développement négatif par rapport à la vague précédente).
































²² QA4a.8 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS).

La Grèce enregistre une progression de 33 points, le Luxembourg de 24 points, les Pays-Bas de 23 points, le Danemark et le Portugal de 20 points, le Royaume-Uni de 19 points, la France et l'Autriche de 18 points, la Finlande de 15 points, l'Espagne de 14 points, l'Estonie et la Suède de 12 points, la Belgique de 11 points et l'Allemagne de 10 points.

En revanche, à Malte, la différence est de -15 points. Un développement négatif est également enregistré, dans des proportions bien moindres cependant en Lettonie (-2) et en Hongrie (-1).

QA4.8 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
- La situation de l'environnement en (NOTRE PAYS)

INDICE MEILLEURS-MOINS BONS
(points de pourcentage)

	EB70 Aut.2008 Meilleurs- Moins bons	EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	DIFF.Aut. 2009- Aut.2008
 UE27	-6	+5	+11
 EL	-40	-7	+33
 LU	-11	+13	+24
 NL	-2	+21	+23
 DK	+12	+32	+20
 PT	-26	-6	+20
 UK	-9	+10	+19
 FR	+5	+23	+18
 AT	-10	+8	+18
 FI	-8	+7	+15
 ES	-10	+4	+14
 EE	+7	+19	+12
 SE	+20	+32	+12
 BE	-7	+4	+11
 DE	-6	+4	+10
 IE	-15	-6	+9
 BG	-10	-3	+7
 CY	-14	-8	+6
 LT	-14	-8	+6
 SI	-8	-2	+6
 SK	-14	-9	+5
 IT	-16	-12	+4
 CZ	+2	+4	+2
 PL	+5	+6	+1
 RO	-6	-5	+1
 HU	-21	-22	-1
 LV	+8	+6	-2
 MT	+23	+8	-15
CY (tcc)	-15	-24	-9
 TR	-33	-14	+19
 HR	-8	-4	+4
 MK	+16	+6	-10

Pour CY(tcc); La situation de l'environnement dans notre Communauté

Les réponses des habitants des pays candidats sont proches de celles des Européens. La majorité des personnes interrogées ne s'attendent à aucun changement dans l'année à venir. Les répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine sont les plus optimistes : 29% d'entre eux prévoient une amélioration de la situation de l'environnement dans leur pays ; un cinquième des Turcs et des Croates (respectivement 20% et 19%) partagent cet avis.

On note que plus de trois sur dix des répondants âgés de 15 à 24 ans (32%) considèrent que la situation de l'environnement dans leur pays va s'améliorer dans les 12 mois à venir, pour seulement un cinquième de ceux âgés de 55 ans et plus (20%). En outre, plus d'un quart des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans et au-delà (27%) partagent leur opinion pour moins d'un cinquième (19%) de celles ayant cessé leur scolarité avant l'âge de 16 ans.

3. LES ASPECTS ECONOMIQUES

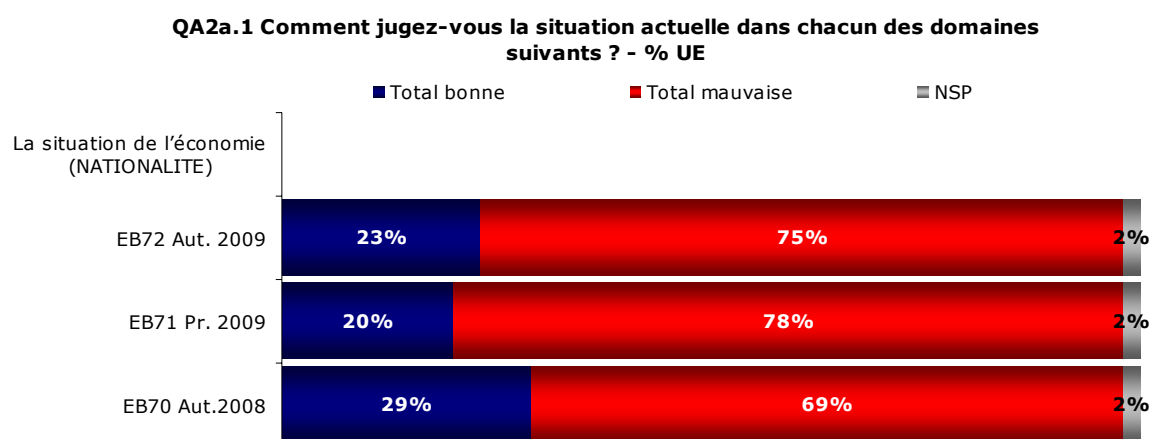
3.1 L'évaluation de la situation économique actuelle

- Toujours largement insatisfaits de la situation économique, les citoyens des Vingt-sept se montrent toutefois un peu plus confiants qu'au printemps -

3.1.1 La situation nationale

Les trois quarts des citoyens des Vingt-sept (75%) se déclarent insatisfaits de la situation de leur économie nationale, contre un peu moins d'un quart d'entre eux (23%) qui la jugent de façon positive²³. Le sentiment positif est cependant, là aussi, en légère progression par rapport au printemps 2009 : +3 points de pourcentage parmi les personnes satisfaites, -3 points parmi celles qui professent une opinion inverse.

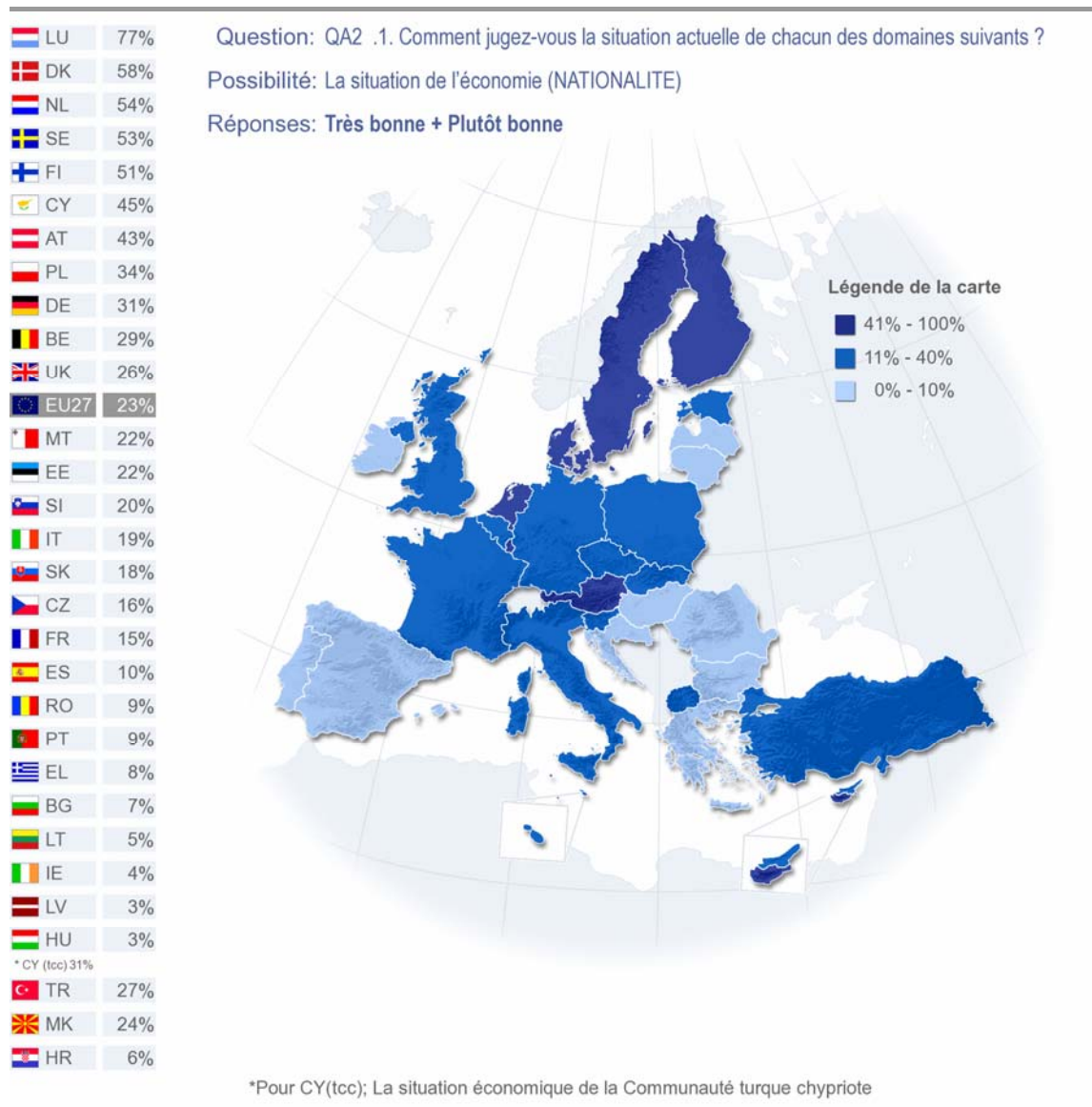
Seules 1% des personnes interrogées qualifient de « très bonne » la situation économique de leur pays (un chiffre égal à celui du printemps 2009), 22% la considèrent « plutôt bonne » (+3 points), une majorité – 53% – la jugent « plutôt mauvaise » (un pourcentage identique à celui enregistré six mois plus tôt) et près d'un cinquième (22%) « très mauvaise » (-3 points).



La perception de la situation de l'économie nationale varie fortement d'un pays à l'autre. La confiance est majoritaire dans cinq Etats membres : le Luxembourg (77%), le Danemark (58%), les Pays-Bas (54%), la Suède (53%) et la Finlande (51%). Plus de quatre Chypriotes et Autrichiens sur dix expriment ce même sentiment (respectivement 45% et 43%).

²³ A2a.1 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation de l'économie (NATIONALITE)

La quasi-totalité des répondants en Hongrie et en Lettonie (97% dans les deux cas), en Irlande (95%), en Lituanie (94%) et en Grèce (92%) se montrent au contraire insatisfaits de la situation de leur économie nationale. Une très large majorité de Portugais et de Bulgares (90% chacun), d'Espagnols (89%) et de Roumains (88%) partagent cette opinion.


































En termes d'évolution, on observe des changements importants par rapport au printemps 2009 (EB71). La satisfaction est ainsi en forte hausse en Suède (+17 points), au Royaume-Uni et en Allemagne (+8 points dans les deux cas) ainsi qu'en Belgique, au Luxembourg et en Autriche (+7 points dans chacun de ces pays) par rapport au printemps 2009.

Elle est en revanche en net recul à Chypre (-13 points), au Danemark (-11 points), à Malte (-10 points), et en Slovaquie (-7 points).

Néanmoins si l'on prend en compte les résultats des deux Eurobaromètre précédents, on constate que, dans certains pays comme la Suède et l'Allemagne, la satisfaction avait fortement chuté entre l'automne 2008 et le printemps 2009. La forte hausse enregistrée s'explique donc en partie par un « rattrapage », une sorte de retour à la normale des tendances.

QA2.1 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
- La situation de l'économie (NATIONALITE)

	% Très bonne + Plutôt bonne	EB70 Aut.2008	EB71 Pr.2009	EB72 Aut.2009	Diff. Aut.2009 - Pr.2009
 UE27		29%	20%	23%	+3
 SE		54%	36%	53%	+17
 DE		49%	23%	31%	+8
 UK		18%	18%	26%	+8
 BE		28%	22%	29%	+7
 LU		60%	70%	77%	+7
 AT		60%	36%	43%	+7
 FR		12%	11%	15%	+4
 FI		78%	47%	51%	+4
 NL		67%	51%	54%	+3
 EE		28%	20%	22%	+2
 IT		15%	18%	19%	+1
 LV		7%	2%	3%	+1
 PL		39%	33%	34%	+1
 PT		8%	10%	9%	-1
 RO		22%	10%	9%	-1
 SK		54%	19%	18%	-1
 IE		14%	6%	4%	-2
 EL		10%	10%	8%	-2
 HU		5%	5%	3%	-2
 BG		14%	10%	7%	-3
 CZ		39%	19%	16%	-3
 ES		19%	13%	10%	-3
 LT		15%	8%	5%	-3
 SI		52%	27%	20%	-7
 MT		39%	32%	22%	-10
 DK		70%	69%	58%	-11
 CY		53%	58%	45%	-13
CY (tcc)		44%	40%	31%	-9
 TR		21%	27%	27%	=
 MK		30%	25%	24%	-1
 HR		11%	10%	6%	-4





Pour CY(tcc); La situation économique de la Communauté turque chypriote

Environ les trois quarts des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (75%) et des Turcs (71%) jugent également de façon négative la situation de leur économie nationale. En Croatie, cette opinion est quasi unanime (92%). Dans ces pays, à l'exception de la Turquie où la mesure reste stable, la satisfaction est partout à la baisse : -4 points en Croatie et -1 point dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine.

Enfin, seuls trois membres de la Communauté chypriote turque sur dix se déclarent satisfaits de la situation de l'économie dans leur pays, un chiffre en recul de 9 points par rapport au printemps 2009.

L'analyse des résultats selon les caractéristiques sociodémographiques des répondants révèle quelques différences, notamment selon l'occupation du répondant. Un cadre sur trois (31%) se déclare satisfait de la situation économique de son pays pour un quart des employés, 22% des ouvriers et moins de deux chômeurs sur dix (17%). Malgré ces différences, et malgré la hausse des opinions positives sur l'économie nationale étudiée auparavant, le jugement est très largement négatif pour l'ensemble des catégories sociodémographiques.

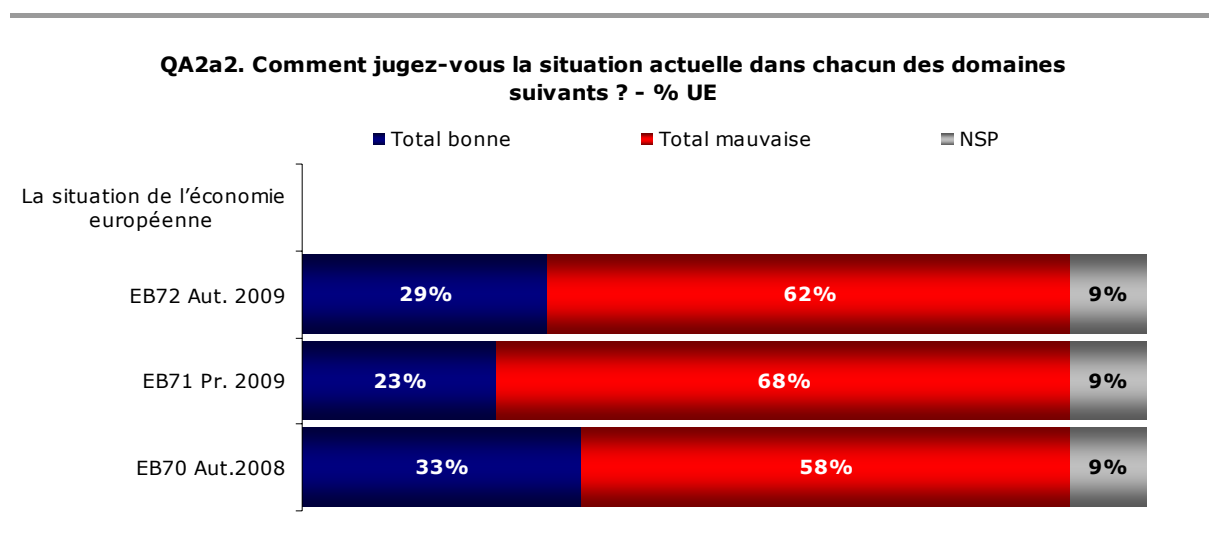
QA2a.1 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
La situation de l'économie (NATIONALITE)

	Total bonne	Total mauvaise	NSP
UE27	23%	75%	2%
Sexe			
 Homme	25%	74%	1%
Femme	21%	76%	3%
Age			
 15-24	30%	66%	4%
25-39	24%	74%	2%
40-54	21%	78%	1%
55 +	21%	77%	2%
Age de fin d'études			
 15-	16%	83%	1%
16-19	21%	77%	2%
20+	29%	69%	2%
Tjs étudiant	31%	64%	5%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	24%	75%	1%
Cadres directeurs	31%	68%	1%
Autres employés	25%	74%	1%
Ouvriers	22%	77%	1%
Femmes- hommes au foyer	18%	79%	3%
Chômeurs	17%	81%	2%
Retraités	21%	77%	2%
Etudiants	31%	64%	5%
Echelle Gauche-Droite			
(1-4) Gauche	23%	76%	1%
(5-6) Centre	24%	74%	2%
(7-10) Droite	28%	71%	1%
Confiance UE			
Plutôt confiance	28%	70%	2%
Plutôt pas confiance	18%	81%	1%
Image de l' UE			
Positive	29%	69%	2%
Neutre	20%	78%	2%
Négative	12%	87%	1%

3.1.2 La situation européenne

Interrogés sur la situation actuelle de l'économie européenne, plus de six Européens sur dix (62%) expriment une opinion négative, tandis qu'une minorité déclare trouver la situation plutôt bonne (28%), voire très bonne (1%)²⁴. La confiance dans l'économie européenne enregistre toutefois une progression de six points par rapport au printemps 2009. 1% des personnes interrogées considèrent la situation de l'économie européenne comme « très bonne » (un chiffre équivalent à celui du printemps 2009), 28% la qualifient de « plutôt bonne » (+6 points), la moitié des citoyens la jugent « plutôt mauvaise » (51%, -1 point) et enfin 11% « très mauvaise » (-5 points).

Les satisfactions à l'égard de la situation de l'économie nationale et de l'économie européenne sont toutes deux en hausse mais cette dernière progresse toutefois de façon plus nette.

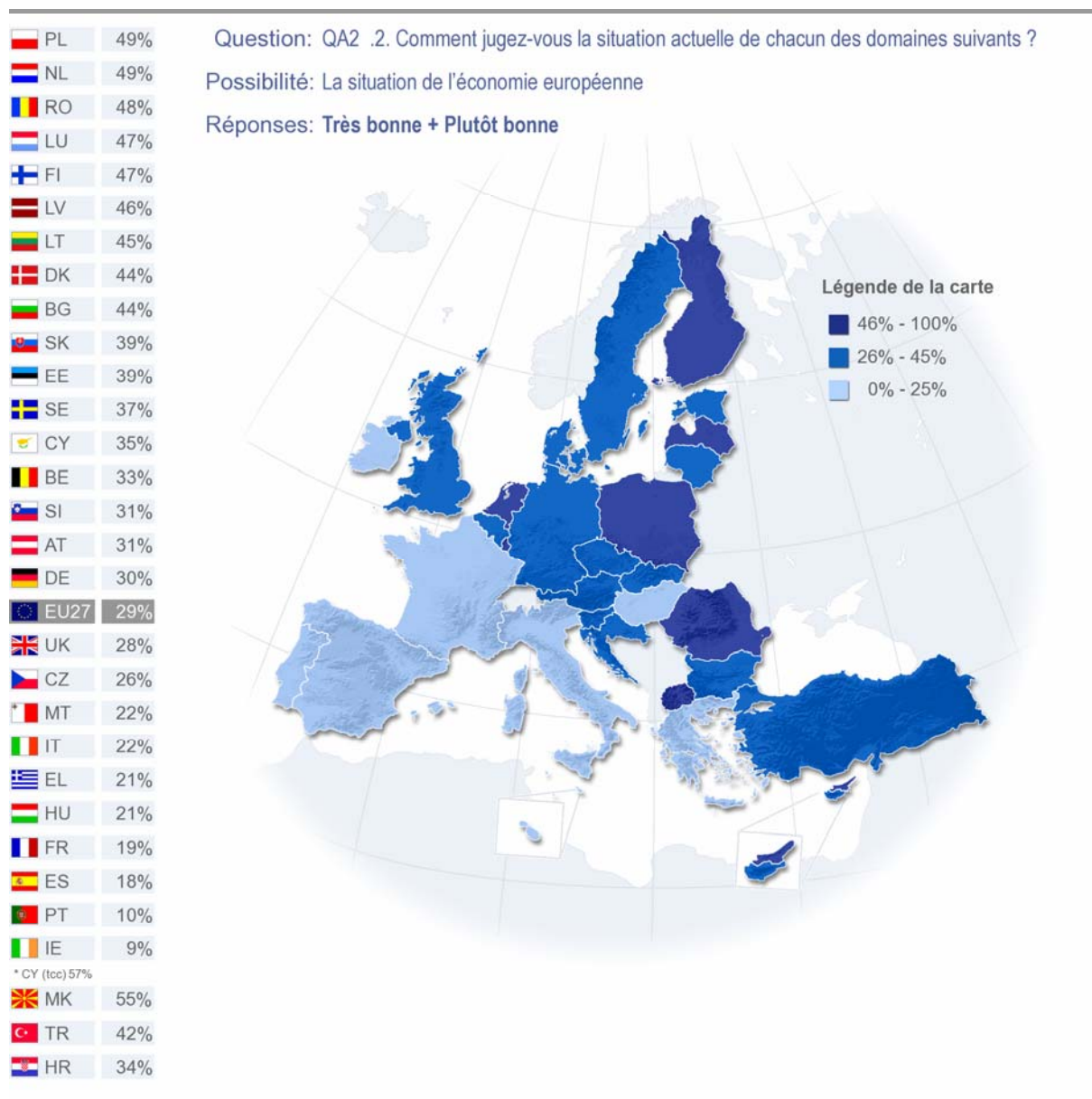


La satisfaction prédomine dans cinq Etats membres : elle atteint 49% aux Pays-Bas et en Pologne, 48% en Roumanie 46% en Lettonie et 44% en Bulgarie. A l'exception des Pays-Bas, les Etats membres où s'exprime la satisfaction à l'égard de l'économie européenne ne sont pas ceux où les habitants se montrent satisfaits de la situation de leur propre économie nationale. Au contraire, dans certains Etats membres comme la Lettonie, la Bulgarie ou encore la Roumanie, la satisfaction à l'égard de la situation économique des Vingt-sept est d'autant plus élevée que le sentiment de satisfaction envers l'économie nationale est faible.

La satisfaction est encore élevée, sans représenter toutefois l'opinion majoritaire, au Luxembourg et en Finlande (47% dans les deux cas), en Lituanie (45%) et au Danemark (44%).

²⁴ A2a.2 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation de l'économie européenne

En revanche, à peine un Irlandais et Portugais sur dix (respectivement 9% et 10%) se déclare satisfait de la situation de l'économie européenne, un tiers des Irlandais (32%) la qualifiant même de « très mauvaise ».






La satisfaction progresse nettement au Luxembourg (+13 points), en Roumanie et en Lettonie (+12 points dans les deux cas), au Royaume-Uni (+11 points), en Suède (+9 points) et aux Pays-Bas (+8 points). Elle recule de façon marquée à Chypre (-8 points).

Dans les pays candidats, la majorité des répondants de Turquie (42%) et de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (55%) jugent de façon positive la situation de l'économie européenne. Les Croates ne sont qu'un tiers (34%) à partager cette opinion, la majorité d'entre eux (56%) se déclarant insatisfaits.

Alors que les clivages étaient assez peu importants entre les différentes catégories quant à la perception de la situation de l'économie nationale, les variations sont plus nettes ici : les répondants les plus jeunes se montrent les plus satisfaits (40%, pour un quart – 25% – des 55 ans et plus) tout comme les hommes (32% pour 27% des femmes), les personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans et au-delà (35% pour 20% de celles qui les ont arrêtées avant l'âge de 16 ans) et les sympathisants des partis de droite (35% pour 28% des proches des formations de gauche). Logiquement, les personnes les plus confiantes dans l'Union européenne sont deux fois plus nombreuses (40%) à se déclarer satisfaites que les répondants exprimant leur méfiance (20%). De même, près de quatre citoyens sur dix ayant une image positive des Vingt-sept (39%) partagent leur opinion pour seulement 14% de ceux qui en ont une image négative). Ces variations par rapport à la confiance et à l'image de l'Union européenne, quoique moins prononcées, sont également présentes dans la perception de la situation de l'économie nationale.

QA2a.2 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

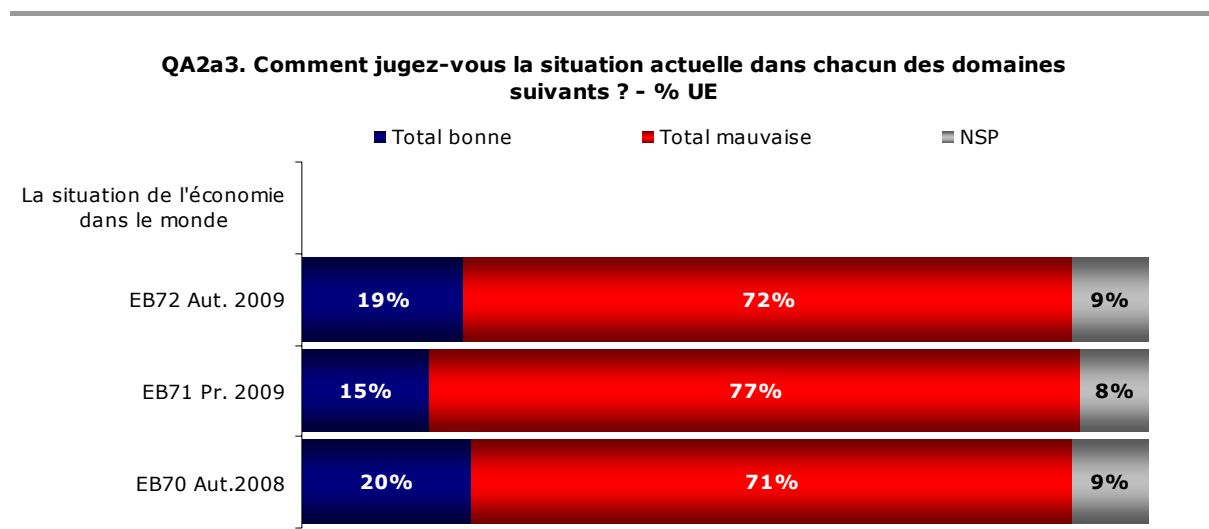
La situation de l'économie européenne

	Total bonne	Total mauvaise	NSP
UE27	29%	62%	9%
Sexe			
 Homme	32%	61%	7%
Femme	27%	62%	11%
Age			
 15-24	40%	49%	11%
25-39	32%	61%	7%
40-54	28%	65%	7%
55 +	25%	64%	11%
Age de fin d'études			
 15-	20%	69%	11%
16-19	28%	63%	9%
20+	35%	58%	7%
Tjs étudiant	42%	47%	11%
Echelle Gauche-Droite			
(1-4) Gauche	28%	65%	7%
(5-6) Centre	30%	62%	8%
(7-10) Droite	35%	58%	7%
Confiance UE			
Plutôt confiance	40%	55%	5%
Plutôt pas confiance	20%	71%	9%
Image de l' UE			
Positive	39%	55%	6%
Neutre	25%	64%	11%
Négative	14%	77%	9%

3.1.3 La situation mondiale

Les Européens ne sont pas satisfaits de la situation actuelle de l'économie mondiale : près des trois quarts d'entre eux (72%) la qualifient de « mauvaise » (-5 points par rapport au printemps précédent), seuls un cinquième (19%) la jugent de façon positive, un chiffre cependant en progression de 4 points²⁵.

Une frange extrêmement marginale des Européens qualifient la situation de l'économie mondiale de « très bonne » (1%, un chiffre équivalent à celui du printemps 2009), 18% de « plutôt bonne » (+4 points), 57% de « plutôt mauvaise » (+1 point) et 15% de « très mauvaise » (-6 points). Non seulement la satisfaction est à la hausse mais le pourcentage de réponses « très mauvaise » est en net recul.

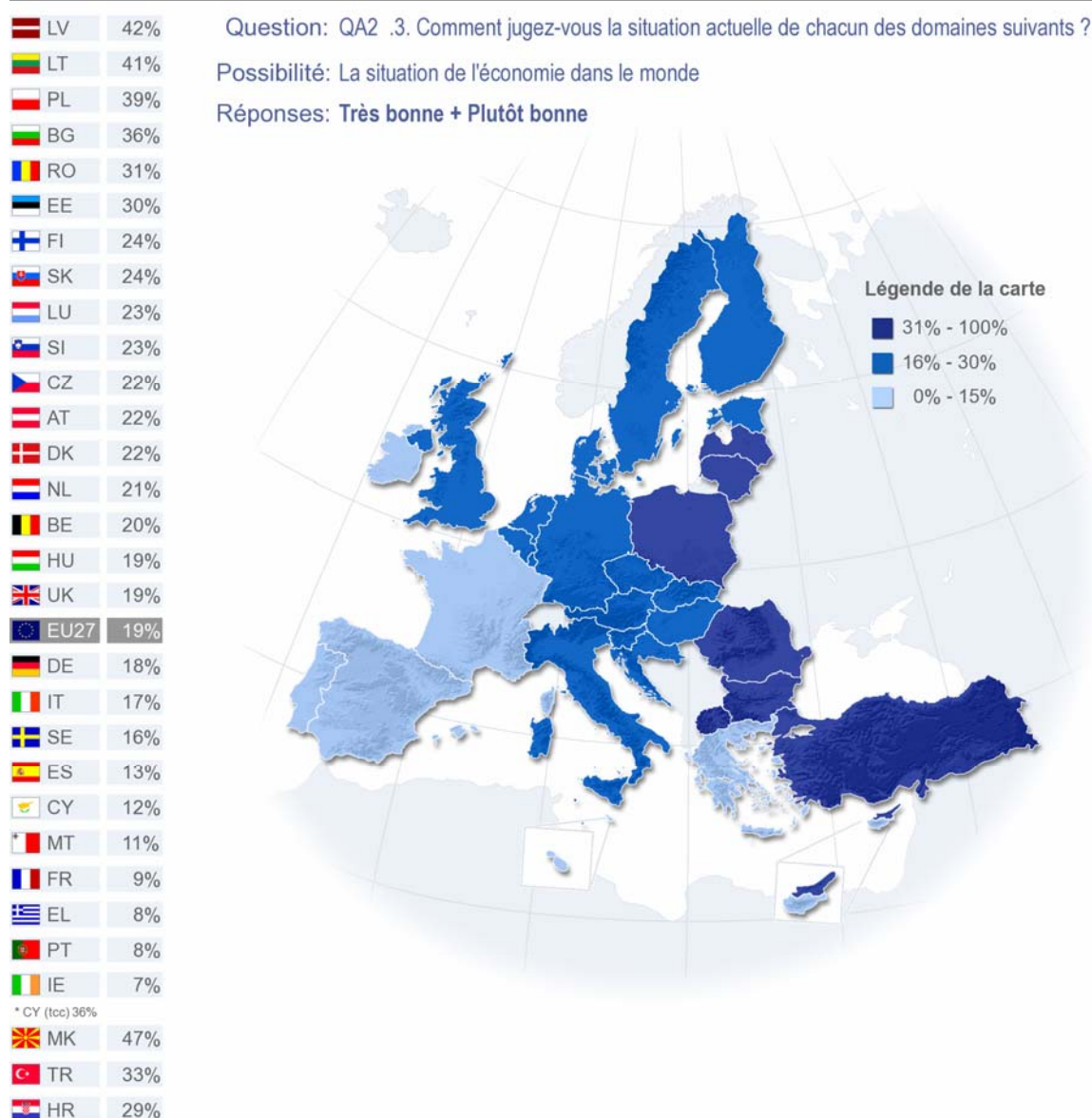


Plus de quatre Lettons et Litvaniens sur dix (respectivement 42% et 41%) se déclarent satisfaits de l'état de l'économie mondiale tout comme 39% des Polonais, 36% des Bulgares, 31% des Roumains et 30% des Estoniens. Seuls 7% des Irlandais, 8% des Portugais et des Grecs et 9% des Français expriment ce même sentiment.

On note à nouveau que les pays les plus sévères avec leur économie nationale comptent parmi ceux qui jugent le plus favorablement la situation de l'économie mondiale.

Les habitants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine sont les seuls à exprimer leur satisfaction de façon majoritaire (47%) ; les Turcs et les Croates ne partagent pas leur point de vue (respectivement 46% et 61% d'opinions négatives).

²⁵ A2a.3 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation de l'économie dans le monde



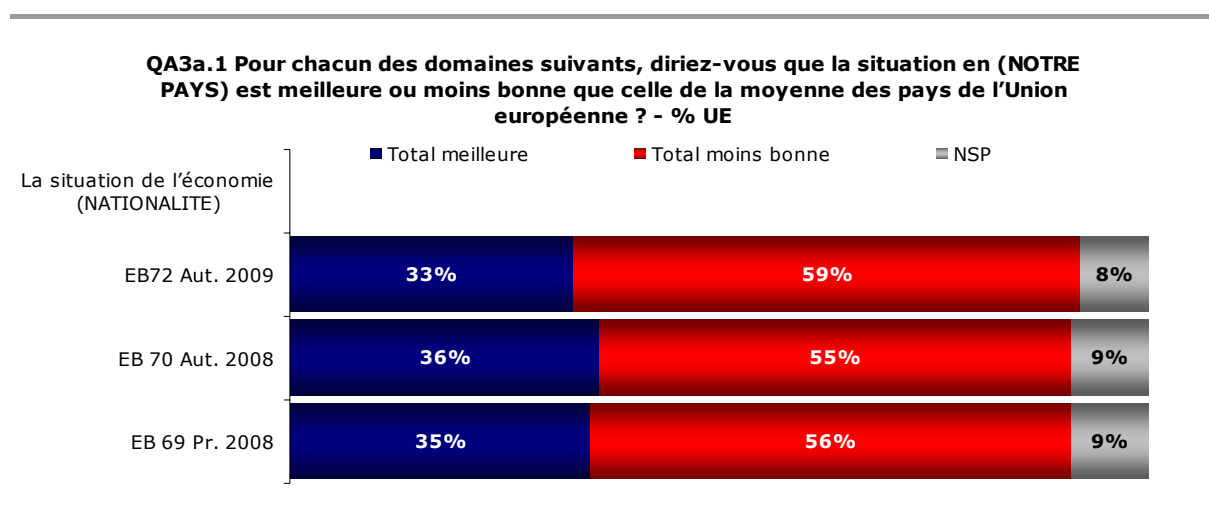
Les Européens se montrent donc très majoritairement insatisfaits de la situation économique, tout d'abord dans leur pays (75% d'insatisfaits et 23% de satisfaits), puis au niveau mondial (72% et 19%) et enfin, mais dans une moindre proportion, au niveau européen (62% et 29%).

3.1.4 La situation économique nationale comparée à la moyenne européenne

Appelés à juger l'état de leur économie nationale comparativement à celui de la moyenne des pays de l'Union, la majorité des personnes interrogées portent un jugement négatif : 59% d'entre elles considèrent leur économie nationale en moins bonne santé que celle des Vingt-sept, contre 33% qui la jugent au contraire en meilleure santé.²⁶

La proportion de répondants exprimant une opinion négative est en hausse de 4 points par rapport à l'automne 2008, la part des personnes estimant que leur économie nationale est plus performante que la moyenne européenne étant en recul de 3 points.

Rappelons toutefois que la vague précédente avait été réalisée à l'automne 2008, soit au tout début de la crise économique.



Les disparités nationales sont particulièrement marquées sur cette question. La quasi-totalité des Luxembourgeois (94%), 88% des Danois, huit Autrichiens et Néerlandais sur dix (80% dans les deux cas), 79% des Suédois et 73% des Finlandais estiment que la situation de leur économie est meilleure que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne. Plus de six Allemands et Chypriotes sur dix (respectivement 62% et 61%) partagent cette opinion.

En revanche, une immense majorité des Lettons (98%), des Hongrois (96%), des Bulgares et des Lituanais (95% chacun) et des Grecs (94%) expriment un avis opposé. 88% des Roumains et des Slovaques, 85% des Chypriotes, des Tchèques et des Espagnols, 84% des Portugais, 83% des Estoniens et 82% des Irlandais affirment également que la situation économique est moins bonne dans leur pays qu'en moyenne dans l'Union européenne.





²⁶ QA3a.1 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? La situation de l'économie (NATIONALITE)

La proportion de répondants considérant que la situation de leur économie nationale est meilleure qu'en moyenne dans les pays de l'Union européenne progresse de 8 points en Autriche, et de 6 points au Luxembourg. Leur pourcentage recule en revanche de 24 points en Irlande, de 19 points en Slovénie, de 18 points en Slovaquie et de 17 points en Espagne.

La grande majorité des répondants des pays candidats jugent la situation de leur économie nationale moins bonne qu'en moyenne dans l'Union européenne : 92% des Croates, 87% des habitants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et sept Turcs sur dix (70%) expriment cette opinion

L'analyse sociodémographique permet de mettre certaines différences en évidence : les personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans et au-delà (43%) et les cadres (44%) sont plus nombreux à estimer que leur économie nationale est en meilleure situation que l'économie européenne que les répondants ayant cessé leur scolarité avant l'âge de 16 ans (27%), les employés (34%), les ouvriers (33%) et les chômeurs (24%).

QA3a.1 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?
La situation de l'économie (NATIONALITE)

	Total meilleure	Total moins bonne	NSP
UE27	33%	59%	8%
Sexe			
 Homme	35%	59%	6%
Femme	31%	60%	9%
Age			
 15-24	35%	55%	10%
25-39	32%	62%	6%
40-54	33%	60%	7%
55 +	33%	58%	9%
Age de fin d'études			
15-	27%	63%	10%
 16-19	31%	61%	8%
20+	43%	52%	5%
Tjs étudiant	36%	56%	8%
Echelle d'occupation du répondant			
Indépendants	33%	62%	5%
Cadres directeurs	44%	49%	7%
Autres employés	34%	61%	5%
 Ouvriers	33%	60%	7%
Femmes- hommes au foyer	28%	63%	9%
Chômeurs	24%	68%	8%
Retraités	33%	57%	10%
Etudiants	36%	56%	8%
Echelle Gauche-Droite			
(1-4) Gauche	37%	56%	7%
(5-6) Centre	35%	58%	7%
(7-10) Droite	37%	58%	5%
Confiance UE			
Plutôt confiance	37%	58%	5%
Plutôt pas confiance	31%	61%	8%
Image de l' UE			
Positive	38%	56%	6%
Neutre	31%	60%	9%
Négative	24%	67%	9%

3.1.5 La situation de l'emploi au niveau national

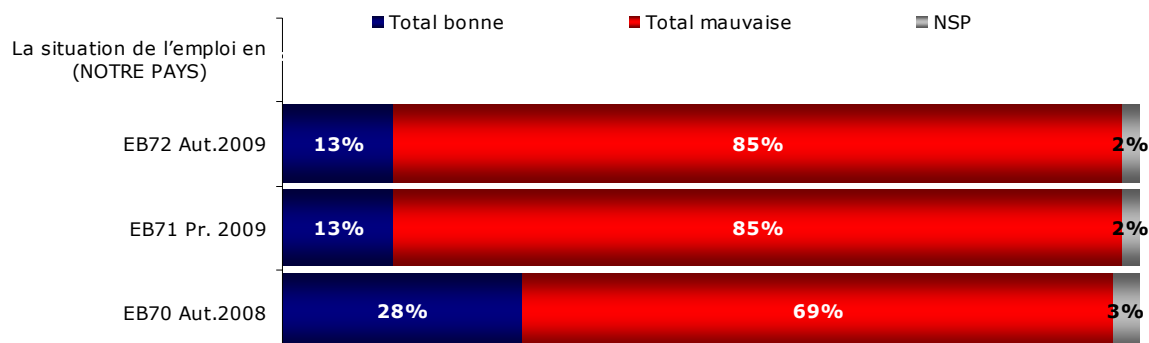
- Une grande majorité des Européens se déclarent insatisfaits de la situation de l'emploi dans leur pays -

Après avoir étudié la façon dont les Européens appréhendent la situation de l'économie dans leur pays, dans l'Union européenne et au niveau mondial, il est intéressant d'analyser la façon dont ils jugent l'évolution de l'emploi, un sujet fortement lié aux questions précédentes mais qui les affecte plus directement.

Une très forte majorité d'Européens (85%) se déclare insatisfaite de la situation de l'emploi dans leur pays²⁷. Seuls 13% expriment un avis inverse. Ces chiffres sont parfaitement identiques à ceux enregistrés au printemps 2009.

On constate que si les Européens se montrent plus confiants à l'égard de la situation économique qu'ils ne l'étaient il y a six mois, ils restent nettement plus circonspects en ce qui concerne l'état de l'emploi. Les Européens semblent avoir intégré que la reprise économique se profilait, mais ne paraissent pas encore convaincus d'une quelconque amélioration sur le front de l'emploi. Les données enregistrées par l'Eurobaromètre mettent en lumière l'existence d'un réel décalage entre la perception de la situation économique et celle de l'emploi.

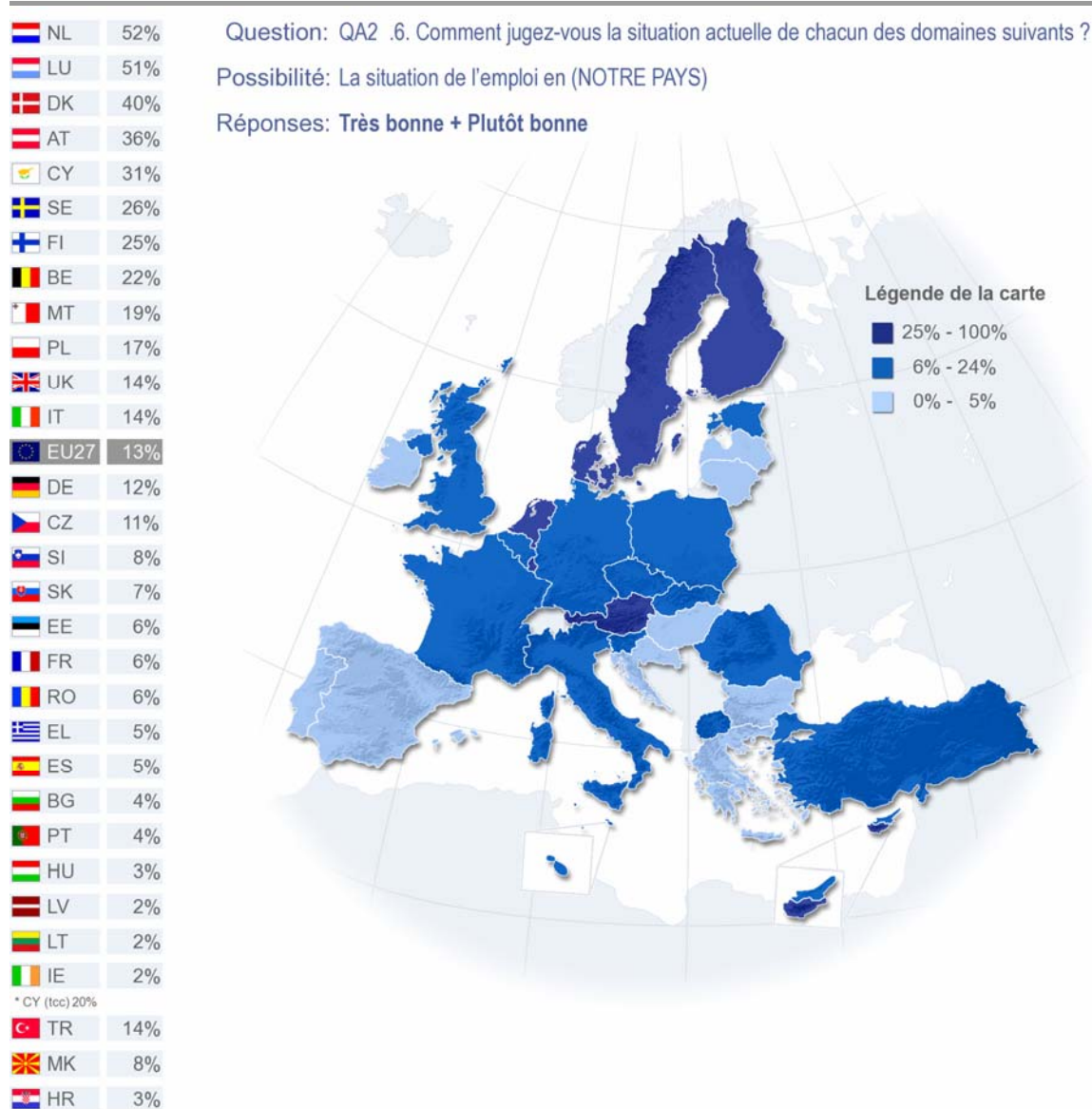
QA2a6 Comment jugez-vous la situation actuelle dans chacun des domaines suivants ?- % UE



Sur cet indicateur également, la perception de la situation varie fortement d'un Etat à l'autre. Seuls deux Etats membres jugent majoritairement positivement la situation de l'emploi dans leur pays : les Pays-Bas (52%) et le Luxembourg (51%). Quatre Danois sur dix, plus d'un tiers des Autrichiens (36%), 31% des Chypriotes et environ un quart des Suédois et des Finlandais (respectivement 26% et 25%) partagent également une opinion positive.

²⁷ A2a.6 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ? La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)
































A l'inverse, la quasi-totalité des Baltes (98% des Lettons, 95% des Litoniens et 92% des Estoniens), 97% des Irlandais, 96% des Hongrois, 95% des Portugais, 94% des Grecs et des Espagnols, 92% des Français et des Slovaques et encore plus de neuf Bulgares et Slovènes sur dix (91% chacun) jugent de façon négative la situation de l'emploi dans leurs pays respectifs. Nombreux sont parmi les répondants de ces Etats membres ceux qui exprimaient une même insatisfaction quant à la situation de leur économie nationale.



La confiance est en nette baisse au Danemark (-11 points) et aussi, de façon moindre mais encore importante, à Chypre et à Malte (-6 points dans les deux cas). Elle augmente en revanche de 6 points en Autriche et au Luxembourg.

QA2.6 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?

-La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

	% Très bonne + Plutôt bonne	EB70 Aut.2008	EB71 Pr.2009	EB72 Aut.2009	Diff. Aut.2009- Pr.2009
 UE27		28%	13%	13%	=
 LU		44%	45%	51%	+6
 AT		61%	30%	36%	+6
 BE		39%	17%	22%	+5
 NL		88%	50%	52%	+2
 ES		10%	4%	5%	+1
 FR		10%	5%	6%	+1
 IT		13%	13%	14%	+1
 SE		48%	25%	26%	+1
 UK		30%	13%	14%	+1
 DE		41%	12%	12%	=
 LV		16%	2%	2%	=
 HU		5%	3%	3%	=
 EL		8%	6%	5%	-1
 LT		21%	3%	2%	-1
 PT		4%	5%	4%	-1
 RO		18%	7%	6%	-1
 FI		72%	26%	25%	-1
 BG		25%	6%	4%	-2
 EE		29%	8%	6%	-2
 IE		17%	4%	2%	-2
 SK		33%	9%	7%	-2
 SI		35%	11%	8%	-3
 CZ		43%	15%	11%	-4
 PL		37%	21%	17%	-4
 CY		52%	37%	31%	-6
 MT		45%	25%	19%	-6
 DK		91%	51%	40%	-11
CY (tcc)		34%	27%	20%	-7
 TR		11%	14%	14%	=
 MK		9%	8%	8%	=
 HR		11%	7%	3%	-4

Pour CY(tcc); La situation de l'emploi dans la Communauté turque chypriote

L'insatisfaction est largement partagée par les pays candidats : l'immense majorité des Croates (96%), 91% des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et 84% des Turcs qualifient de « mauvaise » la situation de l'emploi dans leur pays.

L'analyse sociodémographique révèle quelques différences selon l'occupation du répondant : un cinquième des cadres (20%) se déclarent satisfaits de la situation de l'emploi dans leur pays pour 16% des employés, 13% des ouvriers et 8% des chômeurs. On observe également que près d'un quart des répondants qui se positionnent eux-mêmes en haut de l'échelle sociale (23%) expriment leur satisfaction pour seulement 7% de ceux qui au contraire s'auto-positionnent dans le bas de cette même échelle.

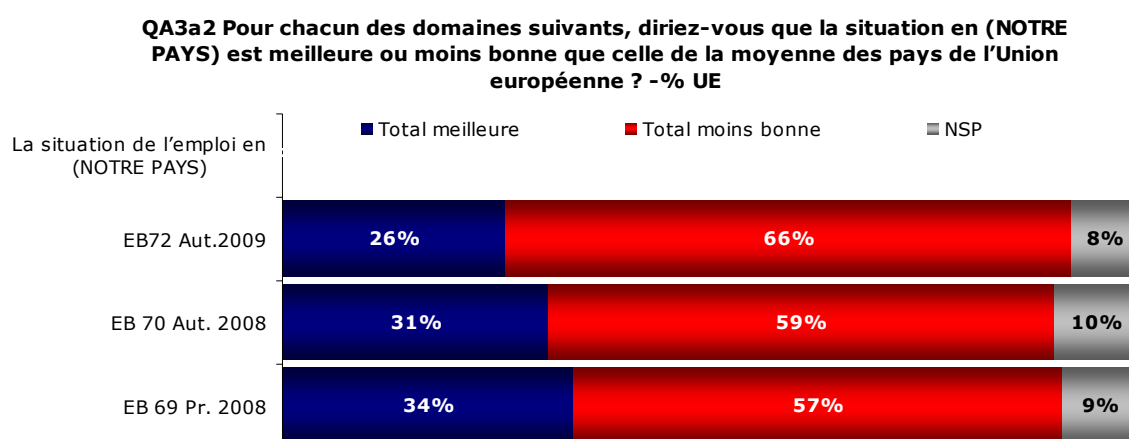
QA2a.6 Comment jugez-vous la situation actuelle de chacun des domaines suivants ?
La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

	Total bonne	Total mauvaise	NSP
UE27	13%	85%	2%
Echelle d'occupation du répondant			
Indépendants	14%	84%	2%
Cadres directeurs	20%	80%	-
Autres employés	16%	83%	1%
Ouvriers	13%	86%	1%
Femmes- hommes au foyer	11%	88%	1%
Chômeurs	8%	91%	1%
Retraités	11%	86%	3%
Etudiants	16%	80%	4%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	7%	91%	2%
Moyen (5-6)	12%	87%	1%
Haut (7-10)	23%	76%	1%

3.1.6 La situation nationale de l'emploi comparée à la moyenne européenne

Fort logiquement au vu des résultats de la question précédente, la comparaison de la situation de l'emploi dans leur pays avec celle de la moyenne européenne confirme la tendance pessimiste. Les deux tiers des Européens (66%) jugent la situation dans leur pays moins bonne que celle de la moyenne des Vingt-sept, soit 7 points de plus qu'il y a un an ; un quart (26%) la considèrent meilleure (-5 points)²⁸.

On voit ici les conséquences de la crise. En effet, alors qu'au printemps 2008 (EB69), un tiers des Européens (34%) estimaient que la situation de l'emploi dans leur pays était meilleure que celle de la moyenne de l'Union, ils ne sont aujourd'hui plus qu'un quart (26%) à exprimer cette opinion.

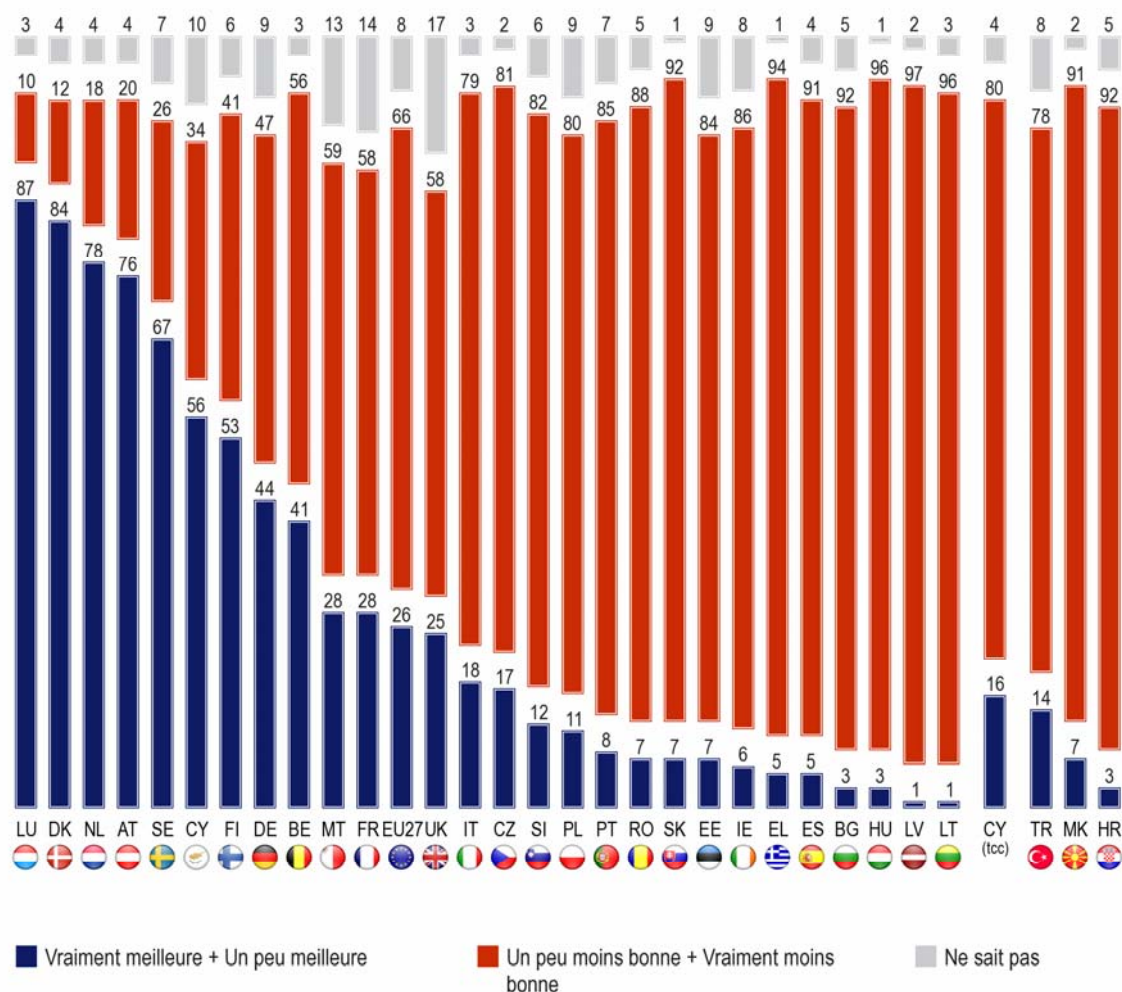


Les Luxembourgeois (87%), les Danois (84%), les Néerlandais (78%), les Autrichiens (76%) et les Suédois (67%) estiment très majoritairement que la situation de l'emploi est, dans leur pays, meilleure que celle de la moyenne de l'Union tandis que la quasi-totalité des Lettons (97%), des Hongrois et des Litvaniens (96% dans les deux cas), des Grecs (94%), des Bulgares et des Slovaques (92% chacun), ou encore des Espagnols (91%) font le constat inverse.

²⁸ QA3a.2 Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ? La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

QA3 .2. Pour chacun des domaines suivants, diriez-vous que la situation en (NOTRE PAYS) est meilleure ou moins bonne que celle de la moyenne des pays de l'Union européenne ?

La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)



Pour CY(tcc); La situation de l'emploi dans notre Communauté

Seuls deux Etats membres voient le nombre de répondants jugeant la situation de l'emploi meilleure que celle de la moyenne européenne augmenter depuis l'automne 2008 : le Luxembourg (+7 points) et la France (+4 points). A l'inverse, le recul de cette opinion est parfois considérable dans plusieurs pays : -22 points en Irlande, -20 points en République tchèque, -19 points en Slovaquie, -18 points en Finlande, -16 points en Belgique, -14 points en Espagne, -13 points en Slovaquie et encore -12 points au Royaume-Uni.

Une large majorité des répondants des pays candidats considère que la situation de l'emploi est moins bonne dans leur pays qu'en moyenne de l'Union européenne : 92% des Croates et 91% des habitants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine font cette réponse comme encore plus des trois quarts des Turcs (78%).

Près de quatre cadres sur dix (39%) affirment que la situation de l'emploi est meilleure dans leur pays qu'en moyenne européenne pour 27% des employés, 26% des ouvriers et 16% des chômeurs. De même, l'opinion sur la situation économique nationale s'avère déterminante sur cette question : plus de la moitié des personnes exprimant leur satisfaction à l'égard de la situation économique dans leur pays (53%) jugent la situation de l'emploi dans leur pays meilleure que celle de la moyenne des Vingt-sept pour seulement 17% de celles qui se déclarent insatisfaites de l'état de leur économie nationale.

3.2 Les attentes pour l'avenir

- Les attentes sur l'économie et l'emploi au niveau national européen et mondial sont toutes à la hausse -

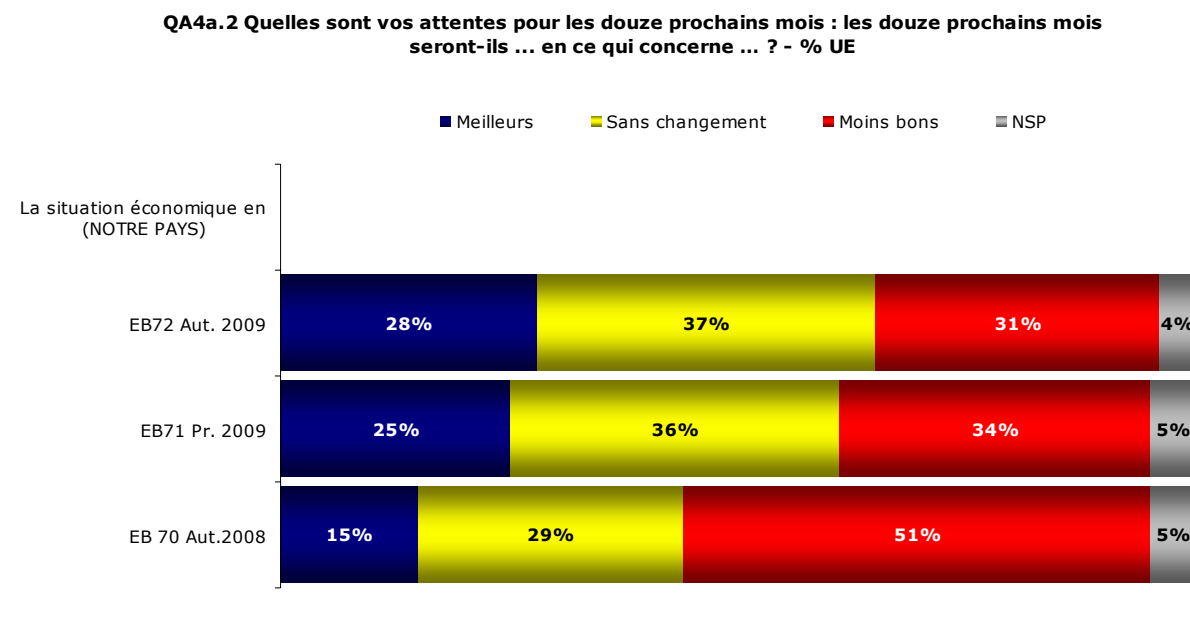
Majoritairement insatisfaits de la situation de l'économie et de l'emploi dans leur pays, les citoyens des Vingt-sept se montrent toutefois plus confiants qu'il y a six mois dans leur amélioration à court terme.

3.2.1 La situation de l'économie nationale dans les 12 mois à venir

Les Européens se montrent divisés sur l'avenir de la situation économique de leur pays. La majorité relative d'entre eux (37%) ne s'attend à aucun changement dans les 12 mois à venir, 28% prévoient une amélioration et 31% anticipent une dégradation²⁹.

Le pourcentage d'Européens exprimant leur optimisme est en progression par rapport au printemps 2009 (+3 points), celui des personnes interrogées ne s'attendant à aucun changement progresse également de 1 point, enfin, la part des pessimistes recule de 3 points.

Cependant, c'est par rapport aux résultats enregistrés à l'automne 2008 (EB70) que la progression des opinions positives (+13 points) et le recul des opinions négatives (-20 points) sont les plus spectaculaires.



²⁹ QA4a.2 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation économique en (NOTRE PAYS)
































La proportion de répondants anticipant une amélioration de leur situation économique nationale dans les 12 mois à venir est supérieure à celle de ceux qui prévoient une dégradation dans huit Etats membres sur vingt-sept. Toutefois, le pessimisme est majoritaire dans plus des deux tiers des Etats membres (dix-neuf sur vingt-sept).

Les plus confiants quant à l'avenir de la situation de leur économie nationale sont, de très loin, les Suédois (61% prévoient une amélioration), les Danois (45%) et les Britanniques et les Néerlandais (42% dans les deux cas).

Les plus pessimistes sont les Lituanais (55%), les Irlandais (54%), les Chypriotes et les Hongrois (53% chacun). 48% des Lettons, 45% des Roumains et 43% des Tchèques affirment également que, selon eux, leur économie nationale sera en moins bonne santé dans un an.

Pour avoir la vision la plus juste possible de l'évolution des attentes des Européens, on se réfère à nouveau à l'index qui prend en compte l'écart existant entre les réponses positives « meilleurs » et les réponses négatives « moins bons ». La différence entre les indexes de l'Eurobaromètre 72 et ceux de l'Eurobaromètre 71 réalisé au printemps 2009 nous donne un panorama complet des évolutions nationales : dans 18 Etats membres, cette différence est positive, ce qui signifie que les attentes à l'égard de la situation économique nationale se sont améliorées dans ces pays. C'est surtout le cas aux Pays-Bas (+41), en Estonie (+28), en Grèce (+23), en Autriche (+21), en Suède (+19), et dans une moindre proportion au Portugal (+15), au Danemark et au Luxembourg (+14 dans les deux cas), en Slovaquie et au Royaume-Uni (+13 chacun) et en Finlande (+10). La différence entre les indexes de l'EB72 et de l'EB71 est au contraire négative dans 8 Etats membres dont Malte (-18), Chypre (-13) et la Lituanie (-12). Enfin, l'index est resté stable en Italie.

QA4.2 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
-La situation économique en (NOTRE PAYS)

		EB71 Pr.2009 Meilleurs- Moins bons	EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Aut.2009- Pr.2009
	UE27	-9	-3	+6
	NL	-28	+13	+41
	EE	-20	+8	+28
	EL	-37	-14	+23
	AT	-13	+8	+21
	SE	+31	+50	+19
	PT	-29	-14	+15
	DK	+16	+30	+14
	LU	-15	-1	+14
	SK	-34	-21	+13
	UK	+9	+22	+13
	FI	+1	+11	+10
	DE	-11	-3	+8
	FR	-4	+4	+8
	PL	-12	-4	+8
	BG	-22	-15	+7
	LV	-42	-36	+6
	BE	-13	-8	+5
	HU	-40	-39	+1
	IT	-8	-8	0
	CZ	-24	-25	-1
	SI	-11	-13	-2
	ES	-1	-6	-5
	RO	-22	-29	-7
	IE	-30	-38	-8
	LT	-29	-41	-12
	CY	-29	-42	-13
	MT	+7	-11	-18
	CY (tcc)	-14	-31	-17
	MK	-8	-3	+5
	TR	-14	-21	-7
	HR	-37	-46	-9




Pour CY(tcc); La situation économique dans la
Communauté turque chypriote

Les attentes se sont dégradées en Croatie (-9 points) et en Turquie (-7), mais sensiblement améliorées dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (+5).

Enfin, on note une très nette dégradation des attentes à l'égard de la situation économique dans la Communauté chypriote turque entre le printemps et l'automne 2009 : l'index a en effet chuté de 17 points entre les deux enquêtes.

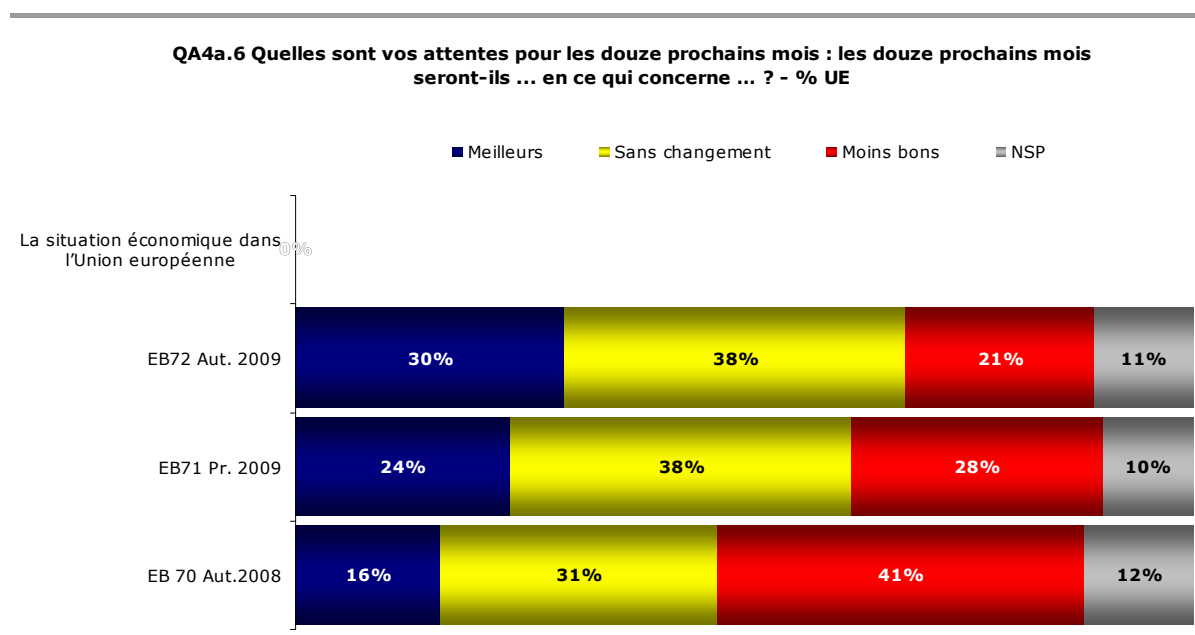
Les jeunes sont la seule tranche d'âge à se déclarer majoritairement confiante dans l'évolution de la situation de l'économie nationale à court terme : 36% des 15-24 ans affirment leur optimisme alors que seuls 23% des 55 ans et plus pensent de la même façon. Les cadres sont la seule catégorie socioprofessionnelle à faire majoritairement preuve d'optimisme : 40% d'entre eux s'attendent à une amélioration de la situation économique dans leur pays durant l'année à venir ; 31% des employés et 27% des ouvriers partagent leur opinion. Plus d'un tiers des répondants se positionnant dans le haut de l'échelle sociale (36%) anticipent une amélioration de la situation économique dans leur pays dans les 12 mois à venir pour seulement un cinquième (20%) de ceux qui se positionnent dans le bas de cette même échelle.

QA4a.2 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
La situation économique en (NOTRE PAYS)

	Meilleurs	Moins bons	Sans changement	NSP
UE27	28%	31%	37%	4%
Sexe				
 Homme	30%	30%	36%	4%
Femme	27%	31%	38%	4%
Age				
 15-24	36%	23%	35%	6%
25-39	33%	29%	35%	3%
40-54	27%	33%	37%	3%
55 +	23%	32%	40%	5%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	30%	31%	35%	4%
Cadres directeurs	40%	27%	31%	2%
Autres employés	31%	30%	37%	2%
Ouvriers	27%	31%	38%	4%
Femmes- hommes au foyer	22%	33%	40%	5%
Chômeurs	26%	34%	34%	6%
Retraités	22%	32%	41%	5%
Etudiants	39%	22%	33%	6%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
Bas (1-4)	20%	37%	37%	6%
Moyen (5-6)	29%	29%	38%	4%
Haut (7-10)	36%	27%	35%	2%
Confiance UE				
Plutôt confiance	34%	26%	37%	3%
Plutôt pas confiance	23%	37%	36%	4%

3.2.2 La situation de l'économie européenne dans les 12 mois à venir

Ayant majoritairement le sentiment que leur situation économique et sociale nationale est plutôt moins bonne que celle des autres Etats membres, les Européens se montrent divisés dans leurs projections à court terme : près d'un tiers d'entre eux (30%) pensent que la situation économique de l'Union européenne va s'améliorer dans les 12 mois à venir, un cinquième (21%) qu'elle va se dégrader et près de quatre personnes interrogées sur dix (38%) ne s'attendent à aucun changement³⁰.



Par rapport au printemps 2009, le pourcentage de personnes exprimant leur optimisme est en hausse de 6 points et la part des pessimistes recule de façon importante (-7 points). Le nombre des répondants estimant que les choses resteront en l'état durant les 12 mois à venir reste stable. On constate donc une inversion du ratio pessimistes / optimistes par rapport au printemps 2009, ces derniers étant désormais plus nombreux que ceux qui anticipent une dégradation de la situation pendant les 12 prochains mois. L'amélioration de la situation est encore plus nette lorsqu'on compare avec les résultats enregistrés à l'automne 2008 (EB70). La proportion des répondants optimistes a augmenté de 14 points (de 16% à 30%), tandis que la part des pessimistes s'est fortement réduite (de 41% à 21%, -20 points). Enfin, le nombre des répondants estimant que les choses resteront en l'état durant les 12 mois à venir a progressé de 7 points (de 31% à 38%).

Les répondants en Suède et en Estonie se montrent les plus confiants : respectivement 46% et 45% d'entre eux anticipent une amélioration. Plus de quatre Litvaniens et Lettons sur dix (42% dans les deux cas) et 40% des Espagnols partagent leur opinion.

³⁰ QA4a.6 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation économique dans l'Union européenne

Au total, la proportion d'optimistes dépasse celle des pessimistes dans 17 Etats membres sur 27.
































A l'inverse, près de quatre personnes sur dix anticipent une dégradation de la situation économique européenne dans les 12 mois à venir au Luxembourg (39%), plus d'un tiers encore en Hongrie et en Belgique (respectivement 35% et 34%) et enfin 32% en Irlande et 31% en Autriche.

La différence entre les index révèle que les attentes à l'égard de la situation économique de l'Union européenne se sont améliorées dans tous les Etats membres sauf Malte qui n'enregistre aucune évolution.

L'amélioration est particulièrement nette aux Pays-Bas (+46 points), encore élevée en Grèce (+28), au Luxembourg (+25), en Finlande et en Suède (+22 dans les deux cas) et en Estonie, en Autriche et au Royaume-Uni (+21 chacun).

QA4.6 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

-La situation économique dans l'Union européenne

	EB71 Pr.2009 Meilleurs- Moins bons	EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Aut.2009- Pr.2009
 UE27	-4	+9	+13
 NL	-39	+7	+46
 EL	-24	+4	+28
 LU	-33	-8	+25
 FI	-13	+9	+22
 SE	+10	+32	+22
 EE	+15	+36	+21
 AT	-20	+1	+21
 UK	+1	+22	+21
 LV	+13	+32	+19
 DK	-2	+15	+17
 SK	-17	=	+17
 BG	+7	+23	+16
 FR	-7	+9	+16
 PT	-19	-4	+15
 CY	-19	-6	+13
 LT	+11	+24	+13
 BE	-13	-3	+10
 DE	-15	-5	+10
 CZ	-13	-4	+9
 IE	-16	-7	+9
 PL	+7	+14	+7
 RO	+6	+13	+7
 SI	-2	+4	+6
 ES	+15	+20	+5
 IT	-5	=	+5
 HU	-14	-10	+4
 MT	+13	+13	=
CY (tcc)	+6	+2	-4
 HR	-12	=	+12
 MK	+18	+28	+10
 TR	-1	+7	+8





L'optimisme quant à l'avenir varie selon le profil sociodémographique et idéologique du répondant : ainsi, les hommes (34%), les plus jeunes (38% des 15-24 ans) et les cadres (40%) se montrent nettement plus confiants que les femmes (26%), les personnes plus âgées (24% des 55 ans et plus) et les ouvriers et employés (respectivement 28% et 32%).

Les jeunes confirment ici leur plus grand optimisme en l'avenir, quel que soit le domaine en question, cet optimisme décroissant graduellement quand l'âge des interviewés s'accroît, et ce pour toutes les dimensions étudiées. De même, les personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà (36%) et celles qui se déclarent plutôt proches de la droite (34%) expriment plus souvent leur optimisme que celles ayant arrêté leur scolarité avant l'âge de 16 ans (22%) et que les sympathisants des formations de gauche (29%).

D'autres variables de connaissance et d'attitudes à l'égard de l'Union jouent également un rôle dans les réponses à cette question. La connaissance objective de l'Union européenne³¹ est un facteur essentiel : 35% des répondants ayant une bonne connaissance objective de l'Union européenne se montrent optimistes pour 20% des citoyens qui ont une mauvaise connaissance de l'Union. L'image de l'Union européenne que possède la personne interrogée est également ici déterminante. Plus cette image est positive, plus le répondant est enclin à se monter confiant dans l'avenir (38% pour 19% des personnes ayant une image négative des Vingt-sept).

³¹ La connaissance objective de l'Union européenne est calculée à partir d'une question « quizz » : 4 propositions sont données aux répondants qui doivent déterminer si elles sont vraies, ou fausses. Les interviewés qui n'ont donné aucune réponse correcte aux 4 propositions sont classés dans la catégorie « mauvaise connaissance objective de l'UE ». La catégorie « moyenne connaissance objective de l'UE » regroupe ceux qui ont donné une ou deux réponses correctes. Enfin, les personnes qui ont répondu de manière correcte à trois voire aux quatre propositions sont classées dans la catégorie « bonne connaissance objective de l'UE ».

QA4a.6 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
La situation économique dans l'Union européenne

	Meilleurs	Moins bons	Sans changement	NSP
UE27	30%	21%	38%	11%
Sexe				
 Homme	34%	21%	37%	8%
Femme	26%	22%	38%	14%
Age				
 15-24	38%	15%	35%	12%
25-39	34%	20%	38%	8%
40-54	28%	23%	38%	11%
55 +	24%	24%	39%	13%
Age de fin d'études				
 15-	22%	24%	39%	15%
16-19	28%	22%	39%	11%
20+	36%	21%	36%	7%
Tjs étudiant	41%	14%	34%	11%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	33%	22%	37%	8%
Cadres directeurs	40%	20%	33%	7%
Autres employés	32%	23%	39%	6%
Ouvriers	28%	21%	40%	11%
Femmes- hommes au foyer	24%	23%	40%	13%
Chômeurs	28%	24%	35%	13%
Retraités	23%	23%	40%	14%
Etudiants	41%	14%	34%	11%
Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche	29%	25%	37%	9%
(5-6) Centre	31%	21%	38%	10%
(7-10) Droite	34%	22%	36%	8%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
Bas (1-4)	24%	24%	38%	14%
Moyen (5-6)	30%	21%	39%	10%
Haut (7-10)	36%	20%	37%	7%
Image de l' UE				
Positive	38%	17%	36%	9%
Neutre	23%	22%	42%	13%
Négative	19%	34%	37%	10%
Connaissance objective de l'UE				
Mauvaise	20%	21%	37%	22%
Moyenne	30%	21%	39%	10%
Bonne	35%	23%	36%	6%

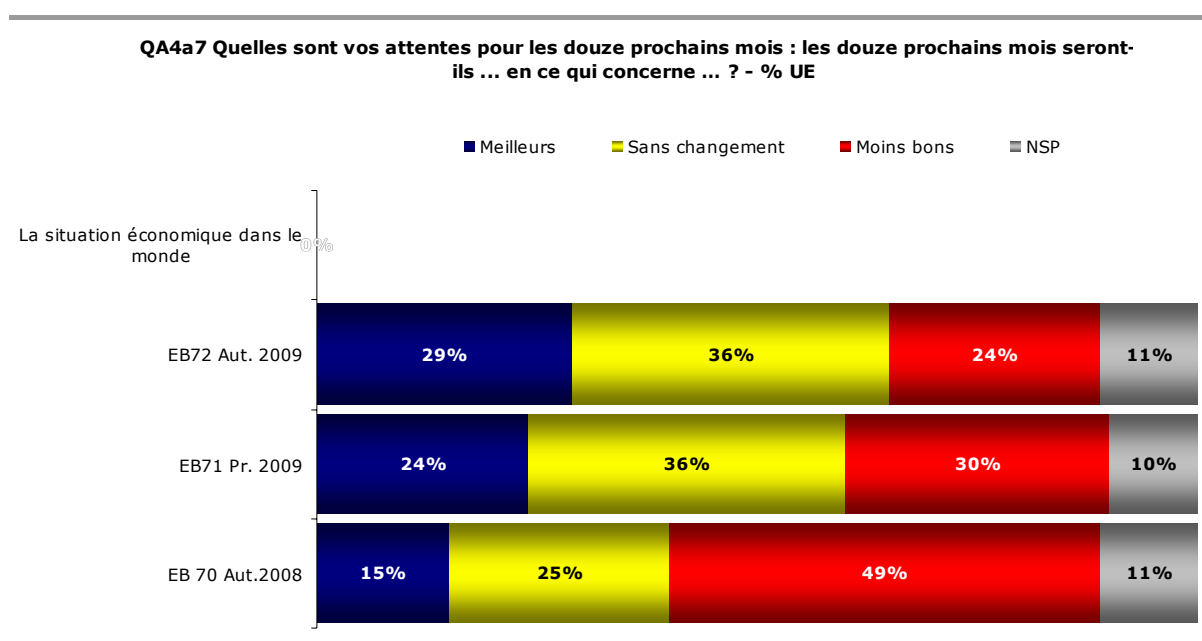
3.2.3 La situation économique mondiale dans les 12 mois à venir

Trois Européens sur dix anticipent une amélioration de la situation économique mondiale dans les 12 mois à venir (29%), un quart d'entre eux exprime l'opinion inverse (24%) et plus d'un tiers (36%) estiment que dans ce domaine les choses resteront en l'état³². On constate une augmentation de la confiance des personnes interrogées puisqu'au printemps 2009, seuls un peu moins d'un quart des Européens (24%) exprimaient leur optimisme quant à l'évolution de la situation de l'économie dans le monde pour près de trois sur dix aujourd'hui (+5 points).

³² QA4a.7 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation économique dans le monde

De l'autre côté, la proportion des pessimistes recule de 6 points (de 30% à 24%). A nouveau, l'amélioration des attentes est encore plus significative lorsqu'on compare avec l'automne 2008 (EB70) : la proportion des répondants optimistes a augmenté de 14 points (de 15% à 29%), celle des pessimistes s'est réduite de moitié (de 49% à 24%, - 25 points), et la proportion des répondants pariant sur un statu quo est en hausse de 11 points (de 25% à 36%).

Comme on l'a vu précédemment pour l'économie européenne, on constate également une inversion du ratio pessimistes/optimistes au sujet de l'évolution de l'économie mondiale par rapport à l'Eurobaromètre du printemps dernier.


































Les répondants des Etats baltes se montrent parmi les plus optimistes : 47% des Lettons, 44% des Lituanais et 43% des Estoniens anticipent une amélioration de la situation économique dans le monde durant les 12 prochains mois. C'est également le cas des répondants en Suède (46%). En revanche, plus de quatre Luxembourgeois et Chypriotes sur dix (respectivement 44% et 41%), 39% des Belges et un tiers des Hongrois et des Grecs (34% chacun) et des Néerlandais (33%) s'attendent à ce que la situation économique mondiale se dégrade durant l'année à venir.

En termes d'évolution par rapport à la vague précédente, on constate un développement positif dans tous les Etats membres sauf Chypre qui n'enregistre aucune évolution. Cette amélioration des attentes en ce qui concerne la situation économique dans le monde est particulièrement forte aux Pays-Bas (+36 points) mais encore en Bulgarie, en Grèce, en Lituanie et en Autriche (+22 dans les quatre cas), en Estonie et au Luxembourg (+21 chacun), en Finlande et en Suède (+20).

QA4.7 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

-La situation économique dans le monde

	EB71 Pr.2009 Meilleurs- Moins bons	EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Aut.2009- Pr.2009
 UE27	-6	+5	+11
 NL	-35	+1	+36
 BG	+3	+25	+22
 EL	-31	-9	+22
 LT	+11	+33	+22
 AT	-20	+2	+22
 EE	+13	+34	+21
 LU	-36	-15	+21
 FI	-10	+10	+20
 SE	+8	+28	+20
 DK	-2	+16	+18
 SK	-23	-5	+18
 LV	+19	+36	+17
 UK	=	+16	+16
 FR	-9	+5	+14
 PT	-19	-6	+13
 DE	-13	-4	+9
 ES	+7	+16	+9
 BE	-16	-8	+8
 CZ	-12	-4	+8
 IE	-10	-2	+8
 PL	+4	+11	+7
 RO	+3	+10	+7
 SI	-3	+3	+6
 HU	-11	-6	+5
 IT	-8	-5	+3
 MT	+8	+9	+1
 CY	-30	-30	=
CY (tcc)	-4	-13	-9
 MK	+13	+23	+10
 HR	-14	-4	+10
 TR	-4	-3	+1

La majorité des habitants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (38%) se montrent optimistes quant à l'évolution de la situation de l'économie dans le monde tandis que la plus grande partie des Croates et des Turcs ne s'attendent à aucun changement (respectivement 36% et 31%).

L'analyse des caractéristiques sociodémographiques donne des résultats identiques à celles précédemment observées au sujet de l'évolution de l'économie européenne : les hommes, les plus jeunes et les plus diplômés figurent parmi les plus optimistes.

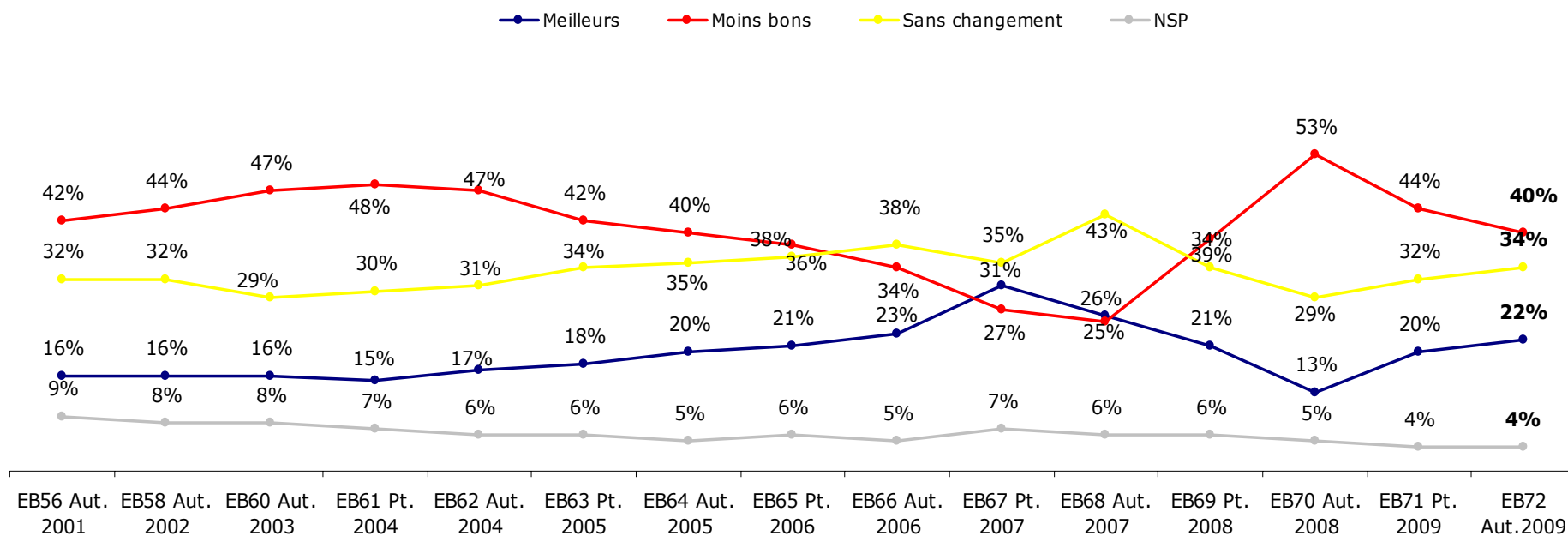
3.2.4 La situation de l'emploi dans les 12 mois à venir

Les attentes des Européens quant à l'évolution de la situation de l'emploi dans leur pays sont logiquement corrélées à celles concernant l'évolution de leur économie nationale. Plus d'un cinquième des Européens prévoient une amélioration (22%), un tiers ne s'attendent à aucun changement (34%) et une part plus grande (40%) craignent une dégradation.³³ Là encore, l'optimisme est en légère hausse (+2 points) par rapport au printemps 2009, tout comme la part des répondants prévoyant une stabilité de la situation (+2) tandis que le pessimisme décroît (-4 points).

Si le pessimisme est majoritaire depuis l'Eurobaromètre du printemps 2008, il est en baisse depuis le pic de l'automne 2008, au point que l'on peut voir dans le rapprochement des deux courbes de l'optimisme et du pessimisme la perspective d'un éventuel croisement de ces deux courbes dans le futur.

³³ QA4a.4 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ? La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)
































QA4.4 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils ... en ce qui concerne ... ?
La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS) - %UE



On notera que les répondants des pays scandinaves et les Britanniques sont les seuls à se montrer résolument optimistes : près de la moitié des répondants en Suède (47%), 36% de ceux interrogés au Danemark et 33% des répondants interrogés au Royaume-Uni anticipent une amélioration de la situation de l'emploi dans leur pays. Les résultats par Etats membres convergent en grande partie avec ceux enregistrés sur la question concernant l'évolution de l'économie nationale. Ainsi, les Estoniens et les Finlandais (30% chacun), les Luxembourgeois et les Néerlandais (29% dans les deux cas) se montrent les plus confiants tandis que les Litvaniens (63%), les Irlandais (60%), les Hongrois (58%) et les Chypriotes (57%) sont les plus nombreux à anticiper une dégradation de l'emploi dans leur pays.

Par rapport à la dernière vague, on enregistre une amélioration des attentes en ce qui concerne la situation de l'emploi national dans 16 Etats membres, de façon importante aux Pays-Bas (+39 points pour l'index), en Grèce (+24), en Estonie (+23), en Suède (+22) et au Danemark (+20). A contrario, la différence entre les index est négative, indiquant une dégradation des attentes, dans 11 Etats membres. Elle s'élève à -14 en Lituanie, et à -13 en Roumanie et à Malte.

QA4.4 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
-La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

	EB71 Pr.2009 Meilleurs- Moins bons	EB72 Aut.2009 Meilleurs- Moins bons	DIFF. Aut.2009- Pr.2009
 UE27	-24	-18	+6
 NL	-56	-17	+39
 EL	-44	-20	+24
 EE	-30	-7	+23
 SE	+3	+25	+22
 DK	-15	+5	+20
 UK	-13	+4	+17
 LU	-31	-17	+14
 AT	-24	-10	+14
 PT	-37	-25	+12
 SK	-46	-34	+12
 FI	-21	-9	+12
 BE	-30	-19	+11
 FR	-20	-11	+9
 DE	-38	-31	+7
 LV	-42	-38	+4
 PL	-19	-15	+4
 BG	-33	-34	-1
 CZ	-32	-34	-2
 HU	-44	-46	-2
 IT	-13	-17	-4
 IE	-42	-47	-5
 ES	-7	-12	-5
 CY	-44	-49	-5
 SI	-16	-23	-7
 MT	=	-13	-13
 RO	-27	-40	-13
 LT	-38	-52	-14
CY (tcc)	-18	-27	-9
 MK	-20	-15	+5
 TR	-23	-29	-6
 HR	-37	-57	-20




Pour CY(tcc); La situation de l'emploi dans la Communauté turque chypriote

Les répondants en Croatie sont particulièrement pessimistes sur les perspectives concernant la situation de l'emploi dans leur pays : leurs attentes se sont même nettement dégradées par rapport au printemps 2009 (l'index a chuté de 20 points, pour atteindre -57). Les attentes se sont également détériorées en Turquie, mais à un niveau moindre cependant (-6). A contrario, l'optimisme progresse dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (+5).

Comme nous l'avions précédemment observé en ce qui concerne les attentes sur les autres dimensions testées, des répondants les plus jeunes et ceux qui ont poursuivi leurs études le plus longtemps se montrent les plus confiants. 30% des personnes interrogées âgées de 15 à 24 ans s'attendent à une amélioration de la situation de l'emploi dans leur pays pour 17% des 55 ans et plus. En outre, 26% des Européens ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà se déclarent optimistes pour moins d'un cinquième de ceux ayant arrêté leur scolarité avant l'âge de 16 ans (18%).

Enfin, un quart des chômeurs (24%) se montrent confiants, soit un pourcentage comparable à celui des employés (24%) et des ouvriers (23%), les cadres étant légèrement plus nombreux à affirmer leur optimisme (28%).

QA4a.4 Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?
La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)

	Meilleurs	Moins bons	Sans changement	NSP
UE27	22%	40%	34%	4%
Age				
 15-24	30%	30%	35%	5%
25-39	26%	38%	33%	3%
40-54	21%	43%	33%	3%
55 +	17%	44%	34%	5%
Age de fin d'études				
15-	18%	43%	34%	5%
 16-19	21%	42%	33%	4%
20+	26%	38%	33%	3%
Tjs étudiant	31%	28%	35%	6%
Echelle d'occupation du répondant				
Indépendants	23%	42%	32%	3%
 Cadres directeurs	28%	38%	32%	2%
Autres employés	24%	38%	35%	3%
Ouvriers	23%	40%	33%	4%
Femmes- hommes au foyer	18%	43%	34%	5%
Chômeurs	24%	41%	30%	5%
Retraités	17%	43%	35%	5%
Etudiants	31%	28%	35%	6%

3.3 Les principales préoccupations nationales

- Le chômage figure toujours largement en tête des préoccupations nationales des Européens -

Après avoir étudié les problèmes les plus importants auxquels les Européens étaient personnellement confrontés, intéressons-nous maintenant à leurs préoccupations nationales.

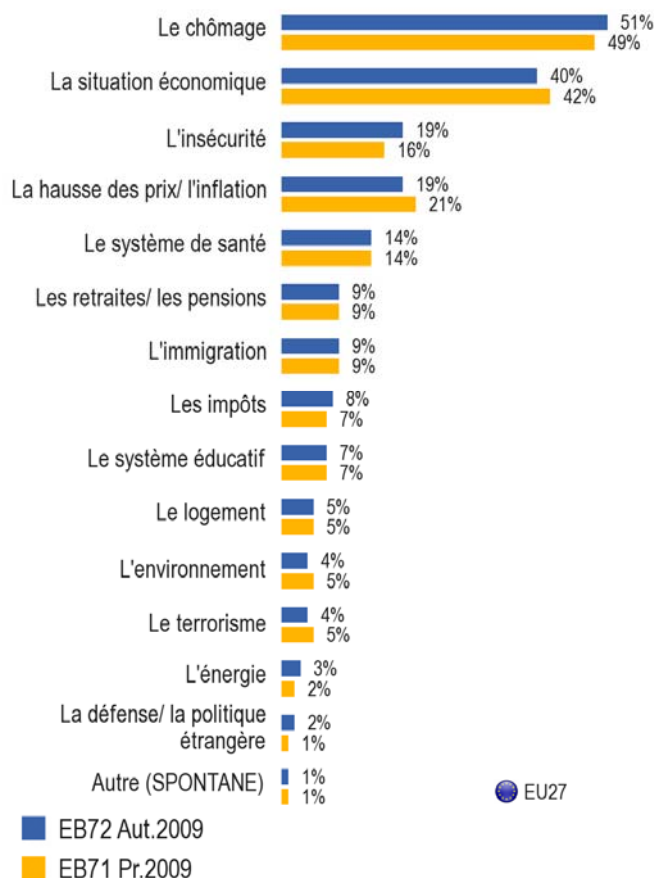
Parmi les quatorze dimensions testées qui leur sont proposées³⁴, la moitié des Européens (51%) désignent le chômage comme l'un des deux principaux problèmes auxquels leur pays doit faire face. Deuxième problème cité : la situation économique, mentionnée par quatre Européens sur dix (40%) comme l'un des deux principaux enjeux auxquels leur pays doit faire face.

L'insécurité figure en troisième place à égalité avec la hausse des prix/l'inflation (19% dans les deux cas). Ces dimensions testées sont suivies par le système de santé (14%), les retraites/les pensions citées à égalité avec l'immigration (9% chacun). Les citoyens des Vingt-sept mentionnent ensuite les impôts (8%), le système éducatif (7%), le logement (5%), l'environnement dans la même proportion que le terrorisme (4% dans les deux cas), l'énergie (3%) et enfin la défense/la politique étrangère (2%).

Par rapport aux résultats enregistrés au printemps 2009, l'insécurité est en hausse (+3 points) tout comme le chômage (+2 points) ; les impôts, l'énergie et la défense/la politique étrangère (+1 point chacun). En revanche, la situation économique et la hausse des prix sont en recul (-2 points), le terrorisme et l'environnement également (-1 point). Les autres dimensions testées sont stables.

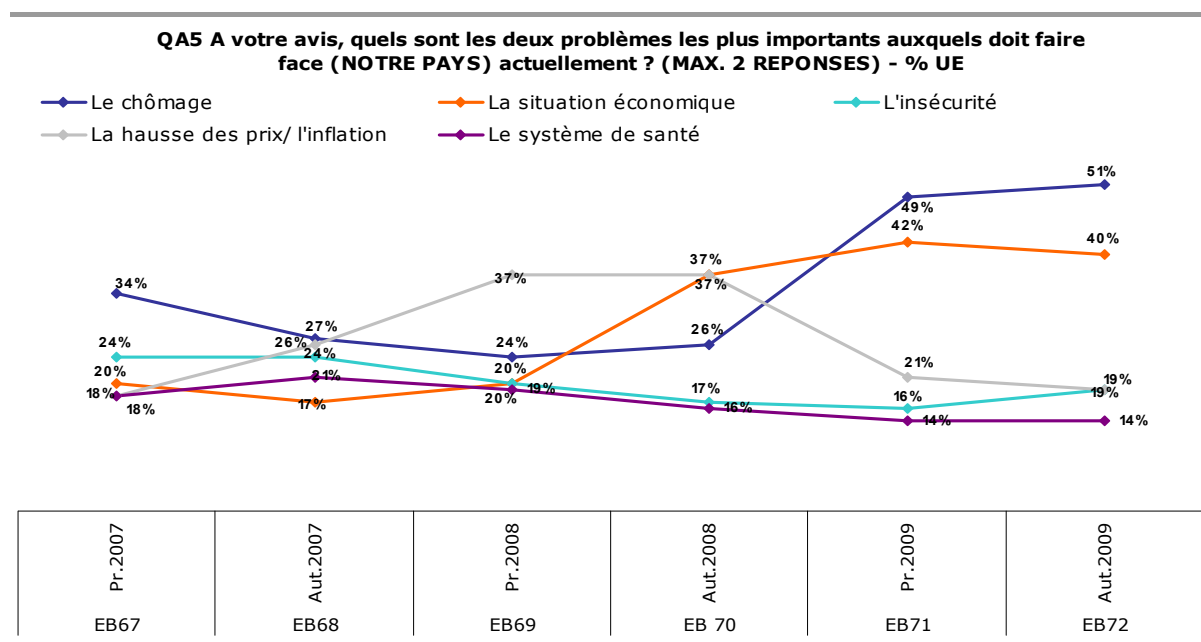
³⁴ QA5a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?

QA5a. A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?



Il est particulièrement intéressant d'analyser les évolutions sur une plus longue période. Lorsque la confiance à l'égard de la situation économique était à son point le plus élevé (Eurobaromètre 67, Printemps 2007), l'insécurité (24%) et le système de santé (18%) étaient cités à des niveaux équivalents à celui de la situation économique (20%), et relativement proches du niveau atteint par le chômage (34%), parmi les principaux sujets de préoccupation. En parallèle, la prospérité économique alimentait une inquiétude grandissante à propos de l'inflation et de la hausse des prix (de 16% à l'automne 2006, EB66, jusqu'à 37% à l'automne 2008, EB70). Lorsque la confiance à l'égard de la situation économique est devenue minoritaire à l'automne 2008 (Eurobaromètre 70), l'ordre des préoccupations s'est inversé, la situation économique (37%) et la hausse des prix/l'inflation (37%) devenant les deux problèmes les plus souvent mentionnés, bientôt dépassées par le chômage (26% à l'automne 2008, EB70, mais 49% au printemps 2009, EB71 et 51% dans l'enquête de l'automne 2009, EB72).

L'évolution de ces préoccupations nationales depuis le printemps 2007 est présentée, pour les cinq items les plus cités, sur le tableau page suivante.



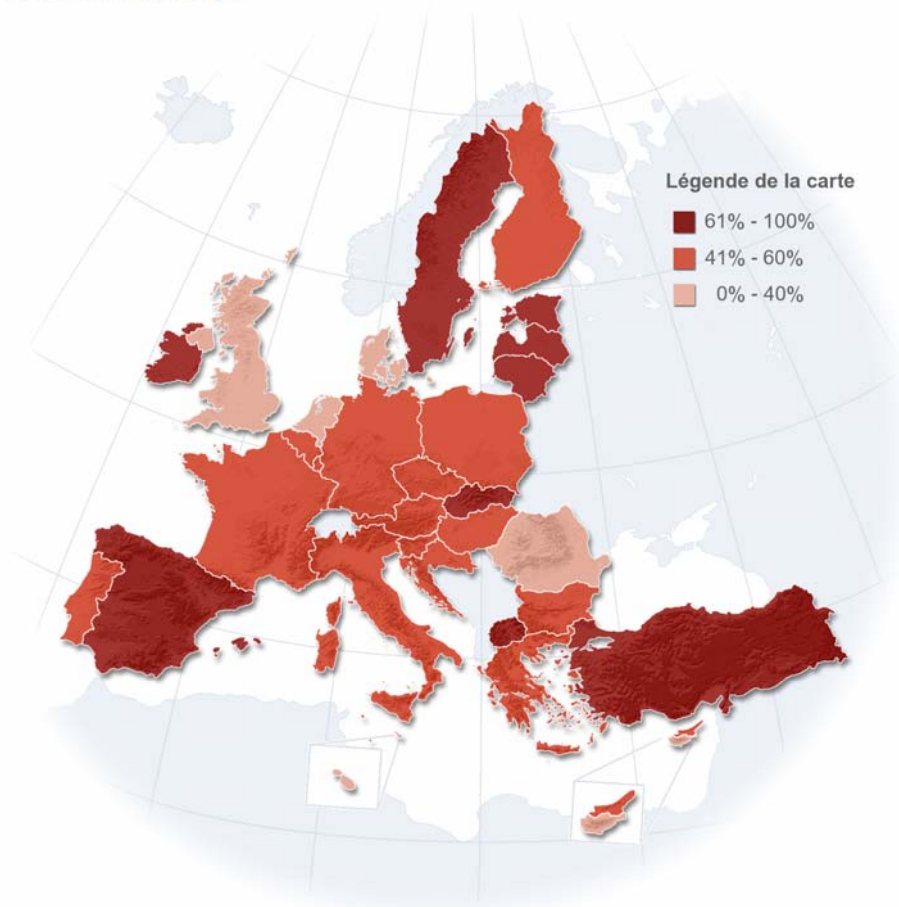
L'Eurobaromètre 72 révèle une relative stabilité de ces trois dimensions, chômage, situation économique et hausse des prix. En dépit de la légère hausse de la confiance des Européens à l'égard de la situation économique dans les mois à venir, les citoyens des Vingt-sept peinent à voir aujourd'hui les signes d'un redressement du marché de l'emploi. On peut également noter qu'aujourd'hui, la crise a relégué les préoccupations à l'égard de la hausse des prix loin derrière celles concernant le chômage et la situation économique.

Le chômage arrive en première position dans 19 Etats membres. Plus des deux tiers des Estoniens (68%), 66% des Espagnols, 64% des Slovaques, Lettons et Lituanais, 63% des Suédois et 61% des Irlandais le placent en tête. En revanche, seuls un cinquième des Maltais (21%), 31% des Chypriotes, 32% des Néerlandais, 36% des Danois et des Roumains et 38% des Britanniques en font de même.

	EE	68%
	ES	66%
	SK	64%
	LT	64%
	LV	64%
	SE	63%
	IE	61%
	FR	59%
	DE	58%
	FI	58%
	HU	58%
	PT	57%
	SI	56%
	LU	52%
	EU27	51%
	CZ	50%
	BG	48%
	PL	48%
	EL	46%
	IT	45%
	AT	43%
	BE	42%
	UK	38%
	DK	36%
	RO	36%
	NL	32%
	CY	31%
	MT	21%
* CY (tcc) 46%		
	MK	64%
	TR	63%
	HR	50%

Question: QA5 A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?

Réponses: **Le chômage**

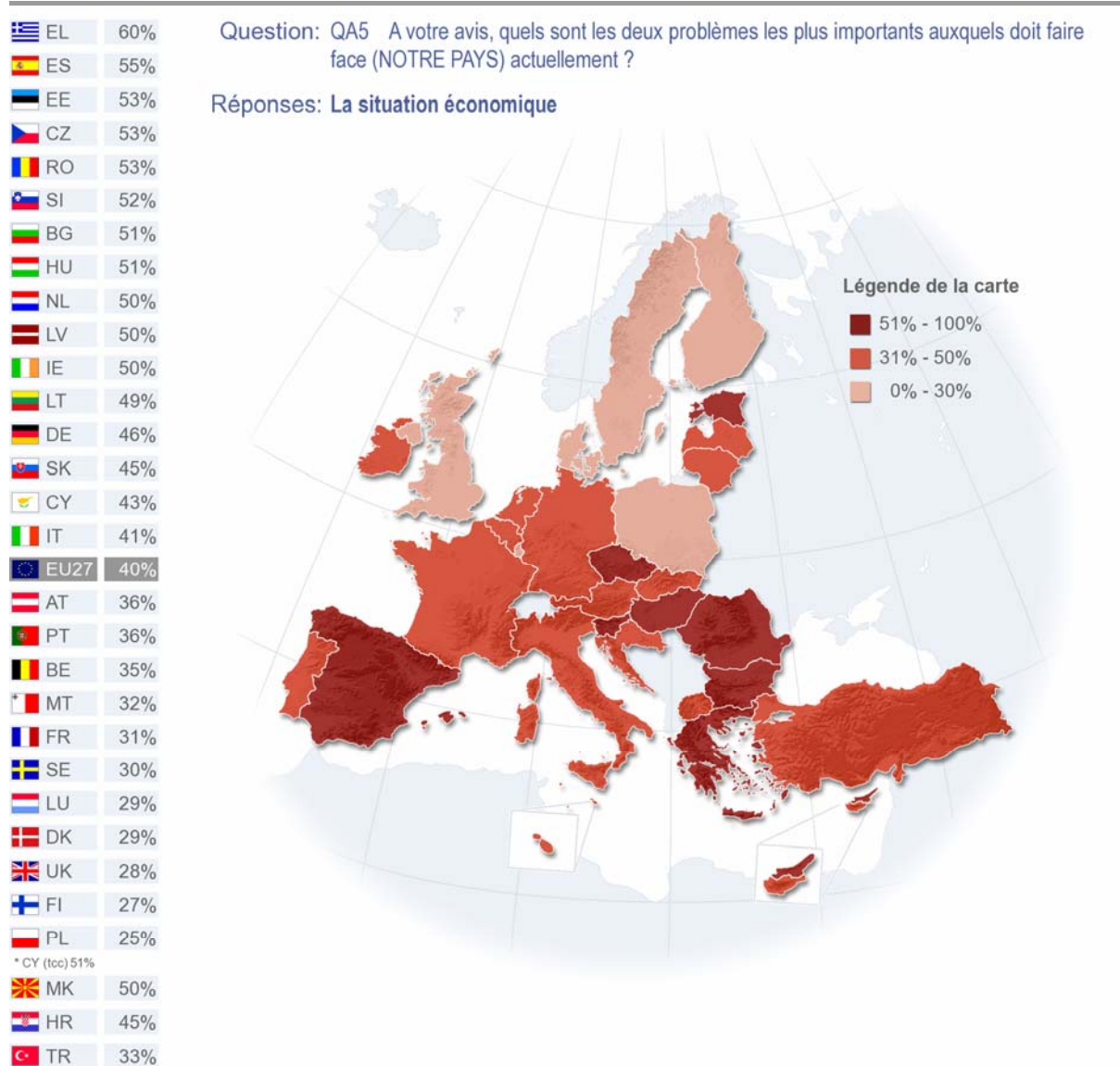


*Pour CY(tcc); A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face notre Communauté actuellement?

Depuis le printemps 2009, le pourcentage de répondants qui considèrent le chômage comme un problème important au niveau national a progressé dans 16 Etats membres sur 27. Il est en hausse de 11 points en Lituanie, 10 points en Bulgarie, et 6 points en Slovénie. Il recule en revanche de 8 points aux Pays-Bas, de 7 points en Belgique et de 5 points au Danemark.

La situation économique est classée en première position dans six Etats membres : la Grèce (60%), la Roumanie et la République tchèque (53% dans les deux cas), la Bulgarie (51%), les Pays-Bas (50%) et Chypre (43%).

Cette réponse est également citée – sans être la première – par 55% des personnes interrogées en Espagne, 53% en Estonie et 52% en Slovénie. Seuls un quart des répondants en Pologne (25%), 27% en Finlande, 28% au Royaume-Uni et 29% au Danemark et au Luxembourg partagent cette opinion.



*Pour CY(tcc); A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face notre Communauté actuellement?

Le score de la réponse "**la situation économique**" augmente de 13 points à Chypre, de 10 points en Espagne et de 8 points en République tchèque et en Grèce. En revanche, il recule de 13 points en Suède, de 9 points aux Pays-Bas, en Belgique et en Lettonie, et de 7 points dans cinq Etats membres : l'Autriche, le Danemark, la Slovénie, la Finlande et la Slovaquie.

L'insécurité constitue le premier sujet de préoccupation des Danois (39%). Plus d'un tiers des répondants au Royaume-Uni et à Chypre (36%) et 33% des Bulgares la considèrent également comme l'un des deux problèmes majeurs auxquels leur pays doit faire face.

Des différences importantes existent entre les Etats membres. **La hausse des prix** est la première dimension citée à Malte (41%), 39% des Roumains mentionnent également cet enjeu ainsi que 31% des Italiens et 30% des Hongrois.

L'immigration recueille également 9% de citations dans les Vingt-sept mais 34% parmi les Maltais, 29% parmi les Britanniques et 18% parmi les Belges.

35% des répondants en Finlande et 34% en Pologne citent **le système de santé** pour 14% en moyenne de l'Union européenne, imités en cela par 26% des Néerlandais et des Suédois, 24% des Danois et des Irlandais, 22% des Estoniens et 21% des Allemands.

Les retraites sont mentionnées par 9% des Européens. Ce sujet est mentionné par 19% des Néerlandais, 18% des Belges, 15% des Polonais ainsi que 14% des Tchèques et des Français.

Les autres dimensions testées recueillent moins de 9% de réponses au niveau européen. Nous observons cependant que 16% des Suédois et 14% des Danois, des Allemands et des Luxembourgeois ne sont pas satisfaits du **système éducatif** pour 7% des Européens ; 21% des Luxembourgeois et 10% des Français mentionnent **le logement** comme l'un des deux principaux problèmes auxquels leur pays doit faire face pour 5% en moyenne de l'Union ; 20% des Suédois, 16% des Danois et 10% des Français se montrent préoccupés par **les questions environnementales** pour 4% des Européens. 4% des Européens mentionnent **le terrorisme** mais cette question rejoint davantage les préoccupations des citoyens en Espagne (12%) et au Danemark (9%). Enfin, un quart des Maltais (24%) citent **les enjeux énergétiques** pour 3% en moyenne des Vingt-sept.

QA5 A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS)/
notre Communauté actuellement ? (MAX. 2 REPONSES)

	Le chômage	La situation économique	L'insécurité	La hausse des prix/ l'inflation	Le système de santé	L'immigration	Les retraites/ les pensions
UE27	51%	40%	19%	19%	14%	9%	9%
BE	42%	35%	15%	24%	3%	18%	18%
BG	48%	51%	33%	25%	14%	1%	9%
CZ	50%	53%	17%	22%	13%	4%	14%
DK	36%	29%	39%	4%	24%	15%	2%
DE	58%	46%	13%	16%	21%	4%	7%
EE	68%	53%	19%	10%	22%	0%	6%
IE	61%	50%	23%	14%	24%	2%	3%
EL	46%	60%	22%	23%	7%	8%	4%
ES	66%	55%	11%	10%	2%	6%	2%
FR	59%	31%	16%	22%	11%	6%	14%
IT	45%	41%	18%	31%	6%	10%	4%
CY	31%	43%	36%	26%	6%	14%	4%
LV	64%	50%	17%	6%	20%	4%	8%
LT	64%	49%	19%	19%	7%	3%	7%
LU	52%	29%	12%	24%	6%	8%	8%
HU	58%	51%	12%	30%	16%	1%	9%
MT	21%	32%	5%	41%	10%	34%	4%
NL	32%	50%	21%	7%	26%	8%	19%
AT	43%	36%	18%	28%	11%	17%	9%
PL	48%	25%	10%	27%	34%	2%	15%
PT	57%	36%	18%	29%	11%	1%	11%
RO	36%	53%	23%	39%	13%	1%	9%
SI	56%	52%	16%	19%	12%	1%	10%
SK	64%	45%	20%	18%	13%	2%	10%
FI	58%	27%	10%	9%	35%	11%	12%
SE	63%	30%	14%	2%	26%	9%	6%
UK	38%	28%	36%	8%	10%	29%	6%
CY (tcc)	46%	51%	21%	16%	11%	4%	2%
HR	50%	45%	59%	17%	5%	0%	8%
TR	63%	33%	6%	11%	6%	3%	5%
MK	64%	50%	27%	13%	5%	3%	4%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

QA5 A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS)/
notre Communauté actuellement ? (MAX. 2 REPONSES)

	Les impôts	Le système éducatif	Le logement	Le terrorisme	L'environnement	L'énergie	La défense/ la politique étrangère
UE27	8%	7%	5%	4%	4%	3%	2%
BE	11%	4%	6%	2%	5%	8%	1%
BG	3%	4%	1%	1%	1%	3%	1%
CZ	5%	5%	7%	1%	2%	2%	1%
DK	2%	14%	1%	9%	16%	4%	3%
DE	7%	14%	0%	3%	4%	2%	1%
EE	7%	3%	1%	0%	1%	3%	1%
IE	8%	5%	3%	1%	2%	1%	0%
EL	8%	6%	0%	5%	3%	0%	2%
ES	6%	3%	7%	12%	2%	0%	2%
FR	6%	8%	10%	2%	10%	1%	1%
IT	15%	3%	3%	4%	3%	2%	1%
CY	3%	5%	6%	1%	1%	2%	4%
LV	11%	8%	1%	0%	0%	1%	0%
LT	16%	3%	1%	1%	1%	7%	0%
LU	4%	14%	21%	3%	4%	3%	2%
HU	5%	3%	3%	1%	1%	3%	0%
MT	8%	2%	2%	0%	8%	24%	0%
NL	4%	11%	2%	3%	7%	3%	1%
AT	7%	13%	2%	2%	5%	2%	2%
PL	7%	4%	4%	1%	1%	4%	3%
PT	10%	4%	2%	1%	1%	0%	2%
RO	8%	4%	4%	1%	2%	1%	0%
SI	10%	2%	4%	0%	2%	1%	7%
SK	4%	4%	6%	1%	2%	3%	1%
FI	10%	5%	2%	1%	7%	7%	2%
SE	3%	16%	3%	1%	20%	6%	1%
UK	5%	6%	8%	6%	2%	6%	5%
CY (tcc)	6%	7%	1%	2%	2%	2%	22%
HR	4%	2%	1%	2%	0%	1%	0%
TR	5%	4%	1%	47%	1%	1%	3%
MK	5%	3%	2%	2%	3%	3%	3%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

Dans les pays candidats comme dans l'Union européenne, **le chômage** est le premier problème cité par les répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et par les Turcs (respectivement 64% et 63%). 50% des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, 45% des Croates et 33% des Turcs citent **la situation économique**.





Près de six Croates sur dix (59%) désignent de leur côté **l'insécurité** comme l'enjeu principal auquel doit faire face leur pays, pour plus d'un quart des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (27%), et 6% des répondants en Turquie. Enfin, **la hausse des prix** inquiète 16% des Croates, 15% des Turcs et 11% des habitants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine.

On peut enfin noter la préoccupation importante accordée au **terrorisme** par les répondants en Turquie (47%, en deuxième position).

On observe quelques variations en fonction de certains critères sociodémographiques. Ainsi, fort logiquement, le chômage préoccupe 67% des chômeurs, alors qu'il est mentionné par 54% des ouvriers, 50% des employés et 48% des cadres. Plus d'un quart des personnes déclarant avoir des difficultés à payer leurs factures (27%) tout comme le quart des répondants (25%) affirmant connaître de temps en temps ce genre de difficultés citent la hausse des prix pour 16% de ceux disant n'être pratiquement jamais confrontés à ce type de problèmes financiers. Un quart des citoyens ayant interrompu leur scolarité avant l'âge de 16 ans mentionnent l'insécurité (24%) pour moins de deux sur dix de ceux ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans et au-delà (16%).

Les Européens se déclarant proches de la droite sont un peu plus nombreux à désigner l'immigration comme l'un des deux problèmes auxquels leur pays doit faire face : 12% pour 8% des sympathisants de gauche. Ils sont encore 20% à mentionner l'insécurité (pour 14% des proches de la gauche). Les proches de la gauche citent en revanche plus fréquemment le chômage (53% pour 47% des sympathisants de la droite).

**QA5a A votre avis, quels sont les deux problèmes les plus importants auxquels doit faire face (NOTRE PAYS) actuellement ?
(MAX. 2 REPONSES)**

	Le chômage	La situation économique	L'insécurité	La hausse des prix/ l'inflation	Le système de santé	L'immigration
UE27	51%	40%	19%	19%	14%	9%
Sexe						
 Homme	51%	42%	18%	18%	13%	10%
Femme	51%	39%	19%	21%	16%	8%
Age						
15-24	53%	39%	18%	19%	10%	8%
 25-39	53%	43%	15%	20%	13%	8%
40-54	52%	44%	17%	20%	15%	9%
55 +	47%	37%	23%	19%	16%	10%
Age de fin d'études						
15-	50%	36%	24%	23%	13%	10%
 16-19	52%	41%	18%	21%	14%	9%
20+	49%	43%	16%	15%	16%	8%
Tjs étudiant	51%	40%	16%	15%	11%	8%
Echelle d'occupation du répondant						
Indépendants	44%	47%	14%	23%	14%	8%
Cadres directeurs	48%	45%	13%	14%	17%	8%
 Autres employés	50%	44%	17%	21%	13%	7%
Ouvriers	54%	41%	18%	21%	13%	10%
Femmes- hommes au foyer	50%	41%	20%	26%	14%	7%
Chômeurs	67%	38%	18%	19%	9%	9%
Retraités	46%	35%	23%	19%	18%	10%
Etudiants	51%	40%	16%	15%	11%	8%
Difficultés à payer ses factures						
La plupart du temps	55%	39%	17%	27%	11%	8%
De temps en temps	52%	42%	17%	25%	12%	8%
Pratiquement jamais	50%	40%	19%	16%	16%	10%
Echelle Gauche-Droite						
(1-4) Gauche	53%	41%	14%	18%	14%	8%
(5-6) Centre	52%	41%	20%	18%	14%	9%
(7-10) Droite	47%	40%	20%	18%	15%	12%

Comparaison préoccupations nationales / préoccupations personnelles

La comparaison entre les inquiétudes nationales et personnelles confirme la prédominance des facteurs économiques dans les réponses des personnes interrogées. Chômage, situation économique et hausse des prix, on retrouve ici, dans un ordre légèrement différent (l'inflation et le chômage étant inversés) les préoccupations personnelles des citoyens des Vingt-sept.

COMPARAISON PROBLEMES NATIONAUX/ PERSONNELS		
	Problèmes nationaux	Problèmes personnels
Le chômage	51%	20%
La situation économique	40%	26%
L'insécurité	19%	8%
La hausse des prix/ l'inflation	19%	38%
Le système de santé	14%	18%
L'immigration	9%	4%
Les retraites/ les pensions	9%	15%
Les impôts	8%	13%
Le système éducatif	7%	9%
Le logement	5%	6%
Le terrorisme	4%	2%
L'environnement	4%	5%
L'énergie	3%	6%
La défense/ la politique étrangère	2%	1%

Le chômage est plus fréquemment cité comme préoccupation nationale (51%) que comme inquiétude personnelle (20%). La situation économique occupe quant à elle la deuxième place dans le classement des préoccupations personnelles comme dans celui des inquiétudes nationales mais elle est davantage considérée comme un problème à régler au niveau du pays qu'une préoccupation personnelle (40% pour 26%).

De même, l'insécurité est vécue davantage comme un problème national (19%) que personnel (8%).

À l'inverse, la hausse des prix est citée plus fréquemment au niveau personnel qu'au niveau national (38% pour 19%) tout comme le système de santé (18% pour 14%), les retraites (15% pour 9%) et les impôts (13% pour 8%). Ces derniers sujets affectent en effet directement la vie quotidienne, et plus encore, la situation financière des citoyens européens.

4. LES ASPECTS POLITIQUES

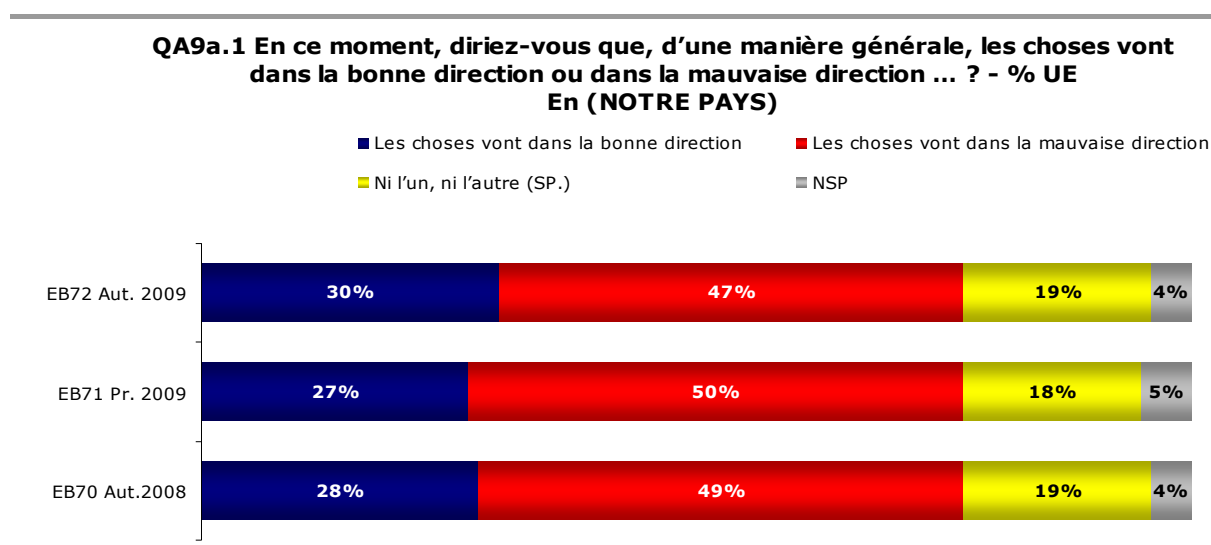
4.1 La direction dans laquelle vont les choses

- Les Européens posent un regard positif sur la direction suivie par l'Union européenne, mais sont plus critiques à l'égard de celle suivie au niveau national -

4.1.1 La direction suivie au niveau national

Les Européens se montrent divisés sur leur appréciation de la direction suivie au niveau national³⁵. La majorité d'entre eux (47%) considèrent en effet que, dans leur pays, les choses vont dans la mauvaise direction. Un peu moins d'un tiers se déclarent satisfaits (30%) et pratiquement un cinquième (19%) affirment que les choses ne vont ni dans la bonne ni dans la mauvaise direction.

Les opinions négatives sont en baisse de 3 points par rapport à la précédente mesure du printemps 2009 (EB71), la part de personnes interrogées exprimant leur satisfaction augmentant dans la même proportion (+3 points).



On observe d'importantes différences entre les Etats membres sur cette question. Dans un tiers d'entre eux (neuf sur vingt-sept), le nombre d'opinions positives est supérieur à celui des avis négatifs. Les répondants des pays nordiques (53% des répondants suédois, 46% des Finlandais et 42% des Danois) déclarent que, dans leur pays, les choses vont dans la bonne direction. Près de six Luxembourgeois sur dix (57%), 42% des Autrichiens et des Estoniens et 40% des Allemands partagent cette opinion.
































³⁵ QA9a.1 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ? En (NOTRE PAYS)

Les trois quarts des répondants en Lettonie (79%), en Lituanie (77%) et en Hongrie (75%) expriment un avis radicalement opposé concernant la direction suivie par leur pays, opinion partagée par plus de six Roumains et Français sur dix (respectivement 63% et 62%), 59% des Espagnols et 56% des Britanniques et des Irlandais.

Les évolutions sont également très diverses selon les Etats membres. Par rapport au printemps 2009, on constate une importante progression des opinions positives en Grèce (+24 points), au Royaume-Uni (+13 points), en Estonie (+12 points) et en Bulgarie (+10 points). Celles-ci sont à l'inverse en baisse à Chypre (-10 points) et à Malte (-9 points). On note aussi une forte hausse des opinions négatives en Roumanie (où 63% des répondants estiment que les choses vont dans la mauvaise direction, +16 points)³⁶.

³⁶ Notons à cet égard que des élections nationales ont eu lieu en Grèce (octobre 2009) et en Bulgarie (juillet 2009). On peut aussi rappeler que le terrain de l'enquête EB72 a été réalisé juste quelques semaines avant les élections présidentielles en Roumanie, qui ont eu lieu en novembre 2009,

QA9.1 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ?
En (NOTRE PAYS)/Dans notre Communauté

	Les choses vont dans la bonne direction	Diff.Aut.2009-Pr.2009	Les choses vont dans la mauvaise direction	Diff.Aut.2009-Pr.2009
 UE27	30%	+3	47%	-3
 LU	57%	+3	18%	-2
 SE	53%	+8	35%	-5
 FI	46%	+2	39%	-6
 DK	42%	-2	42%	-3
 EE	42%	+12	30%	-14
 AT	42%	+2	33%	-1
 DE	40%	+5	31%	-6
 EL	37%	+24	40%	-33
 BG	36%	+10	32%	-16
 PL	36%	-3	42%	+4
 NL	35%	+6	30%	-6
 UK	34%	+13	56%	-7
 PT	33%	+6	31%	-7
 SI	31%	+2	39%	=
 BE	30%	+1	40%	-9
 CZ	30%	+2	45%	-2
 SK	29%	+2	39%	+6
 CY	26%	-10	44%	+11
 FR	25%	=	62%	+1
 MT	25%	-9	43%	+4
 IT	22%	=	45%	-5
 ES	19%	-5	59%	+6
 IE	18%	-1	56%	-3
 RO	16%	-5	63%	+16
 HU	11%	+4	75%	=
 LT	10%	-3	77%	+4
 LV	7%	-2	79%	+1
CY (tcc)	17%	+1	59%	+1
 MK	35%	-4	34%	-9
 TR	28%	-3	57%	-1
 HR	12%	+2	71%	-6

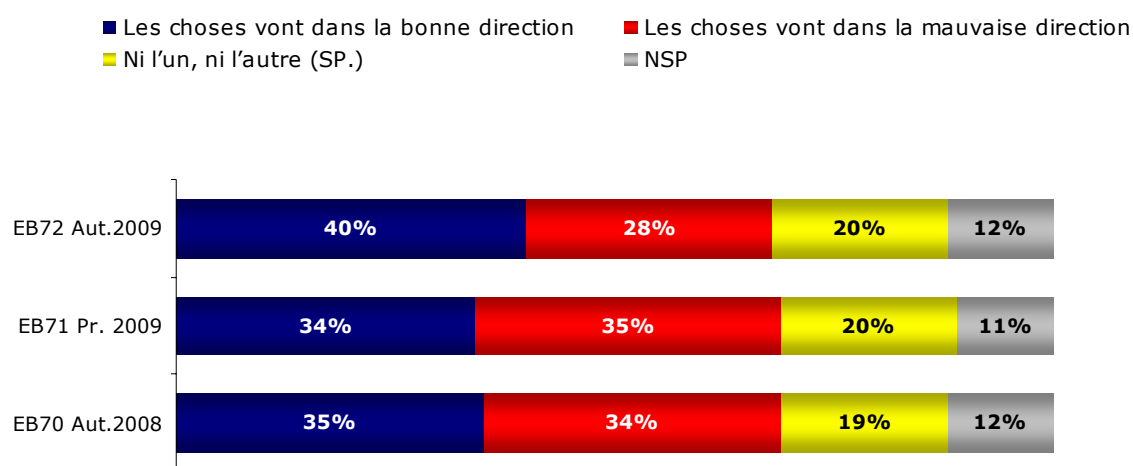
Parmi les pays candidats, seuls les répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (35%) se déclarent majoritairement satisfaits de la direction suivie par leur pays, une proportion quasiment identique pensant toutefois le contraire (34%). En Croatie, ils sont plus de sept sur dix (71%) et en Turquie, plus de la moitié (57%) à juger que les choses vont dans la mauvaise direction.

L'analyse des réponses selon le profil sociodémographique des citoyens révèle que les plus jeunes (36% des 15-24 ans) sont plus nombreux que les plus âgés (28% des personnes âgées de 40 à 54 ans et 29% des 55 ans et plus) à être confiants dans la direction suivie par leur pays. De même, plus d'un tiers des Européens ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà (35%) se montrent satisfaits de la direction empruntée au niveau national, pour un quart de ceux qui ont cessé leur scolarité avant l'âge de 16 ans (24%). Quatre répondants se positionnant en haut de l'échelle sociale sur dix (40%) partagent leur opinion pour un peu plus d'un cinquième de ceux qui s'auto-positionnent dans le bas de cette même échelle (22%). Enfin, on observe que les Européens proches de la droite (36%) se montrent plus nombreux que ceux qui se déclarent sympathisants des partis de gauche (28%) à affirmer que les choses vont dans la bonne direction dans leur pays.

4.1.2 La direction suivie par l'Union européenne

Majoritairement insatisfaits de la direction suivie au niveau national, les citoyens des Vingt-sept sont au contraire plus nombreux à considérer que, dans l'Union européenne, les choses vont dans la bonne direction : 40%, soit un chiffre supérieur de 6 points à celui enregistré six mois plus tôt³⁷. Un peu plus d'un quart des personnes interrogées (28%) expriment une opinion inverse (-7 points) et un cinquième (20%) déclarent que les choses ne vont ni dans la bonne ni dans la mauvaise direction (chiffre stable).

QA9a.2 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ?- % UE
-Dans l'Union européenne



En France et en Autriche, l'opinion selon laquelle les choses vont dans la mauvaise direction dans l'Union européenne est majoritaire et respectivement exprimée par 44% et 41% des personnes interrogées.

³⁷ QA9a.2 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ? Dans l'Union européenne
































A l'inverse, les deux tiers des répondants en Bulgarie (65%), 57% en Estonie, 52% en Pologne et en Roumanie et la moitié en Suède (50%) se montrent confiants dans la direction suivie par l'Union.

En Italie, à Malte et au Royaume-Uni, la proportion de répondants déclarant que les choses vont dans la bonne direction et celle de ceux exprimant l'opinion opposée est quasi-identique.

La confiance dans la direction suivie par l'Union européenne est en forte hausse en Lituanie, au Luxembourg et en Grèce (+16 points dans les trois cas), au Royaume-Uni (+14 points), en Espagne (+11 points) et en Irlande (+10 points). Elle est en revanche en net recul à Malte (-11 points).

A l'exception des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, qui sont très majoritairement convaincus que l'Union européenne avance dans la bonne direction (58%), les personnes interrogées dans les deux autres pays candidats se montrent divisés sur cette question : 33% des Croates et 36% des Turcs partagent un avis positif mais un nombre quasiment égal exprime l'avis inverse (respectivement 30% et 29%). On notera qu'en Turquie, un peu moins d'un répondant sur trois (30%) n'exprime aucune opinion sur le sujet.

QA9.2 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ?
Dans l'Union européenne

		Les choses vont dans la bonne direction	Diff.Aut.2009- Pr.2009	Les choses vont dans la mauvaise direction	Diff.Aut.2009- Pr.2009
	UE27	40%	+6	28%	-7
	BG	65%	+9	5%	-6
	EE	57%	+6	11%	-4
	PL	52%	=	17%	=
	RO	52%	+5	16%	+3
	SE	50%	+10	28%	-6
	LT	48%	+16	20%	-15
	CZ	47%	+2	28%	-1
	LU	46%	+14	24%	-10
	SK	46%	+7	18%	+3
	FI	46%	+4	36%	-7
	NL	45%	+6	19%	-7
	EL	44%	+16	31%	-18
	SI	44%	+3	21%	-1
	ES	43%	+11	30%	-8
	DK	41%	+1	34%	-8
	DE	41%	+4	23%	-7
	PT	39%	+2	16%	-6
	BE	38%	-1	31%	-7
	IE	38%	+10	22%	-12
	LV	37%	+2	25%	-5
	HU	36%	+8	27%	-8
	AT	35%	+5	41%	-1
	CY	34%	-2	25%	=
	UK	34%	+14	37%	-11
	FR	31%	+5	44%	-7
	IT	31%	+2	29%	-7
	MT	29%	-11	26%	+4
	CY (tcc)	36%	+6	32%	=
	MK	58%	+5	14%	-8
	TR	36%	-2	29%	-8
	HR	33%	+8	30%	-18

L'analyse sociodémographique révèle quelques différences importantes selon les catégories de répondants : la moitié des Européens âgés de 15 à 24 ans (50%) et un peu moins de la moitié de ceux ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà (46%) estiment que, dans l'Union européenne, les choses vont dans la bonne direction, pour 36% des plus âgés (55 ans et plus) et trois répondants ayant arrêté leur scolarité avant l'âge de 16 ans sur dix (31%). Enfin, les proches des formations de droite (46%) se montrent plus confiants que les sympathisants des partis de gauche (40%).

La connaissance objective de l'Union européenne constitue un autre facteur déterminant sur cette question : 16 points séparent les scores des personnes qui ont une bonne connaissance objective de l'Union européenne³⁸ et affirment que les choses sont en bonne voie de celles qui font la même réponse et ne connaissent pas bien l'Union européenne (45% pour 29%). Les Européens considérant que l'appartenance de leur pays à l'Union est une bonne chose sont également plus enclins à estimer que les choses vont dans la bonne direction (58% pour 13% de ceux qui sont d'un avis inverse). Des différences importantes existent également selon la difficulté à payer ses factures en fin de mois : ceux qui ne sont pratiquement jamais confrontés à ce type de problèmes jugent majoritairement que les choses vont dans la bonne direction (44%, contre 26% d'un avis opposé), tandis que l'opinion inverse domine auprès de ceux qui ont fréquemment ce type de difficultés financières (28% jugent que les choses vont dans la bonne direction, contre 37%). Mais l'élément le plus déterminant sur cette question reste logiquement l'image qu'a la personne interrogée de l'Union européenne. Plus celle-ci est positive, plus elle est encline à estimer que les choses vont dans la bonne direction. L'attitude des citoyens européens est cohérente : les plus favorables à l'Union sont également d'assez loin ceux qui sont le plus positifs dans leur appréciation de la direction suivie par l'Union.

³⁸ « Bonne connaissance objective de l'UE », voir référence au chap.3.2.2

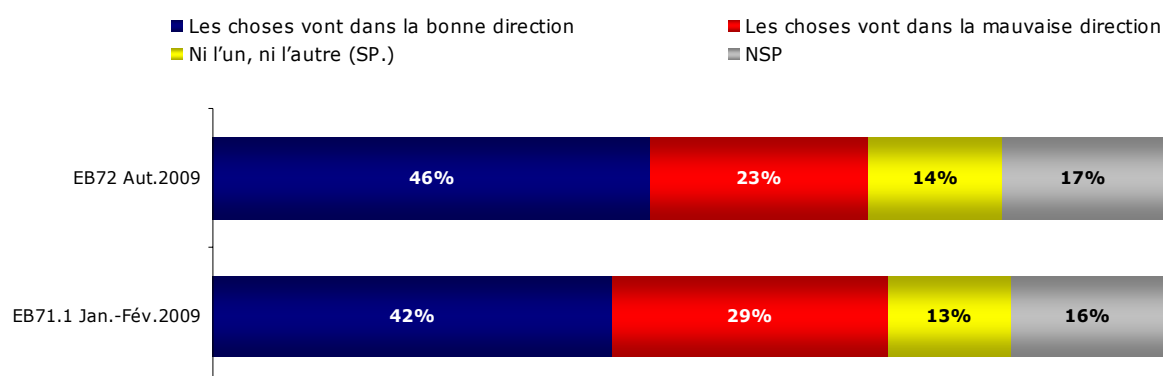
QA9a.2 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ?
Dans l'Union européenne

	Les choses vont dans la bonne direction	Les choses vont dans la mauvaise direction	Ni l'un, ni l'autre (SPONTANE)	NSP
UE27	40%	28%	20%	12%
Age				
15-24	50%	21%	18%	11%
25-39	42%	29%	19%	10%
40-54	38%	31%	20%	11%
55 +	36%	29%	20%	15%
Age de fin d'études				
15-	31%	33%	20%	16%
16-19	39%	29%	20%	12%
20+	46%	26%	19%	9%
Tjs étudiant	55%	19%	17%	9%
Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche	40%	31%	19%	10%
(5-6) Centre	42%	28%	19%	11%
(7-10) Droite	46%	27%	19%	8%
Difficultés à payer ses factures				
La plupart du temps	28%	37%	20%	15%
De temps en temps	36%	32%	21%	11%
Pratiquement jamais	44%	26%	19%	11%
Appartenance UE				
Bonne chose	58%	16%	18%	8%
Mauvaise chose	13%	62%	14%	11%
Ni bonne ni mauvaise	24%	35%	27%	14%
Image de l' UE				
Positive	60%	16%	17%	7%
Neutre	28%	31%	25%	16%
Négative	11%	64%	15%	10%
Connaissance objective de l'UE				
Mauvaise	29%	27%	21%	23%
Moyenne	41%	28%	20%	11%
Bonne	45%	30%	17%	8%

4.1.3 La direction suivie par les Etats-Unis

Une majorité d'Européens (46%) considèrent que les choses vont dans la bonne direction aux Etats-Unis, un chiffre supérieur de 4 points à celui enregistré en janvier-février 2009³⁹. Près d'un quart des personnes interrogées (23%) expriment une opinion inverse (-3 points) et 14% déclarent que les choses ne vont ni dans la bonne ni dans la mauvaise direction (+1 point)⁴⁰.

QA9a.3 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction ... ?- % UE
-Aux Etats-Unis



Les opinions positives sont majoritaires dans vingt-quatre des vingt-sept Etats membres. Elles sont élevées dans les pays scandinaves où elles atteignent 68% en Suède et 63% au Danemark. Elles sont minoritaires en Grèce, en Slovaquie et à Chypre où respectivement 38%, 34% et 34% des personnes interrogées considèrent que les choses vont, aux Etats-Unis, dans la mauvaise direction. Les répondants au Royaume-Uni (47%) et en Allemagne (50%) sont un peu plus nombreux que l'ensemble des Européens (46%) à considérer que les choses vont dans la bonne direction aux Etats-Unis. Les personnes interviewées en France sont un peu moins nombreuses (44%, pour 46% de l'ensemble des Européens).

La majorité des habitants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et de Croatie se montrent confiants dans la direction suivie par les Etats-Unis (respectivement 49% et 42%). Les Turcs sont quant à eux divisés sur cette question : 31% d'entre eux estiment que les Etats-Unis avancent dans la mauvaise voie et une proportion quasiment équivalente expriment l'opinion inverse (30%). Plus d'un tiers d'entre eux (34%) sont toutefois sans opinion sur la question posée.

³⁹ Cet item a été posé pour la première fois dans l'Eurobaromètre spécial 308 : Les Européens en 2009.

⁴⁰ QA9a.3 En ce moment, diriez-vous que, d'une manière générale, les choses vont dans la bonne direction ou dans la mauvaise direction... Aux Etats-Unis

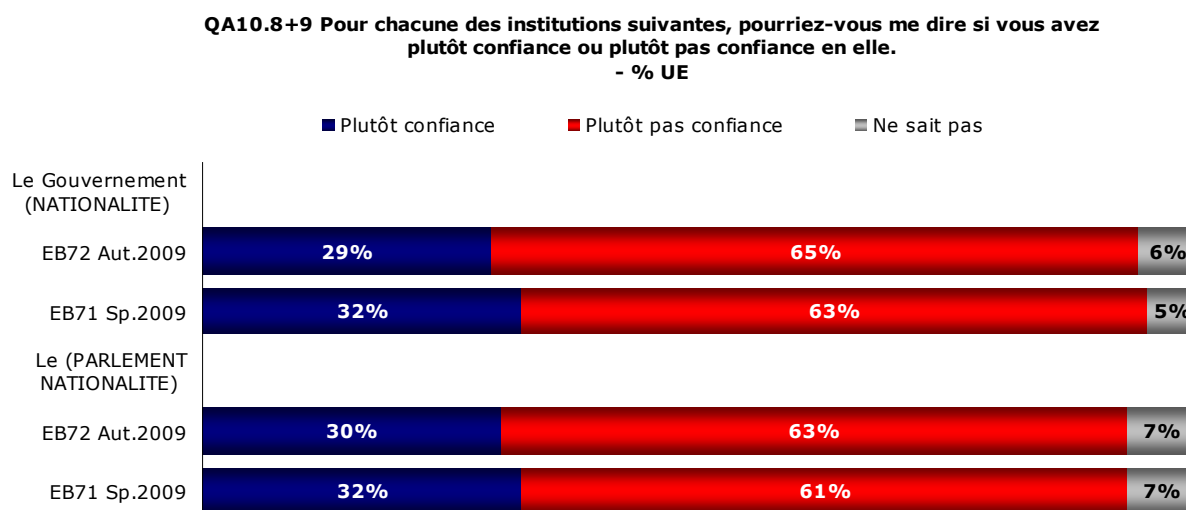
4.2 La confiance dans les institutions nationales

- La confiance dans les institutions nationales est en net recul -

4.2.1 La confiance dans les institutions politiques nationales

Le gouvernement et le parlement national

Moins d'un tiers des Européens se déclarent confiants dans leurs institutions politiques nationales : 29% font confiance à leur gouvernement et 30% à leur parlement, pour 65% et 63% qui sont d'un avis contraire. La confiance des Européens envers les institutions politiques nationales est en baisse par rapport au printemps 2009 (respectivement -3 points et -2 points) et reste donc un sentiment largement minoritaire⁴¹.



La confiance dans les institutions politiques est majoritaire dans cinq des vingt-sept Etats membres : au Danemark (57% pour le gouvernement et 74% pour le parlement), au Luxembourg (68% et 59%) – pays qui a renouvelé son parlement au printemps 2009 –, en Suède (55% et 63%), en Autriche (54% et 55%) et à Chypre (53% et 53%). Aux Pays-Bas, 52% des répondants se disent confiants dans leur parlement et 49% dans leur gouvernement mais une proportion égale exprime l'opinion inverse. Si plus de la moitié des Finlandais (53%) font confiance à leur parlement, ils sont en revanche minoritaires en ce qui concerne leur gouvernement (48%).
































⁴¹ QA10. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. 8 Le Gouvernement (NATIONALITE), 9 Le (PARLEMENT NATIONALITE), 12 Les autorités publiques régionales ou locales.

En Lettonie et en Lituanie, une infime minorité de répondants accordent leur confiance aux institutions politiques nationales (moins de 10%). En Irlande, Hongrie, Pologne, Roumanie et Royaume-Uni, la proportion n'atteint pas 20%. Près des trois quarts des Français expriment encore leur méfiance envers leur gouvernement (73%) et les deux tiers envers leur parlement (64%).

La progression des opinions positives est très forte dans deux Etats membres qui ont récemment renouvelé leur exécutif : la Bulgarie (+27 points pour le gouvernement et +17 pour le parlement) et la Grèce (+19 points pour le gouvernement et +14 pour le parlement). Elle est encore de respectivement +9 points et +7 points pour l'Estonie. En revanche, le recul est important pour le Luxembourg (-9 points pour le gouvernement et - 8 points pour le parlement), la France (-7 points et - 5 points) et Malte (-5 points et -6 points).

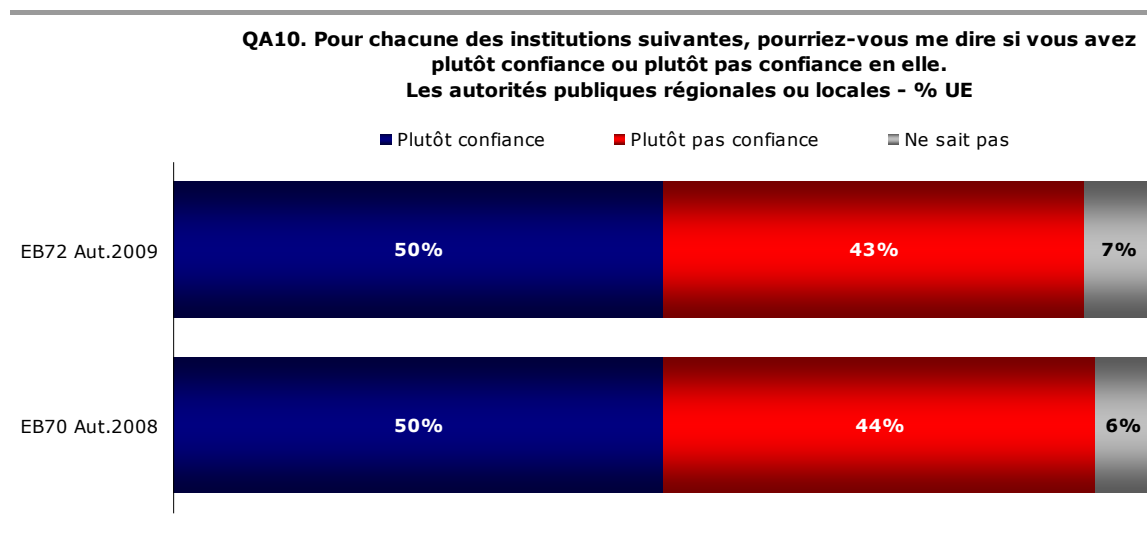
Dans les pays candidats, on constate que les réponses des personnes interrogées dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine sont proches de celles des Vingt-sept : 31% d'entre elles font confiance à leur gouvernement et 25% à leur parlement. Les Turcs se montrent très divisés sur ces questions alors que les Croates sont très minoritaires à se montrer confiants (seuls 12% d'entre eux se disent confiants dans leur gouvernement comme dans leur parlement).

QA10. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle

		Le Gouvernement (NATIONALITE)		Le (PARLEMENT NATIONALITE)	
% Plutôt confiance		EB72 Aut.2009	Diff. Aut.2009-Pr.2009	EB72 Aut.2009	Diff. Aut.2009-Pr.2009
	UE27	29%	-3	30%	-2
	LU	68%	-9	59%	-8
	DK	57%	-4	74%	-1
	SE	55%	-2	63%	-1
	AT	54%	-4	55%	-3
	CY	53%	-3	53%	=
	NL	49%	-7	52%	-4
	FI	48%	-6	53%	-7
	EE	47%	+9	38%	+7
	EL	44%	+19	47%	+14
	BG	44%	+27	27%	+17
	DE	40%	-5	45%	-1
	CZ	37%	+9	15%	-5
	BE	36%	+1	38%	-3
	MT	36%	-5	41%	-6
	SK	36%	-2	35%	-3
	PT	32%	+4	41%	+5
	ES	29%	-5	29%	-3
	SI	29%	-2	19%	-8
	IT	26%	+1	27%	=
	FR	22%	-7	28%	-5
	UK	19%	-2	19%	+2
	RO	17%	-5	17%	+1
	PL	16%	-5	11%	-7
	IE	15%	-5	19%	-4
	LT	15%	-4	7%	-3
	HU	14%	=	15%	=
	LV	9%	-1	6%	=
	TR	51%	-6	51%	-7
	MK	31%	-5	25%	-2
	HR	12%	-1	12%	-4

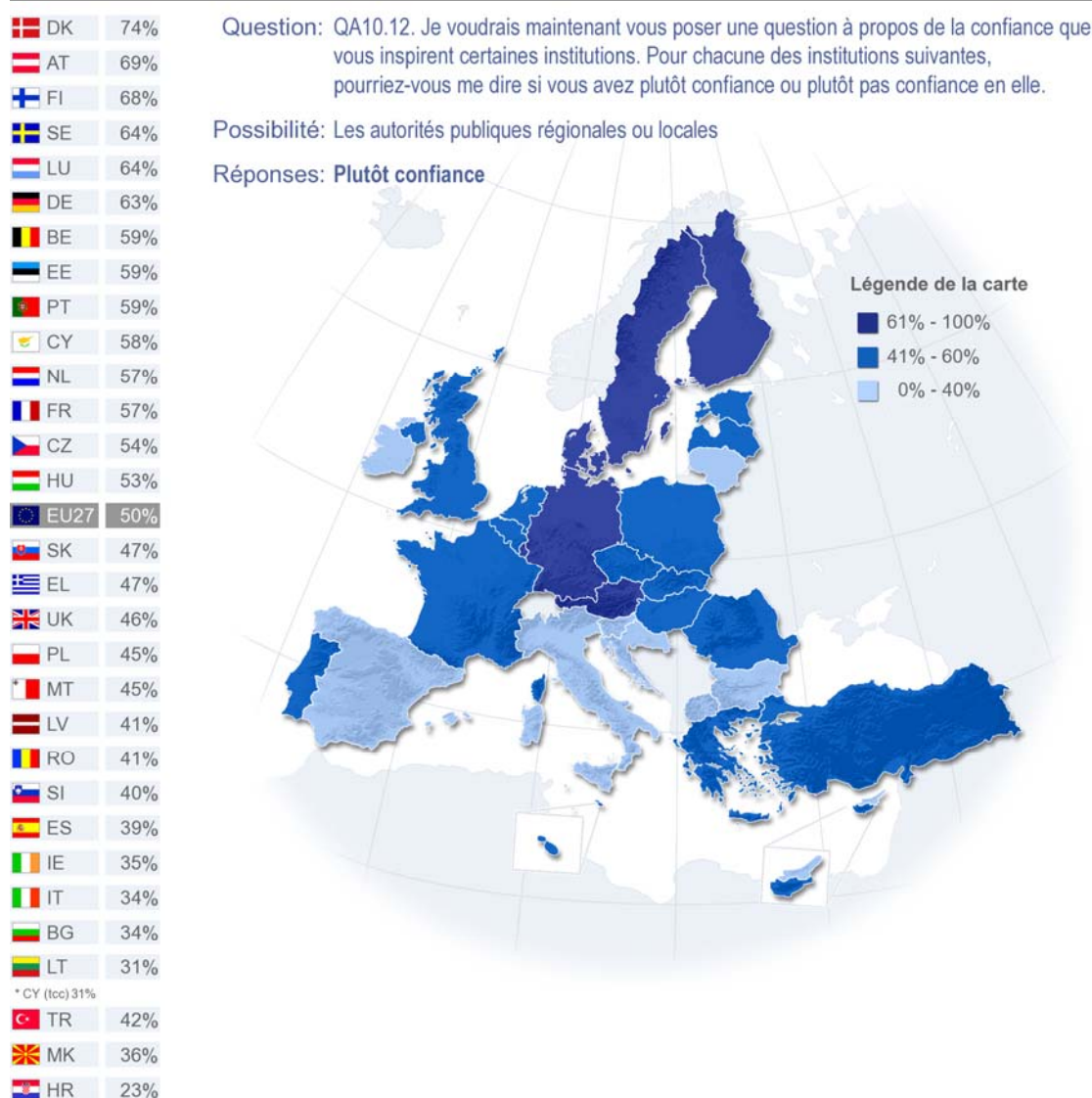
Les autorités publiques régionales ou locales

Après avoir étudié les autorités nationales (gouvernement et parlement), il est intéressant de nous pencher sur l'image des autorités locales ou régionales. La moitié des Européens (50%) se déclarent confiants dans leurs autorités publiques régionales ou locales. Une proportion importante d'entre eux (43%) expriment toutefois l'opinion inverse. Ces chiffres sont quasiment identiques à ceux enregistrés à l'automne 2008.



La confiance est majoritaire dans 16 Etats membres. Elle atteint 74% au Danemark, 69% en Autriche, 68% en Finlande, 64% en Suède et au Luxembourg, 63% en Allemagne et 59% en Belgique ainsi qu'en Estonie et au Portugal. Elle est en revanche faible en Lituanie (31%), en Italie et en Bulgarie (34%), en Irlande (35%) et en Espagne (39%).

Les répondants des pays candidats expriment majoritairement leur méfiance vis-à-vis de leurs autorités publiques régionales ou locales. Plus de sept Turcs sur dix (71%), plus de la moitié des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (52%) et 47% des Croates disent ne pas avoir confiance dans ces institutions.

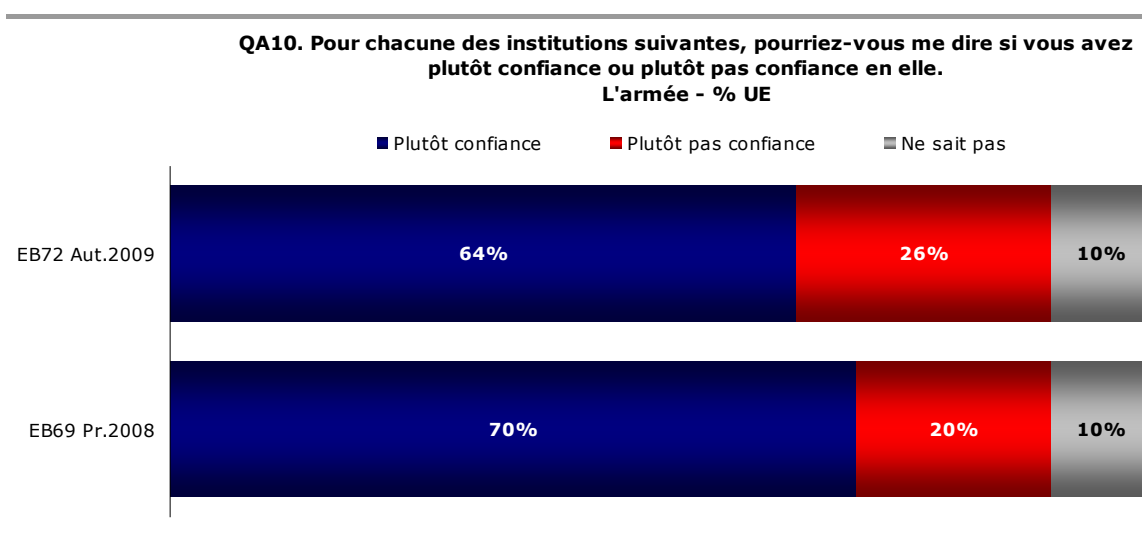


Après les autorités politiques, nous allons maintenant observer deux autres institutions nationales que sont l'armée et la justice.

4.2.2 La confiance dans l'armée

La dernière mesure de la confiance des Européens dans leur armée nationale date du printemps 2008. Depuis cette période, de nombreux événements ont eu lieu, notamment le durcissement de la guerre en Afghanistan et l'engagement de certains Etats européens dans cette dernière ou encore le conflit entre la Russie et la Géorgie durant l'été 2008. A l'automne 2009, les deux tiers des Européens (64%) affirment avoir confiance dans leur armée nationale⁴², un chiffre en baisse : -6 points par rapport au printemps 2008.

⁴² QA10. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. 5 L'armée



Les Finlandais se montrent les Européens les plus satisfaits de leur armée (90%). Plus des trois quarts des Estoniens et des Britanniques (respectivement 77% et 76%) expriment un avis similaire.

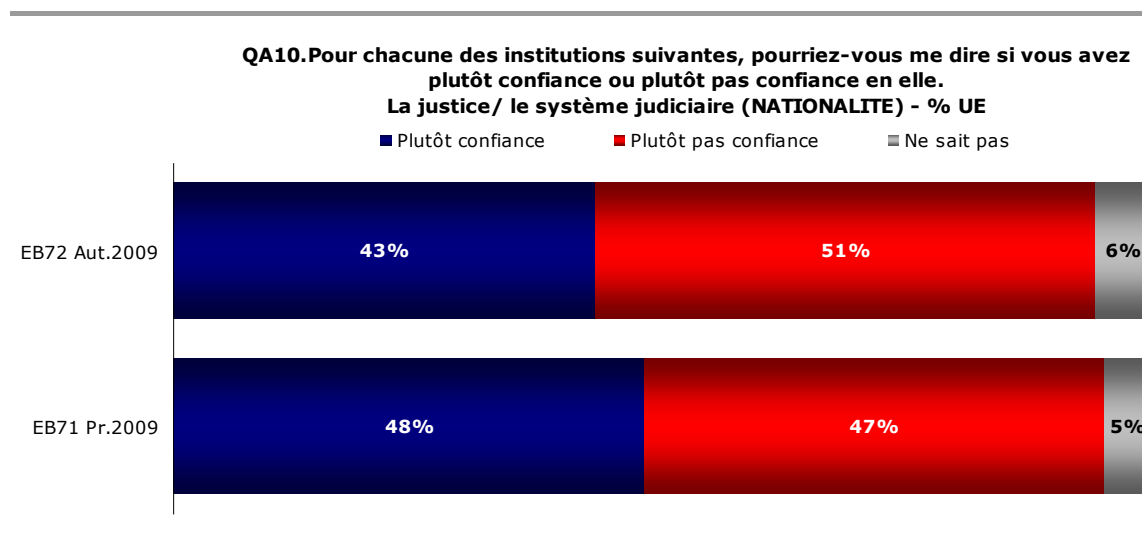
Les répondants en Lituanie (45%) et en Lettonie (44%) sont, au contraire beaucoup moins confiants que leurs voisins Estoniens envers l'institution militaire. Les plus faibles niveaux de confiance sont observés en Hongrie (37%) et en Bulgarie (40%).

Dans les pays candidats, la confiance varie fortement d'un pays à l'autre : elle est de 77% en Turquie, 59% dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et 46% en Croatie.

L'analyse des résultats selon les caractéristiques sociologiques des répondants révèle que si plus des deux tiers des proches des partis de droite (68%) se déclarent confiants dans les institutions militaires de leur pays, la proportion est moins élevée pour les sympathisants des formations de gauche quoique nettement majoritaire (60%).

4.2.3 La confiance dans la justice

Seulement une minorité des citoyens des Vingt-sept déclarent avoir confiance dans leur justice (43%)⁴³, un pourcentage en recul de 5 points par rapport au printemps 2009.



Huit répondants sur dix au Danemark se montrent satisfaits de leur institution judiciaire, C'est également le cas des trois quarts des répondants en Finlande (74%), et des deux tiers des répondants en Autriche (67%).

Moins d'un cinquième des Lituaniens (15%) accordent en revanche leur confiance à leur système judiciaire. De même, moins d'un Bulgare et d'un Slovène sur cinq (respectivement 17% et 19%), 26% des Lettons, 28% des Roumains et 29% des Slovaques et des Tchèques se montrent satisfaits de la justice de leur pays.

L'analyse des évolutions démontre que la confiance a chuté de manière assez nette en Suède et aux Pays-Bas (-13 points dans les deux cas), en République tchèque, en France et en Slovénie (-11 points), en Lituanie (-9 points) et à Malte (-8 points). A l'inverse, la confiance dans l'institution judiciaire est en hausse de 8 points en Grèce.

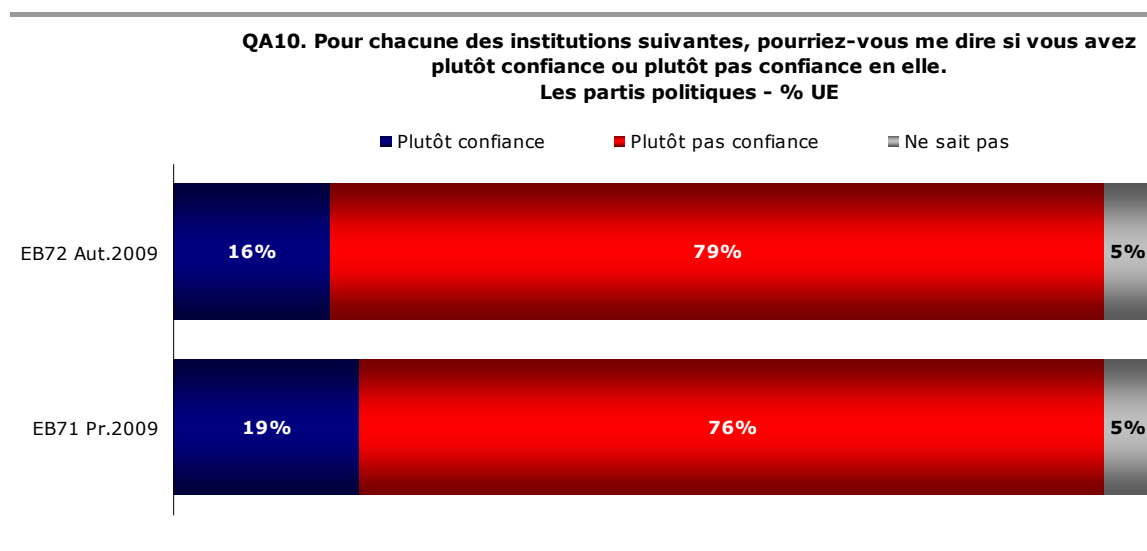
Du côté des pays candidats, seule la Turquie se déclare confiante dans son système judiciaire (65%), un chiffre de loin supérieur aux 20% enregistrés dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et 15% en Croatie.

Les répondants les moins diplômés sont les moins enclins à exprimer leur confiance dans leur système judiciaire national : 52% des personnes ayant poursuivi leur scolarité jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà affichent leur confiance pour 37% de celles ayant arrêté leurs études avant l'âge de 16 ans. De même, les cadres (56%) et les étudiants (40%) sont les seules catégories à se montrer majoritairement confiants dans l'institution judiciaire de leur pays (pour 41% des ouvriers et 46% des employés).

⁴³ QA10. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. 6 La justice/ le système judiciaire (NATIONALITE)

4.2.4 La confiance dans les partis politiques

La méfiance envers les partis politiques est très fortement majoritaire dans l'Union européenne (79%, +3 points par rapport à la mesure enregistrée au printemps précédent⁴⁴.



Seul un Etat membre se montre majoritairement confiant : le Danemark (50%). La confiance est néanmoins élevée au Luxembourg (41%), aux Pays-Bas (37%), en Autriche (36%) et en Suède (32%).

Elle est presque inexistante en Lettonie (2%), en Lituanie (5%), très faible en Pologne (7%) et dans quatre autres Etats membres : Slovénie, France, Hongrie et Royaume-Uni (9% dans ces quatre cas).

Enfin, la quasi-totalité des Croates expriment leur défiance envers les formations politiques (92%), celle-ci est également élevée parmi les répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (80%) et toujours largement majoritaire en Turquie (72%).

Le tableau ci-après présente les résultats nationaux pour l'ensemble des institutions nationales testées dans l'enquête.



⁴⁴ QA10.7 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. Les partis politiques

QA10.5,6,7,8,9,12. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

	% Plutôt confiance	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Le (PARLEMENT NATIONALITE)	Les autorités publiques régionales ou locales	L'armée	La justice/ le système judiciaire (NATIONALITE)	Les partis politiques
UE27		29%	30%	50%	64%	43%	16%
BE		36%	38%	59%	60%	35%	21%
BG		44%	27%	34%	40%	17%	12%
CZ		37%	15%	54%	64%	29%	12%
DK		57%	74%	74%	62%	80%	50%
DE		40%	45%	63%	69%	58%	20%
EE		47%	38%	59%	77%	52%	17%
IE		15%	19%	35%	68%	45%	13%
EL		44%	47%	47%	69%	52%	19%
ES		29%	29%	39%	64%	40%	18%
FR		22%	28%	57%	60%	39%	9%
IT		26%	27%	34%	58%	37%	17%
CY		53%	53%	58%	65%	50%	19%
LV		9%	6%	41%	44%	26%	2%
LT		15%	7%	31%	45%	15%	5%
LU		68%	59%	64%	53%	61%	41%
HU		14%	15%	53%	37%	41%	9%
MT		36%	41%	45%	66%	40%	22%
NL		49%	52%	57%	70%	51%	37%
AT		54%	55%	69%	65%	67%	36%
PL		16%	11%	45%	64%	31%	7%
PT		32%	41%	59%	69%	31%	21%
RO		17%	17%	41%	67%	28%	11%
SI		29%	19%	40%	45%	19%	9%
SK		36%	35%	47%	67%	29%	18%
FI		48%	53%	68%	90%	74%	25%
SE		55%	63%	64%	51%	60%	32%
UK		19%	19%	46%	76%	48%	9%
CY (tcc)		-	-	31%	81%	-	18%
HR		12%	12%	23%	46%	15%	4%
TR		51%	51%	42%	77%	65%	23%
MK		31%	25%	36%	59%	20%	14%

Des différences assez nettes existent selon les caractéristiques sociodémographiques des répondants, comme on peut le voir dans le tableau page suivante.

QA10.5,6,7,8,9,12. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

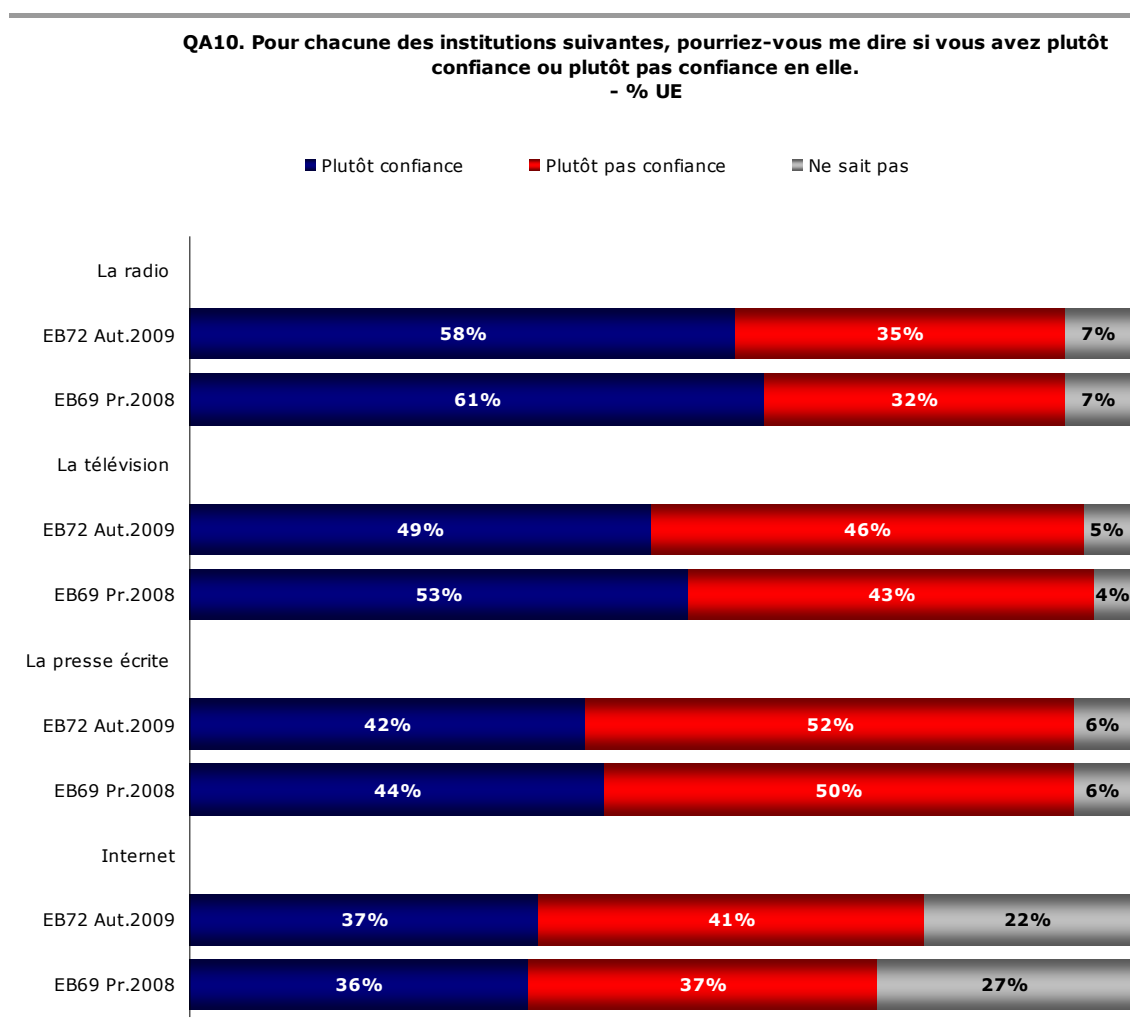
% Plutôt confiance	Le Gouvernement (NATIONALITE)	Le (PARLEMENT NATIONALITE)	Les autorités publiques régionales ou locales	L'armée	La justice/ le système judiciaire (NATIONALITE)	Les partis politiques
UE27	29%	30%	50%	64%	43%	16%
Age de fin d'études						
 15-16-19	26%	26%	46%	66%	37%	13%
20+	28%	28%	48%	65%	40%	15%
Tjs étudiant	33%	37%	53%	64%	52%	18%
	33%	37%	53%	66%	50%	21%
Echelle d'occupation du répondant						
 Indépendants	30%	29%	46%	63%	42%	15%
Cadres directeurs	31%	38%	55%	67%	56%	16%
Autres employés	31%	31%	48%	64%	46%	18%
Ouvriers	28%	29%	49%	64%	41%	16%
Femmes- hommes au foyer	27%	27%	44%	65%	45%	16%
Chômeurs	20%	21%	40%	58%	33%	10%
Retraités	32%	31%	53%	67%	40%	16%
Etudiants	33%	37%	53%	66%	50%	21%
Echelle Gauche-Droite						
(1-4) Gauche	29%	34%	52%	60%	46%	18%
(5-6) Centre	31%	31%	52%	68%	45%	16%
(7-10) Droite	35%	33%	52%	68%	43%	19%
Difficultés à payer ses factures						
La plupart du temps	18%	19%	35%	56%	31%	11%
De temps en temps	26%	26%	44%	60%	36%	14%
Pratiquement jamais	32%	34%	55%	68%	48%	17%
Confiance UE						
Plutôt confiance	48%	50%	65%	76%	57%	28%
Plutôt pas confiance	10%	10%	34%	53%	29%	4%
Image de l' UE						
Positive	41%	43%	59%	72%	53%	23%
Neutre	22%	23%	45%	60%	38%	12%
Négative	10%	11%	31%	53%	27%	4%

4.2.5 La confiance dans les médias

- La confiance dans les médias est également en recul -

Alors que l'inquiétude due au contexte économique difficile semble peser sur la confiance accordée à plusieurs institutions nationales, il est intéressant de se demander si les médias sont également touchés par ce climat de morosité. Les Européens font majoritairement confiance à la télévision (49%) et plus encore à la radio (58%). En revanche, ils sont une minorité à accorder leur confiance à la presse écrite (42%) et à Internet (37%)⁴⁵. On notera qu'un pourcentage significatif de répondants (22%) s'abstiennent de répondre à cette dernière question, très probablement parce qu'ils n'utilisent pas ce média – la proportion de sans réponse atteint d'ailleurs 41% auprès des répondants les plus âgés.

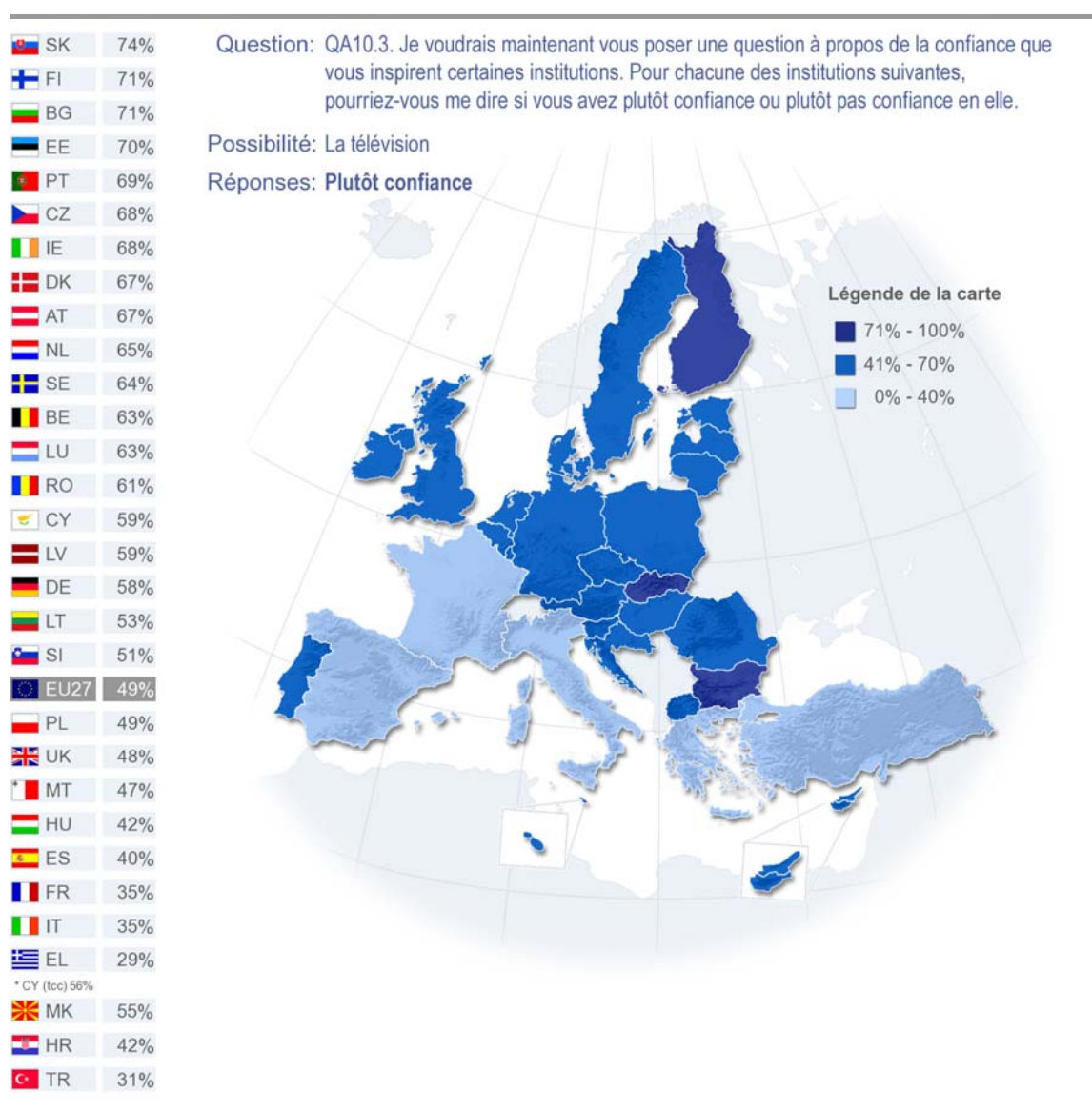
Le niveau de confiance à l'égard de chaque média est en baisse par rapport au printemps 2008 (-4 points pour la télévision, -3 points pour la radio, -2 points pour la presse écrite) à l'exception d'Internet (+1 point).



⁴⁵ QA10. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. 1 La presse écrite, 2 La radio, 3 La télévision, 4 Internet.

Les répondants en Finlande (79%) et en Suède (76%), en Slovaquie (75%), au Danemark (73%), aux Pays-Bas (72%), en République tchèque et en Irlande (71% dans les deux cas) et au Luxembourg (70%) plébiscitent **leur radio**, pour seulement 48% des Maltais, 45% des Italiens et une minorité de Hongrois (40%). Dans ce dernier pays, la méfiance est majoritaire.

Les Slovaques (74%), les Finlandais et les Bulgares (71% chacun), les Estoniens (70%), les Portugais (69%), les Tchèques et les Irlandais (68% dans les deux cas), les Danois et les Autrichiens (67% dans les deux cas) sont les plus nombreux à accorder leur confiance à **leur télévision** tandis que seuls 29% des Grecs, 35% des Italiens et des Français, 40% des Espagnols et 42% des Hongrois partagent cette opinion. Les Britanniques se montrent divisés sur cette question : 48% se déclarent méfiants envers la télévision et une même proportion lui accordent leur confiance.



La confiance dans **la presse écrite** est majoritaire auprès des répondants de 11 Etats membres, dont plus de six Luxembourgeois sur dix (65%), 59% des Portugais, 58% des Tchèques, 57% des Néerlandais et 56% des Autrichiens. En revanche, seuls 18% des Britanniques et 26% des Hongrois partagent cette opinion.
































Enfin, 60% des répondants en Slovaquie, 59% en République tchèque et 51% des Néerlandais et des Danois plébiscitent **Internet** tandis que seuls 29% des Britanniques expriment un avis similaire.

L'analyse des résultats selon le profil sociodémographique des répondants démontre que le clivage générationnel est patent sur la question **d'Internet**. Près de la moitié des Européens les plus jeunes (52% des 15-24 ans) et de ceux ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans et au-delà (46%) déclarent faire confiance à ce média, pour respectivement 39% des personnes âgées de 40 à 54 ans, 22% des 55 ans et plus et seulement 18% des personnes ayant quitté l'école avant l'âge de 16 ans. On notera également que 40% des hommes accordent leur confiance à Internet, pour seulement 34% des femmes.

Symétriquement, mais d'une façon moins marquée, les Européens ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà sont plus nombreux que les autres à accorder leur confiance à **la radio** (64% pour 52% de ceux ayant quitté l'école avant 16 ans) ou à **la presse écrite** (47%, pour 35%). En revanche, ce phénomène ne peut être observé en ce qui concerne **la télévision** (48% pour 47% de ceux ayant quitté l'école avant 16 ans, et 52% de ceux ayant arrêté leurs études entre 16 et 19 ans). De même, les cadres et les sympathisants des partis de gauche se montrent plus confiants à l'égard de **la radio** et de **la presse écrite** que les sympathisants de droite et les ouvriers. A l'inverse, ces deux dernières catégories font davantage confiance à la **télévision** que les sympathisants de gauche, et les cadres.





Le tableau ci-après présente les résultats nationaux pour l'ensemble des média.

QA10.1,2,3,4. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

	% Plutôt confiance	La radio	La télévision	La presse écrite	Internet
 UE27		58%	49%	42%	37%
 BE		66%	63%	53%	42%
 BG		58%	71%	44%	43%
 CZ		71%	68%	58%	59%
 DK		73%	67%	50%	51%
 DE		64%	58%	48%	33%
 EE		68%	70%	43%	42%
 IE		71%	68%	45%	43%
 EL		53%	29%	39%	35%
 ES		51%	40%	44%	36%
 FR		57%	35%	45%	30%
 IT		45%	35%	37%	39%
 CY		60%	59%	51%	37%
 LV		58%	59%	40%	40%
 LT		55%	53%	43%	37%
 LU		70%	63%	65%	41%
 HU		40%	42%	26%	38%
 MT		48%	47%	37%	42%
 NL		72%	65%	57%	51%
 AT		68%	67%	56%	40%
 PL		61%	49%	42%	39%
 PT		69%	69%	59%	46%
 RO		60%	61%	47%	42%
 SI		53%	51%	39%	44%
 SK		75%	74%	55%	60%
 FI		79%	71%	55%	43%
 SE		76%	64%	39%	35%
 UK		55%	48%	18%	29%
	CY (tcc)	55%	56%	50%	47%
 HR		47%	42%	30%	35%
 TR		33%	31%	25%	29%
 MK		44%	55%	42%	45%

La confiance dans les médias varie également selon le profil sociodémographique du répondant.

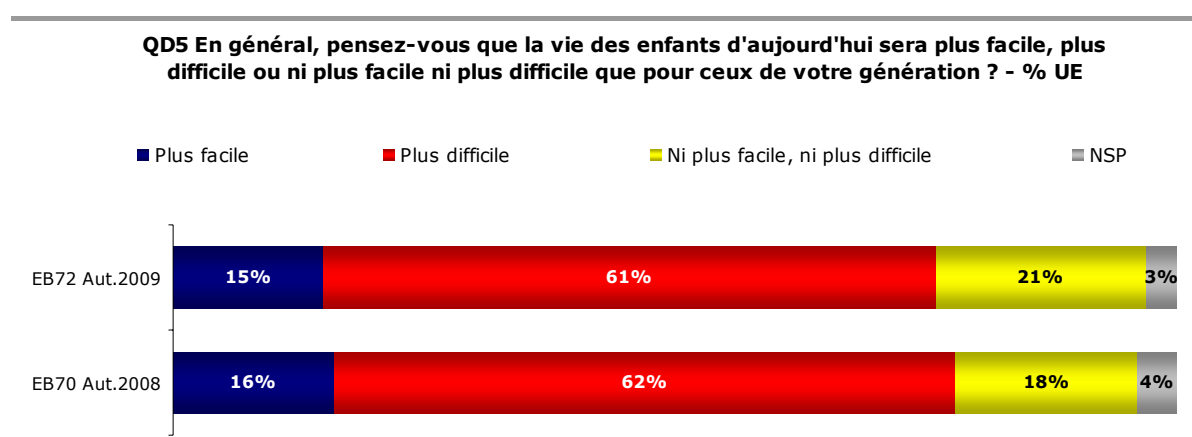
QA10.1,2,3,4. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

% Plutôt confiance		La radio	La télévision	La presse écrite	Internet
UE27		58%	49%	42%	37%
Sexe					
	Homme	58%	48%	42%	40%
	Femme	59%	51%	41%	34%
Age					
	15-24	62%	54%	43%	52%
	25-39	58%	48%	43%	47%
	40-54	58%	48%	41%	39%
	55 +	58%	51%	40%	22%
Age de fin d'études					
	15-	52%	47%	35%	18%
	16-19	58%	52%	41%	38%
	20+	64%	48%	47%	46%
	Tjs étudiant	65%	53%	48%	53%
Echelle d'occupation du répondant					
	Indépendants	57%	45%	40%	43%
	Cadres directeurs	66%	48%	48%	49%
	Autres employés	61%	50%	47%	47%
	Ouvriers	58%	51%	40%	41%
	Femmes- hommes au foyer	56%	48%	40%	27%
	Chômeurs	48%	44%	33%	38%
	Retraités	58%	52%	40%	20%
	Etudiants	65%	53%	48%	53%
Echelle Gauche-Droite					
	(1-4) Gauche	62%	47%	46%	38%
	(5-6) Centre	60%	51%	42%	37%
	(7-10) Droite	59%	52%	42%	39%
Difficultés à payer ses factures					
	La plupart du temps	49%	44%	34%	31%
	De temps en temps	54%	48%	40%	37%
	Pratiquement jamais	62%	51%	44%	38%
Confiance UE					
	Plutôt confiance	72%	61%	56%	49%
	Plutôt pas confiance	43%	37%	26%	26%
Image de l' UE					
	Positive	68%	56%	52%	46%
	Neutre	54%	48%	36%	31%
	Négative	42%	36%	24%	25%

5. L'AVENIR DES EUROPEENS

- Plus de six Européens sur dix se disent convaincus que la vie de leurs enfants sera à l'avenir plus difficile que la leur -

Plus de six Européens sur dix sont convaincus que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus difficile que celle de leur génération (61%), un peu plus d'un cinquième (21%) pensent qu'elle sera ni plus facile ni plus difficile ; enfin, 15% considèrent qu'elle sera plus facile.⁴⁶ La proportion d'optimistes, comme celle des pessimistes, est en léger recul (-1 point) par rapport à l'automne 2008 tandis que la part de ceux qui parient pour un statu quo est en hausse de 3 points.

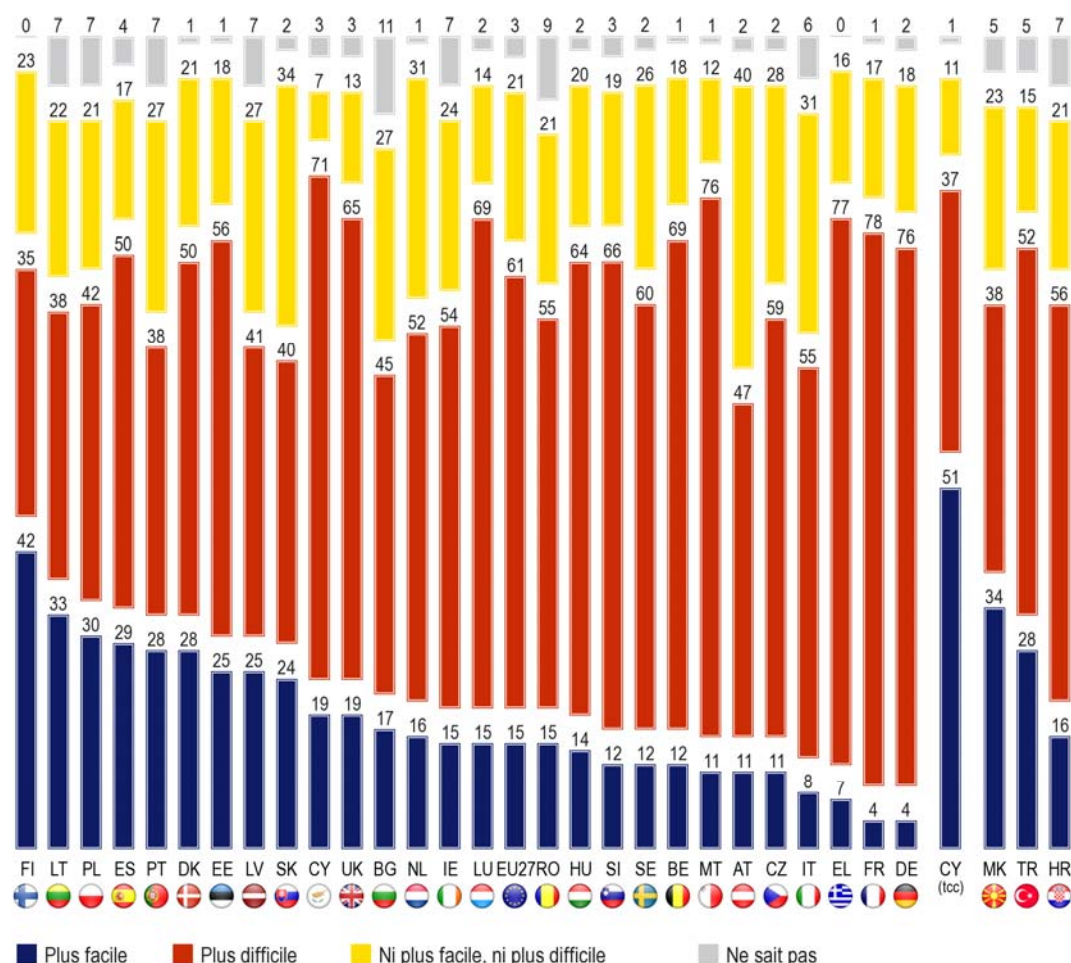


Les répondants en Finlande (42%), en Lituanie (33%), en Pologne (30%), en Espagne (29%), au Danemark et au Portugal (28% dans les deux cas) se montrent les plus confiants. Les Français (78%), les Grecs (77%), les Allemands et les Maltais (76% dans les deux cas) et les Chypriotes (71%) sont à l'inverse parmi les plus nombreux à déclarer que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus difficile que celle de leur génération.

Les réponses des interviewés des pays candidats sont proches de celles de l'ensemble des Européens. La majorité d'entre eux considèrent que la vie de leurs enfants sera plus difficile que celle de leur génération : 56% des Croates, 52% des Turcs et 38% des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine choisissent cette réponse.

⁴⁶ QD5 En général, pensez-vous que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus facile, plus difficile ou ni plus facile ni plus difficile que pour ceux de votre génération ?



QD5. En général, pensez-vous que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus facile, plus difficile ou ni plus facile ni plus difficile que pour ceux de votre génération ?



Les femmes et les proches des partis de gauche (63% dans les deux cas) sont plus nombreux que les hommes et les sympathisants des formations de droite (58% chacun) à anticiper pour les enfants d'aujourd'hui une vie plus difficile que celle de leur génération. On note également des différences importantes selon l'âge des répondants : les plus jeunes sont moins pessimistes que les plus âgés (51% chez les 15-24 ans, pour 65% des 55 ans et plus). Les répondants vivant dans un foyer comprenant quatre personnes ou plus (donc potentiellement avec des enfants) sont un peu moins nombreux (58%) que les personnes vivant seules (62%) à considérer que la vie des générations futures sera plus difficile qu'elle ne l'est aujourd'hui.

Les Européens affirmant ne jamais connaître de difficultés pour payer leurs factures et ceux se montrant satisfaits de la situation économique de leur pays sont également un peu moins négatifs sur l'avenir des générations futures : respectivement 60% et 53% pensent que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus difficile, pour 67% des répondants déclarant avoir la plupart du temps des problèmes pour régler leurs factures et 63% de ceux qui se disent insatisfaits de la situation économique nationale.

QD5 En général, pensez-vous que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus facile, plus difficile ou ni plus facile ni plus difficile que pour ceux de votre génération ?

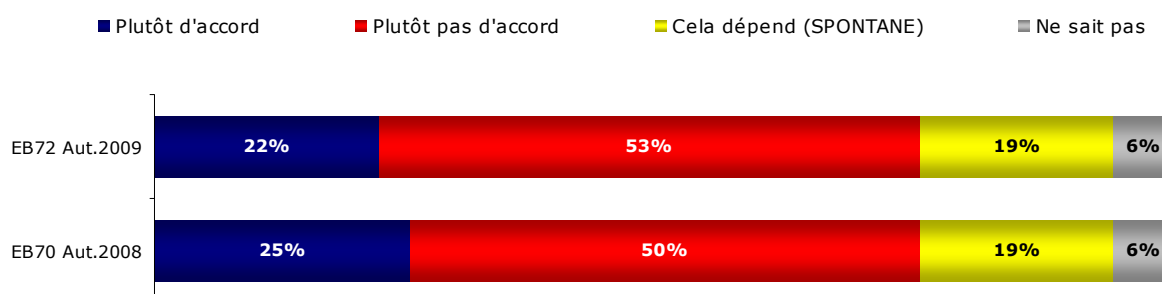
	Plus facile	Plus difficile	Ni plus facile, ni plus difficile	NSP
UE27	15%	61%	21%	3%
Sexe				
 Homme	16%	58%	22%	4%
Femme	13%	63%	20%	4%
Age				
 15-24	19%	51%	25%	5%
25-39	16%	57%	24%	3%
40-54	13%	64%	20%	3%
55 +	14%	65%	18%	3%
Composition du ménage				
1	15%	62%	19%	4%
2	14%	63%	20%	3%
3	15%	59%	22%	4%
4+	15%	58%	23%	4%
Echelle Gauche-Droite				
(1-4) Gauche	15%	63%	20%	2%
(5-6) Centre	14%	63%	21%	2%
(7-10) Droite	16%	58%	22%	4%
Difficultés à payer ses factures				
La plupart du temps	11%	67%	18%	4%
De temps en temps	14%	61%	21%	4%
Pratiquement jamais	16%	60%	21%	3%
Situation économie nationale				
Bonne	19%	53%	25%	3%
Mauvaise	13%	63%	20%	4%

- La moitié des Européens considèrent que les enfants de leur pays n'auraient pas une meilleure vie en émigrant dans un autre pays -

La moitié des Européens se disent en désaccord avec l'affirmation « Les enfants qui vivent en (NOTRE PAYS) auraient une meilleure vie s'ils émigraient dans un autre pays » (53%).⁴⁷ Près d'un quart des citoyens européens (22%) expriment l'opinion inverse et 19% considèrent que cela dépend des circonstances.

Le pourcentage de répondants en désaccord avec cette proposition est toutefois en hausse de 3 points par rapport à l'automne 2008 (de 50% à 53%), tandis que celui des personnes pensant l'inverse est en recul de 3 points (de 25% à 22%).

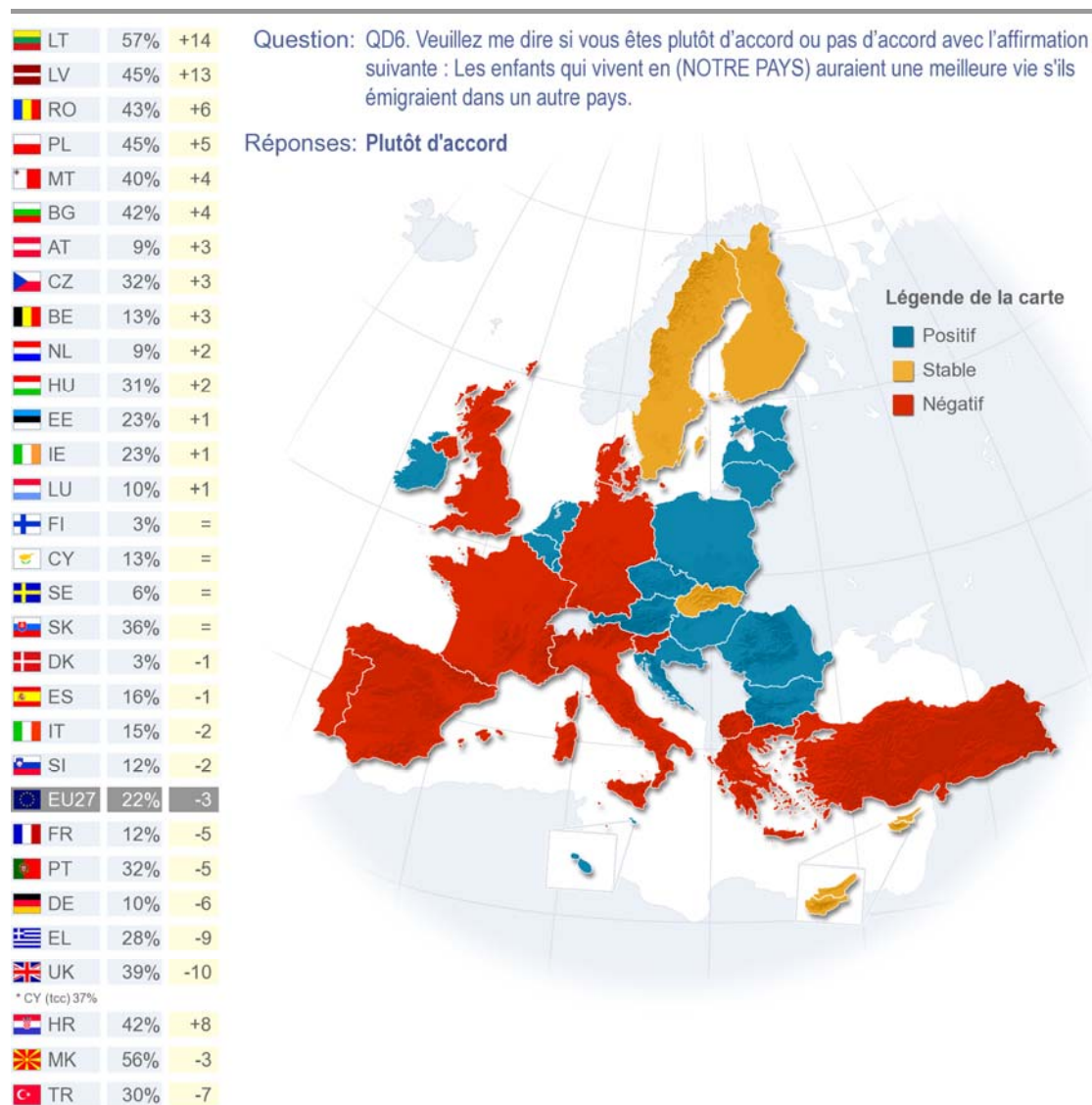
QD6 Veuillez me dire si vous êtes plutôt d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Les enfants qui vivent en (NOTRE PAYS) auraient une meilleure vie s'ils émigraient dans un autre pays. - % UE



Les répondants des pays nordiques sont les plus nombreux à se dire en désaccord avec l'idée selon laquelle les enfants de leur pays auraient une vie meilleure s'ils émigraient dans un autre pays : 92% des Danois, 88% des Finlandais et 82% des Suédois l'affirment. Les habitants des pays du Benelux partagent aussi majoritairement cette opinion (82% des Néerlandais, 76% des Luxembourgeois et 70% des Belges).

En revanche, six Etats membres se montrent majoritairement convaincus par cette proposition : la Lituanie (57%), la Lettonie et la Pologne (45% dans les deux cas), la Roumanie (43%), la Bulgarie (42%) et Malte (40%).

⁴⁷ QD6 Veuillez me dire si vous êtes plutôt d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante : Les enfants qui vivent en (NOTRE PAYS) auraient une meilleure vie s'ils émigraient dans un autre pays.



Diff. EB72 Aut.2009-EB70 Aut.2008

La progression du nombre de répondants se déclarant « plutôt d'accord » avec l'idée que les enfants qui vivent dans leur pays auraient une meilleure vie s'ils émigraient dans un autre pays est forte en Lituanie (+14 points) et en Lettonie (+13 points), deux Etats particulièrement touchés par la crise économique. Elle est également élevée en Roumanie (+6 points) et en Pologne (+5 points).

Le pourcentage de citoyens exprimant cette opinion est en revanche en recul de 10 points au Royaume-Uni, de 9 points en Grèce et de 6 points en Allemagne. Ces deux derniers pays ont, rappelons-le, renouvelé leur parlement durant l'automne 2009 (les Allemands en septembre et les Grecs en octobre).


Les citoyens des pays candidats sont au contraire beaucoup plus nombreux que ceux des Vingt-sept à estimer que les enfants de leur pays auraient une vie meilleure s'ils émigraient dans un autre pays : une majorité des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et de Croatie l'affirment (respectivement 56% et 42%).

Trois Turcs sur dix expriment un avis similaire (30%, contre 49% qui ne pensent pas que les enfants qui vivent en Turquie auraient une vie meilleure s'ils émigraient dans un autre pays).

L'analyse sociodémographique révèle que les habitants des grandes villes sont un peu plus nombreux que ceux des villes moyennes à estimer que les jeunes auraient une meilleure vie s'ils émigraient (26%, pour 20% auprès des habitants des villes moyennes). Ce sentiment est également un peu plus prononcé dans les foyers avec trois personnes ou plus (25% dans les foyers de trois personnes et 23% dans ceux de quatre personnes et plus, pour 19% des personnes vivant seules).

Les Européens affirmant connaître des difficultés pour payer leurs factures la plupart du temps (31%) et ceux qui jugent que les choses vont dans la mauvaise direction dans leur pays (26%) sont également un peu plus nombreux à considérer que les enfants de leurs pays auraient une meilleure vie s'ils émigraient, que ceux qui n'ont pas de difficultés financières (20%), ou qui jugent que les choses vont dans la bonne direction au niveau national (19%).

**QD6a Veuillez me dire si vous êtes plutôt d'accord ou pas d'accord avec l'affirmation suivante :
Les enfants qui vivent en (NOTRE PAYS) auraient une meilleure vie s'ils émigraient dans un autre pays.**

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	Cela dépend (SPONTANE)	NSP
UE27	22%	53%	19%	6%
Urbanisation subjective				
 Village rural	22%	54%	19%	5%
Petite moyenne ville	20%	56%	19%	5%
Grande ville	26%	48%	20%	6%
Composition du ménage				
1	19%	55%	19%	7%
2	22%	54%	19%	5%
3	25%	49%	21%	5%
4+	23%	53%	19%	5%
Difficultés à payer ses factures				
La plupart du temps	31%	43%	19%	7%
De temps en temps	25%	47%	21%	7%
Pratiquement jamais	20%	57%	18%	5%
Choses vont dans le pays...				
Bonne direction	19%	62%	16%	3%
Mauvaise direction	26%	49%	19%	6%
Ni l'un ni l'autre	17%	49%	28%	6%

II L'UNION EUROPEENNE ET SES CITOYENS

1. L'ATTACHEMENT A L'UNION EUROPEENNE

1.1 Que signifie l'Union européenne ?

- L'Europe est avant tout synonyme d'espace liberté -

La perception qu'ont les Européens de l'Union européenne reste globalement inchangée par rapport aux vagues de l'automne 2008 (EB70) et du printemps 2009 (EB71). L'Union est ainsi d'abord vue comme un espace de liberté et s'incarne dans son symbole monétaire, l'euro⁴⁸. Ainsi, invités à dire ce que l'UE représente pour eux personnellement, 46% des Européens citent la liberté de voyager, d'étudier et de travailler partout au sein de l'espace européen. Cette réponse progresse de 4 points par rapport à la vague du printemps 2009. 37% des Européens (+4 points) citent ensuite l'euro comme symbole de ce qui représente le mieux l'Union pour eux.

La paix, avec 28% de citations (+3 points) est le troisième item choisi, devant la démocratie (26%, +4 points), une voix plus forte dans le monde (25%, +2 points) et la diversité culturelle (22%, +3 points). Les items positifs que sont la prospérité (18%, +2 points) et la protection sociale (11%, +1 point) sont moins cités, mais sont cependant en légère hausse.

Les représentations négatives de l'Union restent minoritaires, puisqu'aucune des réponses négatives n'est choisie par plus de deux Européens sur dix. Dans cette liste d'évocations négatives, on trouve d'abord le gaspillage d'argent (21%, +1 point) et la bureaucratie (20%, +1 point), devant la criminalité (14%, +3 points, une forte hausse à mettre en parallèle avec la hausse de l'insécurité en tant que préoccupation nationale⁴⁹), le manque de contrôle aux frontières (14%, +2 points), le chômage (14%, +1 point) et la perte d'identité culturelle (11%, +1 point).

⁴⁸ QA12. Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?

⁴⁹ Voir partie I, La vie dans l'Union européenne, chapitre 3.3, les principales préoccupations nationales.

QA12. Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ?



Il y a dans ces représentations d'importantes différences par pays, liées aux histoires et aux cultures nationales.

Ainsi, **la liberté de voyager, d'étudier et de travailler** est particulièrement plébiscitée par les opinions publiques dans les pays d'Europe centrale et orientale : 72% en Estonie, 62% en Lettonie, 58% en Bulgarie, 58% en Slovaquie, 57% en Lituanie, 55% en République tchèque, 54% en Pologne, 53% en Slovénie. De manière générale, cette réponse arrive en tête dans vingt Etats membres de l'Union.

De manière logique, les opinions publiques des pays de la zone euro ont plus tendance que les autres à citer **l'euro** comme symbole de l'Union : 65% en Autriche, 61% en Slovaquie – le pays ayant le plus récemment adhéré à la monnaie unique –, 59% en Belgique, 56% en Slovénie, 50% en Allemagne et 49% en Grèce par exemple. L'euro est en tête des réponses dans six Etats membres : l'Autriche, la Slovénie, la Slovaquie, la Belgique, la Grèce, et l'Espagne.

On note également un attachement particulier à l'Europe comme espace de **paix** en Suède (51%) et en Allemagne (47%).

On relève également au sein des pays nordiques, de l'Autriche, et de manière plus inhabituelle, de l'Allemagne, une prépondérance particulière des représentations négatives sur l'Union, sur les sujets de **la bureaucratie** et du **gaspillage d'argent**.

La bureaucratie par exemple est citée par 44% des Autrichiens, 43% des Finlandais, 40% des Danois, 39% des Suédois et 37% des Allemands comme symbole de l'Union européenne.

Enfin, cette question confirme la spécificité de l'opinion publique britannique sur les questions européennes, qui place dans sa hiérarchie des symboles de l'Union, deux items négatifs dans les trois premiers. Si la liberté de voyager arrive en tête avec 30% de citations, elle est directement suivie par le gaspillage d'argent (28%) et la bureaucratie (26%).

Les pays candidats ont une vision de l'Union assez différente de celle des Etats membres. Ainsi, l'UE est d'abord vue comme un espace de prospérité en Turquie, cet item arrivant en tête des réponses avec 33% de citations, devant la liberté de voyager et de travailler (28%), puis la démocratie et la protection sociale (20% toutes deux). La vision de l'Union est très positive dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, avec 56% de citations pour la liberté de voyager et de travailler, 43% pour la prospérité économique et 35% pour la paix. L'image de l'Union est en revanche plus fragile en Croatie. Si la liberté de voyager et de travailler arrive largement en tête des réponses (41%), elle est toutefois suivie par un item négatif, la crainte d'une perte d'identité culturelle qui recueille 23% de citations.

QA12 Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ? (ROTATION – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE	L'euro	La paix	La démocratie	Une voix plus importante dans le monde	La diversité culturelle	Un gaspillage d'argent	La bureaucratie	La prospérité économique	Le chômage	Plus de criminalité	Pas assez de contrôles aux frontières extérieures	La protection sociale	La perte de notre identité culturelle
UE27	46%	37%	28%	26%	25%	22%	21%	20%	18%	14%	14%	14%	11%	11%
BE	43%	59%	31%	25%	28%	22%	27%	17%	20%	18%	22%	20%	11%	10%
BG	58%	22%	26%	40%	23%	26%	6%	5%	35%	5%	7%	5%	26%	7%
CZ	55%	32%	25%	22%	28%	18%	23%	22%	19%	16%	22%	19%	9%	12%
DK	60%	39%	41%	35%	31%	26%	21%	40%	28%	14%	30%	38%	12%	14%
DE	54%	50%	47%	32%	28%	26%	34%	37%	14%	19%	26%	18%	9%	9%
EE	72%	26%	24%	14%	19%	24%	13%	22%	13%	13%	8%	10%	11%	10%
IE	49%	48%	19%	19%	27%	15%	9%	11%	29%	14%	12%	10%	11%	17%
EL	48%	49%	38%	28%	35%	21%	16%	8%	19%	20%	15%	17%	23%	14%
ES	37%	38%	12%	36%	21%	24%	7%	10%	27%	6%	1%	4%	13%	3%
FR	45%	43%	39%	21%	29%	34%	32%	16%	10%	17%	8%	19%	7%	12%
IT	37%	37%	16%	27%	28%	20%	10%	7%	16%	12%	10%	14%	12%	11%
CY	68%	44%	32%	36%	29%	37%	15%	10%	16%	34%	45%	24%	33%	25%
LV	62%	15%	17%	12%	11%	15%	18%	19%	11%	18%	9%	7%	13%	8%
LT	57%	14%	16%	18%	13%	18%	12%	9%	21%	7%	5%	3%	11%	9%
LU	55%	46%	45%	32%	28%	28%	11%	10%	20%	10%	14%	17%	16%	6%
HU	46%	28%	21%	23%	21%	17%	14%	12%	15%	26%	19%	12%	10%	6%
MT	50%	39%	22%	24%	33%	18%	11%	10%	22%	11%	6%	11%	13%	13%
NL	54%	47%	35%	21%	36%	20%	19%	24%	31%	7%	16%	16%	9%	11%
AT	55%	65%	32%	27%	31%	29%	43%	44%	18%	35%	50%	41%	18%	23%
PL	54%	27%	21%	21%	26%	14%	9%	18%	16%	9%	4%	3%	7%	6%
PT	34%	31%	17%	21%	21%	17%	11%	5%	18%	22%	17%	13%	8%	8%
RO	50%	34%	33%	39%	13%	17%	8%	6%	35%	10%	7%	8%	22%	7%
SI	53%	56%	32%	20%	25%	22%	27%	26%	17%	22%	29%	16%	9%	14%
SK	58%	61%	19%	24%	32%	19%	12%	10%	25%	13%	19%	10%	11%	9%
FI	63%	56%	28%	15%	21%	20%	30%	43%	16%	7%	20%	13%	9%	10%
SE	68%	26%	51%	33%	39%	27%	33%	39%	20%	9%	19%	20%	9%	10%
UK	30%	16%	18%	13%	18%	18%	28%	26%	12%	11%	11%	19%	8%	21%
CY (tcc)	29%	10%	26%	24%	25%	19%	5%	7%	46%	10%	7%	4%	36%	14%
MK	56%	9%	35%	21%	19%	8%	4%	4%	43%	7%	5%	3%	14%	5%
HR	41%	21%	19%	19%	15%	12%	9%	7%	21%	8%	15%	9%	9%	23%
TR	28%	7%	18%	20%	10%	13%	4%	3%	33%	13%	5%	3%	20%	13%

* En gras les résultats les plus élevés par pays, En italique les résultats les plus bas par pays, le rectangle gris les résultats les plus élevés par item et le rectangle aux bords noirs les résultats les plus bas par item.

L'analyse sociologique montre que la représentation d'une Europe comme espace de liberté vaut particulièrement pour les catégories les plus jeunes et les mieux insérées économiquement et socialement. Elle est citée par exemple par 60% des étudiants pour seulement 39% des retraités et 42% des chômeurs. Elle est mise en valeur par 55% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà, pour seulement 35% de ceux qui ont quitté l'école à 15 ans ou plus tôt. En revanche, on ne constate quasiment aucune différence sociale dans la citation de l'euro comme symbole européen. La monnaie unique est ainsi citée par 37% de ceux qui se positionnent en bas de l'échelle sociale pour 39% de ceux qui se positionnent en haut.

Le niveau d'éducation est également une variable importante dans la détermination d'autres représentations de l'Union. Les personnes ayant poursuivi plus longtemps leurs études sont ainsi sensiblement plus nombreuses que celles qui les ont arrêtées rapidement à voir dans l'Union une voix plus forte dans le monde (32% pour 19%) et une incarnation de la diversité culturelle (33% contre 15%). A l'inverse, les représentations négatives sont plus fortes chez les répondants ayant arrêté leurs études à l'âge de 15 ans ou avant : ils sont plus nombreux à citer le chômage (18% pour 9% de ceux ayant continué leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà), et le gaspillage d'argent (27% pour 18%).

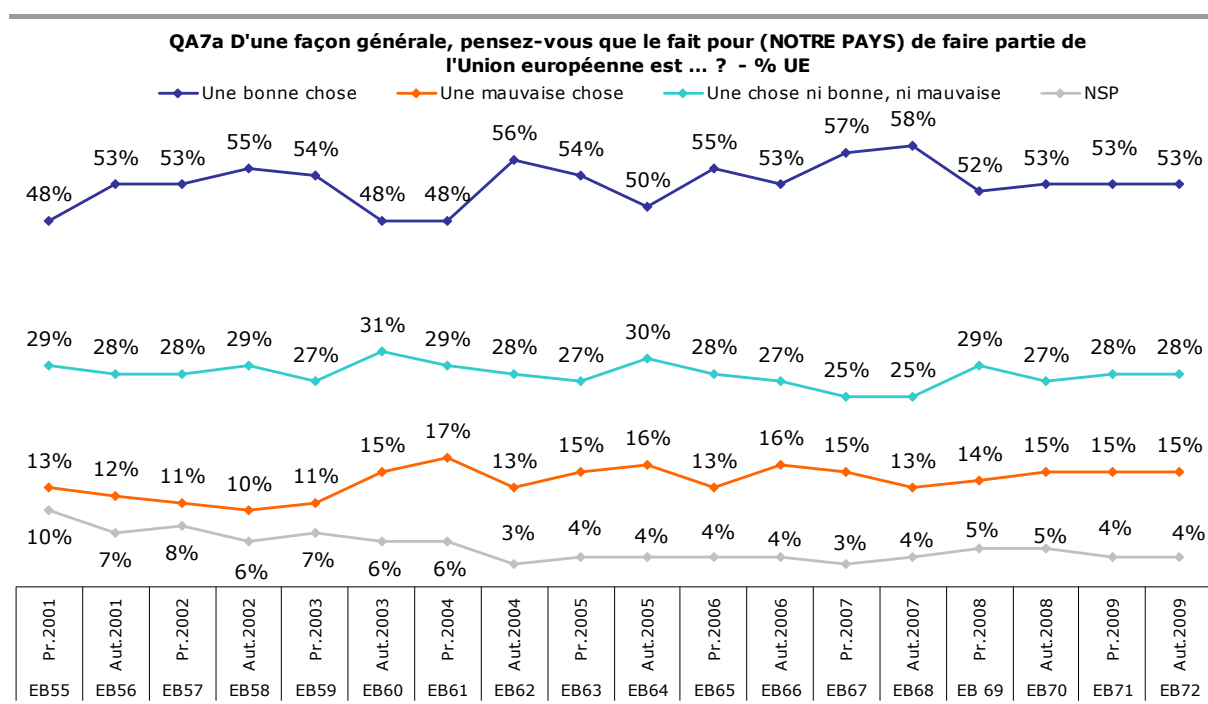
QA12 Que représente l'Union européenne pour vous personnellement ? (ROTATION – PLUSIEURS REPONSES POSSIBLES)

	La liberté de voyager, étudier et travailler partout dans l'UE	L'euro	La paix	La démocratie	Une voix plus importante dans le monde	La diversité culturelle	Un gaspillage d'argent
UE27	46%	37%	28%	26%	25%	22%	21%
Age							
15-24	54%	40%	27%	26%	26%	24%	13%
25-39	49%	39%	23%	27%	25%	24%	17%
40-54	45%	37%	28%	26%	26%	24%	23%
55 +	41%	35%	32%	24%	25%	19%	25%
Age de fin d'études							
15-	35%	37%	27%	23%	19%	15%	27%
16-19	44%	36%	27%	24%	25%	20%	22%
20+	55%	39%	31%	30%	32%	33%	18%
Tjs étudiant	60%	43%	31%	29%	28%	28%	10%
Echelle d'occupation du répondant							
Indépendants	46%	38%	27%	29%	31%	24%	19%
Cadres directeurs	60%	42%	35%	33%	32%	36%	19%
Autres employés	48%	39%	25%	28%	26%	22%	20%
Ouvriers	44%	38%	25%	25%	23%	21%	22%
Femmes- hommes au foyer	39%	40%	22%	25%	23%	19%	18%
Chômeurs	42%	32%	21%	19%	21%	19%	20%
Retraités	39%	34%	33%	23%	24%	18%	26%
Etudiants	60%	43%	31%	29%	28%	28%	10%
Auto-positionnement sur l'escalier social							
Bas (1-4)	40%	37%	27%	22%	21%	19%	25%
Moyen (5-6)	47%	38%	28%	27%	26%	23%	20%
Haut (7-10)	50%	39%	30%	28%	29%	25%	18%
	La bureaucratie	La prospérité économique	Le chômage	Plus de criminalité	Pas assez de contrôles aux frontières extérieures	La protection sociale	La perte de notre identité culturelle
UE27	20%	18%	14%	14%	14%	11%	11%
Age							
15-24	10%	19%	12%	9%	9%	13%	7%
25-39	18%	19%	15%	12%	13%	11%	10%
40-54	23%	18%	15%	14%	15%	10%	12%
55 +	22%	16%	13%	17%	17%	10%	11%
Age de fin d'études							
15-	18%	14%	18%	17%	17%	12%	11%
16-19	20%	17%	16%	15%	15%	10%	12%
20+	25%	22%	9%	10%	13%	11%	9%
Tjs étudiant	12%	22%	8%	6%	7%	14%	7%
Echelle d'occupation du répondant							
Indépendants	21%	21%	10%	10%	12%	11%	9%
Cadres directeurs	29%	24%	9%	11%	13%	11%	11%
Autres employés	20%	19%	14%	14%	15%	10%	11%
Ouvriers	19%	17%	16%	15%	15%	11%	12%
Femmes- hommes au foyer	12%	16%	17%	13%	14%	11%	8%
Chômeurs	17%	15%	22%	14%	13%	10%	10%
Retraités	23%	14%	13%	17%	18%	10%	12%
Etudiants	12%	22%	8%	6%	7%	14%	7%
Auto-positionnement sur l'escalier social							
Bas (1-4)	18%	14%	19%	15%	15%	11%	11%
Moyen (5-6)	20%	17%	13%	14%	15%	10%	10%
Haut (7-10)	21%	23%	9%	12%	14%	13%	11%

1.2 Le soutien à l'appartenance européenne

- Le soutien à l'appartenance de son pays à l'Union européenne reste stable par rapport aux vagues précédentes de l'Eurobaromètre -

53% des Européens considèrent que l'appartenance de leur pays à l'Union est une bonne chose, alors que 15% estiment au contraire que c'est une mauvaise chose, 28% jugeant que « ce n'est ni une bonne chose, ni une mauvaise chose » et 4% n'exprimant pas d'opinion⁵⁰. Ces résultats sont strictement identiques à ceux mesurés lors de la vague du printemps 2009. Depuis l'automne 2008 (EB70), le rapport au sein de l'opinion entre ceux qui estiment que l'appartenance européenne est une bonne chose et ceux qui pensent que c'est une mauvaise chose est d'une grande stabilité, alors même que l'Union européenne a été secouée par la crise financière et économique durant cette période.



Comme lors des vagues précédentes, les répondants aux Pays-Bas (74%) et au Luxembourg (74%) sont les plus convaincus des bienfaits de l'appartenance européenne, devant les Irlandais (72%) et les Slovaques (68%). De manière générale, le sentiment que l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose l'emporte dans 23 pays de l'Union. Dans quatre pays, c'est l'opinion plus modérée selon laquelle l'appartenance est une chose ni bonne, ni mauvaise qui domine : c'est le cas en Lettonie (51%), en République tchèque (46%), en Hongrie (42%) et au Royaume-Uni (34%). La Lettonie est même le seul Etat membre où la proportion de répondants qui considèrent que l'appartenance de leur pays est une mauvaise chose est supérieure à celle de ceux qui pensent l'inverse (24%, contre 23% qui pensent que c'est une bonne chose). Les Britanniques sont parfaitement divisés à ce propos (30%, contre 30%).
































⁵⁰ QA7a : D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (notre pays) de faire partie de l'Union est... ? Une bonne chose, une mauvaise chose, ou une chose ni bonne, ni mauvaise.

On observe sur cet indicateur quelques évolutions intéressantes : le soutien à l'appartenance européenne se renforce ainsi sensiblement en Grèce, passant de 45% au printemps 2009 à 61% aujourd'hui (+16 points). A la suite du référendum du 2 octobre 2009 sur le Traité de Lisbonne⁵¹, le pourcentage d'Irlandais estimant que l'appartenance de leur pays à l'UE est une bonne chose progresse également de 3 points par rapport au printemps 2009. Le soutien à l'appartenance européenne se dégrade en revanche très sensiblement à Malte, de 57% à 45% et, à un degré moindre en Espagne, de 71% à 64% et en Lituanie, de 57% à 51%.

Du côté des pays candidats, l'adhésion à l'UE est largement soutenue dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine, puisque 66% des répondants pensent que l'appartenance de leur pays à l'UE serait une bonne chose. Les opinions sont un peu plus partagées en Turquie mais le soutien à une appartenance à l'UE y est dominant (45%). En revanche, les Croates restent largement dubitatifs sur les bénéfices que pourraient tirer leur pays d'une adhésion à l'UE : seuls 24% considèrent que faire partie de l'UE serait une bonne chose pour la Croatie, alors que 37% estiment que ce serait une mauvaise chose et 35% ni une bonne chose, ni une mauvaise chose. On n'observe pas dans ces trois pays d'évolutions importantes par rapport au printemps 2009.

⁵¹ Victoire du Oui à 67,1%, après l'échec du premier référendum en juin 2008.

**QA7 D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour
(NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est /
serait ...?**





% Une bonne chose	EB71 Pr.2009	EB72 Aut.2009	Diff.Aut.2009- Pr.2009
 UE27	53%	53%	=
 LU	79%	74%	-5
 NL	72%	74%	+2
 IE	69%	72%	+3
 SK	66%	68%	+2
 DK	65%	65%	=
 BE	66%	64%	-2
 ES	71%	64%	-7
 RO	66%	64%	-2
 EE	59%	62%	+3
 EL	45%	61%	+16
 PL	60%	61%	+1
 DE	61%	60%	-1
 SE	54%	57%	+3
 BG	51%	54%	+3
 PT	50%	52%	+2
 LT	57%	51%	-6
 FI	52%	51%	-1
 SI	48%	50%	+2
 FR	50%	49%	-1
 IT	48%	49%	+1
 CY	47%	46%	-1
 MT	57%	45%	-12
 AT	41%	42%	+1
 CZ	42%	40%	-2
 HU	32%	34%	+2
 UK	28%	30%	+2
 LV	25%	23%	-2
CY (tcc)	45%	56%	+11
 MK	64%	66%	+2
 TR	48%	45%	-3
 HR	24%	24%	=

Pour CY(tcc); D'une façon générale, pensez-vous que pour la
Communauté turque chypriote, l'application complète de la
législation de l'Union européenne serait ... ?

L'analyse sociodémographique révèle les mêmes clivages que ceux décrits dans les enquêtes précédentes et qui reproduisent les divisions structurelles au sein de l'opinion publique quant à la construction et l'intégration européenne.

Le soutien à l'appartenance européenne est ainsi plus fort chez les hommes que chez les femmes (57% pour 49%) et chez les jeunes que chez les plus âgés (62% des 15-24 ans pour 49% des 55 ans et plus). Il est également nettement plus affirmé chez les personnes à haut niveau d'étude que chez les personnes ayant arrêté leurs études avant plus tôt (67% pour 40%), chez les cadres directeurs que chez les ouvriers (69% pour 50%) et chez les personnes se classant en haut de l'échelle sociale que chez celles se positionnant en bas (64% pour 42%). Il est enfin bien plus marqué chez ceux qui affirment ne pas avoir de difficultés financières (59%) que chez ceux qui avouent avoir souvent des difficultés pour payer leurs factures en fin de mois (35%).

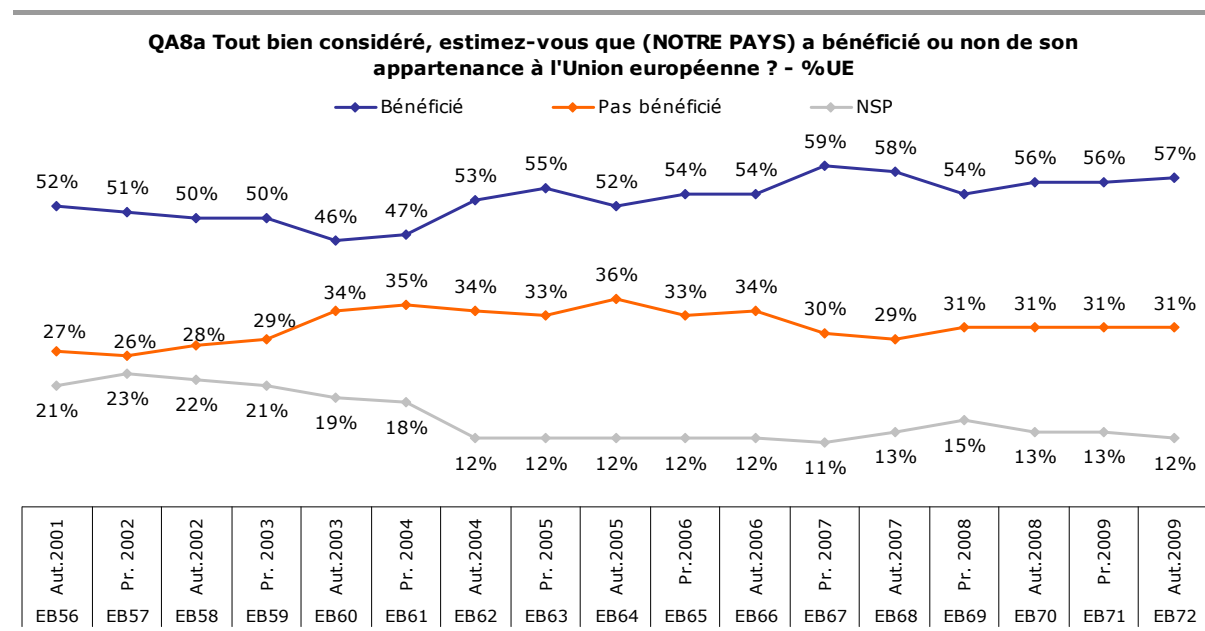
QA7a D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ...?

	Une bonne chose	Une mauvaise chose	Une chose ni bonne, ni mauvaise	NSP
UE27	53%	15%	28%	4%
Sexe				
 Homme	57%	15%	25%	3%
Femme	49%	14%	32%	5%
Age				
 15-24	62%	8%	26%	4%
25-39	55%	14%	28%	3%
40-54	52%	17%	28%	3%
55 +	49%	17%	29%	5%
Age de fin d'études				
 15-	40%	21%	33%	6%
16-19	49%	16%	31%	4%
20+	67%	10%	22%	1%
Tjs étudiant	70%	5%	22%	3%
Echelle d'occupation du répondant				
 Indépendants	60%	13%	24%	3%
Cadres directeurs	69%	10%	20%	1%
Autres employés	55%	13%	30%	2%
Ouvriers	50%	17%	30%	3%
Femmes- hommes au foyer	45%	14%	35%	6%
Chômeurs	44%	18%	32%	6%
Retraités	47%	18%	30%	5%
Etudiants	70%	5%	22%	3%
Difficultés à payer ses factures				
La plupart du temps	35%	21%	38%	6%
De temps en temps	48%	16%	32%	4%
Pratiquement jamais	59%	13%	25%	3%
Auto-positionnement sur l'escalier social				
Bas (1-4)	42%	19%	34%	5%
Moyen (5-6)	54%	14%	29%	3%
Haut (7-10)	64%	12%	22%	2%

1.3 La perception des bénéfices de l'appartenance européenne

- La stabilité prévaut également pour les bénéfices perçus de l'appartenance européenne.-

La stabilité de l'état de l'opinion, mesurée sur l'indicateur de soutien à l'appartenance européenne, prévaut également et ce, manière logique, sur les bénéfices perçus de l'adhésion. Ainsi, 57% des Européens considèrent que leur pays a bénéficié de son appartenance à l'UE, 31% étant d'un avis opposé, et 12% n'exprimant pas d'opinion⁵². On retrouve là un rapport de force similaire à celui mesuré dans toutes les enquêtes depuis l'automne 2008. Il convient donc de noter qu'alors que leurs perceptions économiques ont été très largement affectées par la crise financière et économique, les Européens ne semblent pas en tenir rigueur à l'Union, les réponses à la question sur les bénéfices perçus de l'appartenance étant au contraire restées remarquablement stables.

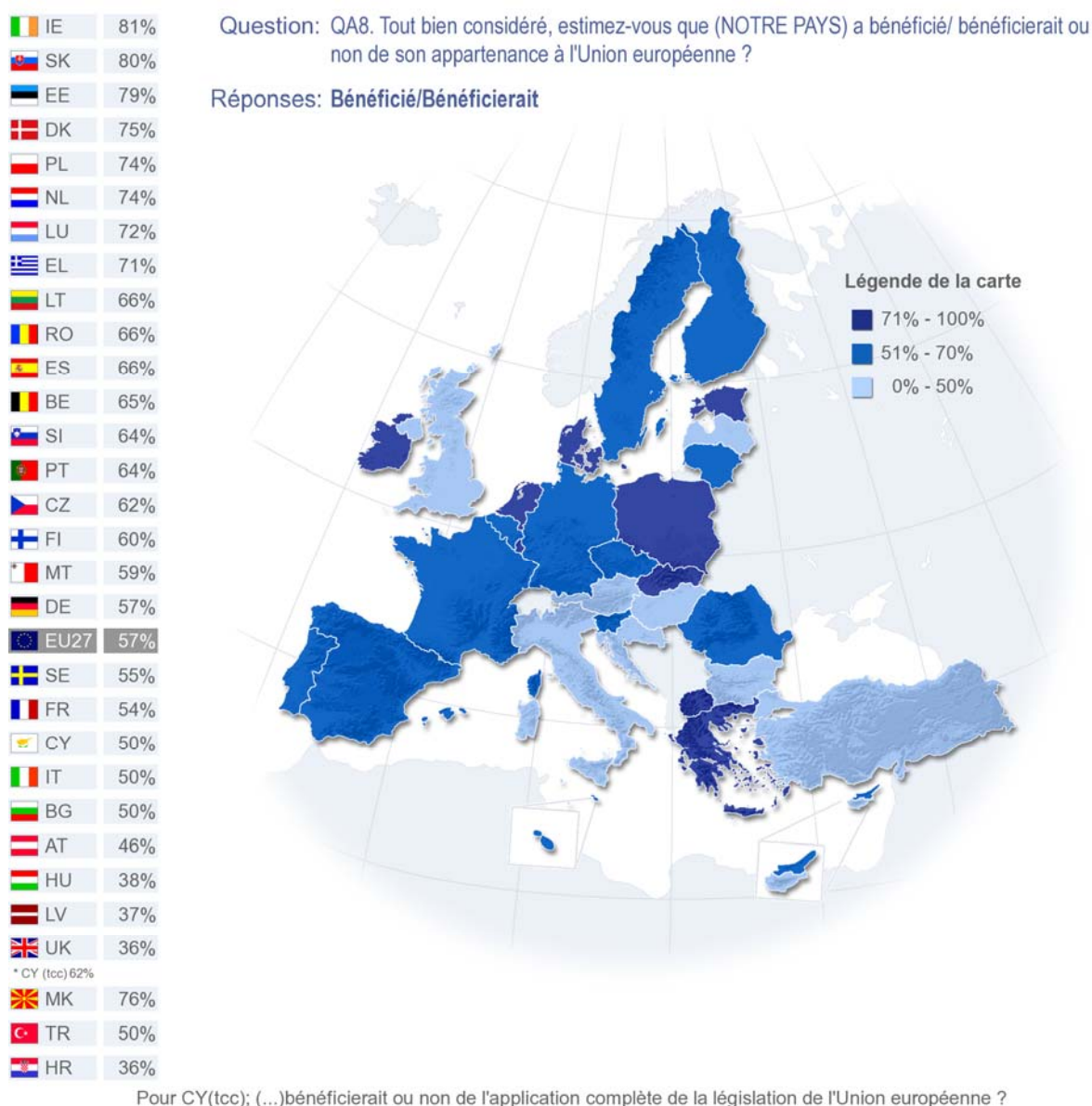


C'est en Irlande (81%, +2 points), en Slovaquie (80%, stable), en Estonie (79%, stable), au Danemark (75%, -2 points), aux Pays-Bas (74%, stable) et en Pologne (74%, +1 point) que les opinions sont les plus positives sur les bénéfices de l'appartenance européenne. A l'opposé, il y a trois pays de l'Union où une majorité de la population estime que son pays n'a pas bénéficié de son adhésion européenne : il s'agit de la Lettonie (55%) et de la Hongrie (52%) – deux pays parmi les plus affectés par la crise – et du Royaume-Uni (49%). Les opinions sont partagées en Autriche (46% de bénéfices contre 44%), et à Chypre (50% contre 44%).

⁵² QA8a : Tout bien considéré, estimez-vous que (notre pays) a bénéficié ou non de son appartenance à l'Union européenne ?

Quelques évolutions notables méritent d'être soulignées : les opinions faisant de l'adhésion européenne un gain pour son pays progressent de 8 points en Suède⁵³, de 47% à 55%, et de 7 points en Grèce, de 64% à 71%. Elles régressent au contraire de 8 points à Malte, de 67% à 59%.

En ce qui concerne les pays candidats, 76% des répondants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine jugent que leur pays bénéficierait d'une adhésion européenne. C'est le cas de 50% des Turcs (contre 34%, 16% étant sans opinion) mais de seulement 36% des Croates. L'anticipation de bénéfices à une éventuelle adhésion est en net recul en Turquie par rapport à la vague précédente, passant de 57% à 50%.



⁵³ Il faut noter que la Suède présidait le Conseil de l'Union européenne lors du deuxième semestre 2009.

Sur cette question, les déterminants sociaux sont strictement les mêmes que ceux décrits à la question précédente. Les hommes, les jeunes, les personnes ayant poursuivi leurs études plus longtemps, les cadres et les personnes bien situées dans la stratification sociale sont sensiblement plus nombreux que les femmes, les retraités, les ouvriers, les chômeurs, les personnes à bas niveau d'étude et en bas de l'échelle sociale à percevoir les bénéfices de l'adhésion européenne de leur pays.

2. LA DEMOCRATIE DANS L'UNION EUROPEENNE

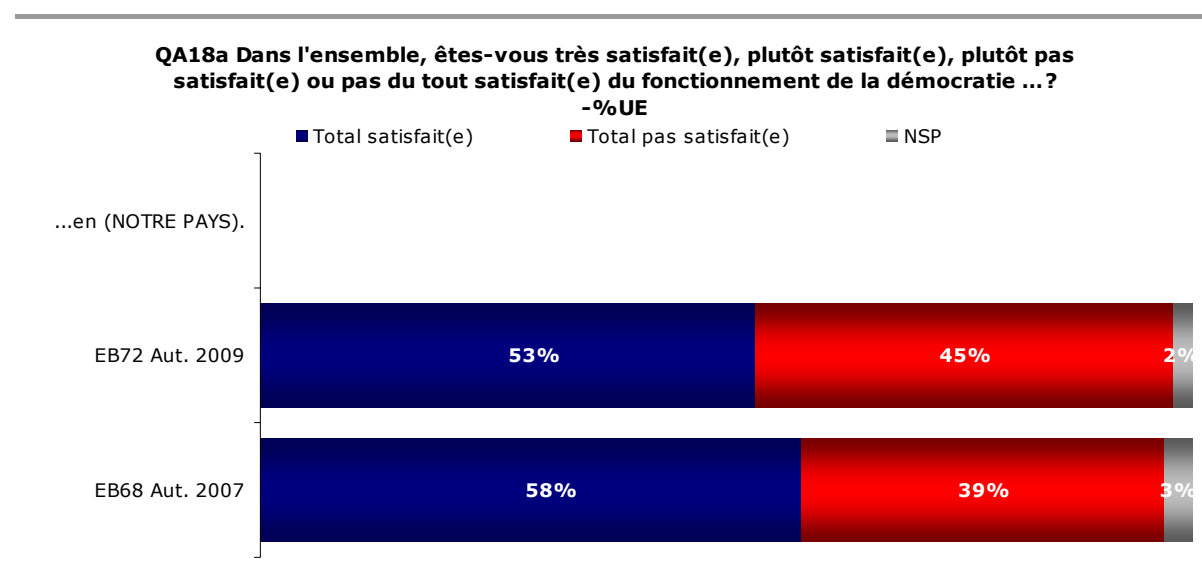
2.1 La perception du fonctionnement des démocraties nationales et de la démocratie européenne

- La montée des insatisfactions sur le fonctionnement des démocraties nationales contraste avec la hausse enregistrée en ce qui concerne l'Union européenne -

Cette vague de l'Eurobaromètre reprend des questions posées à l'automne 2007 (EB68) sur le fonctionnement des démocraties dans chacun des pays membres et sur le fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union européenne. Par rapport à l'automne 2007, on observe ainsi une progression de l'insatisfaction sur le fonctionnement des démocraties nationales (particulièrement marquée dans les pays d'Europe centrale et orientale mais aussi en Irlande, France, Grèce et Espagne) mais une stabilité à l'inverse des jugements portés sur le fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union.

La manière dont fonctionne la démocratie dans le pays

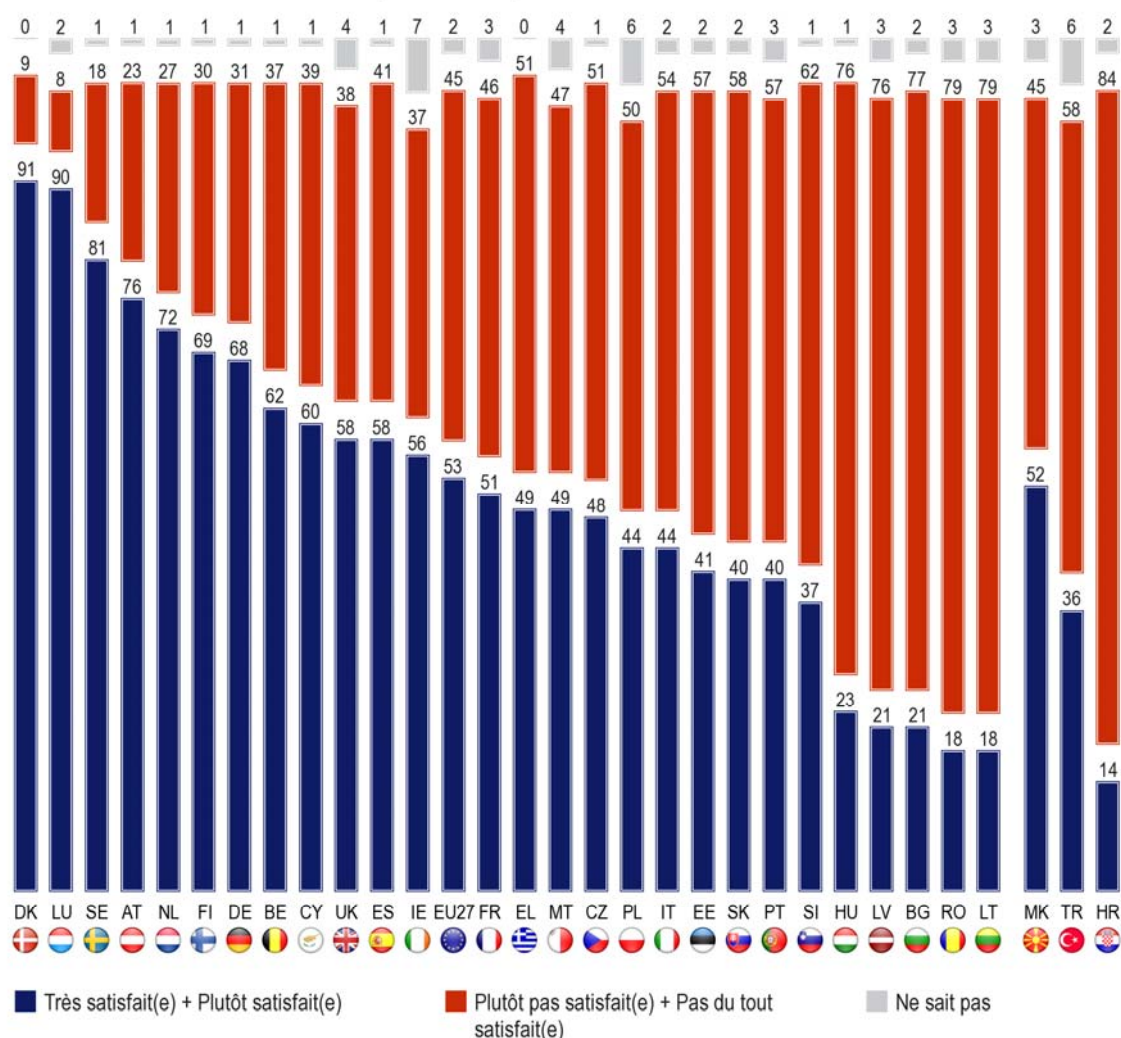
53% des Européens se déclarent aujourd'hui satisfaits de la manière dont fonctionne la démocratie dans leur pays, alors que 45% expriment leur mécontentement, seuls 2% étant sans opinion⁵⁴. La satisfaction sur le fonctionnement national de la démocratie est en recul de 5 points par rapport à la vague de l'eurobaromètre de l'automne 2007. Dans le même temps, l'insatisfaction croît, elle, de 6 points. On passe ainsi en deux ans d'un rapport de 58/39 (+19 points de différence) à un rapport beaucoup plus serré de 53/45 (+8 points de différence).



⁵⁴ QA18a Dans l'ensemble, êtes vous très satisfait, plutôt satisfait, plutôt pas satisfait ou pas satisfait du tout du fonctionnement de la démocratie en (notre pays) ?

Les disparités nationales sont très fortes sur ce sujet, avec treize Etats membres où l'insatisfaction l'emporte majoritairement dans l'opinion, avec des taux d'insatisfaction particulièrement élevés en Lituanie (79%), en Roumanie (79%), en Bulgarie (77%), en Lettonie (76%) et en Hongrie (76%). A l'opposé, la satisfaction sur le fonctionnement de la démocratie nationale est la plus nette dans les pays nordiques - Danemark (91%), Suède (81%) et Finlande (69%) -, au Luxembourg (90%), en Autriche (76%), aux Pays-Bas (72%) et en Allemagne (68%).

QA18. Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie en (NOTRE PAYS) ?



On note de fortes évolutions par rapport à l'enquête précédente de l'automne 2007, avec une tendance majeure au renforcement de l'insatisfaction sur le fonctionnement de la démocratie nationale dans les pays où elle était déjà la plus vive. Ainsi, l'insatisfaction se renforce dans les Etats baltes et les pays de l'Est de l'Union : elle progresse de 23 points en Lettonie, de 18 points en Roumanie, de 14 points en Estonie, de 12 points en Slovaquie, de 10 points en Bulgarie.

La hausse des jugements négatifs sur le fonctionnement de la démocratie au niveau national ne concerne toutefois pas que ces pays. En effet, elle touche aussi fortement l'Espagne (+21 points), l'Irlande (+15 points), la France et la Grèce (+14 points dans les deux cas).

En ce qui concerne les pays candidats, l'insatisfaction est forte et progresse en Croatie (84%, +19 points) et en Turquie (58%, +20 points). Avec 52% de satisfaits contre 45%, le rapport reste en revanche stable dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine.

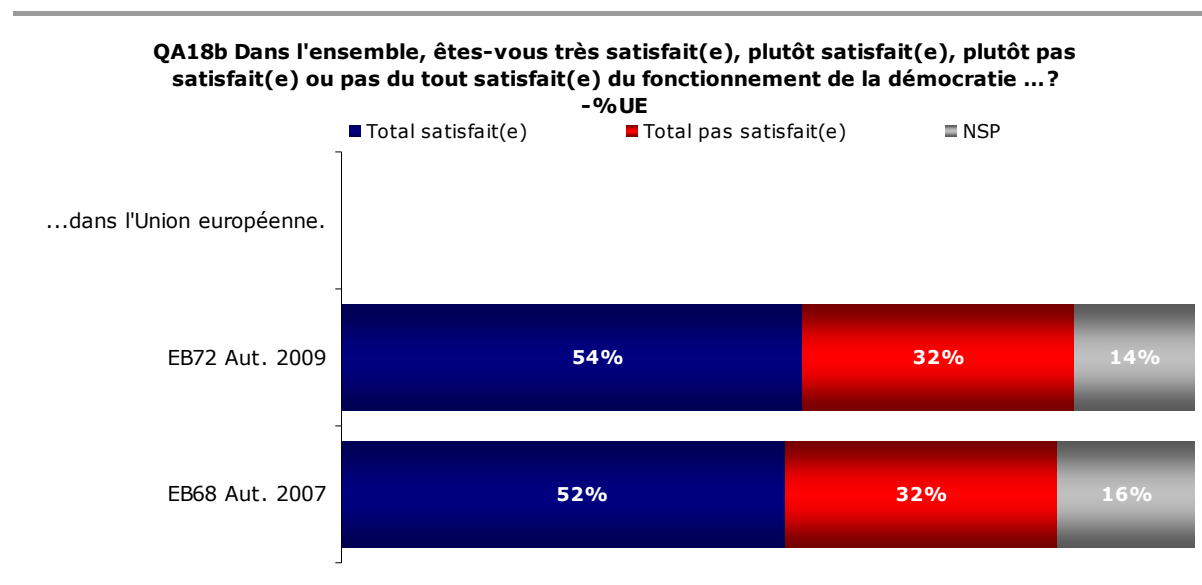
Les clivages sociaux sont extrêmement prégnants sur la question, avec une critique du fonctionnement de la démocratie particulièrement vive chez les catégories les plus modestes et les plus vulnérables. 40% des chômeurs sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie nationale pour 62% des cadres directeurs. Le fonctionnement démocratique satisfait 60% des personnes sans difficulté financière, mais seulement 32% de celles qui en ont. Ainsi, la satisfaction se monte encore à 64% chez les personnes qui se positionnent en haut de l'échelle sociale pour seulement 39% chez celles qui se situent en bas. Avec des écarts massifs de près de 30 points entre catégories sociales, cet Eurobaromètre met en lumière le désintérêt croissant des catégories populaires modestes et fragilisées à l'égard des systèmes démocratiques en Europe.

QA18a Dans l'ensemble, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) du fonctionnement de la démocratie en (NOTRE PAYS) ?

	Total satisfait(e)	Total pas satisfait(e)	NSP
UE27	53%	45%	2%
Echelle d'occupation du répondant			
Indépendants	56%	42%	2%
Cadres directeurs	62%	37%	1%
Autres employés	58%	41%	1%
Ouvriers	53%	45%	2%
Femmes- hommes au foyer	51%	46%	3%
Chômeurs	40%	57%	3%
Retraités	50%	47%	3%
Etudiants	60%	37%	3%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	32%	66%	2%
De temps en temps	46%	52%	2%
Pratiquement jamais	60%	38%	2%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	39%	58%	3%
Moyen (5-6)	56%	42%	2%
Haut (7-10)	64%	35%	1%

La manière dont fonctionne la démocratie dans l'Union européenne

Il est intéressant de constater que l'Union européenne reste à l'écart de cette progression des "insatisfactions démocratiques". 54% des Européens se disent ainsi satisfaits du fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union européenne, 32% étant à l'inverse insatisfaits et 14% n'exprimant pas d'opinion⁵⁵. En partie en raison d'un plus fort taux de sans opinion, le rapport opinions positives contre opinions négatives est beaucoup moins tendu que pour le fonctionnement des démocraties nationales. Surtout, il ne connaît pas l'évolution mesurée sur le fonctionnement des démocraties nationales. Au contraire, la satisfaction progresse ainsi de deux points par rapport à l'automne 2007 alors que l'insatisfaction reste stable.



A l'exception de la Finlande (46% contre 49%), la satisfaction sur le fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union est majoritaire dans tous les pays.

C'est la première fois qu'on se retrouve dans cette situation depuis l'enquête réalisée en décembre 2004 (EB62.2), soit quelques mois après les élections européennes⁵⁶. La majorité des répondants de tous les pays de l'Union européenne (à l'époque composée de 25 Etats membres), ainsi que ceux de Roumanie et de Bulgarie, s'estimaient alors satisfaits du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne.

Dans l'enquête réalisée en automne 2009, la satisfaction est la plus élevée au Luxembourg (75%), au Danemark (67%), à Chypre (62%), en Slovaquie (61%), en Belgique (61%), en Pologne (60%) et en Irlande (60%). Le rapport entre satisfaits et insatisfaits est plus partagé en France (47% contre 38%) et au Royaume-Uni (40% contre 36%).

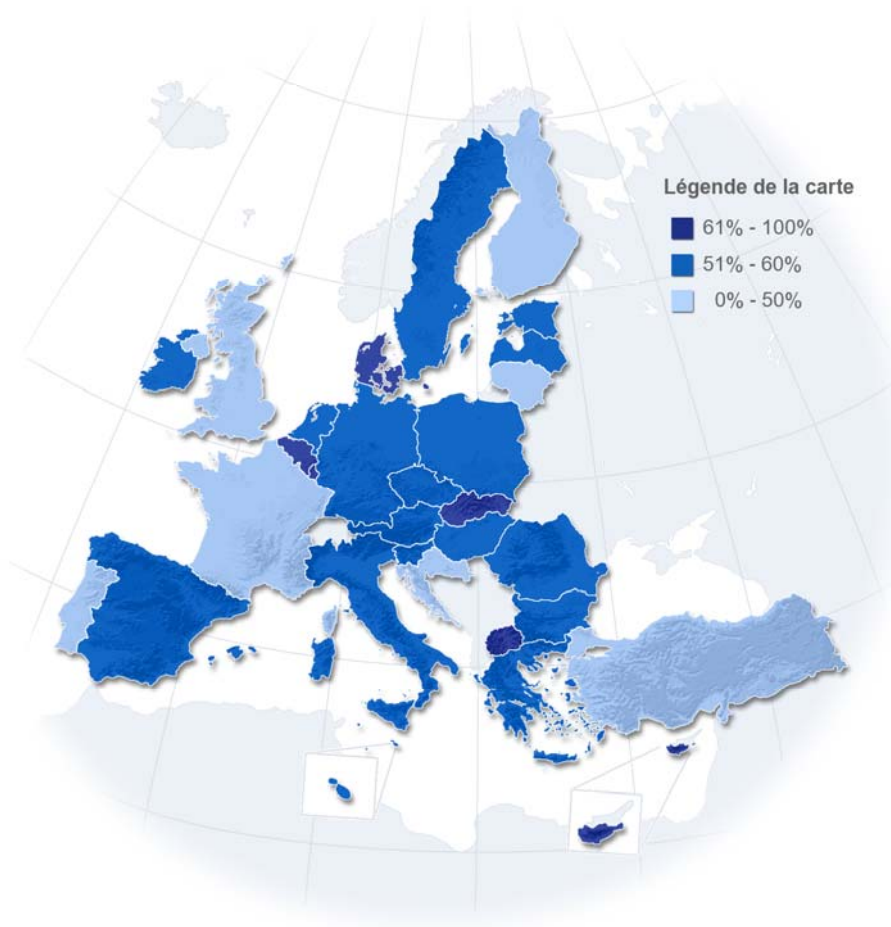
⁵⁵ QA18b Et du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?

⁵⁶ Les Elections européennes de 2004 ont eu lieu du 10 au 13 juin 2004.

 LU	75%
 DK	67%
 CY	62%
 BE	61%
 SK	61%
 IE	60%
 PL	60%
 ES	59%
 CZ	59%
 RO	58%
 IT	57%
 DE	57%
 EL	56%
 EE	55%
 MT	55%
 BG	54%
 EU27	54%
 NL	53%
 HU	52%
 SE	51%
 LV	51%
 AT	51%
 SI	51%
 LT	48%
 PT	48%
 FR	47%
 FI	46%
 UK	40%
 MK	67%
 HR	42%
 TR	41%

Question: QA18b. Et du fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne ?

Réponses: Très satisfait(e) + Plutôt satisfait(e)



Par rapport à l'automne 2007, la satisfaction progresse très nettement au Luxembourg (+20 points), en Bulgarie (+13 points), en Slovaquie (+13 points), à Chypre (+13 points) et aux Pays-Bas (+9 points). Elle recule en revanche en Slovénie (-9 points), en Espagne (-7 points) et en Pologne (-7 points). Ces évolutions ne sont donc en rien comparables à celles constatées sur les démocraties nationales, signe que la critique des opinions à l'égard du fonctionnement démocratique est bien, avant tout, adressée à l'Etat et au gouvernement national.

Comme pour les démocraties nationales, la satisfaction à l'égard de la démocratie européenne croît au fur et à mesure que l'on progresse dans la stratification sociale. Elle est ainsi de 42% chez ceux qui se classent dans le bas, de 56% chez ceux qui se classent au milieu et de 62% chez ceux qui se classent dans le haut de l'échelle sociale. Le niveau de vie crée aussi des différences importantes : la satisfaction à l'égard du fonctionnement de la démocratie dans l'Union est de 38% chez ceux qui connaissent des difficultés financières, et de 58% chez ceux qui n'en ont pas.

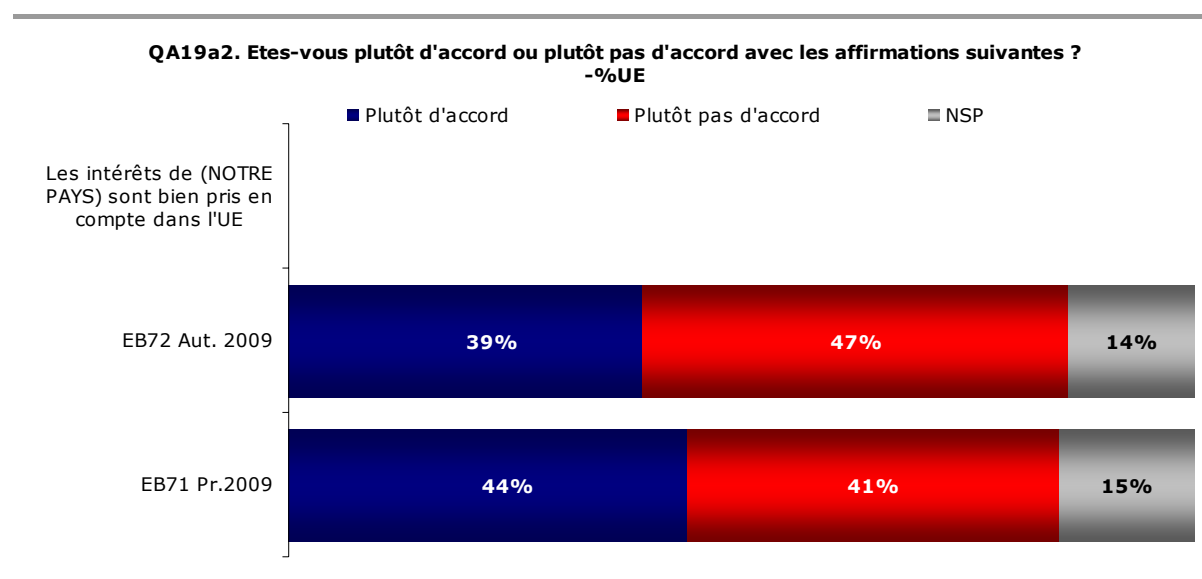
Elle est de 45% chez les chômeurs et de 59% chez les cadres directeurs. Elle obéit également à un important effet d'âge : 62% des 15-24 ans sont satisfaits du fonctionnement de la démocratie au sein de l'Union, pour 49% des répondants âgés de 55 ans et plus.

Au final donc, sur la même période - entre l'automne 2007 et l'automne 2009 -, on constate une nette tendance à la dégradation des jugements en Europe sur la manière dont fonctionne les démocraties nationales alors que se renforcent légèrement les opinions positives sur la manière dont fonctionne la démocratie au sein de l'Union.

2.2 Les intérêts nationaux sont-ils bien pris en compte par l'UE ?

- Le sentiment d'une mauvaise prise en compte des intérêts de son pays par l'Union est en hausse dans l'opinion -

L'idée selon laquelle l'UE ne prend pas bien en compte les intérêts nationaux gagne du terrain au sein de l'opinion européenne⁵⁷. 47% des Européens font aujourd'hui ce diagnostic, une proportion en progression de 6 points par rapport à la vague du printemps 2009. 39% considèrent à l'inverse que l'Union prend bien en compte les intérêts nationaux, en recul de 5 points. 14% (-1 point) sont sans opinion. Ainsi, et par rapport à l'enquête précédente, le rapport s'inverse, l'idée d'une mauvaise prise en charge des intérêts nationaux par l'UE devenant majoritaire alors qu'elle ne l'était pas au printemps dernier.



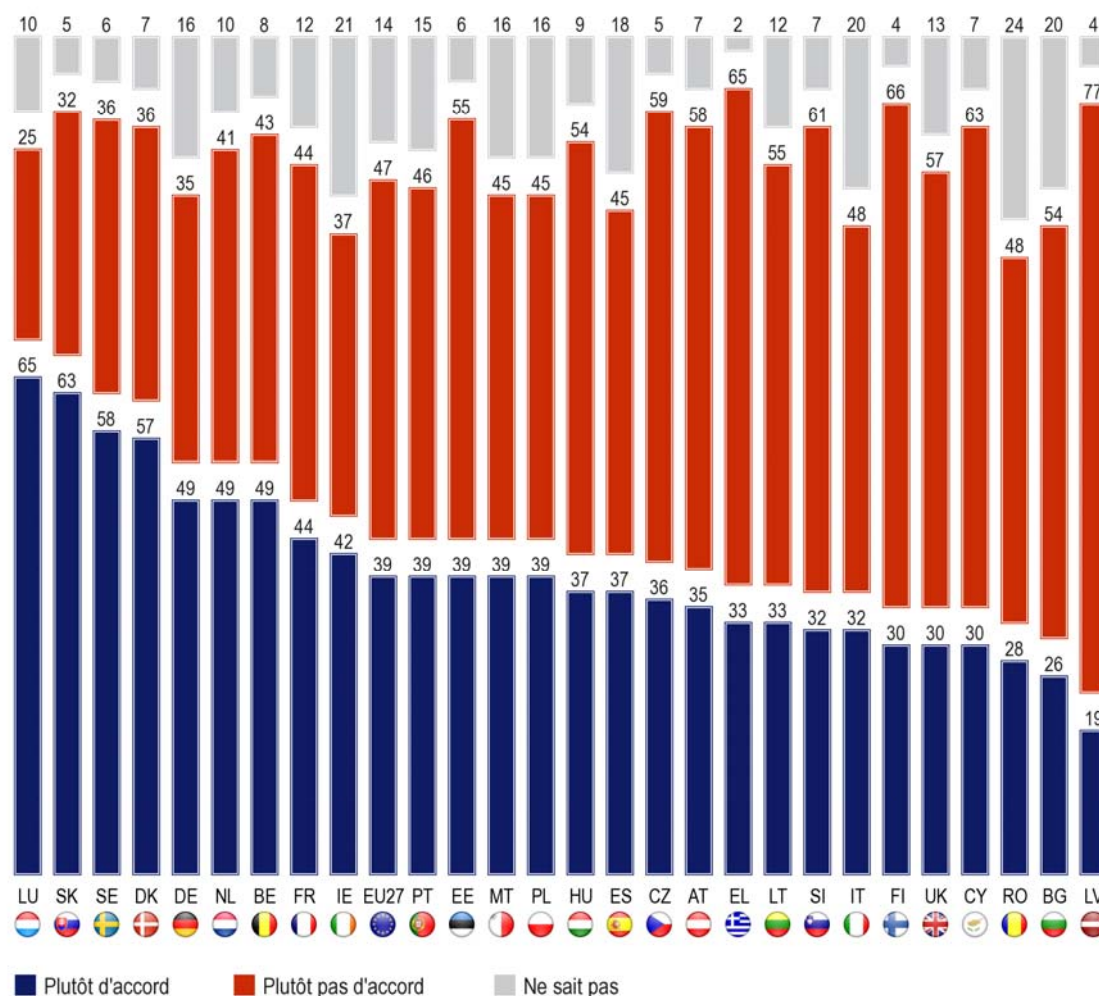
C'est en Lettonie (77%), en Finlande (66%), en Grèce (65%), à Chypre (63%), en Slovénie (61%) et en République tchèque (59%) que les opinions nationales ont le plus le sentiment que l'UE ne prend pas bien en compte les intérêts de leur pays.

A l'opposé, les opinions publiques au Luxembourg (65%), en Slovaquie (63%), en Suède (58%), au Danemark (57%), aux Pays-Bas (49%), en Belgique (49%) et en Allemagne (49%) ont plutôt le sentiment d'une bonne prise en compte des intérêts de leur pays par l'Union.

⁵⁷ Q19a2 : Etes vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec l'affirmation suivante : les intérêts de (notre pays) sont bien pris en compte dans l'Union européenne ?

QA19a.2. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

Les intérêts de (NOTRE PAYS) sont bien pris en compte dans l'UE



Par rapport au printemps 2009, le sentiment que l'Union prend bien en compte les intérêts du pays chute de 16 points en Espagne (de 53% à 37%) et de 10 points en Italie (42% à 32%) et à Malte (49% à 39%).

Bien que le facteur « pays » soit l'élément déterminant pour cette question, certaines différences émergent selon les caractéristiques sociodémographiques et attitudinales des répondants. On remarque notamment que l'opinion selon laquelle les intérêts nationaux sont bien pris en compte au sein de l'Union augmente proportionnellement avec le niveau d'études et le positionnement sur l'échelle sociale des répondants.

Ainsi, 48% de ceux qui ont terminé leurs études à l'âge de 20 ans ou au-delà ont le sentiment d'une bonne prise en compte des intérêts de leur pays dans l'Union européenne, pour 38% de ceux âgés entre 16-19 ans et 29% de ceux ayant arrêté leurs études à l'âge de 15 ans ou avant.

Cette tendance est perceptible également selon la stratification sociale : 50% des personnes interrogées se positionnant dans le haut de l'échelle sociale estiment que les intérêts de leur pays sont bien pris en compte dans l'Union, pour 30% de ceux qui se situent dans le bas.

Les écarts se creusent d'autant plus en fonction de l'attitude générale vis-à-vis de l'Union européenne : 45 points séparent ainsi les répondants ayant une image positive de l'UE (57% jugent que les intérêts de leur pays sont bien pris en compte dans l'Union) de ceux ayant une image négative (12%). De même, 57% des personnes ayant plutôt confiance dans l'Union considèrent que leurs intérêts nationaux sont pris en compte dans les Vingt-sept pour 23% de ceux qui n'ont plutôt pas confiance, soit une différence de 34 points.

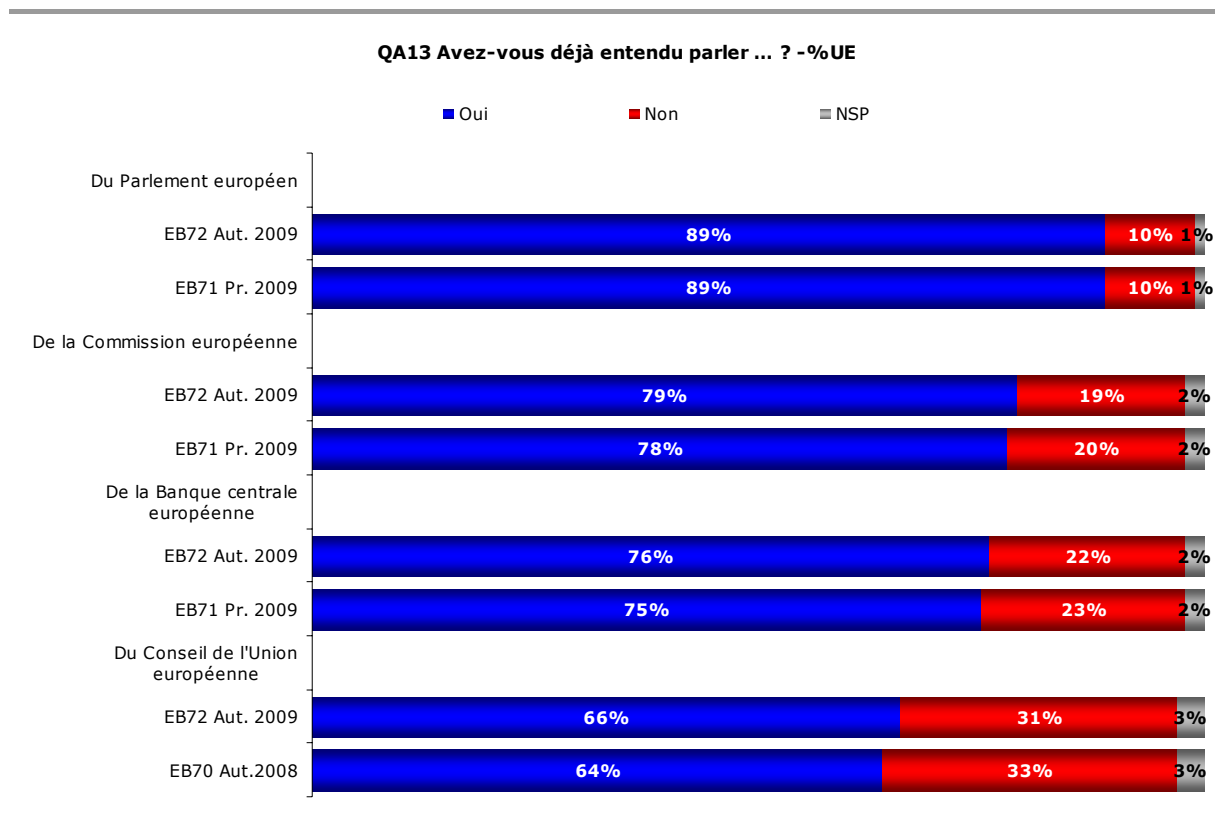
3. LES INSTITUTIONS EUROPEENNES

Elections européennes, adoption du Traité de Lisbonne par les Irlandais, intervention de la Banque Centrale européenne pour faire face à la crise et, plus récemment, annonce du renouvellement de la Commission et nomination de Herman Van Rompuy comme président "stable" du Conseil européen : l'actualité politique et institutionnelle a été importante pour l'Union européenne en 2009. Les élections européennes de 2009 resteront ainsi comme les plus grandes élections transnationales jamais organisées mais marquées par la baisse continue de la participation électorale, même si la tendance ne vaut pas pour les Etats membres ayant adhéré le plus récemment. Il est donc intéressant de mesurer les effets de ce contexte sur la notoriété et la confiance accordée aux institutions européennes. De ce point de vue, l'enseignement principal de cette vague est la légère remontée de la confiance de l'opinion à l'égard du Parlement et de la Commission, enrayant la tendance à la baisse constatée depuis l'automne 2007.

3.1 La notoriété des institutions européennes

- Le Parlement européen demeure l'institution la plus connue des Européens -

La notoriété des institutions européennes reste forte puisque chacune d'entre elles est connue d'au moins deux tiers des Européens⁵⁸.



⁵⁸ QA13 1+2+3+4 : Avez-vous déjà entendu parler... ? Du Parlement européen ? De la Commission européenne ? De la Banque centrale européenne ? Du Conseil de l'Union européenne ?

Le Parlement européen
































Avec 89% de notoriété, le Parlement européen reste l'institution la plus connue parmi l'opinion publique. Ce pourcentage est inchangé par rapport à la vague du printemps 2009. La Commission européenne est connue de 79% des Européens (+1 point par rapport au printemps) et la Banque centrale européenne de 76% (+1 point). Enfin, la notoriété du Conseil de l'UE est un peu en dessous de celle des autres institutions puisqu'elle s'établit à 66%, en hausse de deux points par rapport à la vague 70.1 de l'Eurobaromètre.

La notoriété du Parlement européen est égale ou dépasse les 90% dans vingt pays de l'Union. Elle culmine dans les pays scandinaves (97% en Suède, en Finlande et au Danemark), en Irlande (97%), en Slovénie (96%), en Bulgarie (94%), à Malte (94%) et en Belgique (94%). C'est en Italie (83%) et au Royaume-Uni (82%) que la notoriété du Parlement européen est la plus réduite.

La notoriété du Parlement européen est également plus faible que la moyenne européenne dans la communauté turque chypriote (78%).

Dans les pays candidats, la notoriété du Parlement européen est forte en Croatie (87%) et dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (76%) et plus faible en Turquie (62%), sans évolution notable par rapport au printemps dernier.

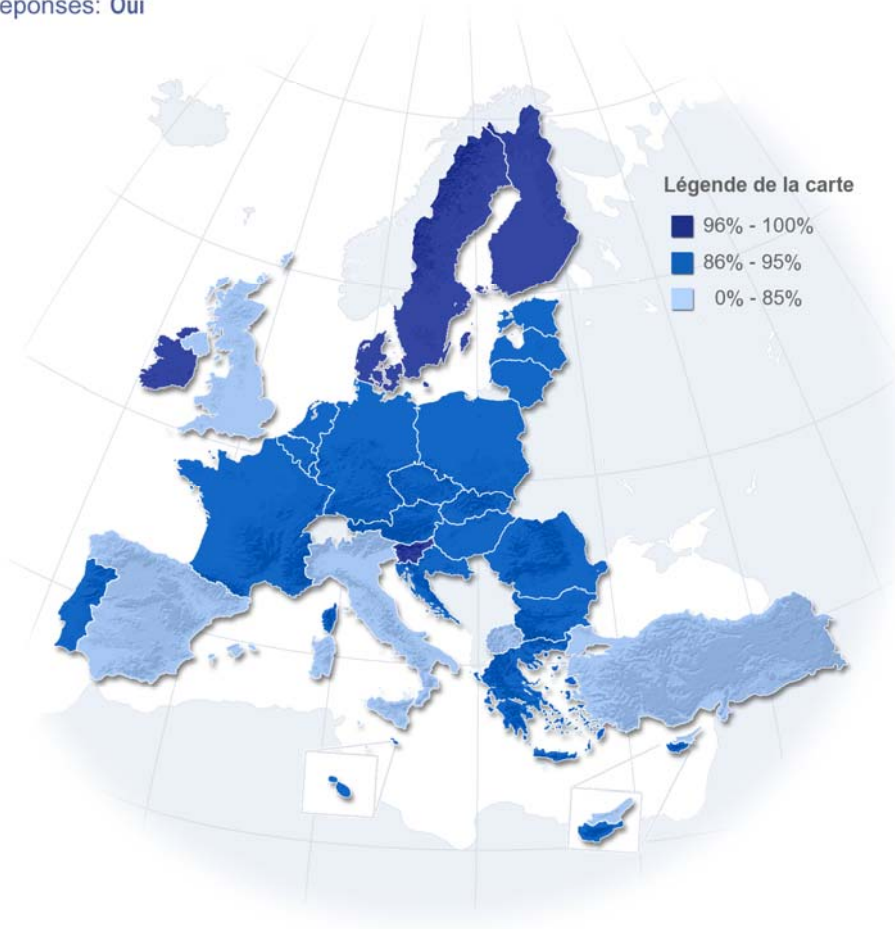
De manière générale, la notoriété du Parlement européen étant très forte et installée, on n'observe pas d'évolutions marquantes sur ces six derniers mois.

 SE	97%
 IE	97%
 DK	97%
 FI	97%
 SI	96%
 BG	94%
 MT	94%
 BE	94%
 CZ	93%
 SK	93%
 LU	93%
 NL	93%
 RO	92%
 AT	92%
 HU	92%
 EL	91%
 PT	91%
 DE	90%
 EE	90%
 CY	90%
 LT	89%
 PL	89%
 FR	89%
 EU27	89%
 LV	88%
 ES	85%
 IT	83%
 UK	82%
* CY (tcc) 78%	
 HR	87%
 MK	76%
 TR	62%

Question: QA13.1. Avez-vous déjà entendu parler ... ?

Possibilité: Du Parlement européen

Réponses: Oui



La Commission européenne

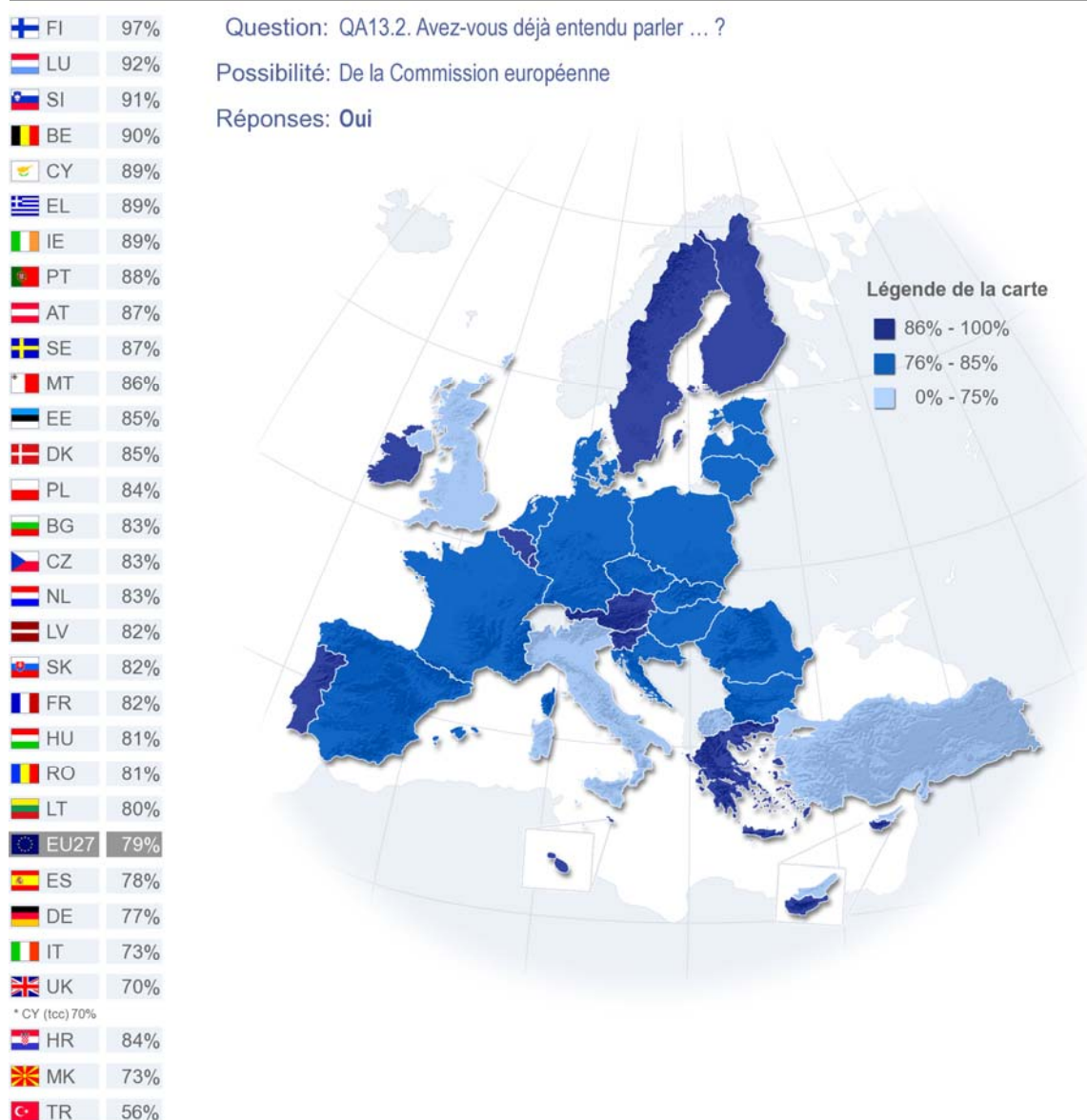
La notoriété de la Commission européenne dépasse les 80% dans 22 pays de l'Union. Elle est la plus forte en Finlande (97%), au Luxembourg (92%), en Slovénie (91%), en Belgique (90%), à Chypre (89%), en Grèce (89%) et en Irlande (89%).

Elle est inférieure à la moyenne européenne et enregistre ses niveaux les moins élevés dans quatre pays : en Espagne (78%), en Allemagne (77%), en Italie (73%) et au Royaume-Uni (70%).

La notoriété de la Commission européenne est forte en Croatie (84%), proche de la moyenne européenne au sein de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (73%), mais reste à consolider en Turquie (56%).

Trois évolutions par rapport à la vague du printemps 2009 (EB71) méritent d'être soulignées : la notoriété de la Commission européenne gagne 8 points en République tchèque (de 75% à 83%), 5 points à Chypre (de 84% à 89%) et 4 points en Grèce (de 85% à 89%).

Au sein des pays candidats, cette notoriété progresse de 3 points en Croatie, de 2 points dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et recule de 1 point en Turquie.



La notoriété de la **Banque Centrale européenne** connaît son plus bas niveau au Royaume-Uni (55%) et son pic en Irlande (92%).




Elle s'établit à 57% en Turquie (-1 point par rapport au printemps 2009).

Enfin, la notoriété du **Conseil de l'Union européenne** est soumise à de plus fortes disparités nationales. Ainsi une majorité de Britanniques (53%) dit ne jamais en avoir entendu parler. La notoriété de cette institution est également inférieure à la moyenne européenne au Danemark (56%) et en Suède (55%). Elle est la plus forte à Chypre (88%), en Slovaquie (88%), en Finlande (83%) et en Grèce (82%).

D'une manière générale, les institutions européennes sont connues par une majorité d'individus dans toutes les couches sociales de la population européenne. Toutefois elles sont sensiblement plus connues des couches aisées, âgées et insérées de la population (qui sont aussi les plus intéressées à l'actualité politique et européenne) que des couches les plus modestes et des jeunes générations.

La notoriété de la Banque Centrale européenne fournit une bonne illustration de ces différences. La Banque centrale est ainsi connue de 67% des 15-24 ans mais de 81% des 40-54 ans. Sa notoriété s'établit à 88% chez les personnes les plus diplômées pour 67% chez moins diplômées. Elle est de 91% chez les cadres directeurs, mais de 65% chez les chômeurs. Elle se monte à 84% chez les personnes qui se classent en haut de l'échelle sociale pour 68% chez celles qui se classent en bas.

QA13 Avez-vous déjà entendu parler ... ? -UE27

	%Oui	Du Parlement européen	De la Commission européenne	De la Banque centrale européenne	Du Conseil de l'Union européenne
UE27		89%	79%	76%	66%
Age					
 15-24		83%	72%	67%	63%
25-39		90%	82%	77%	69%
40-54		91%	83%	81%	68%
55 +		88%	78%	74%	63%
Age de fin d'études					
 15-		82%	67%	67%	54%
16-19		88%	80%	75%	65%
20+		96%	92%	88%	78%
Tjs étudiant		88%	77%	73%	69%
Echelle d'occupation du répondant					
 Indépendants		91%	86%	83%	75%
Cadres directeurs		97%	94%	91%	78%
Autres employés		90%	85%	82%	72%
Ouvriers		88%	79%	75%	63%
Femmes- hommes au foyer		82%	69%	66%	56%
Chômeurs		83%	72%	65%	59%
Retraités		88%	76%	73%	62%
Etudiants		88%	77%	73%	69%
Auto-positionnement sur l'escalier social					
Bas (1-4)		85%	74%	68%	58%
Moyen (5-6)		89%	79%	76%	66%
Haut (7-10)		93%	87%	84%	75%

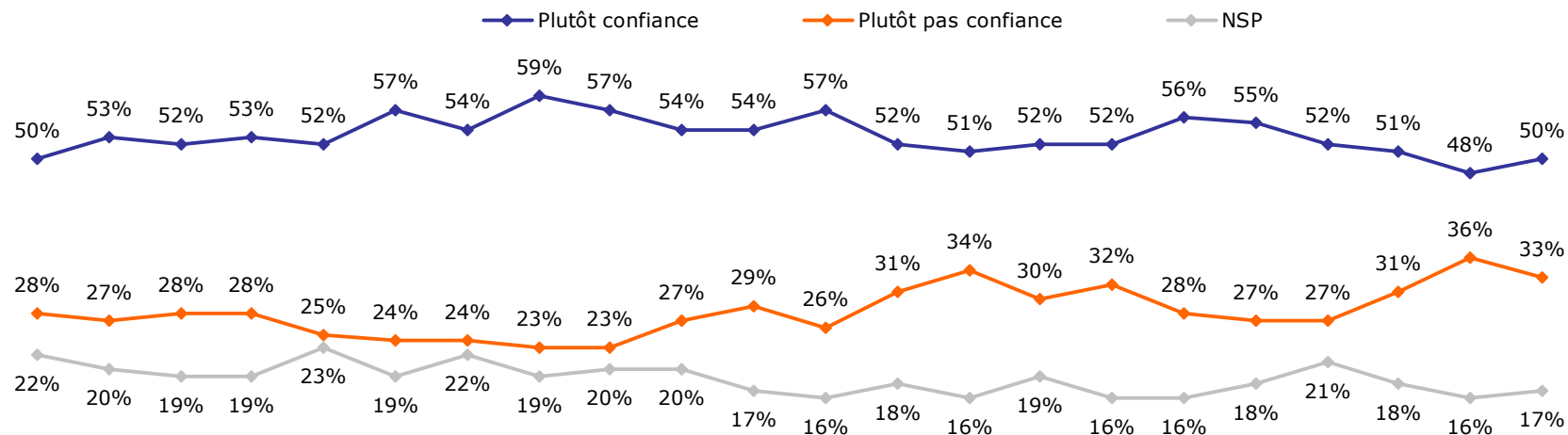
3.2 La confiance dans les institutions européennes

- Le Parlement européen reste l'institution européenne qui suscite le plus de confiance -

On observe un léger regain de confiance de l'opinion publique européenne à l'égard du Parlement européen et de la Commission européenne, enrayant la tendance baissière constatée en 2007-2008. La Banque centrale européenne et le Conseil de l'Union européenne ne sont en revanche pas concernés par ce mouvement, avec une confiance stable par rapport aux dernières mesures. D'une manière générale, on constate des progressions importantes de la confiance à l'égard des institutions européennes en République tchèque, en Bulgarie, en Slovaquie, au Portugal, au Luxembourg et en Grèce. Il y a en revanche une très nette détérioration à Malte. Enfin, le Royaume-Uni, la France et la Lettonie sont de loin les trois pays où la défiance à l'égard des institutions européennes est la plus forte. Ces différences seront étudiées plus en détail pour chacune des institutions ci-après.

QA14.1 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

- Le Parlement européen - % UE



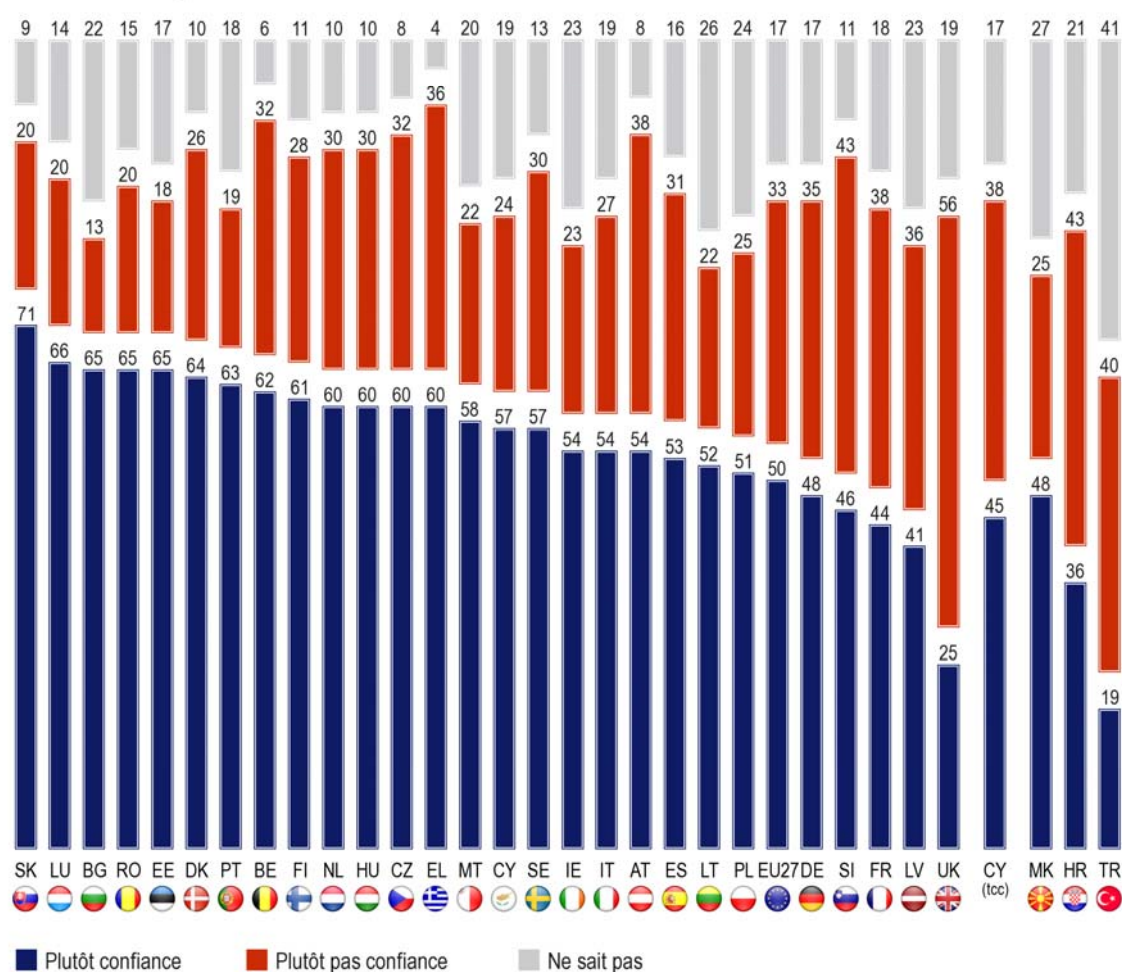
Pr. 1999	Aut. 1999	Pr. 2000	Aut. 2000	Pr. 2001	Aut. 2001	Pr. 2002	Aut. 2002	Pr. 2003	Aut. 2003	Pr. 2004	Aut. 2004	Pr. 2005	Aut. 2005	Pr. 2006	Aut. 2006	Pr. 2007	Aut. 2007	Pr. 2008	Aut. 2008	Pr. 2009	Aut. 2009
EB51	EB52	EB53	EB54	EB55	EB56	EB57	EB58	EB59	EB60	EB61	EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB69	EB70	EB71	EB72

Le Parlement européen

50% des Européens déclarent faire plutôt confiance au Parlement européen, 33% se montrant à l'inverse défiants et 17% n'exprimant pas d'opinion⁵⁹. La confiance progresse de 2 points par rapport à l'enquête du printemps dernier qui constituait le point historiquement le plus bas de confiance des Européens dans leur Parlement. La défiance, quant à elle, régresse de 3 points par rapport au printemps 2009. La dynamique de baisse de la confiance à l'égard du Parlement mesurée entre l'automne 2007 et le printemps 2009 semble donc enrayée aujourd'hui.

QA14.1. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Le Parlement européen



A l'exception du Royaume-Uni, qui se singularise très nettement, (25% de confiance contre 56%), la confiance l'emporte sur la défiance dans tous les pays de l'Union.



⁵⁹ QA14.1 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance en elle ou plutôt pas confiance. Le Parlement européen.

Elle est la plus forte en Slovaquie (71%) – qui a paradoxalement obtenu le plus faible taux de participation aux élections du Parlement européen en juin 2009, avec 19.6% -, au Luxembourg (66%), en Bulgarie, en Roumanie, en Estonie (65% dans les trois cas), au Danemark (64%) et au Portugal (63%). Dans tous ces pays, la confiance se renforce par rapport à l'enquête précédente. Les opinions sont beaucoup plus partagées en France (44% contre 38%), en Lettonie (41% contre 36%) et en Slovénie (46% contre 43%).

On constate une progression importante de la confiance à l'égard du Parlement en République tchèque (60%, +11 points) et au contraire, une régression à Malte (58%, -6 points).

La défiance à l'égard du Parlement européen est la plus forte chez les personnes dans une situation sociale fragile (40% chez ceux qui n'ont pas poursuivi de longues études, 41% chez les chômeurs, 42% chez les personnes éprouvant des difficultés financières) et, logiquement, chez les personnes opposées à l'Union européenne (67% chez ceux qui ne font pas confiance à l'UE, 56% chez ceux qui sont opposés à l'euro).

QA14.1 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
Le Parlement européen

	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	NSP
UE27	50%	33%	17%
Age de fin d'études			
 15-	39%	40%	21%
16-19	48%	35%	17%
20+	59%	29%	12%
Tjs étudiant	65%	21%	14%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	56%	28%	16%
Cadres directeurs	58%	31%	11%
Autres employés	55%	34%	11%
Ouvriers	47%	36%	17%
Femmes- hommes au foyer	44%	34%	22%
Chômeurs	40%	41%	19%
Retraités	46%	35%	19%
Etudiants	65%	21%	14%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	36%	42%	22%
De temps en temps	47%	35%	18%
Pratiquement jamais	53%	32%	15%
Confiance UE			
Plutôt confiance	80%	10%	10%
Plutôt pas confiance	20%	67%	13%
Euro			
Pour	66%	22%	12%
Contre	26%	56%	18%

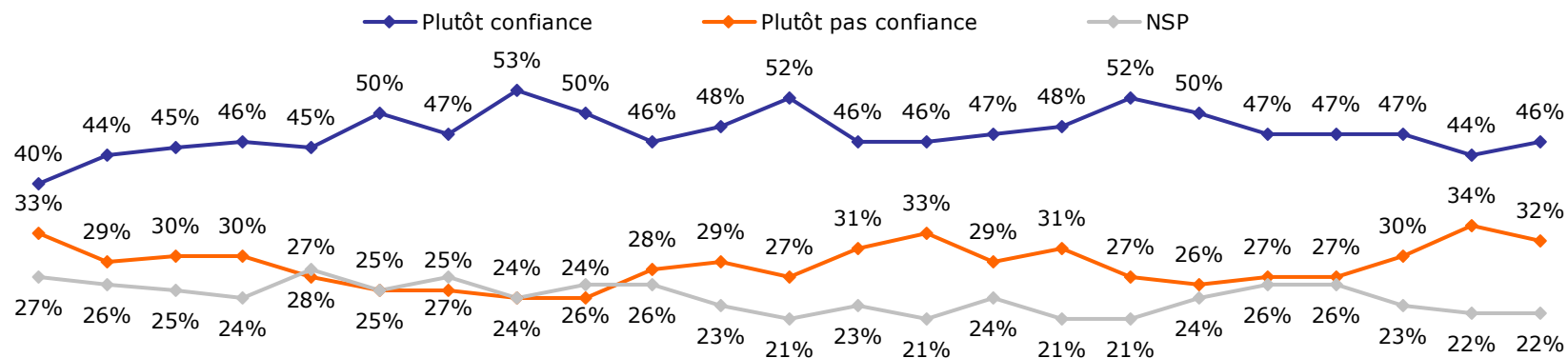
La Commission européenne

46% des Européens déclarent faire plutôt confiance à la Commission européenne, alors que 32% disent ne plutôt pas lui faire confiance et que 22% sont sans opinion⁶⁰. La confiance progresse de 2 points par rapport au printemps 2009. La défiance, elle, recule de 2 points par rapport à cette date. Comme pour le Parlement Européen, la tendance 2007-2008 d'une chute de la confiance paraît donc révolue.

⁶⁰ QA14.2 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance en elle ou plutôt pas confiance. La Commission européenne

QA14.2 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

- La Commission européenne - % UE



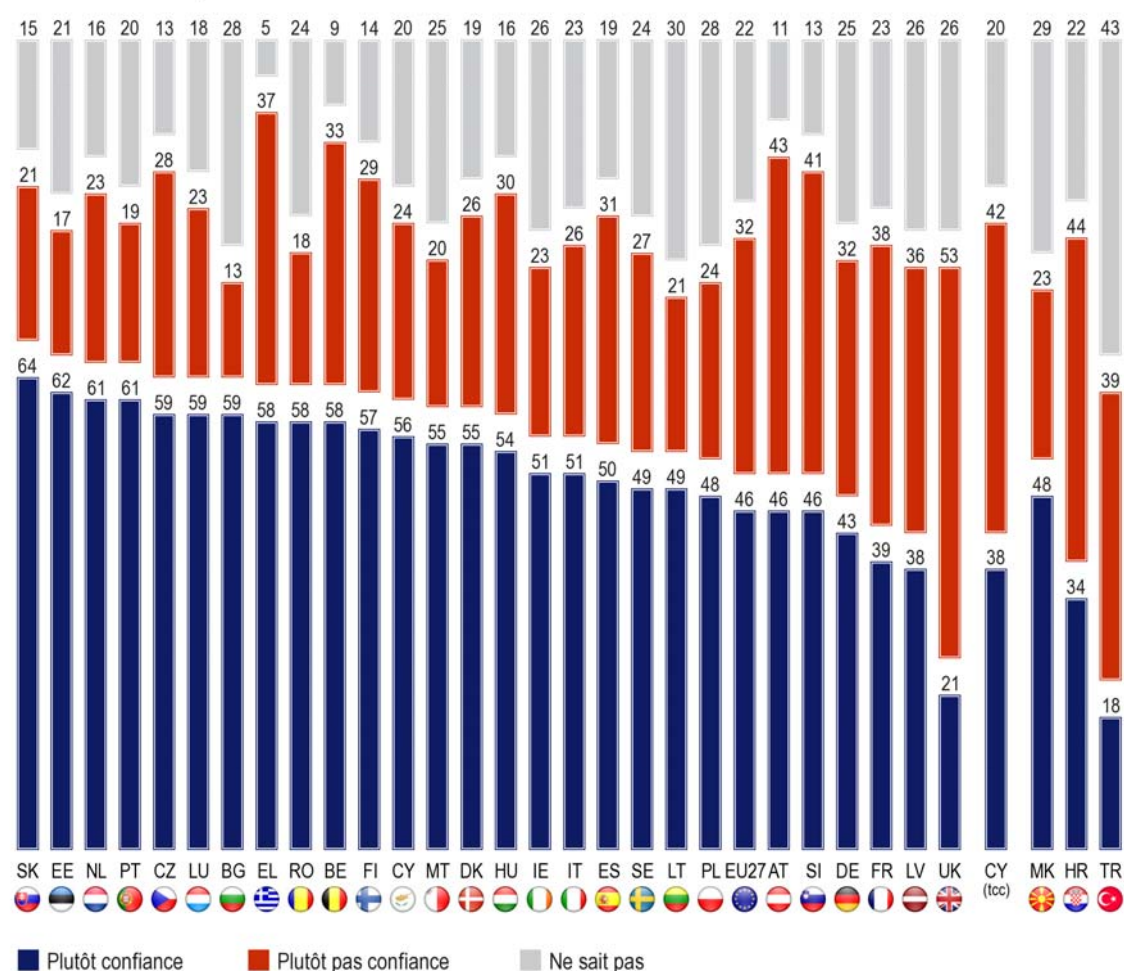
Pr. 1999	Aut.1999	Pr. 2000	Aut.2000	Pr. 2001	Aut.2001	Pr. 2002	Aut.2002	Pr. 2003	Aut.2003	Pr. 2004	Aut.2004	Pr.2005	Aut.2005	Pr.2006	Aut.2006	Pr.2007	Aut.2007	Pr. 2008	Pr. 2008	Aut.2008	Pr. 2009	Aut.2009
EB51	EB52	EB53	EB54	EB55	EB56	EB57	EB58	EB59	EB60	EB61	EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB69	EB69	EB70	EB71	EB72

Comme pour le Parlement européen, les répondants au Royaume Uni sont les seuls à se montrer majoritairement défiants à l'égard de la Commission européenne (53%). Les opinions sont très partagées en France (39% de confiance contre 38%), en Lettonie (38% contre 36%), en Autriche (46% contre 43%) La confiance l'emporte en revanche largement en Slovaquie (64%), en Estonie (62%), au Portugal et aux Pays-Bas (61% dans les deux cas), au Luxembourg, en Bulgarie et en République tchèque (59%).

Les opinions sont partagées dans la Communauté chypriote turque (38% plutôt confiance, contre 42%).

QA14.2. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
































La Commission européenne



Par rapport au printemps 2009, on observe un important renforcement de la confiance à l'égard de la Commission européenne en République tchèque (+13 points), en Bulgarie (+7 points), en Grèce (+7 points), au Luxembourg et en Espagne (+6 points dans les deux cas). La confiance à l'égard de la Commission ne marque un recul significatif que dans deux pays, à Malte et en Belgique, où elle perd 4 points.

QA14.2 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

- La Commission européenne

	% Plutôt confiance	EB71 Pr.2009	EB72 Aut.2009	Diff. Aut.2009- Pr.2009
 UE27		44%	46%	+2
 CZ		46%	59%	+13
 BG		52%	59%	+7
 EL		51%	58%	+7
 ES		44%	50%	+6
 LU		53%	59%	+6
 CY		51%	56%	+5
 PT		56%	61%	+5
 RO		53%	58%	+5
 HU		50%	54%	+4
 LV		35%	38%	+3
 AT		43%	46%	+3
 SK		61%	64%	+3
 EE		60%	62%	+2
 NL		59%	61%	+2
 DE		42%	43%	+1
 IT		50%	51%	+1
 FI		56%	57%	+1
 IE		51%	51%	=
 LT		49%	49%	=
 DK		56%	55%	-1
 PL		49%	48%	-1
 SI		47%	46%	-1
 UK		22%	21%	-1
 FR		41%	39%	-2
 SE		51%	49%	-2
 BE		62%	58%	-4
 MT		59%	55%	-4
CY (tcc)		30%	38%	+8
 MK		43%	48%	+5
 HR		34%	34%	=
 TR		20%	18%	-2

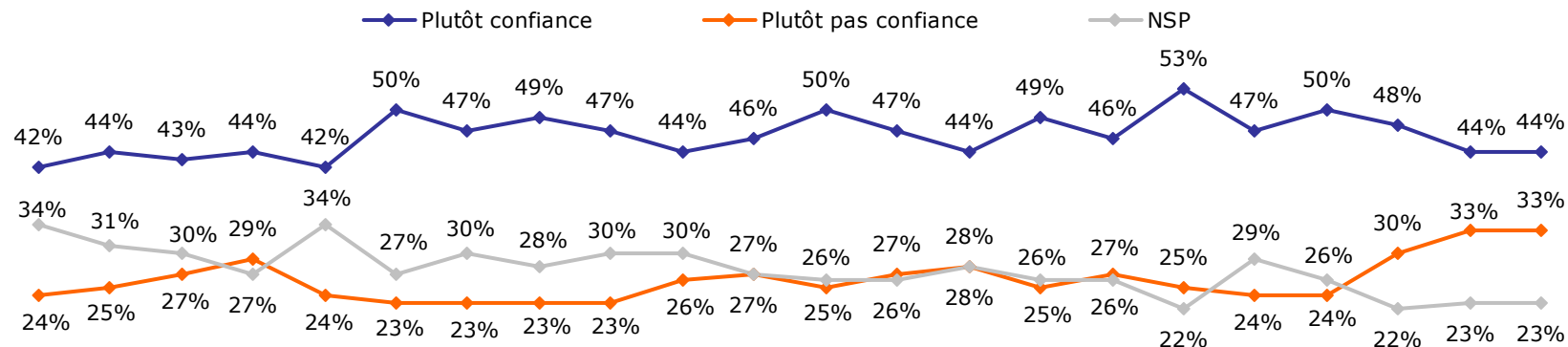
Les déterminants sociaux structurant la confiance à l'égard de la Commission européenne sont identiques à ceux qui structuraient la confiance à l'égard du Parlement européen. La confiance à l'égard de la commission s'établit ainsi à 33% chez les personnes en difficulté financière, à 35% chez les personnes n'ayant pas poursuivi de longues études, à 41% chez les retraités, pour 49% chez les personnes aisées, 55% chez celles ayant étudié longtemps et 56% chez les étudiants.

La Banque Centrale européenne

44% des Européens disent aujourd'hui plutôt faire confiance à la Banque Centrale européenne. 33% refusent à l'inverse d'accorder leur confiance et 23% sont sans opinion⁶¹. Ce rapport confiance/défiante est strictement similaire à celui mesuré au printemps dernier. La Banque Centrale européenne ne bénéficie donc pas du léger regain de confiance observé pour le Parlement Européen et la Commission européenne. Notons toutefois que la chute régulière de la confiance, entamée au printemps 2008 (EB69), est désormais enrayée.

⁶¹ QA14.4 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance en elle ou plutôt pas confiance. La Banque centrale européenne

QA14.4 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
- La Banque centrale européenne - % UE

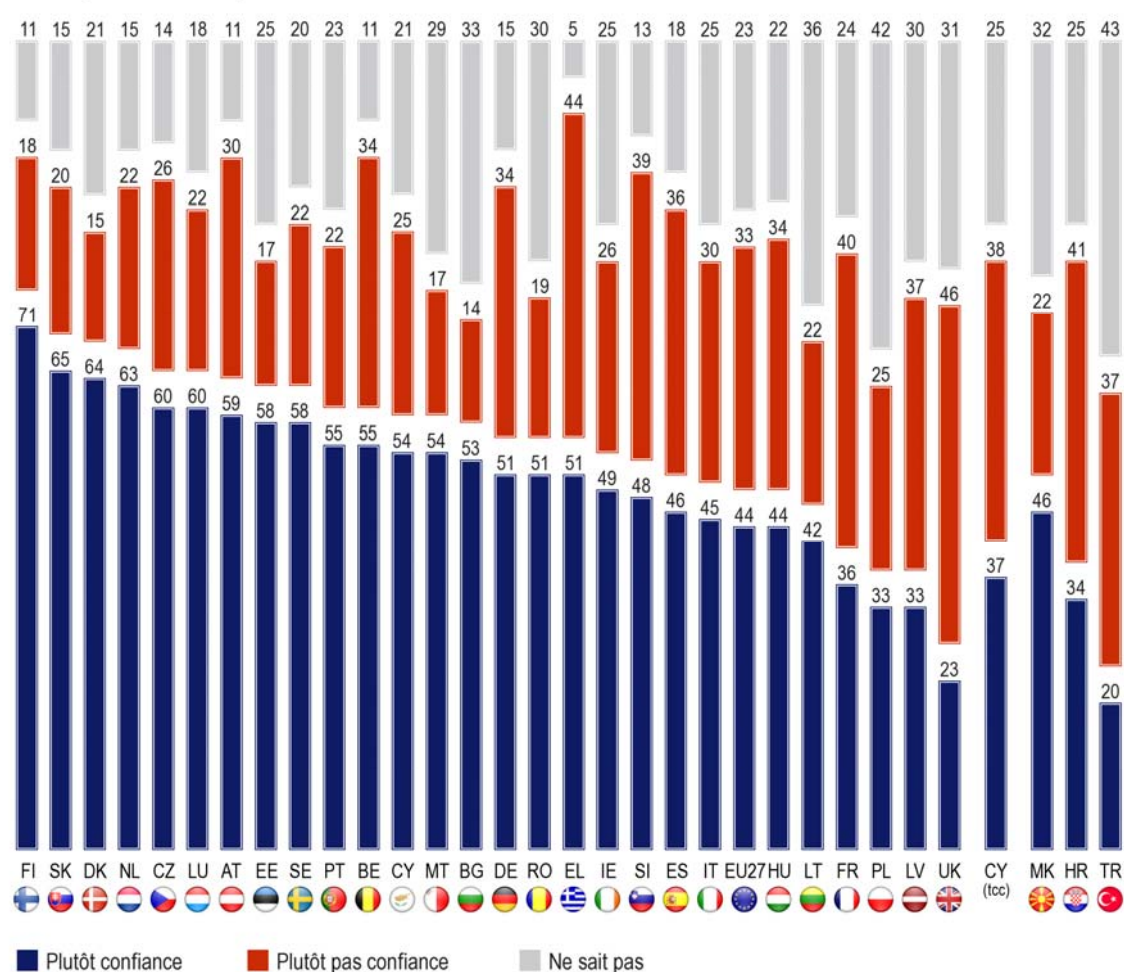


Pr. 1999	Aut. 1999	Pr. 2000	Aut. 2000	Pr. 2001	Aut. 2001	Pr. 2002	Aut. 2002	Pr. 2003	Aut. 2003	Pr. 2004	Aut. 2004	Pr. 2005	Aut. 2005	Pr. 2006	Aut. 2006	Pr. 2007	Aut. 2007	Pr. 2008	Aut. 2008	Pr. 2009	Aut. 2009
EB51	EB52	EB53	EB54	EB55	EB56	EB57	EB58	EB59	EB60	EB61	EB62	EB63	EB64	EB65	EB66	EB67	EB68	EB69	EB70	EB71	EB72

La défiance l'emporte dans trois pays de l'Union : au Royaume-Uni (46%), en France (40%) et en Lettonie (37%). La confiance domine le plus largement en Finlande (71%), en Slovaquie (65%), au Danemark (64%) et en République tchèque (60%). Les logiques d'opinion par pays sont globalement similaires à celles constatées sur la confiance à l'égard du Parlement ou de la Commission. On ne relève que la spécificité de la Pologne, pays où la confiance à l'égard de la Commission européenne et du Parlement se situait dans la moyenne européenne, mais où celle à l'égard de la banque centrale est beaucoup plus faible (33%), en raison d'un taux important de sans réponse (42%).

QA14.4. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

La Banque centrale européenne

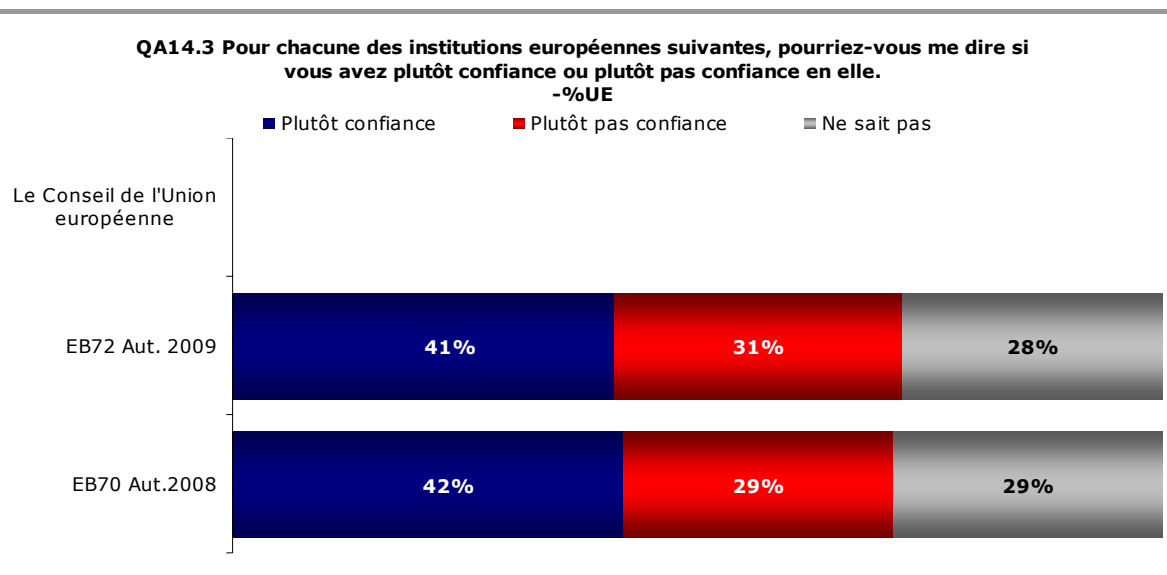


Par rapport au printemps 2009, la confiance à l'égard de la Banque Centrale européenne se consolide sensiblement en Grèce (+9 points), en République tchèque (+8 points) et en Slovaquie (+7 points). Elle recule, une fois encore, à Malte (-8 points).

Comme pour les autres institutions, on observe des différences de confiance de l'ordre de 10 à 15 points à l'égard de la Banque centrale européenne entre les individus se plaçant dans le haut de l'échelle sociale, et ceux qui se placent dans le bas.

Le Conseil de l'Union européenne

Cette vague de l'Eurobaromètre mesurait également la confiance à l'égard du Conseil de l'Union européenne. 41% des Européens déclarent lui faire confiance, contre 31%, et 28% de sans réponse⁶². La confiance perd un point par rapport à l'automne 2008, dernière mesure connue, alors que la défiance progresse de deux points. Le taux de sans opinion perd un point mais reste assez élevé (28%).

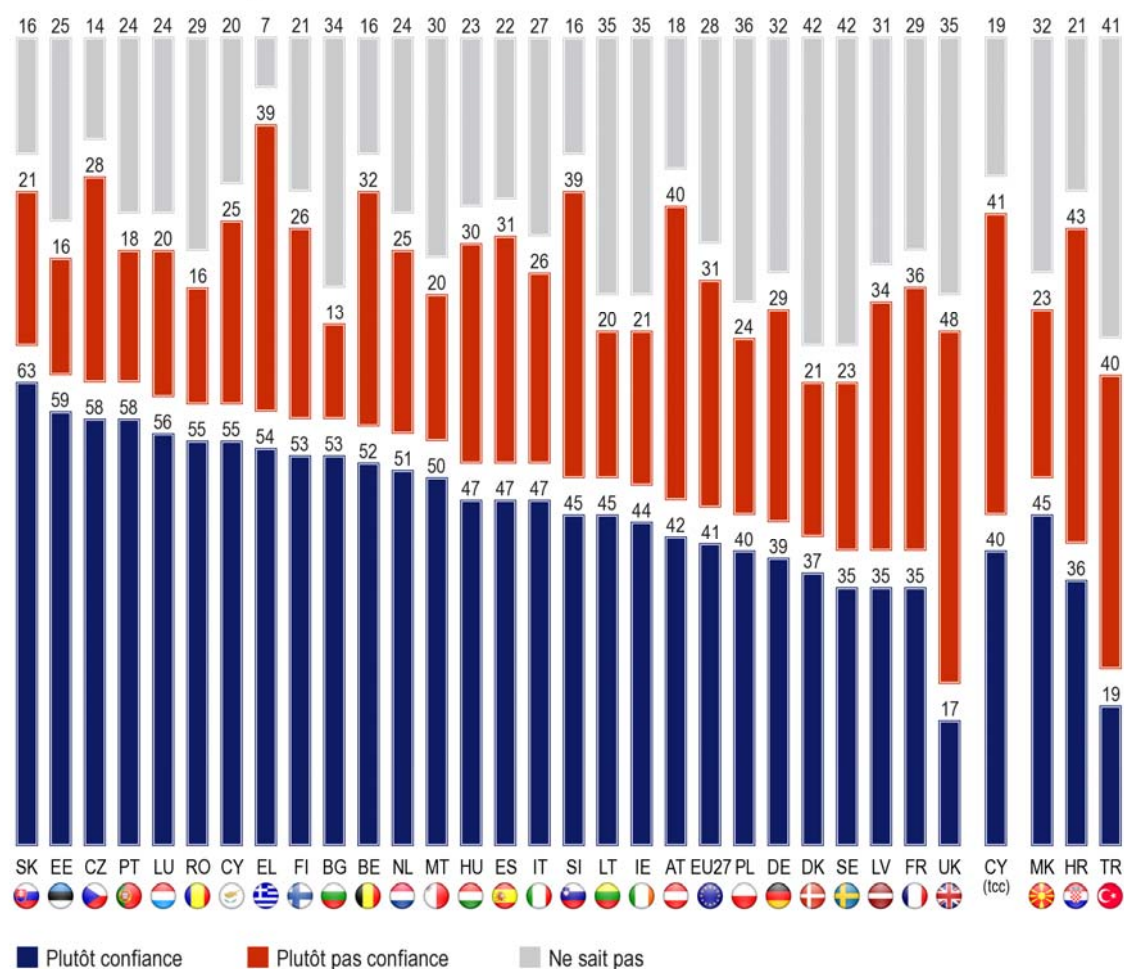


La confiance à l'égard du Conseil de l'Union européenne obéit aux mêmes disparités nationales et sociales que celles à l'égard des autres institutions européennes. La défiance est ainsi la plus forte au Royaume-Uni (48%) ; les opinions sont très partagées en France (35% contre 36%) et en Lettonie (35% contre 34%). La confiance prédomine nettement en Slovaquie (63%), en Estonie (59%), en République tchèque (58%), au Portugal (58%) et au Luxembourg (56%). On note toutefois une particularité du Danemark et de la Suède sur cette question, avec un très fort taux de sans opinion (42%) dans ces deux pays.

⁶² QA14.3 Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance en elle ou plutôt pas confiance. Le Conseil de l'Union européenne.

QA14.3. Pour chacune des institutions européennes suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Le Conseil de l'Union européenne



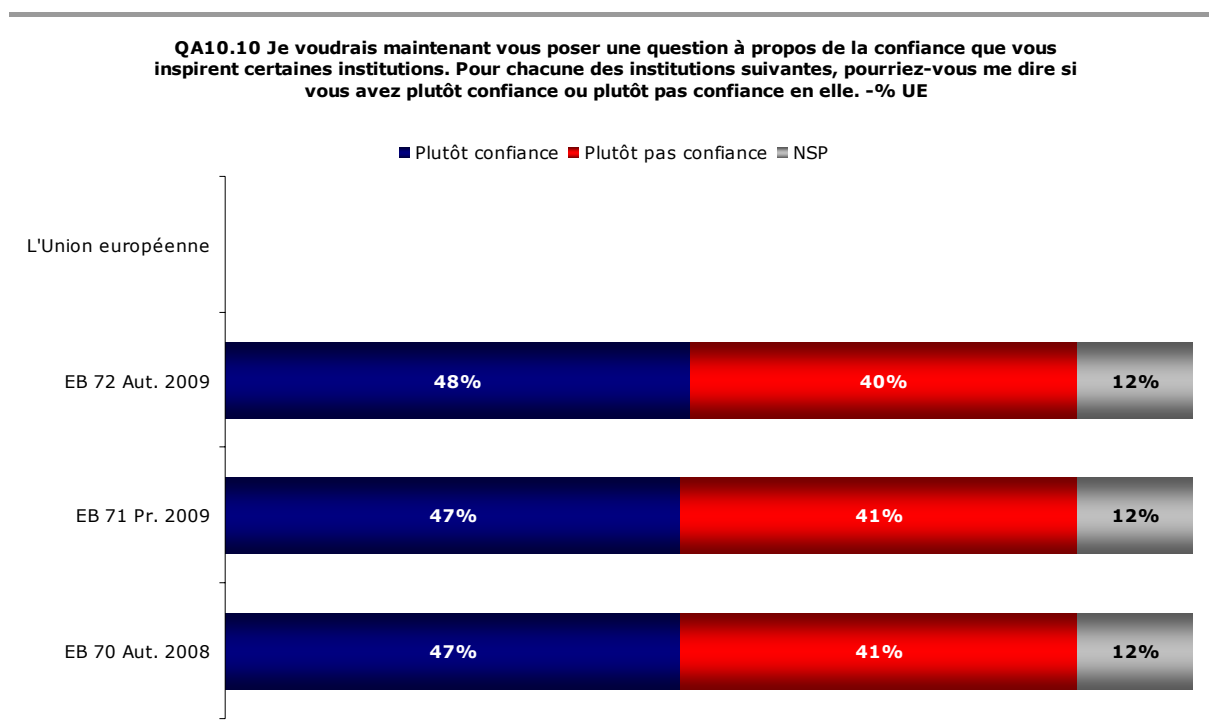
Les évolutions par rapport à l'automne 2008 sont assez contrastées : la confiance à l'égard du Conseil de l'Union progresse de 7 points au Portugal, en Bulgarie et au Luxembourg. Elle régresse dans le même temps de 15 points en Slovaquie, de 10 points au Danemark, de 6 points à Malte et de 5 points en France, en Belgique et aux Pays-Bas.

Les différences de confiance selon le profil sociodémographique du répondant vont dans le même sens que celles enregistrées pour les autres institutions européennes. L'écart de confiance entre les catégories sociales les plus insérées et les plus fragilisées est de l'ordre de dix points.

3.3. La confiance dans l'Union européenne

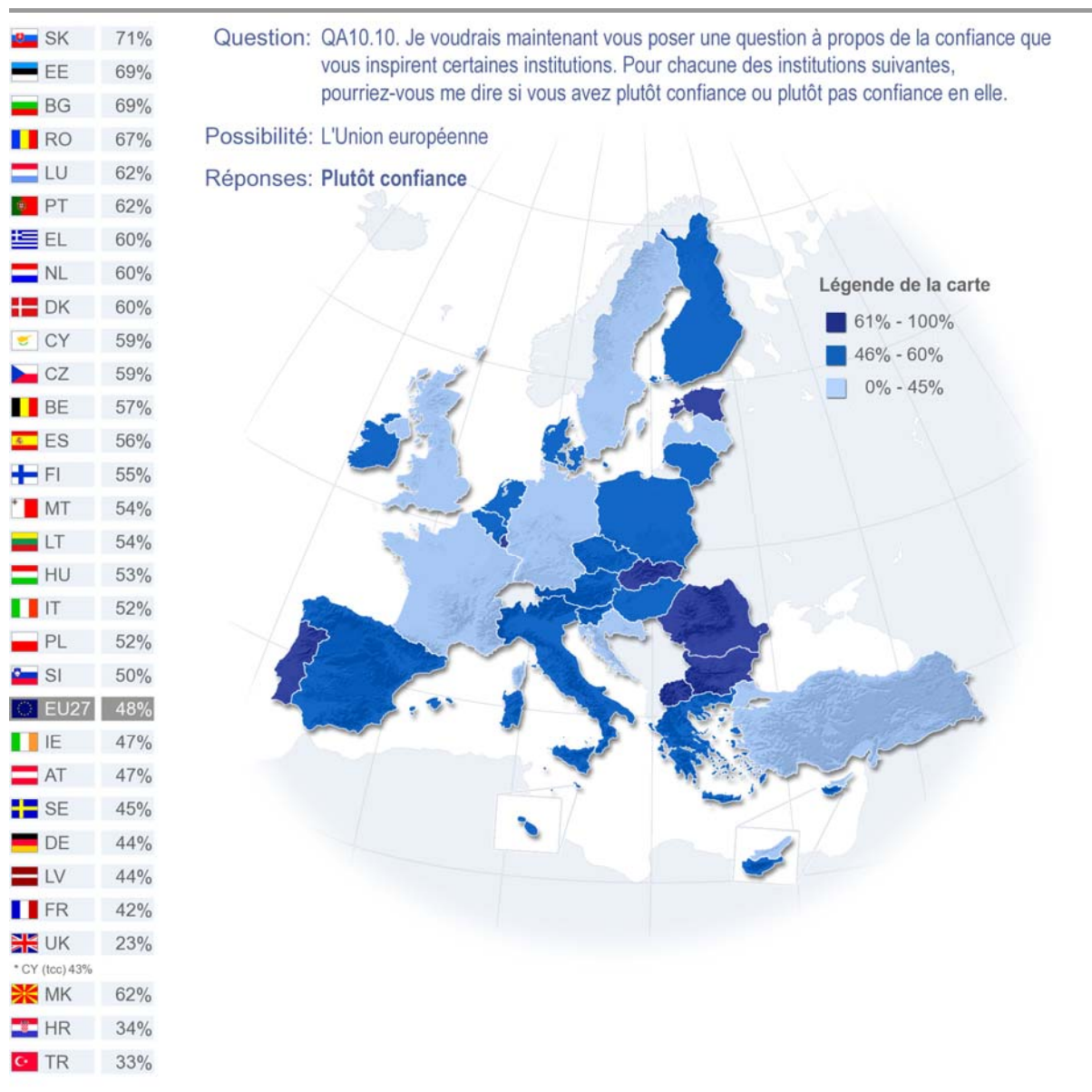
Cette vague de l'Eurobaromètre mesure la confiance des Européens dans l'Union, ainsi que dans les grandes organisations internationales que sont l'ONU et l'OTAN (l'analyse de la confiance dans ces deux institutions sera détaillée dans la partie 3.4). La confiance à l'égard de l'Union européenne reste globalement stable par rapport aux enquêtes précédentes de 2008 et 2009.

- Moins d'un Européen sur deux fait confiance à l'Union européenne -



48% des Européens déclarent plutôt faire confiance à L'UE alors que 40% disent à l'inverse plutôt ne pas lui faire confiance et que 12% n'expriment pas d'opinion⁶³. Par rapport au printemps 2009, mais également pas rapport à l'automne 2008, la confiance gagne un point alors que la défiance en perd un. La tendance est donc à la stabilité dans le regard que porte l'opinion européenne sur l'Union.

⁶³ QA10.10 : Je voudrais maintenant vous poser une question à l'égard de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle : l'Union européenne ?



La confiance en l'Union est inférieure à 50% dans sept pays de l'Union. Elle est la plus faible, comme lors des enquêtes précédentes, au Royaume-Uni (23%), en France (42%) et en Lettonie (44%). Elle est à l'inverse la plus forte en Slovaquie (71%), en Estonie (69%), en Bulgarie (69%) et en Roumanie (67%). Ces quatre pays étaient déjà en tête du classement lors de la vague précédente sur cette question de confiance dans l'Union. La confiance dans l'Union se renforce sensiblement par rapport à la dernière enquête au Portugal (+7 points), au Luxembourg (+7 points), en Slovaquie (+6 points), en Bulgarie (+6 points), en Grèce (+5 points) et en Espagne (+5 points). Un gain de 4 points fait qu'elle devient majoritaire dans cette vague en Hongrie (53%) et en Italie (52%). Elle s'érode à l'inverse en Belgique (-2 points), en Allemagne (-2 points) et chute assez nettement en Lituanie (-5 points) et à Malte (-8 points). Elle est orientée à la stabilité au Royaume-Uni (+1) et en France (-1).





Ces évolutions montrent ainsi assez clairement que la confiance se renforce en fait dans les pays où elle était déjà la plus forte alors que la tendance est à la stabilité au sein des pays les moins confiants à l'égard de l'UE.

Du côté des pays candidats, on relève une confiance largement minoritaire en Croatie (34%) et en Turquie (33%). Elle est en revanche nettement supérieure à la moyenne européenne dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (62%). La confiance gagne un peu de terrain en Croatie (+3) et nettement plus dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (+8). Elle en perd en revanche nettement en Turquie (-5 points).

Les déterminants sociaux jouent fortement dans la structuration de la confiance à l'égard de l'Union. La confiance croît ainsi linéairement avec la position sociale des individus et décroît linéairement selon l'âge. Elle est beaucoup plus affirmée au sein des catégories supérieures de la société européenne que des couches populaires. Ainsi :

- 50% des hommes font confiance à l'Union pour 46% des femmes ;
- 58% des 15-24 ans font confiance à l'Union pour 45% des 55 ans et plus ;
- 65% des étudiants et 56% des personnes ayant arrêté leurs études à 20 ans ou plus font confiance à l'Union pour 38% de celles qui ont arrêté leurs études avant 16 ans. ;
- 53% des cadres directeurs font confiance à l'Union pour 45% des ouvriers et 41% des chômeurs ;
- 51% de ceux qui disent ne pas éprouver de difficultés financières font confiance à l'Union pour 36% de ceux qui en avouent ;
- enfin, 57% de ceux qui se positionnent en haut de l'échelle sociale font confiance à l'Union pour 39% de celles qui se situent en bas.

QA10.10 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.
L'Union européenne

	Plutôt confiance	Plutôt pas confiance	NSP
UE27	48%	40%	12%
Sexe			
 Homme	50%	39%	11%
Femme	46%	40%	14%
Age			
15-24	58%	29%	13%
25-39	50%	39%	11%
 40-54	45%	44%	11%
55 +	45%	41%	14%
Age de fin d'études			
15-	38%	48%	14%
 16-19	46%	42%	12%
20+	56%	34%	10%
Tjs étudiant	65%	23%	12%
Echelle d'occupation du répondant			
Indépendants	55%	35%	10%
 Cadres directeurs	53%	38%	9%
Autres employés	51%	39%	10%
Ouvriers	45%	43%	12%
Femmes- hommes au foyer	43%	42%	15%
Chômeurs	41%	47%	12%
Retraités	44%	41%	15%
Etudiants	65%	23%	12%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	36%	49%	15%
De temps en temps	47%	41%	12%
Pratiquement jamais	51%	38%	11%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	39%	46%	15%
Moyen (5-6)	49%	39%	12%
Haut (7-10)	57%	34%	9%

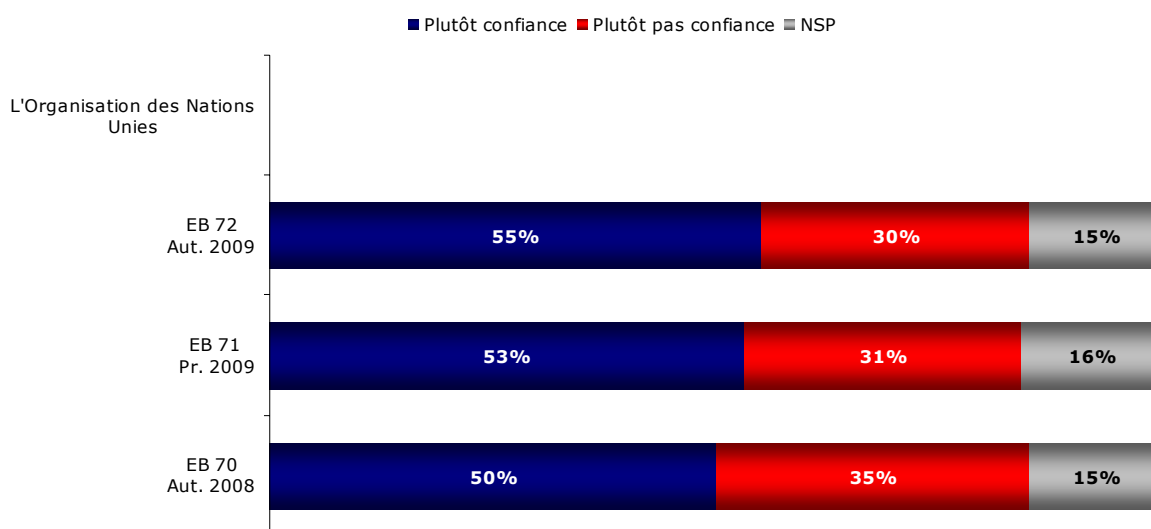
3.4. La confiance dans l'ONU et l'OTAN

L'ONU

- La confiance dans l'ONU continue de progresser pour atteindre 55% des Européens -

La confiance à l'égard de l'ONU est un peu supérieure à celle mesurée pour l'Union européenne. Par ailleurs, depuis l'automne 2008, la confiance des Européens à l'égard de l'ONU a progressé de 5 points alors que celle à l'égard de l'UE ne gagnait qu'un point sur la même période.

QA10.11 Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle. - % UE



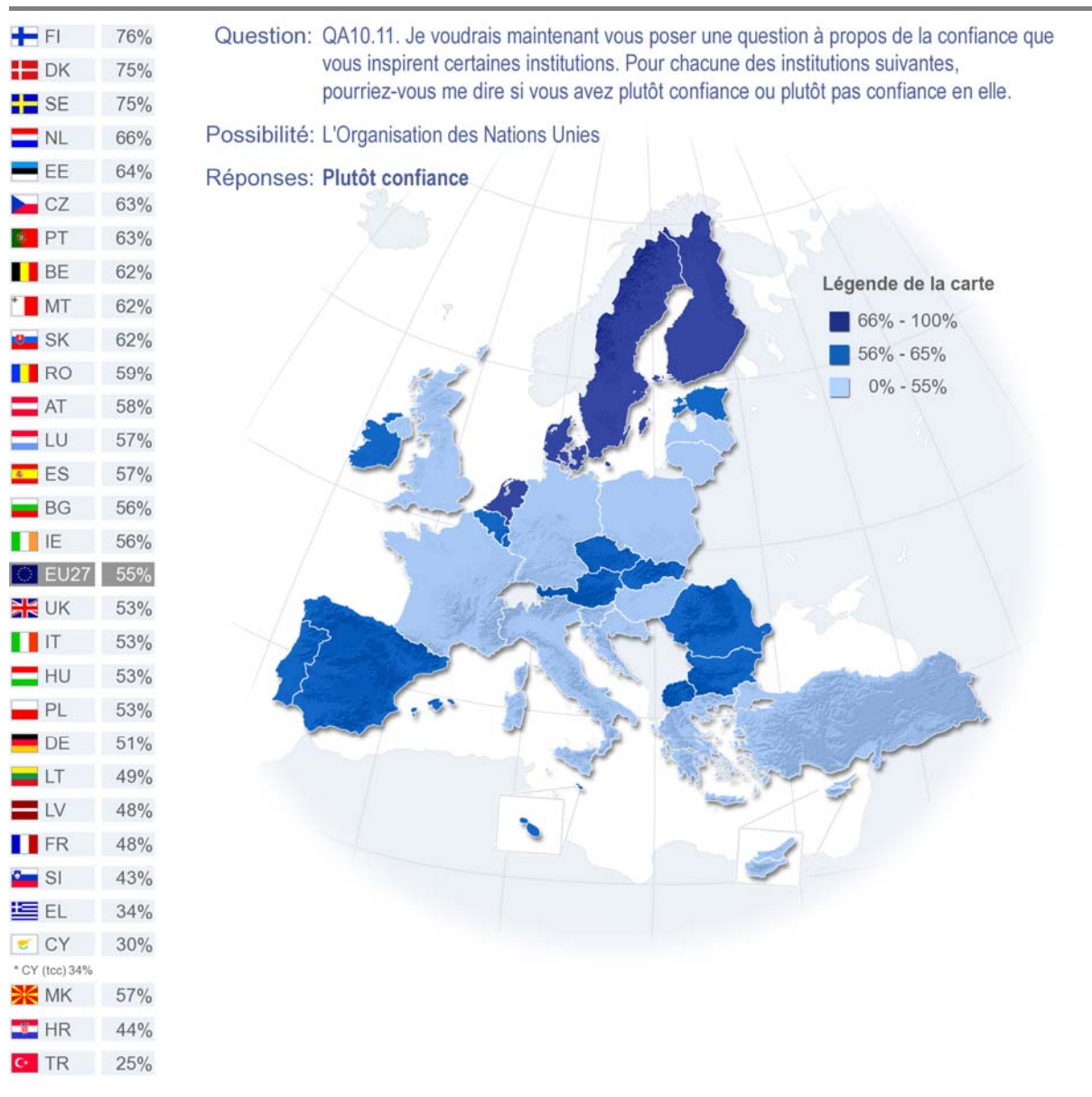
55% des Européens déclarent faire plutôt confiance à l'ONU, 30% se disant au contraire défiant et 15% étant sans opinion⁶⁴. La tendance est à la consolidation de la confiance à l'égard des Nations Unies : celle-ci gagne ainsi 2 points par rapport au printemps 2009 et 5 par rapport à l'automne 2008.

Le contexte général d'une opinion en demande de régulation mondiale, l'implication de l'ONU dans des dossiers au cœur des préoccupations des Européens, comme la lutte contre le réchauffement climatique, peuvent peut-être expliquer ces évolutions.

⁶⁴ QA10.11 : Je voudrais maintenant vous poser une question à l'égard de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle : l'ONU ?

La confiance à l'égard de l'ONU dépasse les 50% dans 21 pays de l'Union. Elle est la plus forte au sein des trois pays nordiques - Finlande (76%), Suède (75%), Danemark (75%) -, traditionnellement très attachés à la paix mondiale et au rôle des Nations Unies pour y parvenir.

La défiance à l'égard de l'ONU l'emporte dans seulement trois pays de l'Union : à Chypre (60% de défiance contre 30%), en Grèce (63% contre 34%) et en Slovaquie (49% contre 43%).



Au sein des pays candidats, la confiance l'emporte dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (57% contre 31%) mais est à l'inverse nettement minoritaire en Turquie (25% contre 54%). Les opinions sont partagées en Croatie (44% de confiance contre 42%).

On remarque dans les évolutions par pays une tendance similaire à celle analysée sur la confiance à l'égard de l'Union. Les pays où la confiance à l'égard de l'ONU progresse le plus sont aussi ceux où la confiance à l'égard de l'UE progressait le plus. On retrouve ainsi le Portugal (+7), la Slovaquie (+6), la Roumanie (+5) et l'Espagne (+5). On observe peu de baisses de confiance significatives, si ce n'est à Chypre (-5 points) et, chez les pays candidats, en Turquie (-7 points).

La confiance à l'égard de l'ONU obéit strictement à la même logique sociale que celle à l'égard de l'Union. Elle est d'autant plus forte que l'on est aisé, diplômé et socialement bien inséré. Ainsi :

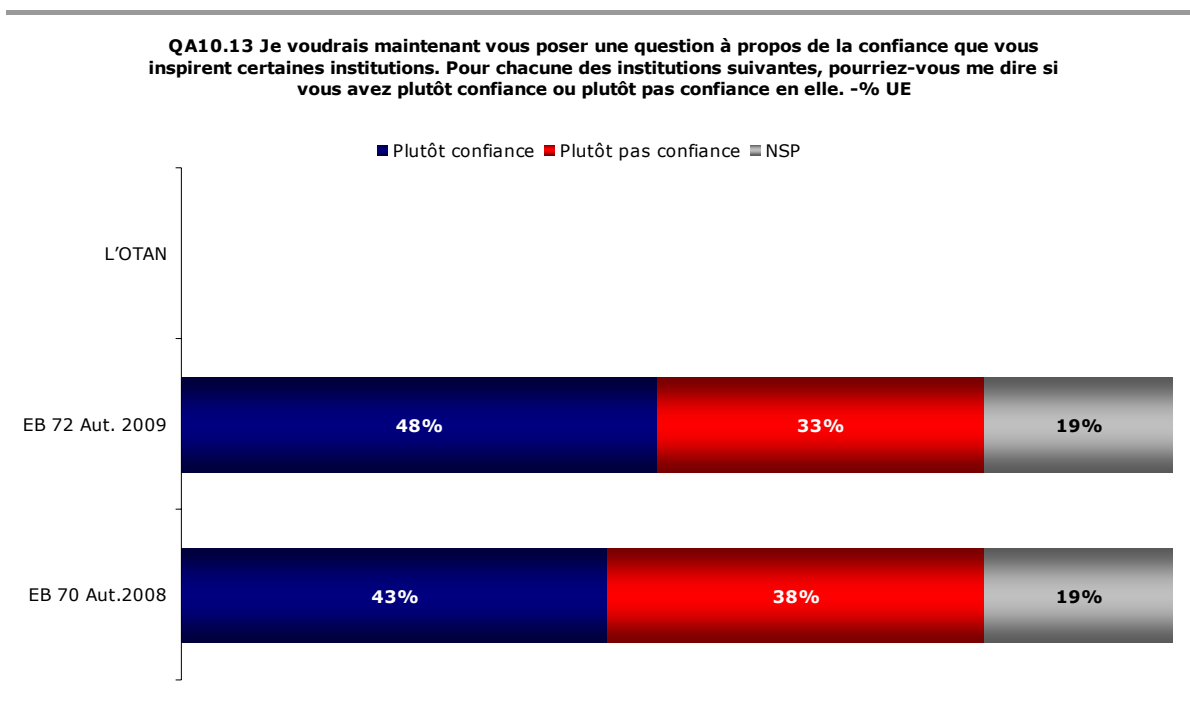
- 61% des personnes ayant poursuivi leurs études jusqu'à 20 ans ou après font confiance à l'ONU pour 46% des peu diplômés ;
- 62% des cadres directeurs font confiance à l'ONU pour 53% des ouvriers et 45% des chômeurs ;
- 59% des personnes n'éprouvant pas de difficultés financières font confiance à l'ONU pour 41% de celles qui en ont ;
- 64% des personnes se positionnant en haut de l'échelle sociale font confiance à l'ONU pour 44% de celles se classant en bas.

La confiance à l'égard de l'ONU est également fortement corrélée à la confiance à l'égard de l'Union. 81% de ceux qui font confiance à l'Union font ainsi aussi confiance à l'ONU pour seulement 30% de ceux qui ne font pas confiance à l'Union.

L'OTAN

Si la confiance à l'égard de l'OTAN est également en progression, elle se situe toutefois à un niveau moindre que celle accordée à l'ONU. 48% des Européens, un score en hausse de 5 points par rapport à la dernière mesure de l'automne 2008 sur ce sujet, font confiance à l'OTAN alors que 33%, score en baisse de 5 points, se disent défiants et qu'une proportion significative, 19%, n'exprime pas d'opinion⁶⁵.

Le niveau de confiance à l'égard de l'OTAN se situe donc en dessous de celui de l'ONU et au même niveau que celui accordé à l'Union européenne.



La confiance à l'égard de l'OTAN dépasse les 50% dans huit pays de l'Union, avec aux quatre premiers rangs, le Danemark (73%), les Pays-Bas (69%), l'Estonie (64%) et la Belgique (60%).

La défiance l'emporte dans quatre pays de l'Union : à Chypre (14% de confiance contre 70%), en Grèce (23% contre 74%), en Slovénie (38% contre 55%) et en Finlande (38% contre 48%). Les opinions sont très partagées en Espagne (43% contre 39%), en France (39% contre 37%) et en Suède (39% contre 40%).

Alors que de manière générale les tendances d'opinions sont souvent communes au sein des trois pays nordiques appartenant à l'Union, on constate de fortes différences dans le rapport à l'OTAN, le Danemark étant le pays où la confiance est la plus forte alors qu'au contraire la Suède et la Finlande se distinguent par une défiance de loin supérieure à la moyenne européenne.

⁶⁵ QA10.13 : Je voudrais maintenant vous poser une question à l'égard de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune d'entre elles, pouvez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle : l'OTAN?

Au sein des pays candidats, la confiance est majoritaire dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (54% contre 33%) et largement minoritaire en Turquie (24% contre 51%). Le rapport est équilibré en Croatie (40% de confiance contre 45%).

La tendance à la progression de la confiance à l'égard de l'OTAN concerne 18 des 27 pays de l'Union. Elle est la plus nette au Portugal (+12 points), en Espagne (+11 points), en Slovaquie (+10 points) et en Italie (+8 points). Ces évolutions sont importantes car, à l'exception du Portugal, où la confiance à l'égard de l'OTAN était déjà majoritaire, elles entraînent une inversion du rapport dans les trois autres pays cités. La confiance l'emporte désormais dans ces trois pays, alors que la défiance prédominait en 2008 : on passe ainsi entre 2008 et 2009 d'un rapport confiance-défiance évoluant de 32%/44% à 43%/39% en Espagne, de 39%/44% à 49%/40% en Slovaquie et de 41%/43% en Italie à 49%/32%.

Trois baisses des scores de confiance à l'égard de l'OTAN méritent d'être signalées, en Irlande (-4 points), en Grèce (-3 points) et à Malte (-3 points).

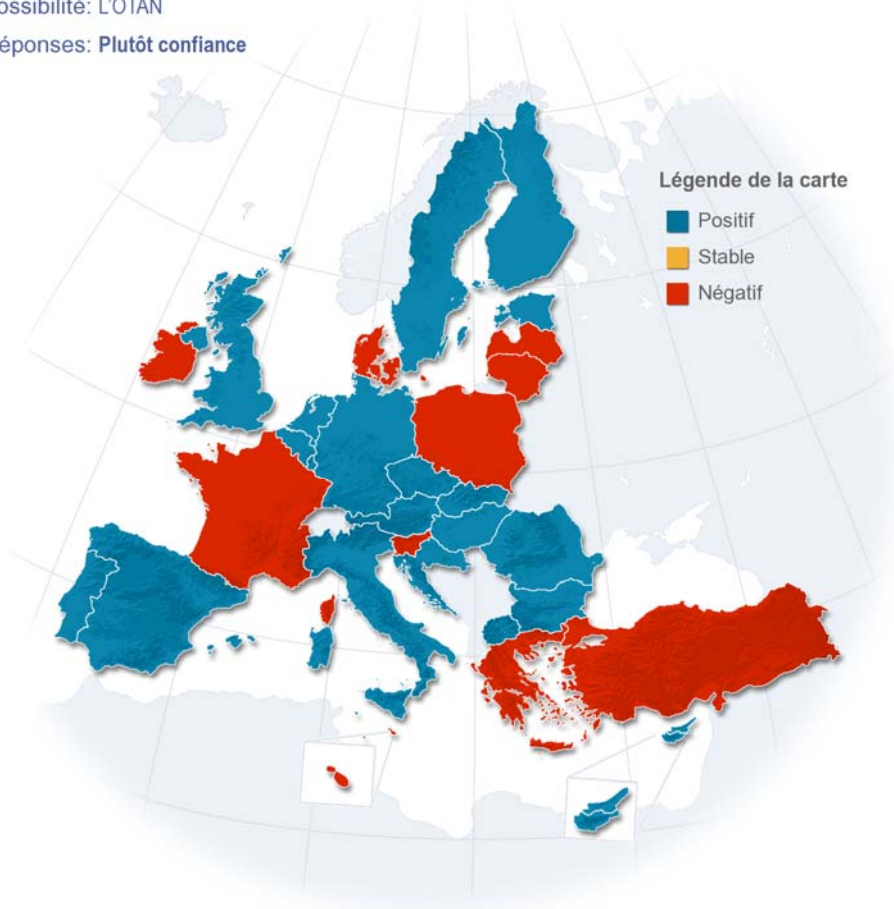
Chez les pays candidats, la tendance est nettement au renforcement de la confiance en Croatie (+9 points) et dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (+7 points) et à l'érosion en Turquie (-2 points).

	PT	57%	+12
	ES	43%	+11
	SK	49%	+10
	IT	49%	+8
	BG	43%	+6
	DE	49%	+6
	NL	69%	+6
	LU	54%	+5
	AT	46%	+5
	EU27	48%	+5
	FI	38%	+4
	RO	54%	+4
	HU	50%	+4
	EE	64%	+3
	CZ	56%	+3
	UK	48%	+3
	CY	14%	+2
	BE	60%	+1
	SE	39%	+1
	DK	73%	-1
	SI	38%	-2
	PL	48%	-2
	FR	39%	-2
	LV	46%	-2
	LT	47%	-2
	MT	37%	-3
	EL	23%	-3
	IE	40%	-4
* CY (icc) 36% (+1)			
	HR	40%	+9
	MK	54%	+7
	TR	24%	-2

Question: QA10.13. Je voudrais maintenant vous poser une question à propos de la confiance que vous inspirent certaines institutions. Pour chacune des institutions suivantes, pourriez-vous me dire si vous avez plutôt confiance ou plutôt pas confiance en elle.

Possibilité: L'OTAN

Réponses: Plutôt confiance



Diff. EB72 Aut.2009- EB70 Aut.2008

L'analyse sociodémographique montre que l'âge joue relativement peu dans la constitution de la confiance à l'égard de l'OTAN. Les facteurs de position sociale sont en revanche bien plus déterminants, la confiance dans l'OTAN étant majoritaire au sein des catégories supérieures et minoritaires au sein des couches populaires, comme l'illustrent les exemples suivants :

- 53% des répondants ayant continué leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà font confiance à l'OTAN pour 41% de ceux ayant arrêté l'école avant 16 ans ;
- 56% des cadres directeurs, 51% des employés font confiance à l'OTAN pour 46% des ouvriers et 40% des chômeurs ;
- 52% des personnes sans difficultés financières font confiance à l'OTAN pour 35% de celles qui en connaissent ;
- 56% des personnes se classant en haut de l'échelle sociale font confiance à l'OTAN pour 38% de celles se situant en bas.

Enfin, et comme pour l'ONU, la confiance à l'égard de l'OTAN est également corrélée à la confiance dans l'Union : 68% de ceux qui font confiance à l'Union européenne font confiance à l'OTAN, pour seulement 29% de ceux qui ne font pas confiance à l'Union.

3.5. L'image de l'Union européenne

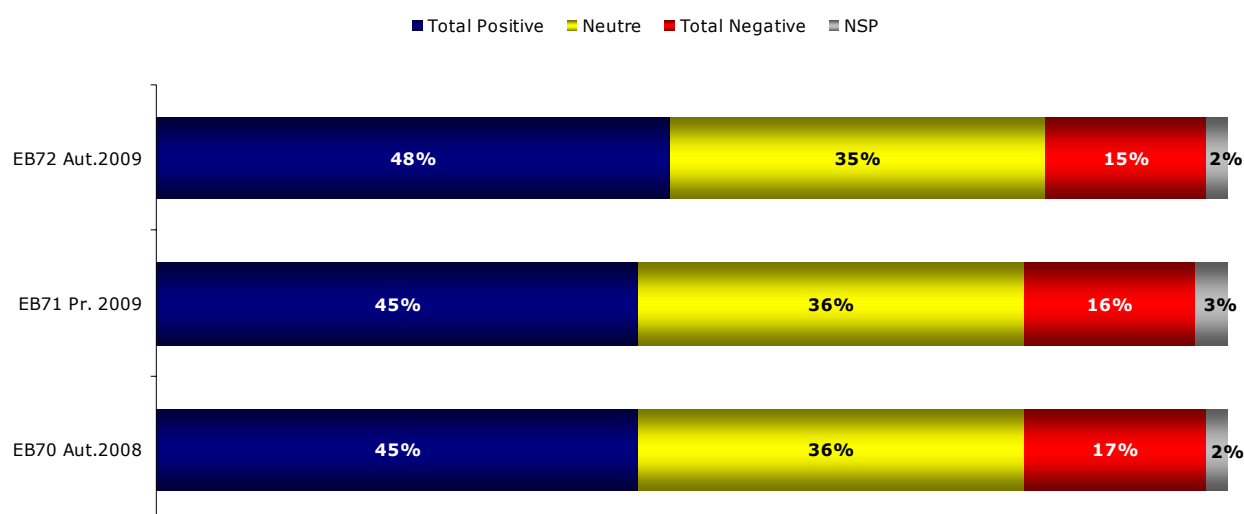
- La proportion d'Européens ayant une bonne image de l'Union est identique à celle lui faisant confiance -

48% des Européens disent aujourd'hui avoir une image positive de l'Union. 15% seulement déclarent en avoir une image négative, 35% évoquant une image neutre et 2% n'exprimant pas d'opinion⁶⁶.

Dans le détail, l'image de l'UE est « très » positive pour 7% des répondants et « assez » pour 41%. Elle est « très » négative pour 3% de l'échantillon et « assez » négative pour 12%.

Alors que la confiance à l'égard de l'Union ne progresse que d'un point par rapport à la dernière vague de l'Eurobaromètre du printemps 2009, l'évolution est plus favorable sur l'image de l'Union. Ainsi, les citations positives sont en hausse de 3 points en six mois, alors que dans le même temps, les citations négatives, neutres et les sans opinion reculent chacune d'un point.

QA11 En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ? - %UE



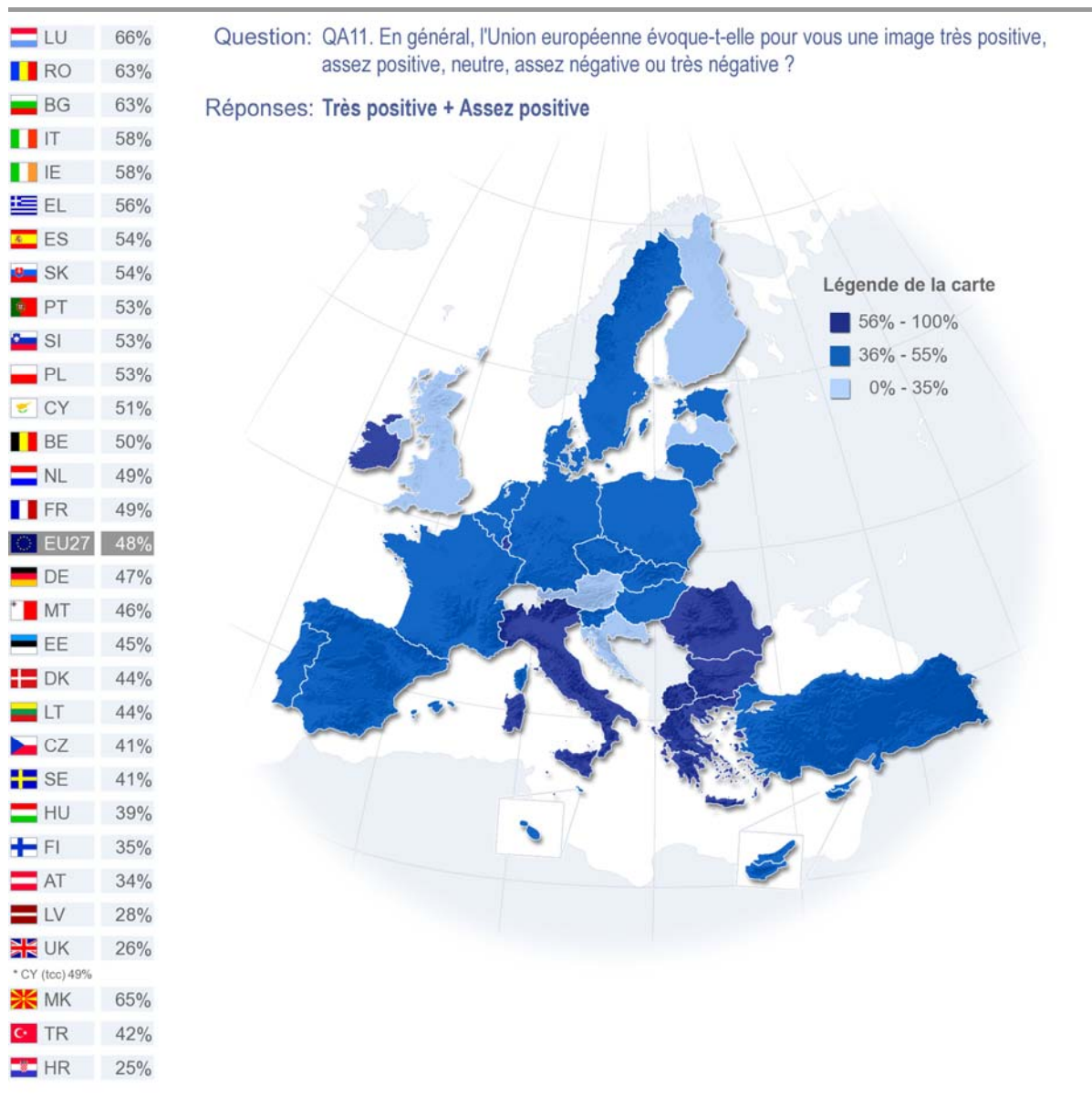
L'image de l'Union est positive pour une majorité absolue de répondants dans treize Etats membres, aux premiers rangs desquels figurent le Luxembourg (66%), la Roumanie (63%), la Bulgarie (63%), l'Italie (58%), l'Irlande (58%) et la Grèce (56%).

Les citations négatives ne dominent les citations positives que dans un seul pays, le Royaume-Uni (32% d'opinion négatives pour 26% de positives et 38% de neutres).

⁶⁶ QA11 : En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

Les citations « neutre » dominent sur les positives au sein de six Etats membres : l'Estonie (48% de neutre pour 45% de positif), la Lettonie (55% contre 28%), la Lituanie (45% contre 44%), la Hongrie (41% contre 39%), l'Autriche (38% contre 34%) et la Finlande (45% contre 35%).

Au sein des pays candidats, l'image de l'Union est la plus positive dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (65%). Les opinions positives dominent également en Turquie (42% pour 28% d'opinions négatives et 23% de neutres). En Croatie, en revanche, seuls 25% des répondants ont une image positive de l'Union, 40% en ayant une image neutre et 32% négative.



Les citations positives sur l'image de l'Union sont en hausse dans 22 des 27 pays de l'Union. Les progressions les plus remarquables sont constatées en Grèce (+11 points), au Luxembourg (+10 points), en Hongrie (+6 points) et en France (+5 points). Ces gains font désormais que l'image positive de l'Union est solidement majoritaire en Grèce.

Il n'y a qu'à Malte que l'on constate une baisse significative des citations positives sur l'image de l'Union (-5 points).

Au sein des pays candidats, l'image de l'Union se renforce dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (+6 points), mais se dégrade en Croatie (-3 points) et en Turquie (-4 points).





Cette question d'image résume parfaitement bien les clivages sociaux à l'œuvre dans la constitution des opinions à l'égard de l'Union européenne. L'Union jouit d'une image positive auprès des catégories moyennes et supérieures de la population européenne. Cette image est en revanche beaucoup plus fragilisée au sein des couches modestes et populaires.

La vision positive de l'Union décroît ainsi linéairement avec l'âge : 55% des 15-24 ans, 49% des 25-39 ans, 47% des 40-54 ans, 44% des 55 ans et plus.

Elle décroît linéairement avec le niveau de diplôme : 58% des personnes ayant arrêté leurs études à 20 ans ou au-delà ont une image positive de l'Union, pour 44% de celles ayant arrêté leur formation entre 16 et 19 ans, et 38% de celles ayant quitté l'école avant 16 ans.

Elle décroît également graduellement au fur et à mesure que l'on descend dans l'échelle sociale : 58% de ceux qui se classent en haut ont une vision positive de l'Union, pour 48% de ceux qui se situent au milieu et 39% de ceux qui se positionnent en bas. L'analyse selon la catégorie d'occupation des répondants fournit une autre illustration de ces différences sociales : la vision positive de l'Union concerne ainsi 63% des étudiants, 58% des cadres directeurs, 51% des autres employés mais 44% des ouvriers, 43% des retraités et 37% des chômeurs.

QA11 En général, l'Union européenne évoque-t-elle pour vous une image très positive, assez positive, neutre, assez négative ou très négative ?

	Total positive	Total négative	NSP
UE27	48%	15%	2%
Sexe			
 Homme	51%	16%	1%
Femme	45%	15%	2%
Age			
 15-24	55%	8%	2%
25-39	49%	14%	2%
40-54	47%	17%	1%
55 +	44%	18%	3%
Age de fin d'études			
 15-	38%	21%	3%
16-19	44%	16%	2%
20+	58%	11%	1%
Tjs étudiant	63%	6%	2%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	56%	12%	1%
Cadres directeurs	58%	14%	-
Autres employés	52%	13%	1%
Ouvriers	44%	16%	2%
Femmes- hommes au foyer	43%	15%	3%
Chômeurs	37%	18%	3%
Retraités	43%	19%	3%
Etudiants	63%	6%	2%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	33%	22%	4%
De temps en temps	46%	16%	2%
Pratiquement jamais	51%	14%	1%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	39%	19%	3%
Moyen (5-6)	48%	15%	2%
Haut (7-10)	58%	11%	1%

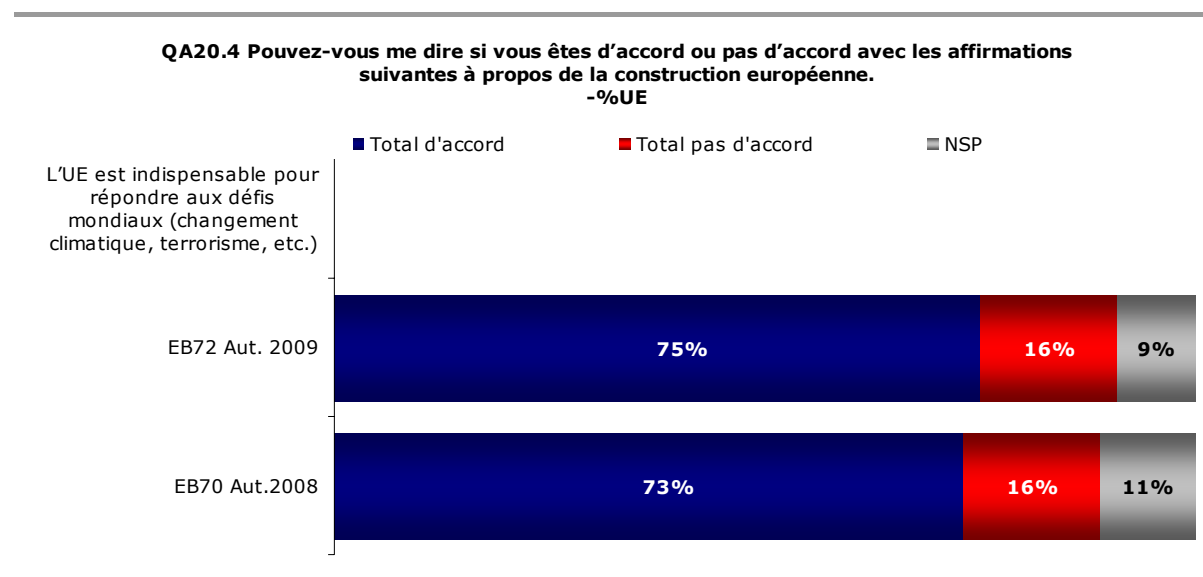
4 LES EUROPEENS ET L'UNION EUROPEENNE AUJOURD'HUI

4.1 L'Union comme cadre pour affronter les défis mondiaux

- L'image de l'UE : une communauté qui réunit les citoyens, un cadre indispensable mais une institution qui a grandi trop vite et qui semble aujourd'hui en manque de projets -

Pour les Européens, l'Union apparaît comme une communauté de destins et un cadre indispensable pour affronter les enjeux mondiaux.

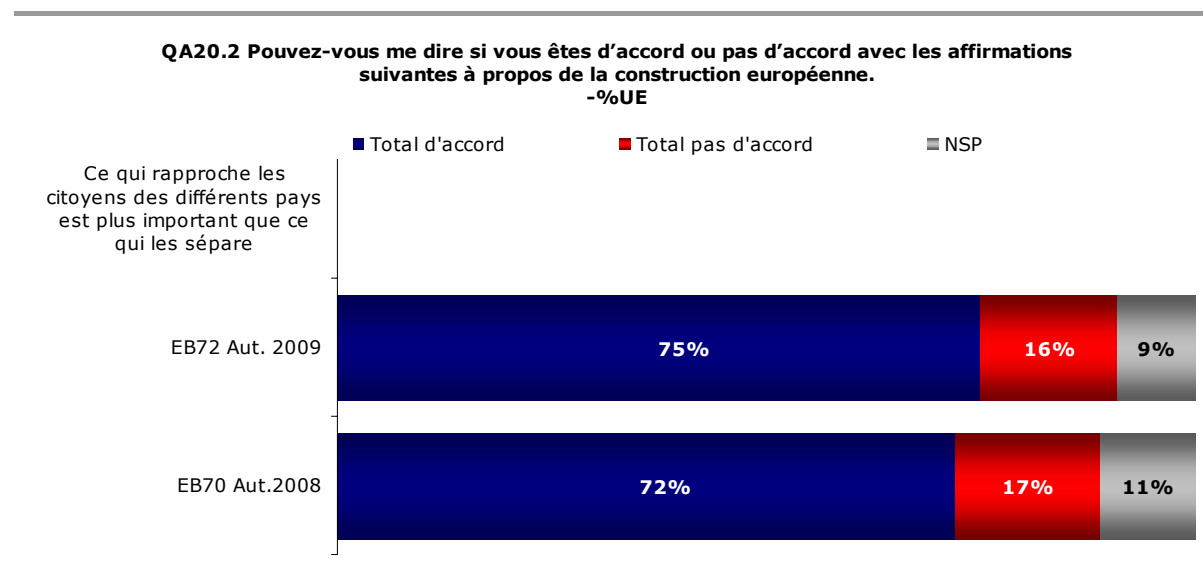
Ainsi, trois quarts des européens considèrent que l'Union est indispensable pour répondre aux défis (changement climatique, terrorisme) du monde, près d'un tiers (31%) étant même « tout à fait » d'accord avec cette idée. Seuls 16% se disent en désaccord, 9% n'exprimant pas d'opinion⁶⁷. Le pourcentage d'Européens partageant cette opinion progresse de 2 points par rapport à l'automne 2008.



Cette idée fait très largement consensus dans tous les pays de l'Union, seuls les répondants en Irlande se montrant véritablement plus réservés que la moyenne (47% contre 22%). Elle est également partagée par toutes les catégories sociales de la population européenne.

⁶⁷ QA20 : Pouvez me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes concernant l'Union européenne.

Trois quarts des Européens sont également d'accord pour dire que ce qui rapproche aujourd'hui les habitants des différents pays de l'Union est plus important que ce qui les sépare. Cette proportion est en hausse de 3 points par rapport à l'automne 2008. Ils ne sont que 16% à être en désaccord avec cette idée, 9% étant sans opinion.

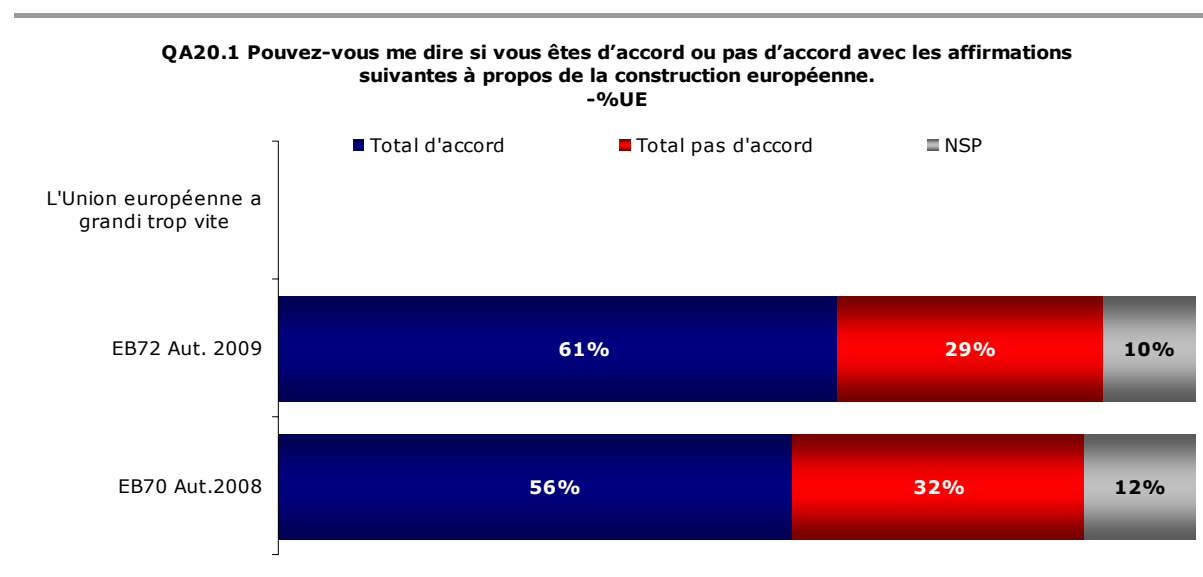


L'idée d'une communauté européenne rassemblée prévaut très largement dans tous les pays de l'Union et dans toutes les catégories sociales.

4.2 Une interrogation sur le fait de savoir où va l'Union

Si les Européens partagent donc deux représentations absolument essentielles, et au fondement même de l'existence de l'Union, il n'en demeure pas moins que l'on constate la progression d'image plus négatives, signe sans doute d'une interrogation de l'opinion européenne sur le fait de savoir où en est et où va l'Union.

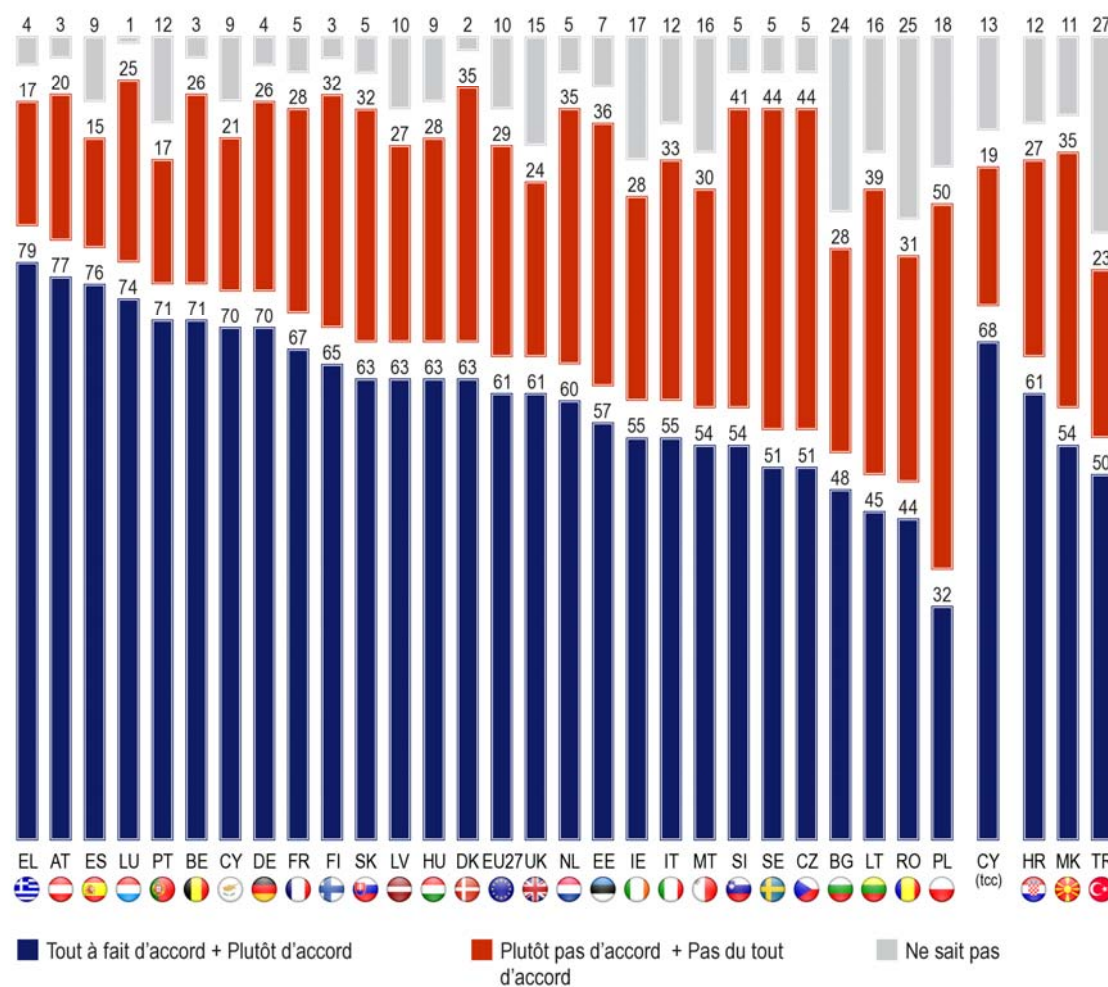
D'abord, la proportion de ceux qui estiment que l'Union a grandi trop vite est en hausse de 5 points par rapport à l'automne 2008. 61% des Européens se déclarent aujourd'hui d'accord avec cette idée, 29% (-3 points) se montrant à l'inverse en désaccord et 10% (-2 points) étant sans opinion.



Les Polonais sont les seuls à réfuter majoritairement cette idée (50% pas d'accord contre 32%). De manière plus générale, on constate que les opinions des pays fondateurs sont beaucoup plus sensibles que celles des pays ayant adhéré plus récemment à cette idée d'une Europe qui a grandi trop vite. C'est ainsi une idée largement partagée au Luxembourg (74%), en Belgique (71%), en Allemagne (70%) et en France (67%).

QA20.1. Pouvez-vous me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes à propos de la construction européenne.

L'Union européenne a grandi trop vite



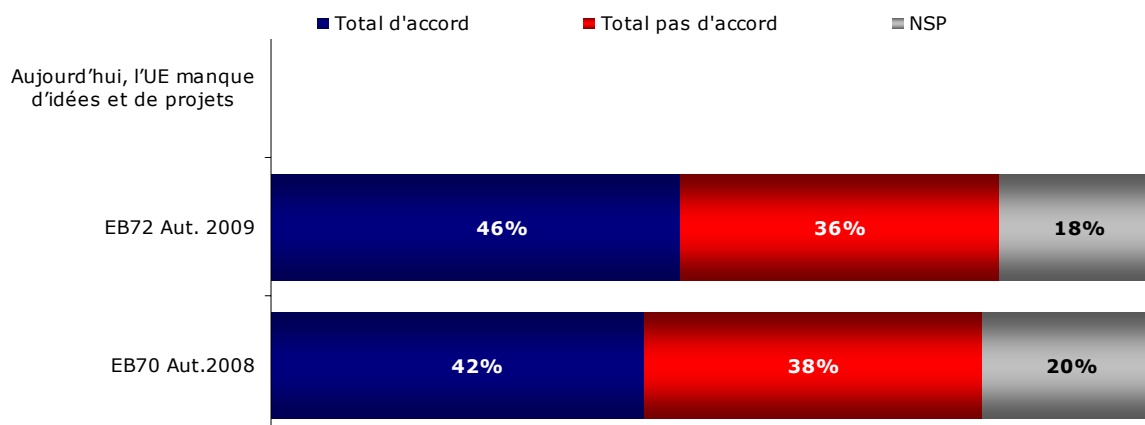
Les caractéristiques sociales ne jouent pas sur cette question : par exemple, l'idée est également partagée par ceux qui se classent en haut de l'échelle sociale que par ceux qui se classent en bas (60%). En revanche, il y a un effet d'âge assez net : les 15-24 ans (51%) sont moins sensibles à l'argument d'une Europe qui a grandi trop vite que les plus de 55 ans (64%). Il est également à remarquer que si cette idée est majoritairement partagée par ceux qui ont une vision positive de l'Union, elle l'est toutefois dans des proportions moindres que chez ceux qui en ont une vision négative. 71% de ceux qui ne font pas confiance à l'Union jugent qu'elle a grandi trop vite, pour 56% de ceux qui lui font confiance.

QA20.1 Pouvez-vous me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes à propos de la construction européenne.
L'Union européenne a grandi trop vite

	Total d'accord	Total pas d'accord	NSP
UE27	61%	29%	10%
Age			
15-24	51%	37%	12%
25-39	60%	32%	8%
40-54	64%	28%	8%
55 +	64%	24%	12%
Auto-positionnement sur l'escalier social			
Bas (1-4)	60%	26%	14%
Moyen (5-6)	63%	28%	9%
Haut (7-10)	60%	34%	6%
Confiance UE			
Plutôt confiance	56%	37%	7%
Plutôt pas confiance	71%	20%	9%
Bénéf. app. UE			
Bénéficié	56%	37%	7%
Pas bénéficié	73%	19%	8%
Image de l' UE			
Positive	54%	39%	7%
Neutre	65%	22%	13%
Négative	77%	15%	8%
































Ensuite, la proportion d'Européens estimant que l'Union est en manque de projets et d'idées progresse également par rapport à l'automne 2008, de 4 points. C'est un constat partagé aujourd'hui par 46% des personnes interrogées. 36% (-2 points) d'entre elles se déclarent opposées à cette idée et 18% (-2 points) sont sans opinion.

QA20.3 Pouvez-vous me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes à propos de la construction européenne.
-%UE



Le sentiment d'une Europe en panne d'idées et de projets est particulièrement ressenti en Espagne (68%), en Autriche (64%), en France (59%), en Grèce (55%) et en Belgique (52%). A l'inverse, on ne perçoit majoritairement pas l'Union comme en manque d'idées et de projets en Suède (61%), en République tchèque (58%), en Bulgarie (51%) et aux Pays-Bas (50%).

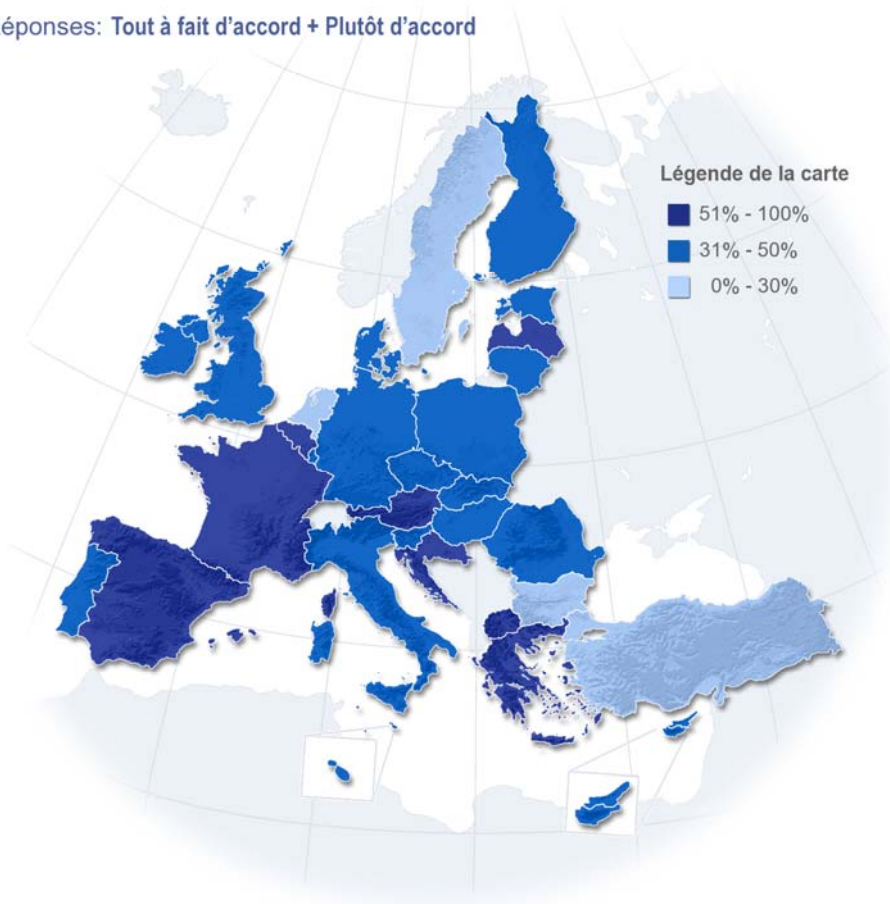
En ce qui concerne les pays candidats, l'UE est vue comme en manque d'idées et de projets par 53% des habitants de l'Ancienne République yougoslave de Macédoine et 52% des Croates. Les Turcs, eux, se montrent très largement dubitatifs avec un taux de sans réponse de 41%.

 ES	68%
 AT	64%
 FR	59%
 EL	55%
 BE	52%
 LV	51%
 SI	50%
 LT	49%
 DE	48%
 EE	48%
 PT	47%
 DK	46%
 EU27	46%
 LU	45%
 FI	45%
 SK	45%
 IT	44%
 IE	44%
 CY	43%
 HU	41%
 PL	39%
 UK	39%
 MT	32%
 RO	31%
 CZ	31%
 NL	28%
 SE	23%
 BG	15%
* CY (tcc) 46%	
 MK	53%
 HR	52%
 TR	30%

Question: QA20.3. Pouvez-vous me dire si vous êtes d'accord ou pas d'accord avec les affirmations suivantes à propos de la construction européenne.

Possibilité: Aujourd'hui, l'UE manque d'idées et de projets

Réponses: Tout à fait d'accord + Plutôt d'accord

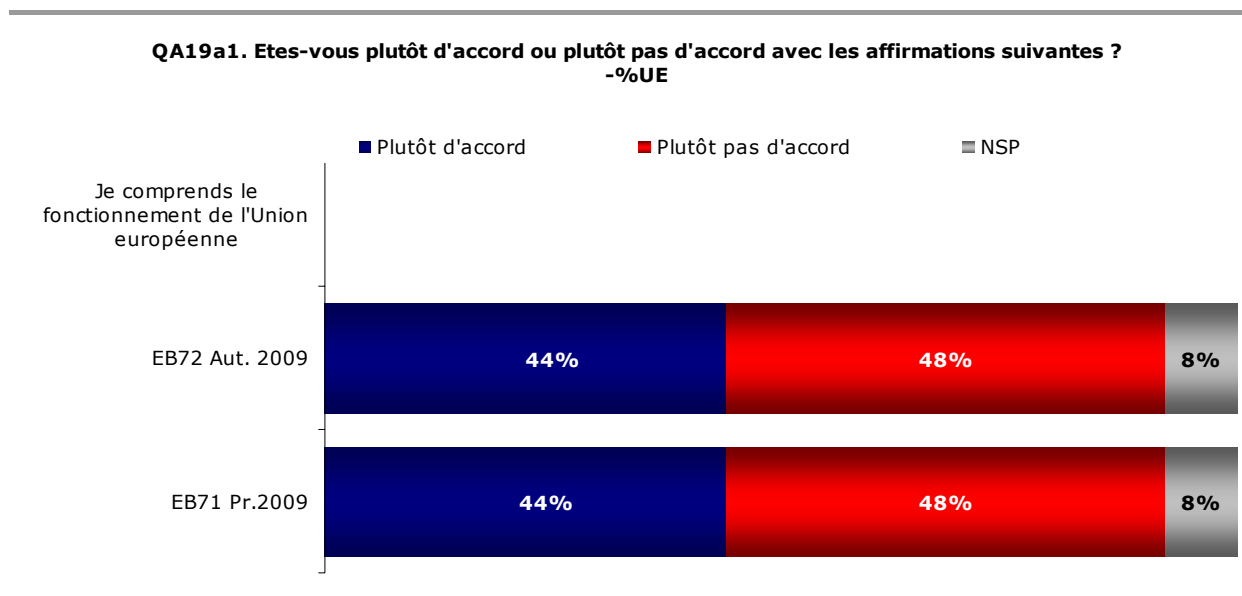


L'opinion sur une UE en manque d'idées et de projets est peu déterminée par l'âge. Ainsi, les répondants âgés de plus de 54 ans sont quasiment aussi nombreux que les plus jeunes (15-24 ans) à considérer que l'Union manque d'idées et de projets (45% pour les premiers, et 44% des plus jeunes). Notons que cette opinion est légèrement plus prononcée auprès des répondants âgés de 25 à 39 ans (49%), et de 40 à 54 ans (47%). En revanche, on note des variations un peu plus marquées selon l'occupation du répondant : alors qu'une majorité d'ouvriers estiment que l'Union est en manque d'idées et de projets (50%, contre 33% qui ne sont pas d'accord), ce sentiment est minoritaire parmi les cadres (43%, contre 46%). Enfin, il est d'autant plus fort qu'on a des jugements ou des attitudes critiques à l'égard de l'Union. Par exemple, 56% de ceux qui ne font pas confiance à l'Union la jugent en manque de projets et d'idées, pour 41% de ceux qui lui font confiance.

5. LE FONCTIONNEMENT DE L'UNION EUROPEENNE

5.1 La connaissance du fonctionnement de l'UE

Le fonctionnement de l'Union européenne reste opaque pour une large part de l'opinion. 48% des Européens déclarent ainsi ne pas comprendre le fonctionnement de l'Union, contre 44% qui disent le comprendre et 8% qui ne se prononcent pas⁶⁸. Ce rapport reste strictement stable par rapport à la dernière vague de l'Eurobaromètre.

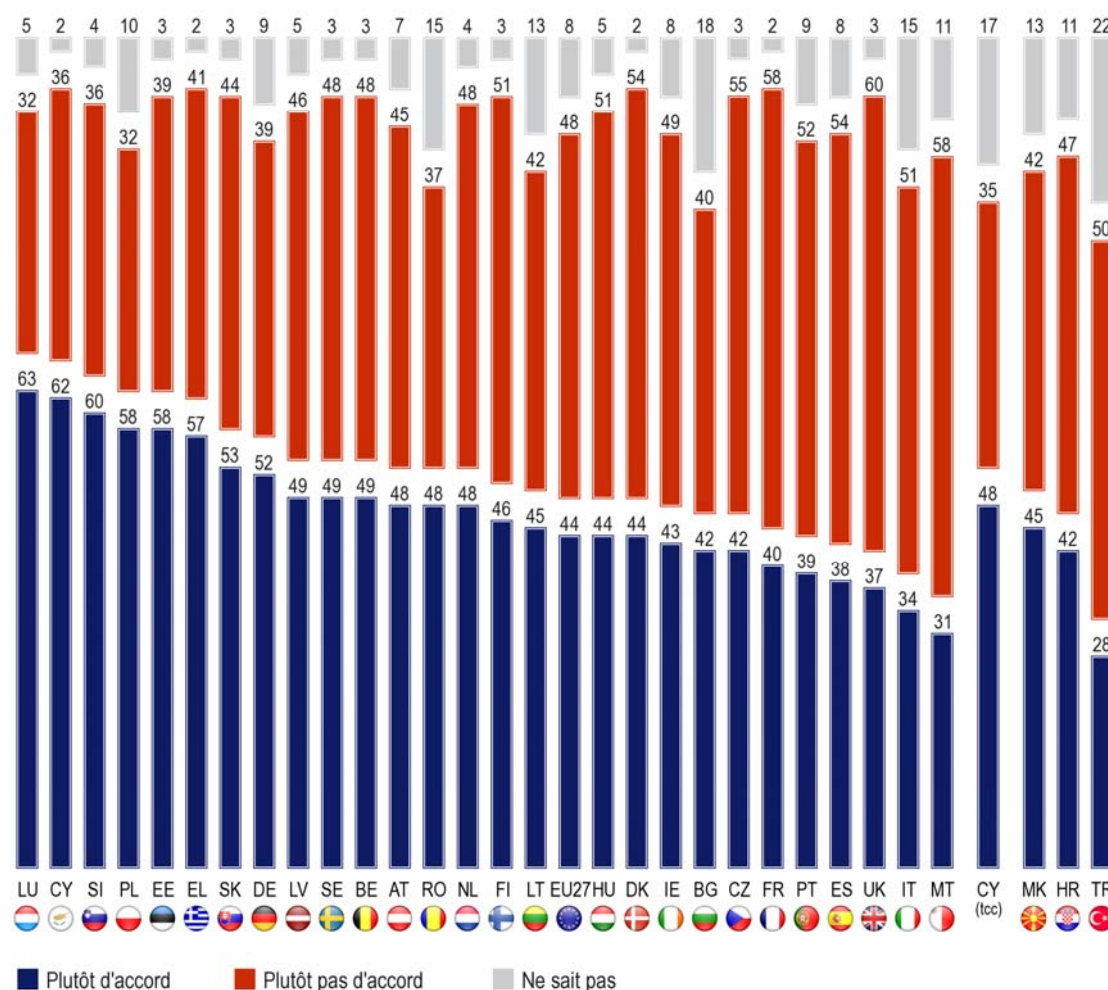


C'est au Luxembourg (63%), à Chypre (62%), en Slovénie (60%), en Pologne (58%), en Estonie (58%), en Grèce (57%), en Slovaquie (53%) et en Allemagne (52%) que l'on déclare le mieux comprendre le fonctionnement de l'Union. A l'opposé, c'est au Royaume-Uni (60%), en France (58%), à Malte (58%), en République tchèque (55%), en Espagne (54%), au Danemark (54%), au Portugal (52%), en Finlande (51%) et en Italie (51%) que les opinions révèlent la plus forte incompréhension.

⁶⁸ QA19.1 : Etes vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec l'affirmation suivante : je comprends le fonctionnement de l'UE

QA19. Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?





Je comprends le fonctionnement de l'Union européenne



La compréhension du fonctionnement de l'Union est très fortement influencée par les variables sociales. Elle est beaucoup plus forte chez les hommes que chez les femmes (51% pour 38%), chez les personnes ayant arrêté leurs études à 20 ans ou au-delà que chez les personnes peu diplômées (59% pour 28%), chez les cadres que chez les chômeurs (61% pour 35%), chez les personnes sans difficultés financières que chez celles qui en ont (50% pour 30%). Elle dépend également nettement de l'opinion exprimée à l'égard de l'Union. 57% de ceux qui font confiance à l'Union disent comprendre son fonctionnement, pour 34% seulement de ceux qui ne font pas confiance à l'Union.

QA19a.1 Etes-vous plutôt d'accord ou plutôt pas d'accord avec les affirmations suivantes ?

Je comprends le fonctionnement de l'Union européenne

	Plutôt d'accord	Plutôt pas d'accord	NSP
UE27	44%	48%	8%
Sexe			
 Homme	51%	42%	7%
Femme	38%	54%	8%
Age			
 15-24	48%	45%	7%
25-39	46%	46%	8%
40-54	46%	47%	7%
55 +	40%	52%	8%
Age de fin d'études			
 15-	28%	64%	8%
16-19	43%	49%	8%
20+	59%	36%	5%
Tjs étudiant	55%	38%	7%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	54%	37%	9%
Cadres directeurs	61%	34%	5%
Autres employés	50%	43%	7%
Ouvriers	40%	52%	8%
Femmes- hommes au foyer	32%	60%	8%
Chômeurs	35%	56%	9%
Retraités	39%	53%	8%
Etudiants	55%	38%	7%
Difficultés à payer ses factures			
La plupart du temps	30%	62%	8%
De temps en temps	38%	53%	9%
Pratiquement jamais	50%	44%	6%
Confiance UE			
Plutôt confiance	57%	37%	6%
Plutôt pas confiance	34%	59%	7%
Image de l' UE			
Positive	59%	34%	7%
Neutre	32%	59%	9%
Négative	30%	64%	6%

5.2 La connaissance objective de l'UE

Après avoir constaté que la majorité des répondants continuent de ne pas comprendre le fonctionnement de l'Union, nous nous sommes ensuite intéressés à leur connaissance objective de l'Union européenne : quatre propositions ayant trait à l'Union européenne ont été soumises aux citoyens européens, qui devaient juger si elles étaient vraies ou fausses. Ces affirmations étaient les suivantes⁶⁹ :

- L'Union européenne est actuellement composée de 25 Etats membres (nouvel item).
- Les Irlandais ont voté oui lors du second référendum sur le traité de Lisbonne (nouvel item).
- La zone euro est actuellement composée de 12 Etats membres
- La Suisse est un Etat membre de l'Union (uniquement à une moitié de l'échantillon, le Split A) / L'Islande est un Etat membre de l'Union (nouvel item, uniquement à une moitié de l'échantillon, le Split B)

Le bilan de ce quiz est assez contrasté et révèle une connaissance mitigée des réalités de l'Union européenne en 2009. 27% des Européens ont répondu correctement à une seule question, 30% à deux questions, 20% à trois questions et 6% aux quatre questions posées⁷⁰.

La proportion de répondants donnant une réponse correcte à la question posée varie de 30% pour la proposition « l'Union européenne est composée de 25 Etats membres », à 64% pour « la Suisse est un Etat membre de l'Union européenne ». **Lorsqu'on fait la moyenne des pourcentages de réponses correctes données aux différentes questions posées pour mesurer leur connaissance de l'Union européenne, on obtient 42%**⁷¹. La moyenne de mauvaises réponses s'élève elle à 29%, celle de répondants n'ayant pas formulé de réponses à 29%.⁷² En ajoutant les mauvaises réponses et les sans réponse, on voit donc que la méconnaissance l'emporte parmi les citoyens européens, avec toutefois de fortes disparités par pays. On peut signaler que cette moyenne de réponses correctes a chuté de 11 points par rapport à l'automne 2008 : cela dit, comme certaines des propositions étaient alors différentes, cette comparaison n'a qu'un caractère indicatif.

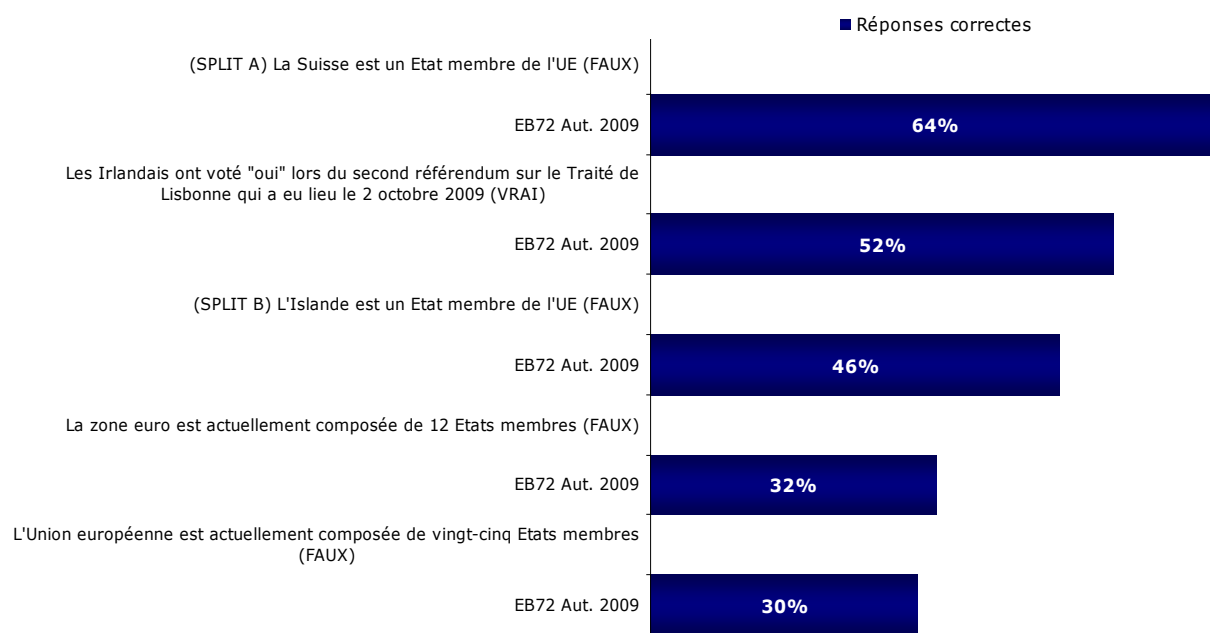
⁶⁹ QA17 Pour chacun des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.

⁷⁰ Ces questions n'étaient pas les mêmes pour tous les répondants car une des questions faisait l'objet d'un "split ballot".

⁷¹ L'Union européenne est actuellement composée de 25 Etats membres : 30% de réponses correctes ; Les Irlandais ont voté oui lors du second référendum sur le traité de Lisbonne : 52% de réponses correctes ; La zone euro est actuellement composée de 12 Etats membres : 32% de réponses correctes ; La Suisse est un Etat membre de l'Union (uniquement à une moitié de l'échantillon, le Split A) : 64% de réponses correctes. L'Islande est un Etat membre de l'Union (uniquement à une moitié de l'échantillon, le Split B) : 46% de réponses correctes. Moyenne de ces réponses correctes : 42%.

⁷² La moyenne des réponses correctes / incorrectes ainsi que le taux de sans réponses sont calculés sur base des quatre questions susmentionnées.

QA17. Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.
 -%UE



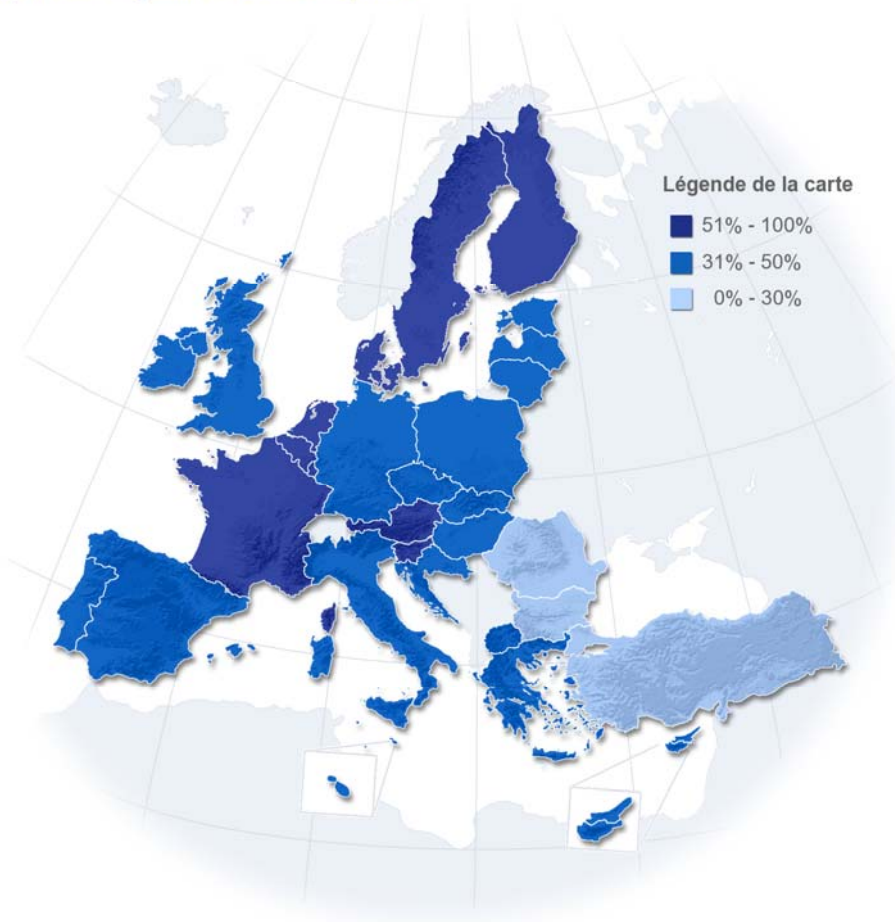
Avec en moyenne 50% ou plus de citations sur les bonnes réponses, les répondants luxembourgeois (65%), belges (56%), slovènes (54%), français (53%), autrichiens (53%), néerlandais (52%), suédois (52%), danois (51%), finlandais (51%) et tchèques (50%) se placent parmi les meilleurs connaisseurs des réalités de l'Union.

En revanche, avec en moyenne plus de 50% de mauvaises réponses ou des sans réponses, les répondants bulgares (71%), roumains (71%), espagnols (68%), italiens (67%), lituaniens (65%), hongrois (62%), polonais (60%), britanniques (60%) et lettons (60%) sont les moins au fait des réalités de l'Union.

 LU	65%
 BE	56%
 SI	54%
 FR	53%
 AT	53%
 SE	52%
 NL	52%
 DK	51%
 FI	51%
 CZ	50%
 IE	49%
 DE	47%
 SK	46%
 MT	45%
 EE	45%
 EL	43%
 EU27	42%
 PT	42%
 CY	42%
 PL	40%
 LV	40%
 UK	40%
 HU	38%
 LT	35%
 IT	33%
 ES	32%
 BG	29%
 RO	29%
* CY (tcc) 32%	
 HR	38%
 MK	33%
 TR	17%

Question: QA17. Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.

Réponses: Moyenne des bonnes réponses



La non appartenance de la Suisse à l'Union est la réalité la plus connue des Européens (64%), avec un taux relativement faible de sans opinion (18%). Si la bonne réponse est donnée majoritairement par toutes les opinions publiques, on constate toutefois encore de forts taux de sans réponse en Bulgarie (40%), en Roumanie (37%) et en Espagne (31%).

Les taux de sans réponse sont en revanche beaucoup plus importants sur les quatre autres items (oscillant entre 26% et 35%), premier signe de la méconnaissance des Européens sur les réalités et les enjeux de l'Union.

52% des Européens sont au courant que **le oui l'a emporté en Irlande lors du second référendum sur le Traité de Lisbonne**, contre seulement 13% qui pensent à tort que le non l'a emporté, mais plus d'un tiers qui préfèrent ne pas répondre (35% ne sait pas). Logiquement, le meilleur taux de réponse correcte est observé en Irlande (94%).

Les répondants en République tchèque (73%), au Luxembourg (73%) ainsi qu'au Danemark (70%), Autriche (70%) et Suède (70%) sont également bien informés sur le sujet. On constate de très fort taux de sans réponse en Roumanie (64%), en Italie (55%), à Chypre (54%), en Bulgarie (54%) et en Espagne (53%).

46% répondent correctement que **l'Islande n'est pas un Etat membre de l'Union**, mais 24% se trompent, et 30% ne se prononcent pas. Pour des raisons de proximité géographique, la non-appartenance de l'Islande à l'Union est plus connue dans les trois pays nordiques de l'Union (77% au Danemark, 72% en Finlande, 67% en Suède) ainsi qu'au Luxembourg (74%). En les incluant, il y a douze pays au sein de l'Union où une majorité absolue de répondants est capable de donner une bonne réponse sur cette question.

Enfin, seule une minorité d'Européens sait répondre correctement sur **le nombre d'Etats membres de la zone euro**⁷³ (32% savent qu'elle *n'est pas* constituée de 12 Etats membres) ou de l'Union (30% savent que l'affirmation selon laquelle l'Union européenne est actuellement composée de 25 Etats membres est fausse).

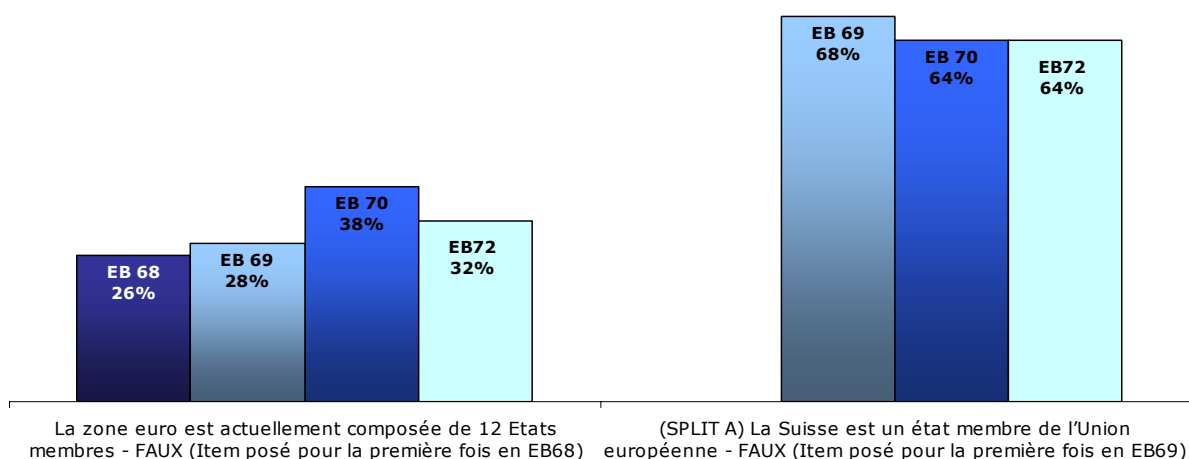
C'est au Luxembourg (49%) – qui est, rappelons le, une importante place financière –, au Portugal (44%), en Belgique (43%), en Slovaquie (41%), en Slovénie (40%), en Grèce (39%) et en France (39%) que l'on observe le plus fort taux de bonnes réponses en ce qui concerne **le nombre de pays de la zone euro**. A l'inverse, les plus fort taux de mauvaise réponse sont enregistrés en Suède (58%), au Danemark (58%) et en Grèce (50%). On note enfin des taux massifs de sans opinion en Bulgarie (59%), en Roumanie (49%), en Lituanie (44%), à Malte (44%) et en Chypre (42%).

Les Luxembourgeois (60% répondent que l'affirmation est fausse), les Chypriotes (51%), les Belges (46%), les Français (44%), les Estoniens (41%), les Maltais (41%), les Slovènes (41%) et les Suédois (40%) sont ceux qui se trompent le moins sur **le nombre correct d'Etats membres de l'Union européenne**. A l'inverse, les Grecs (56% pensent à tort qu'il y a 25 Etats membres dans l'Union), les Autrichiens (55%), les Slovaques (53%), les Polonais (53%) et les Hongrois (53%) sont les plus nombreux à donner une mauvaise réponse.

⁷³ 16 pays au moment où l'enquête a eu lieu.

L'étude des évolutions pour les items proposés lors de la vague précédente indique que la proportion de répondants avertis que la zone euro ne comporte pas 12 Etats membres a chuté depuis l'automne 2008 (32%, -6 points), tandis que celle qui sait que la Suisse n'appartient pas à l'Union reste stable (64%).

QA17.3_4 Pour chacune des affirmations suivantes sur l'Union européenne, pourriez-vous me dire si elle vous semble vraie ou fausse.
Réponses correctes - %UE



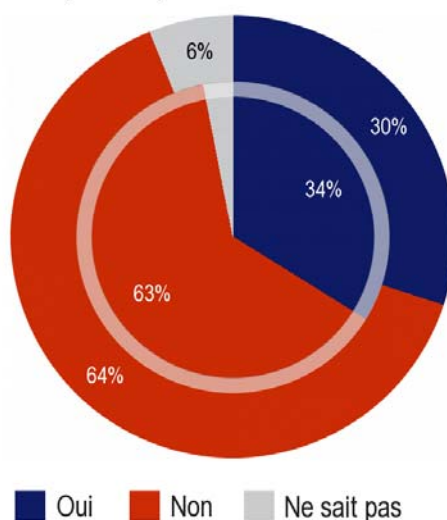
Enfin, l'analyse sociodémographique révèle que les hommes (47%, pour 38% des femmes) et les répondants ayant poursuivi leurs études jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà (51% pour 36% de ceux ayant arrêté l'école avant 16 ans), sont les plus nombreux à être informés en moyenne.

5.3 La présidence du Conseil de l'Union européenne

- Moins d'un tiers des Européens savent que la Suède occupe la Présidence du Conseil de l'Union européenne -

Près de deux tiers des Européens (64%) disent ne pas avoir entendu parler de la Présidence suédoise du Conseil de l'Union européenne lors du second semestre de 2009. 30% disent à l'inverse en avoir entendu parler et 6% n'ont pas d'opinion⁷⁴. Ce résultat de notoriété est proche de celui mesuré lors du dernier Eurobaromètre pour la présidence tchèque (63% n'en avaient pas entendu parler à l'époque contre 34%, voir illustration ci-dessous). Rappelons que ces niveaux cependant sont éloignés de celui observé pour la Présidence française de l'Union européenne, à l'automne 2008 : à l'époque, 50% des Européens savaient que la France occupait la Présidence du Conseil de l'Union européenne.

QA21. Dans l'Union européenne, chaque Etat membre devient, à son tour, le Président du Conseil de l'Union européenne pendant six mois. A l'heure actuelle, c'est le tour de la Suède. Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision ou vu sur Internet quelque chose au sujet de la présidence suédoise ?

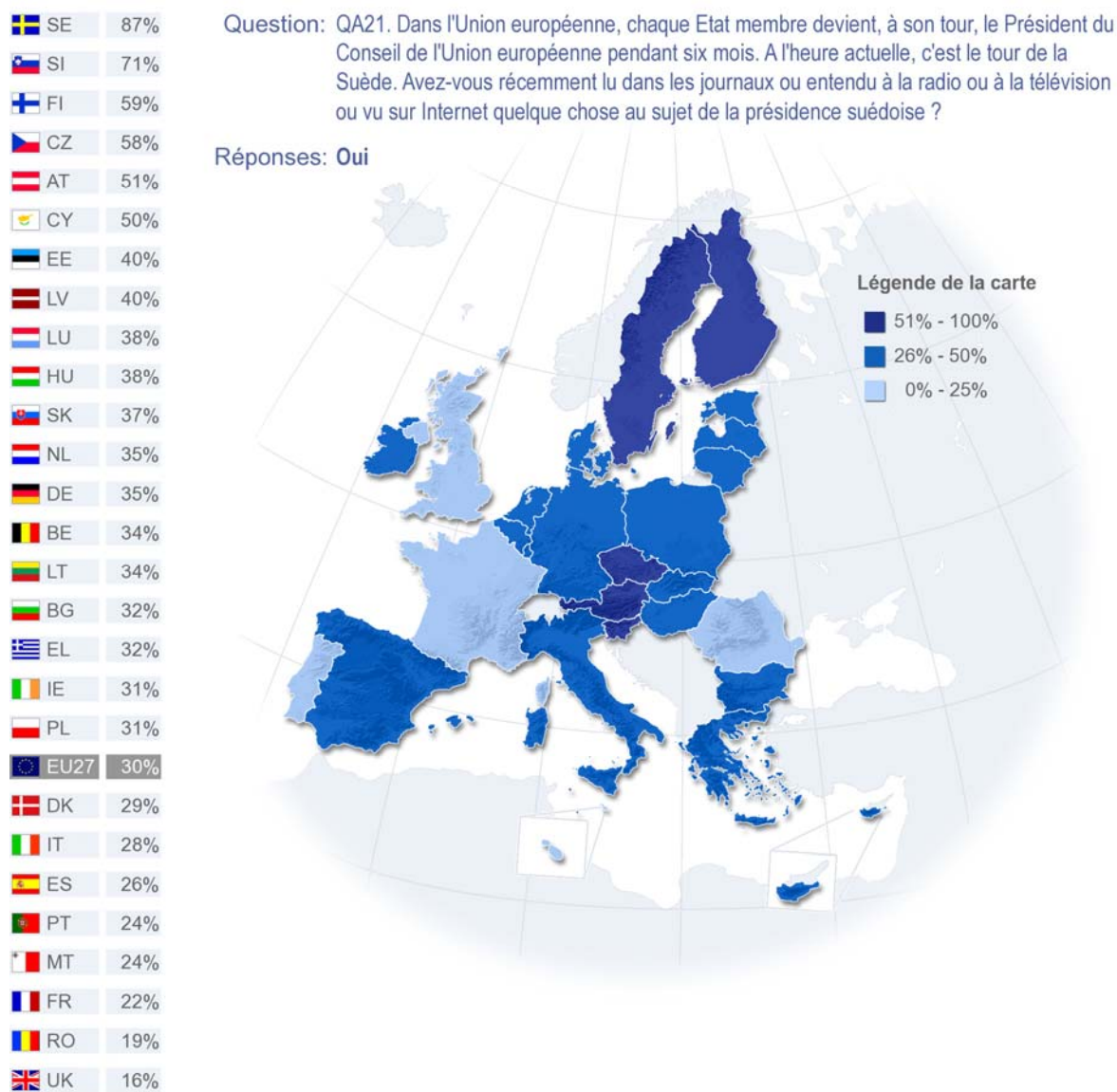


"Camembert" intérieur : EB71 Pr.2009
 "Camembert" extérieur : EB72 Aut.2009



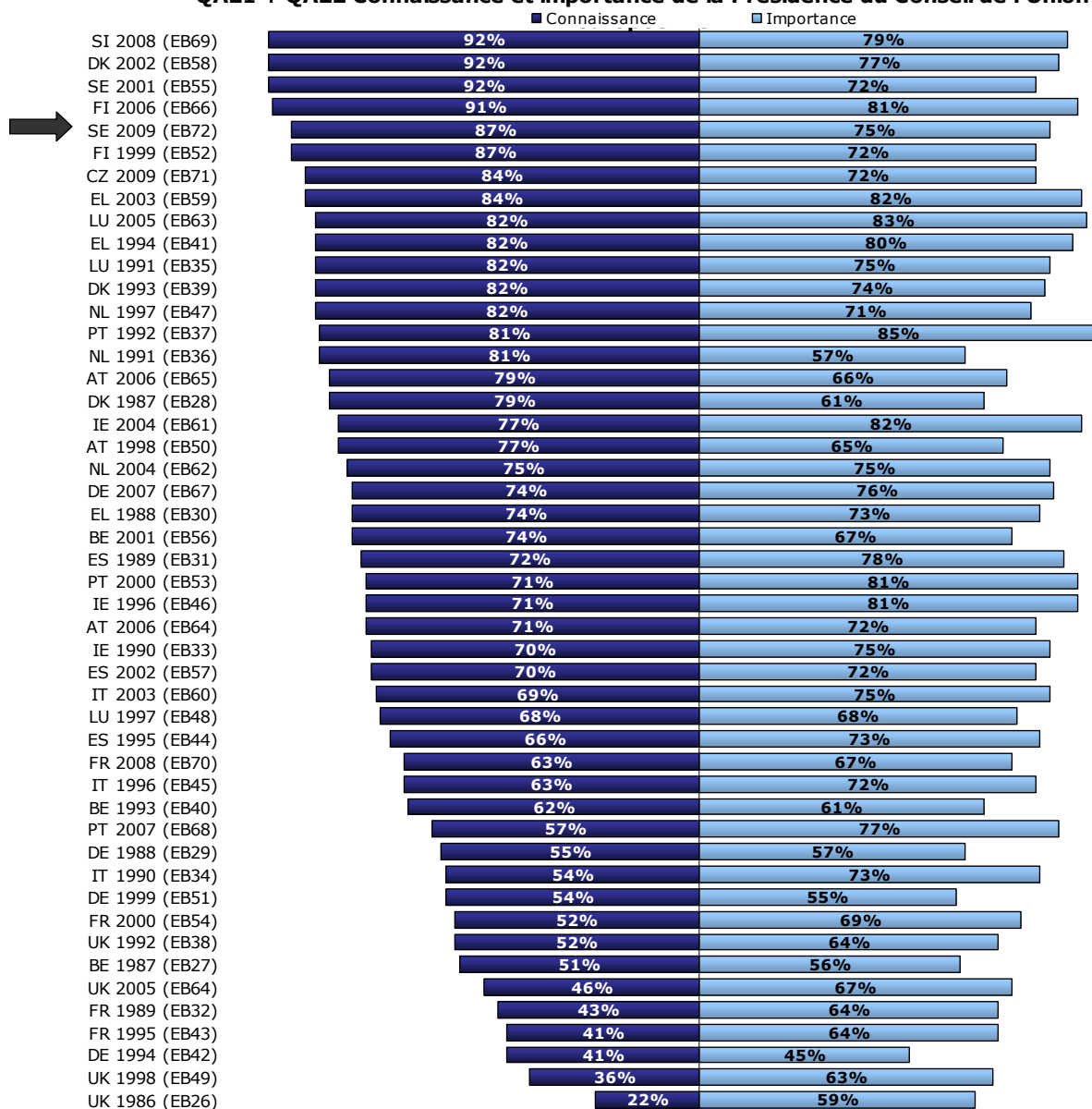
⁷⁴ QA21 Dans l'Union européenne, chaque Etat membre devient, à son tour, le Président du Conseil de l'Union européenne pendant six mois. A l'heure actuelle, c'est au tour de la Suède. Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision, ou vu sur Internet quelque chose au sujet de la présidence suédoise ?

En dehors de la Suède, il n'y a que cinq pays de l'Union où la Présidence suédoise est connue d'une majorité de l'opinion. Sa notoriété est élevée au sein des pays qui assumaient la présidence avant elle, la République tchèque (58%) et la Slovaquie (71%). La présidence suédoise est aussi connue majoritairement en Autriche (51%) et à Chypre (50%). Enfin, parmi les pays nordiques, si elle est bien connue du pays voisin, la Finlande (59%), elle est en revanche peu connue au Danemark (29%).



En Suède, la présidence du Conseil de l'Union européenne jouit d'un très bon taux de notoriété, à 87%. Ce chiffre la situe au 5^{ème} rang du classement de la notoriété de la présidence au sein du pays qui l'assume depuis 1986, à égalité avec la Présidence finlandaise de 1999, et devant la Présidence tchèque de 2009.

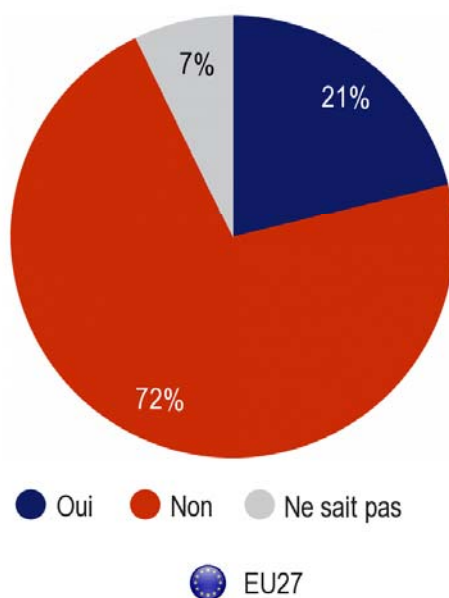
QA21 + QA22 Connaissance et importance de la Présidence du Conseil de l'Union



La valeur de cette présidence fait consensus en Suède puisque 75% des Suédois l'estiment importante⁷⁵, près d'un tiers (32%) la jugeant même « très » importante. L'analyse sociodémographique montre que l'importance de cette présidence est une opinion partagée dans toutes les couches de la population suédoise. L'opinion suédoise ne bat pas le record établi par l'opinion portugaise lors de la Présidence du Portugal en 1992 (85%) mais se situe quand même dans la fourchette haute des mesures relevées depuis 1986.

La Présidence suédoise étant peu connue d'une large majorité d'Européens, celle de l'Espagne, lui succédant, l'est logiquement encore moins⁷⁶. Seuls 21% des répondants disent savoir que l'Espagne prendra la présidence du Conseil de l'Union européenne à partir du 1^{er} janvier 2010⁷⁷. 72% déclarent l'ignorer et 7% ne se prononcent pas. Cette notoriété de 21% est identique à celle mesurée pour la Présidence suédoise alors à venir lors du dernier Eurobaromètre.

QA23. A partir du 1er janvier 2010 ce sera le tour de l'Espagne.
Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision ou vu sur Internet quelque chose au sujet de la présidence espagnole ?



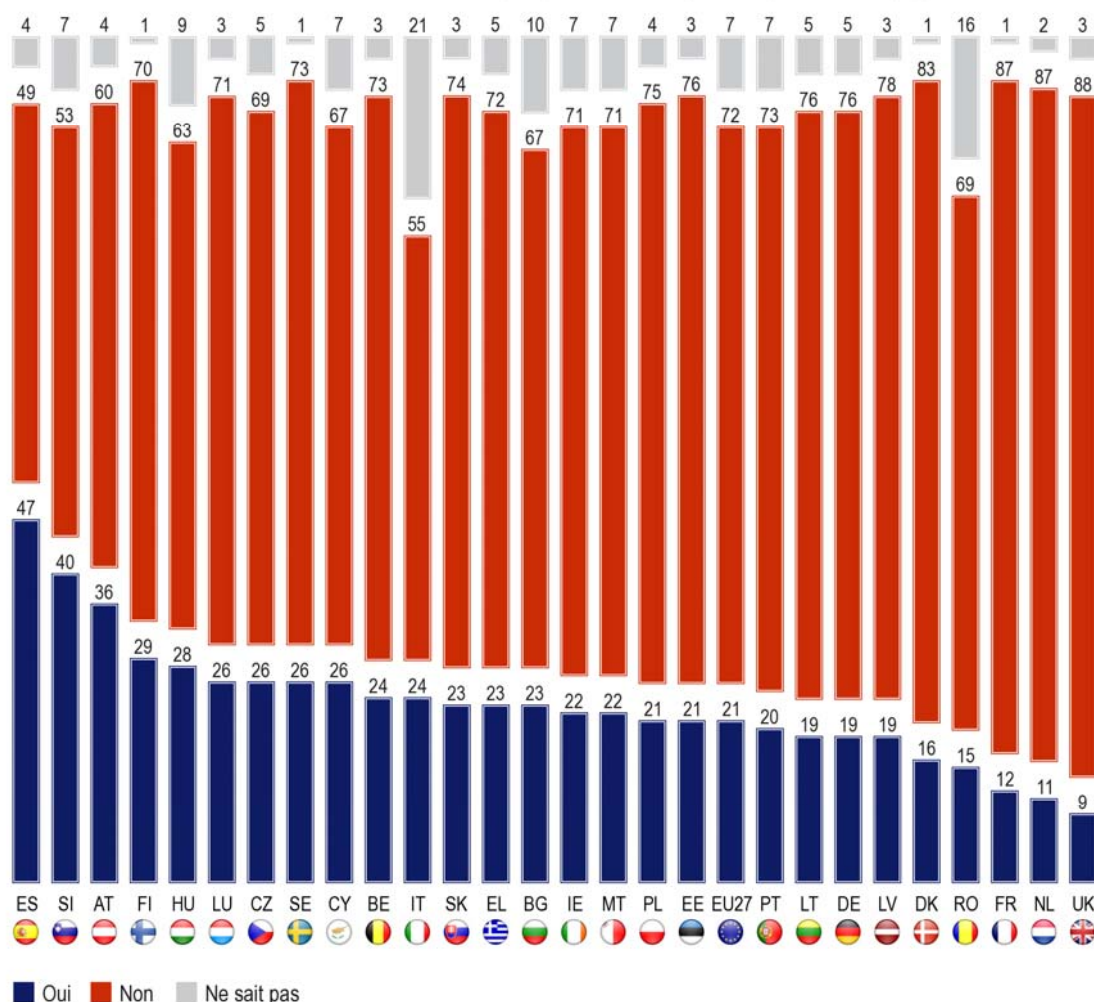
⁷⁵ QA22 Que vous ayez ou non entendu parler de quelque chose à ce sujet, pensez-vous que c'est important ou non que la Suède soit en ce moment le Président du Conseil de l'Union européenne ? Diriez-vous que c'est très important, important, pas très important, pas du tout important ?

⁷⁶ Rappelons que l'enquête a eu lieu sur le terrain dans les différents pays du 23 octobre au 18 novembre 2009.

⁷⁷ QA23 A partir du 1^{er} janvier 2010, ce sera au tour de l'Espagne. Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision, ou vu sur Internet quelque chose au sujet de la Présidence espagnole ?

Dans tous les pays de l'Union, une très large majorité de citoyens déclarent ne pas être au courant de la Présidence espagnole à venir. Néanmoins, les Slovènes (40%) et les Autrichiens (36%) sont les plus nombreux à le savoir.

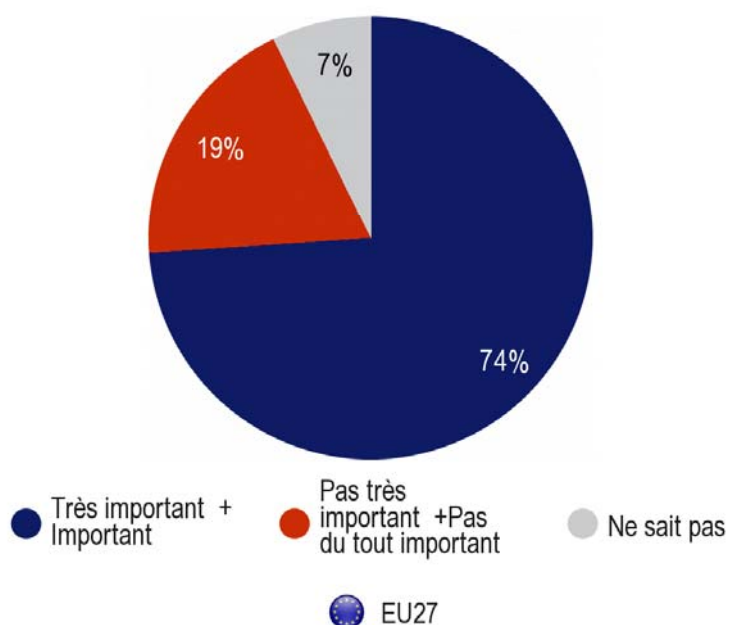
QA23. A partir du 1er janvier 2010 ce sera le tour de l'Espagne. Avez-vous récemment lu dans les journaux ou entendu à la radio ou à la télévision ou vu sur Internet quelque chose au sujet de la présidence espagnole ?



En Espagne, la connaissance de la présidence à venir est encore minoritaire, même si les répondants interrogés dans ce pays sont, logiquement, les plus nombreux à être au courant. 47% des Espagnols déclarent en avoir entendu parler alors que 49% disent l'ignorer, 4% restant sans opinion. Comparativement, seuls 19% des Allemands, 12% des Français et 9% des Britanniques ont entendu parler de la future Présidence espagnole.

Dans le détail, 24% des répondants interrogés en Espagne jugent cette présidence à venir de leur pays « très » importante et 50% « importante »⁷⁸. 16% l'estiment en revanche « pas très importante » et 3% « pas importante du tout ». Même s'ils ne sont pas encore tous informés, les Espagnols regardent avec intérêt cette présidence. 74% considèrent ainsi qu'il est important que l'Espagne assume la présidence du Conseil de l'Union européenne au début de l'année prochaine.

QA24. Que vous en ayez entendu parler ou non, pensez-vous que c'est important ou non que l'Espagne devienne le Président du Conseil de l'Union européenne à partir du 1er janvier 2010 ? Diriez-vous que c'est ... ?



Si cette opinion est partagée majoritairement par toutes les couches de la population espagnole, elle l'est avec encore plus d'intensité au sein des catégories sociales les plus favorisées et chez les plus jeunes générations. Ainsi : 77% des Espagnols âgés de 15 à 39 ans jugent cette présidence importante pour 71% de ceux âgés de 55 ans et plus. 81% des Espagnols ayant arrêté leurs études à 20 ans ou au-delà considèrent cette présidence comme importante pour 67% des personnes peu diplômées. Enfin, 82% des Espagnols se situant en haut de l'échelle sociale estiment cette présidence importante pour 65% de ceux qui se classent en bas.

⁷⁸ QA24 Que vous en ayez entendu parler ou non, pensez-vous que c'est important ou non que l'Espagne devienne le Président du Conseil de l'Union européenne à partir du 1er janvier 2010 ? Diriez-vous que c'est très important, important, pas très important, pas du tout important ?

III. L'UNION EUROPEENNE AUJOURD'HUI ET DEMAIN

Le traité de Lisbonne est finalement entré en vigueur le 1^{er} décembre 2009⁷⁹. Il instaure des changements institutionnels importants, qui visent notamment à simplifier le processus décisionnel et à donner plus de poids à l'Union européenne sur la scène internationale. Ce nouveau traité est l'aboutissement d'un long processus de révision des règles internes à l'UE, devenu indispensable après les passages successifs à 25 et 27 Etats membres en 2004 et 2007 respectivement.

1. LES COMPETENCES DE L'UNION EUROPEENNE

1.1 L'appréciation du meilleur niveau de décision (européen, national, régional ou local)

L'Eurobaromètre s'est intéressé à la manière dont les Européens perçoivent l'influence de l'Union européenne au quotidien, notamment par rapport à celle d'autres niveaux de décision (national, et régional ou local)⁸⁰.

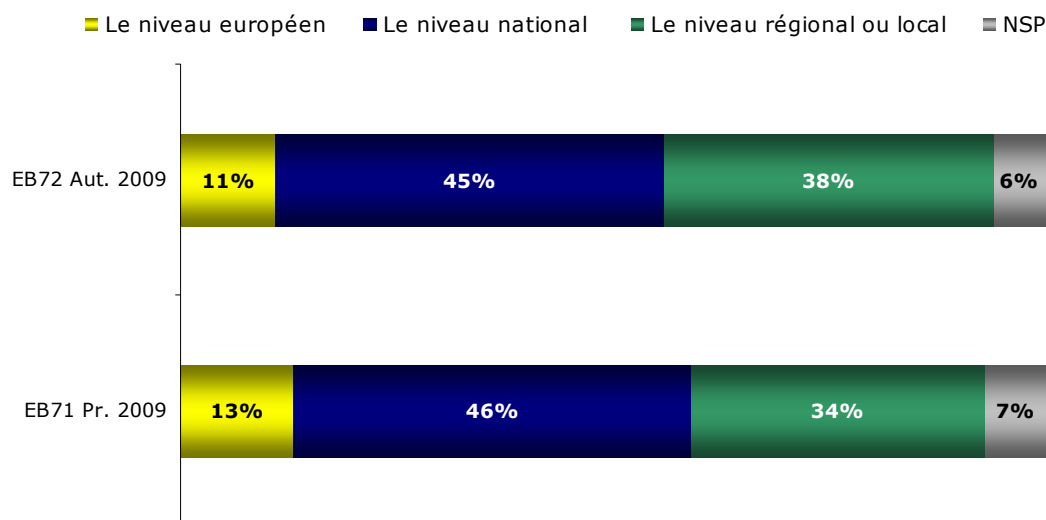
45% des Européens estiment que le niveau d'autorité ayant le plus d'influence sur leurs conditions de vie est le niveau national. Près de quatre européens sur dix (38%) mentionnent quant à eux le niveau régional ou local, tandis que seulement un sur dix (11%) estime que ce sont les décisions de l'Union qui ont le plus d'influence sur ses conditions de vie.

Ces résultats sont globalement stables par rapport au printemps dernier, bien que l'on registre un léger recul en ce qui concerne les niveaux européen (-2) et national (-1) et une progression un peu plus nette pour le niveau régional et local (+4).

⁷⁹Pour consulter le traité en bref : http://europa.eu/lisbon_treaty/glance/index_fr.htm

⁸⁰ QE1 Selon vous, parmi les différents niveaux d'autorités publiques suivants, lequel a le plus d'influence sur vos conditions de vie : le niveau européen, le niveau national ou le niveau régional ou local ?

QE1 Selon vous, parmi les différents niveaux d'autorités publiques suivants, lequel a le plus d'influence sur vos conditions de vie : le niveau européen, le niveau national ou le niveau régional ou local ? - % UE

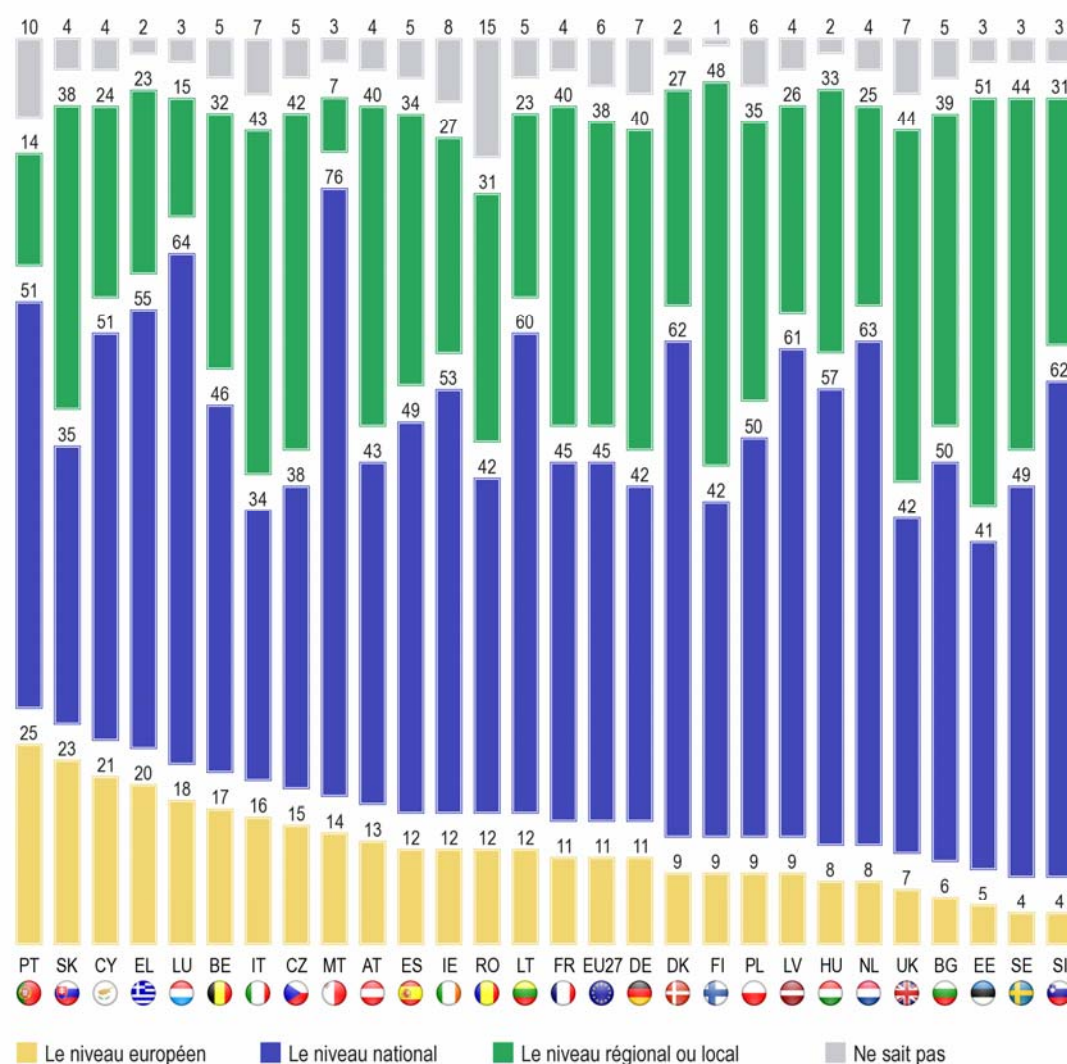


L'analyse des résultats par pays nuance ce panorama général et apporte un complément d'information intéressant. Les effets du niveau européen sont ressentis le plus nettement au Portugal (25%), en Slovaquie (23%), à Chypre (21%), en Grèce (20%), et dans une moindre mesure aussi au Luxembourg (18%) et en Belgique (17%).

Le sentiment que leur quotidien dépend surtout du niveau d'autorité nationale est particulièrement marqué à Malte (76%). Il s'agit de la réponse donnée par plus de six interviewés sur dix au Luxembourg (64%), aux Pays-Bas (63%), en Slovénie (62%), au Danemark (62%) ou dans deux Etats baltes, la Lettonie (61%) et la Lituanie (60%). Le niveau national semble comparativement moins important en Italie (34%), en République tchèque (38%) et en Slovaquie (35%).

Enfin, les autorités régionales ou locales sont citées comme ayant le plus d'influence sur les conditions de vie individuelles par les citoyens en Estonie (51%), en Finlande (49%), au Royaume Uni (44%), en Italie (43%), en République tchèque (42%) ou en Slovaquie (38%). Il s'agit d'ailleurs de la première réponse citée dans ces pays. On enregistre également des taux de citations importants en Suède (44%) et en Allemagne (40%), sans être la première réponse cependant.

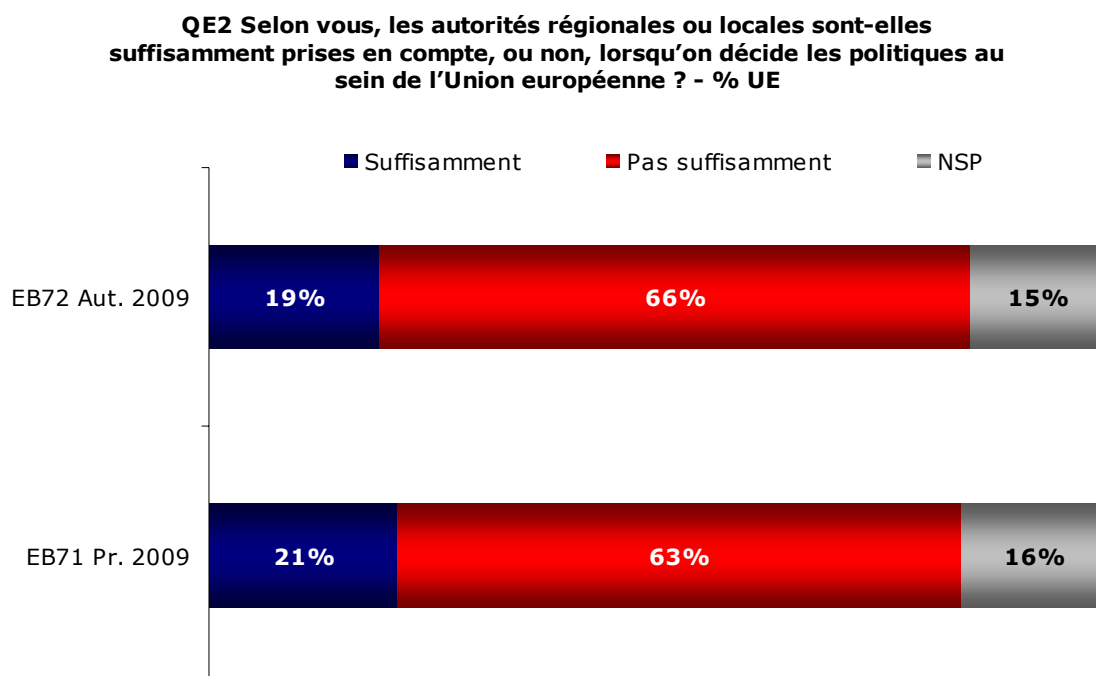
QE1. Selon vous, parmi les différents niveaux d'autorités publiques suivants, lequel a le plus d'influence sur vos conditions de vie : le niveau européen, le niveau national ou le niveau régional ou local ?



Les résultats au niveau national sont restés globalement stables par rapport au printemps dernier et seulement quelques changements significatifs peuvent être commentés. On note ainsi un gain de 5 et 7 points respectivement en ce qui concerne le niveau européen au Portugal et à Chypre. Les changements les plus significatifs sont enregistrés pour le niveau local et régional en France (+15 points), en Estonie (+12 points) et en Allemagne (+9). D'ailleurs, en France et en Estonie, cette progression du niveau régional et local se fait au détriment du niveau national qui perd dans les deux cas 10 points par rapport à il y a huit mois.

Comme on vient de le constater, les autorités régionales et locales sont, après les nationales, le niveau de décision jugé par les citoyens comme celui ayant le plus d'influence sur leurs conditions de vie. Il s'agit, en plus, d'un sentiment qui se renforce par rapport à il y a quelques mois. L'Eurobaromètre a donc demandé aux Européens s'ils avaient le sentiment que ces autorités locales/régionales étaient écoutées lors de la prise de décisions politiques au sein de l'Union⁸¹.

Deux interviewés sur trois estiment que les autorités locales ne sont pas suffisamment prises en compte lors de l'adoption des politiques au sein de l'Union (66%). Un peu moins d'un cinquième des interviewés (19%), considèrent en revanche que le niveau d'écoute est suffisant. D'un point de vue comparatif, l'on constate une progression de la première réponse, cohérente avec l'évolution que nous avons commentée quelques lignes plus haut sur le ressenti des citoyens à l'égard de l'influence du niveau local et régional dans leur quotidien.

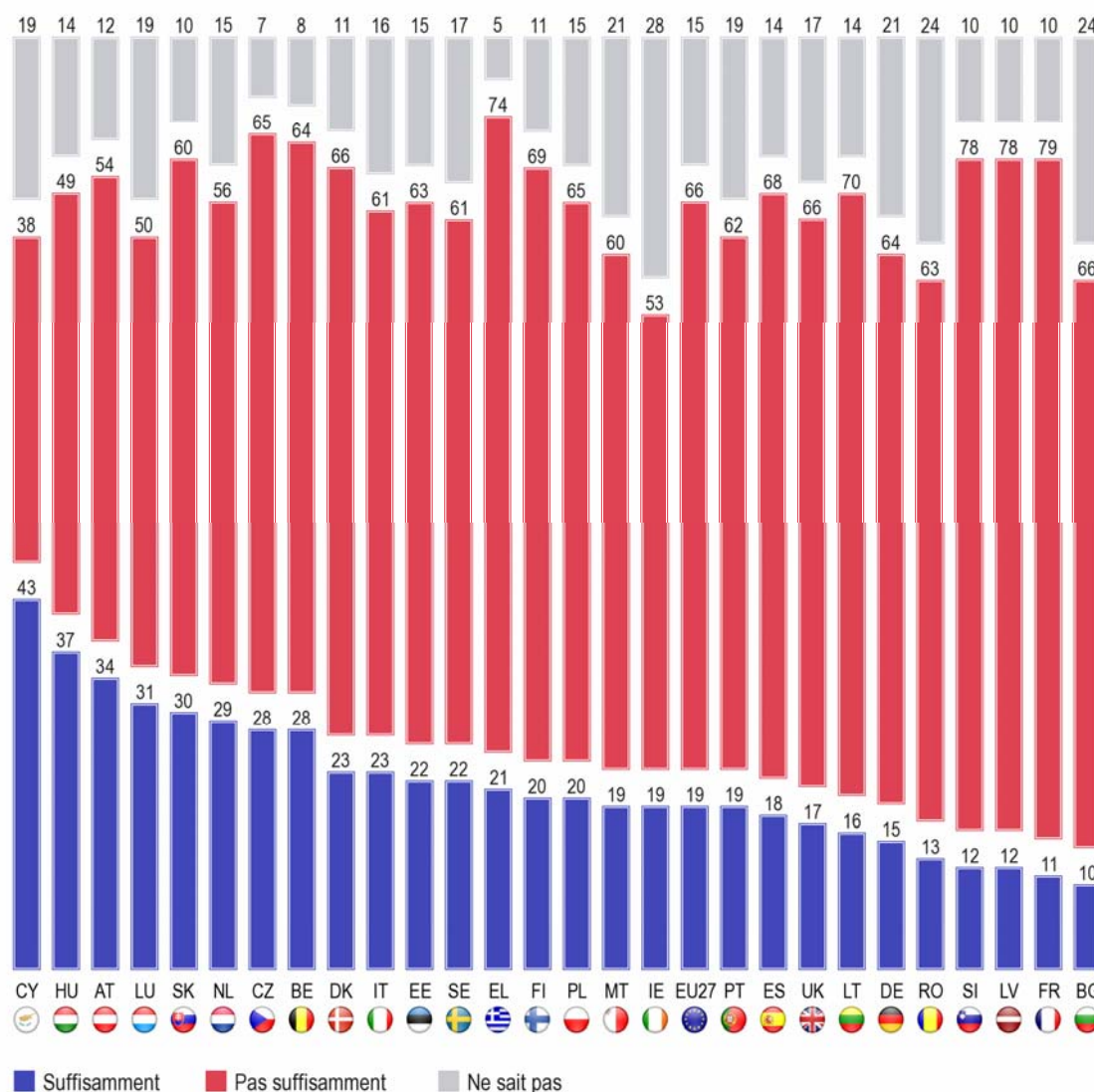


L'analyse nationale des résultats nous permet de constater que la vision plus critique à l'égard de la prise en compte des autorités locales et régionales dans la décision des politiques au sein de l'Union s'impose dans 26 des 27 Etats membres de l'Union. Elle est partagée par près de huit répondants sur dix en France (79%), en Lettonie (78%) et en Slovaquie (78%). Elle est également partagée par environ sept personnes interrogées sur dix en Grèce (74%), en Lituanie (70%) ainsi qu'en Finlande et en Espagne (69% et 68%).

⁸¹ QE2 Selon vous, les autorités régionales ou locales sont-elles suffisamment prises en compte, ou non, lorsqu'on décide les politiques au sein de l'Union européenne ?

Les avis sont, en revanche plus favorables à Chypre, avec plus de 40% de la population estimant que l'écoute des autorités locales et régionales lors de la prise de décisions politiques au sein de l'Union est suffisante (43%). Cette opinion est partagée par plus d'un tiers des personnes interrogées en Hongrie (37%) et en Autriche (34%) et par trois citoyens sur dix au Luxembourg (31%) en Slovaquie (30%), aux Pays Bas (29%), en Belgique (28%) et en République Tchèque (28%).

QE2. Selon vous, les autorités régionales ou locales sont-elles suffisamment prises en compte, ou non, lorsqu'on décide les politiques au sein de l'Union européenne ?



A quelques exceptions près, cette perception progresse dans la plupart des pays de l'Union, principalement au Portugal (+12), en Italie (+9), en Lituanie (+8) et en Pologne (+6). Elle recule de façon très marquée au Luxembourg (-15), en Autriche (-12) ainsi qu'en Grèce (-8).

L'analyse des réponses selon les attitudes à l'égard de l'Union révèle que le sentiment d'une écoute insuffisante de la part de l'Union à l'égard des autorités locales et régionales prédomine, même s'il est moins marqué que dans les autres catégories, parmi les individus affichant un avis globalement positif sur l'Union européenne que ce soit en termes d'image, de confiance et de jugement sur l'appartenance.

QE2 Selon vous, les autorités régionales ou locales sont-elles suffisamment prises en compte, ou non, lorsqu'on décide les politiques au sein de l'Union européenne ?			
	Suffisamment	Pas suffisamment	NSP
UE27	19%	66%	15%
Confiance UE			
Plutôt confiance	27%	59%	14%
Plutôt pas confiance	11%	76%	13%
Appartenance UE			
Bonne chose	24%	62%	14%
Mauvaise chose	10%	78%	12%
Ni bonne ni mauvaise	14%	69%	17%
Image de l' UE			
Positive	26%	60%	14%
Neutre	14%	68%	18%
Négative	8%	81%	11%

1.2 L'appréciation du meilleur niveau de décision, en commun au sein de l'UE, ou par le gouvernement national, dans un certain nombre de domaines

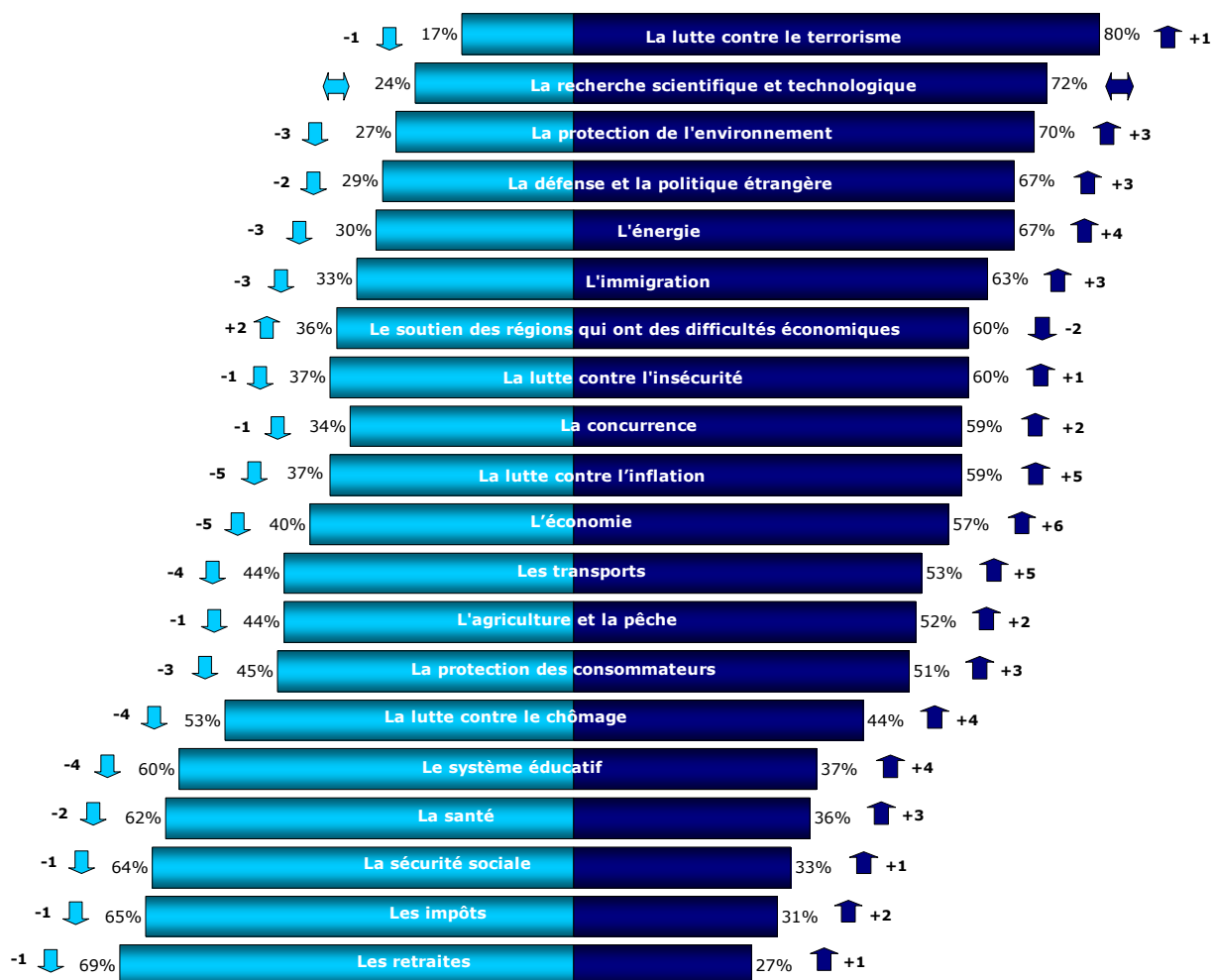
Lorsqu'ils sont invités à désigner le niveau de décision qu'ils jugent le plus efficace dans vingt domaines, les Européens se montrent partagés. On note cependant un renforcement, d'ampleur variable selon les domaines, du niveau européen au détriment du niveau national dans dix-huit des vingt domaines proposés⁸². Ces progressions sont davantage marquées dans les domaines économiques ou ayant une incidence sur le pouvoir d'achat des citoyens

Une majorité des interviewés affirment que les décisions devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne dans les douze secteurs suivants : la lutte contre le terrorisme (80%, +1 point), la recherche scientifique et technologique (72%, résultat stable), la protection de l'environnement (70%, +3), la défense et la politique étrangère (67%, +3), l'énergie (67%, +4), le soutien aux régions qui ont des difficultés économiques (60%, -2), l'immigration (63%,+3), la lutte contre l'insécurité (60%,+1), la concurrence (59%,+2), la lutte contre l'inflation (59%,+5), l'économie (57%,+6) et enfin, l'agriculture et la pêche (52%, +2).

⁸² QF3-QF4 Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ? 1. La lutte contre l'insécurité ; 2. Les impôts ; 3. La lutte contre le chômage ; 4. La lutte contre le terrorisme ; 5. La défense et la politique étrangère ; 6. L'immigration ; 7. Le système éducatif ; 8. Les retraites ; 9. La protection de l'environnement ; 10. La santé ; 11. La sécurité sociale ; 12. L'agriculture et la pêche ; 13. La protection des consommateurs ; 14. La recherche scientifique et technologique ; 15. Le soutien des régions qui ont des difficultés économiques ; 16. L'énergie ; 17. La concurrence ; 18. Les transports ; 19. L'économie ; 20. La lutte contre l'inflation

QF3-4 Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?

■ Gouvernement (NATIONALITE) ■ En commun dans l'UE



Deux domaines, ceux de la protection des consommateurs et des transports, qui auparavant divisaient les citoyens européens presque à égalité, sont aujourd'hui davantage associés à l'Union européenne en termes de niveau de décision le plus adéquat (pour la protection des consommateurs 51% citent l'Union, +3 points par rapport à la vague de l'automne 2008 ; en ce qui concerne les transports, l'Union est la réponse choisie par 53% des répondants, +5 points par rapport à il y a un an).

Enfin, dans les six domaines restants en revanche, une majorité de répondants estiment que les décisions devraient être prises par le gouvernement national bien que les scores du niveau national soient tous les six en diminution: les retraites (69%, -1), les impôts (65%, -1), la sécurité sociale (64%, -1), la santé (62%, -2) et le système éducatif (60%, -4) ainsi que la lutte contre le chômage (53%, -4).

L'évolution positive que le niveau européen enregistre dans cette vague semble donc confirmer la tendance déjà observée à l'automne 2008 (EB70) par rapport au printemps 2008 (EB69) où en effet, **dans onze des vingt domaines testés, les Européens étaient déjà plus nombreux à estimer que les décisions devraient être prises en commun au niveau européen.** Lors de cette précédente vague, les hausses étaient déjà plus marquées en matière d'économie et de lutte contre l'inflation. Rappelons à cet égard que ces deux domaines constituent pour les Européens, avec le chômage et l'insécurité, les principaux problèmes au niveau national. Il semblerait que, dans un contexte économique particulièrement difficile, la valeur ajoutée de l'action européenne soit mise en évidence par les citoyens.

Les répondants au Royaume-Uni, en Autriche, en Finlande, et dans une moindre mesure en Irlande, en Suède, à Malte, en Roumanie et en Bulgarie se montrent comparativement les plus favorables à ce que leur gouvernement national conserve ses prérogatives de décision, et ce dans la plupart des domaines.

A contrario, les Chypriotes et, de façon un peu moins marquée, les Portugais, les Slovaques, les Lettons, les Lituanais, voire les répondants au Luxembourg, en Allemagne, en Italie et en Belgique sont nombreux à considérer qu'il serait bénéfique que, dans la plupart des secteurs, les décisions soient prises en commun au niveau de l'Union européenne.

L'analyse des résultats nationaux va porter dans un premier temps sur les domaines dans lesquels les Européens émettent un souhait d'eupéanisation, puis sur celles sur lesquelles ils préfèrent que les décisions soient prises au niveau national.

Les domaines dans lesquels les répondants souhaitent plus de décisions prises en commun au niveau de l'Union européenne

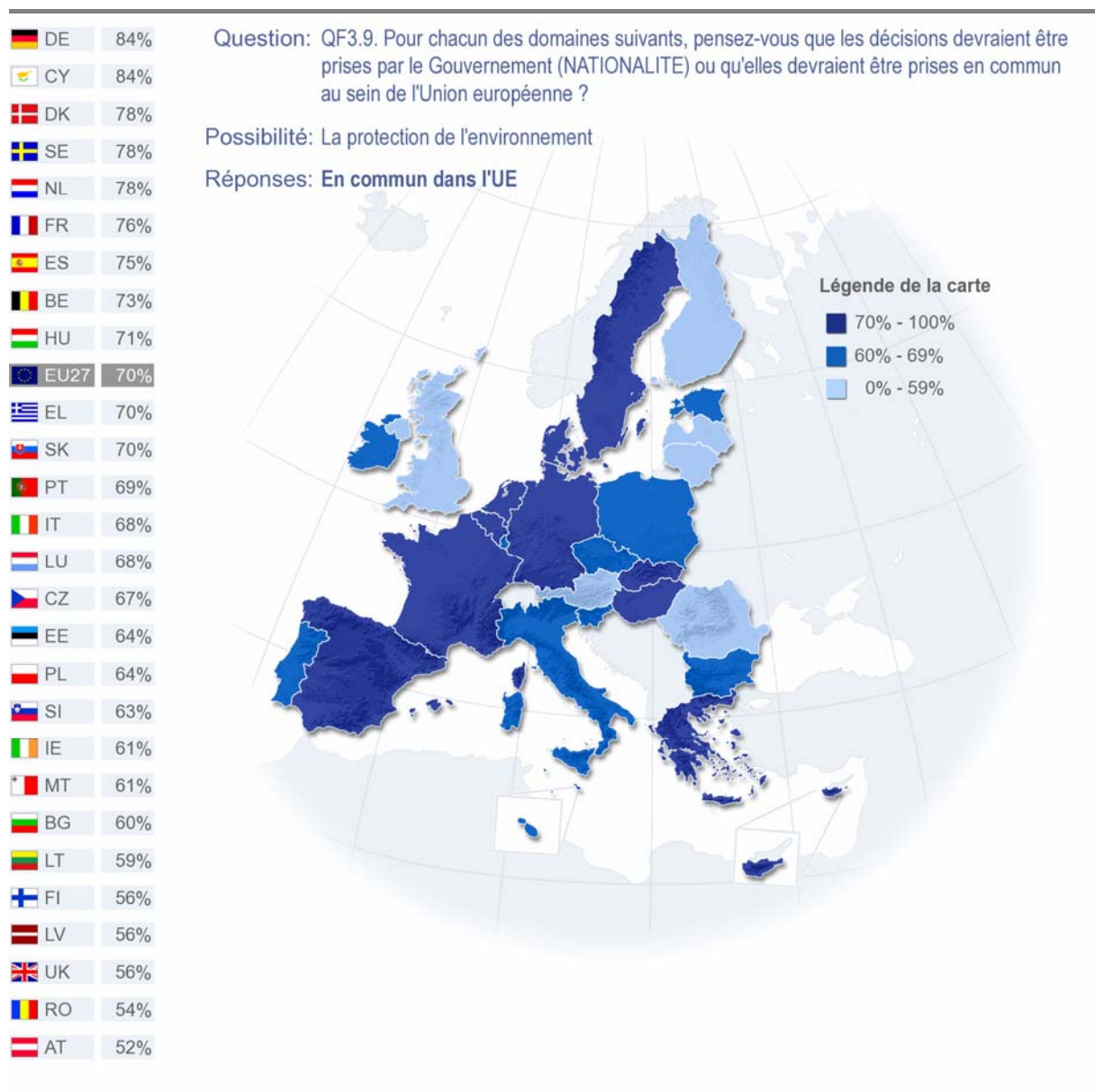
En matière de **lutte contre le terrorisme**, de **recherche scientifique et technologique**, de **protection de l'environnement**, et **d'énergie** une majorité se dégage dans chacun des Etats membres pour privilégier les décisions qui seraient prises au niveau de l'Union européenne.

La quasi-totalité des répondants au Danemark (91%), à Malte (91%), en Bulgarie (91%), au Luxembourg (91%) ainsi qu'en Hongrie, à Chypre, en Slovaquie, en Lettonie (89% dans les quatre cas) et en République tchèque (88%) sont favorables à ce qu'en matière de **lutte contre le terrorisme**, les décisions soient prises en commun dans l'Union européenne.

On trouve les scores comparativement moins importants pour le niveau européen en Espagne (73%) et au Royaume Uni (63%), deux pays historiquement marqués par le terrorisme sur leur territoire et frappés durement par le terrorisme international ces dernières années.

Plus de neuf répondants sur dix à Chypre (94%), 85% des Maltais, et plus de 80% des Luxembourgeois (84%), des Slovaques (82%) et des Litvaniens (81%) estiment que l'Union européenne devrait constituer le forum de prise de décision principal en matière de **recherche scientifique et technologique**. D'un autre côté, six répondants sur dix au Royaume Uni (59%), en Finlande (63%) et en Roumanie (64%) partagent leur opinion.

Plus de huit Chypriotes et Allemands sur dix (84% dans les deux cas) estiment qu'en matière de **protection de l'environnement**, les décisions doivent être prises en commun au niveau des Vingt-Sept, une opinion qui rassemble un peu plus de la moitié des Britanniques, des Roumains et des Autrichiens (56%, 54% et 52% respectivement). Il est intéressant de constater qu'alors que les pays scandinaves sont, pour la plupart des domaines testés, plutôt enclins à privilégier la prise de décision au niveau national, ils sont aussi parmi les plus nombreux à souhaiter que les décisions sur la protection de l'environnement se prennent au contraire en commun au sein de l'Union européenne.



En ce qui concerne **l'énergie**, le niveau européen est privilégié par neuf répondants sur dix à Chypre (90%) et par un peu moins de huit interviewés sur dix en Allemagne (77%), en Lituanie (77%) ainsi qu'en Belgique et en Lettonie (76% dans les deux cas). Il n'est en revanche revendiqué que par une courte majorité en Autriche et au Royaume Uni (50% et 49% respectivement).

Les répondants en Finlande, de façon extrêmement tranchée, et dans une moindre mesure au Royaume-Uni, sont les seuls à considérer de façon majoritaire que la **défense et la politique étrangère** sont mieux gérées au niveau national (respectivement 80% et 50%). On peut supposer que le résultat observé en Finlande, fortement différent de celui des autres pays européens, peut s'expliquer par la tradition de neutralité de ce pays en matière de politique étrangère. Dans ce domaine, Le niveau européen a progressé en Suède, pays chargé d'assurer la Présidence de l'Union au deuxième semestre de 2009, où il passe de 46% à 50%.

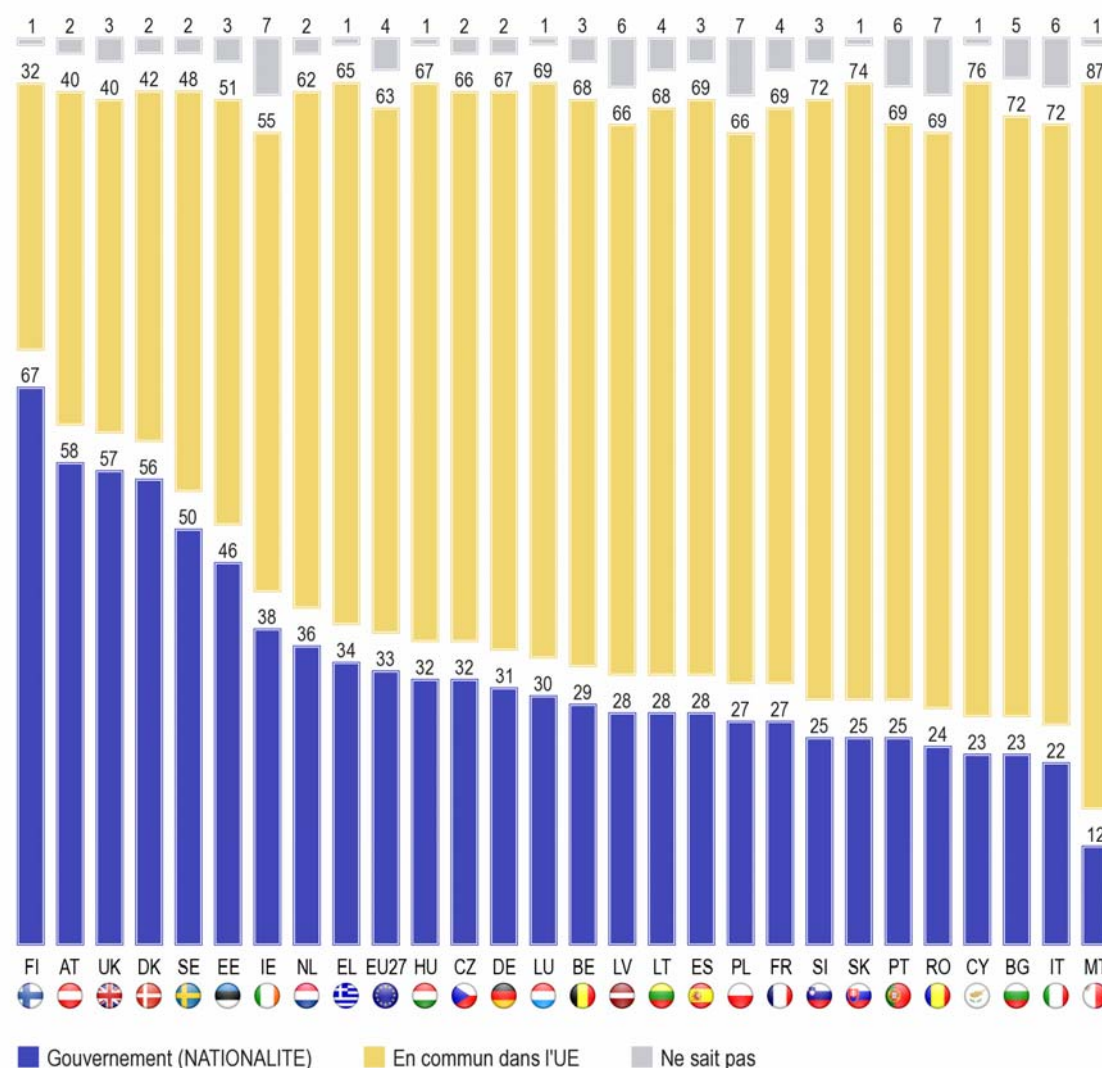
25 des 27 Etats membres privilégient la décision communautaire en matière de **soutien aux régions qui connaissent des difficultés économiques**. Plus de huit répondants sur dix le souhaitent à Chypre (86%), aux Pays-Bas (85%) et à Malte (83%). Cette proportion descend à 48% en France et au Royaume-Uni.

En ce qui concerne la **lutte contre l'insécurité**, vingt-cinq Etats membres souhaitent voir les problèmes traités au niveau européen. Seuls les Britanniques (66%) et les Irlandais (50%) considèrent majoritairement le niveau national comme plus pertinent.

Vingt-deux Etats membres privilégient le niveau européen en matière **d'immigration** et notamment Malte, dont les répondants confirment leur singularité à cet égard (87% pour 32% des Finlandais). Il faut cependant signaler la forte progression enregistrée par le niveau européen dans ce domaine, comme le montrent les deux pays que l'on vient de citer avec respectivement +11 (Malte) et +15 points (Finlande) par rapport à l'automne dernier.

QF3.6. Pour chacun des domaines suivants, pensez-vous que les décisions devraient être prises par le Gouvernement (NATIONALITE) ou qu'elles devraient être prises en commun au sein de l'Union européenne ?

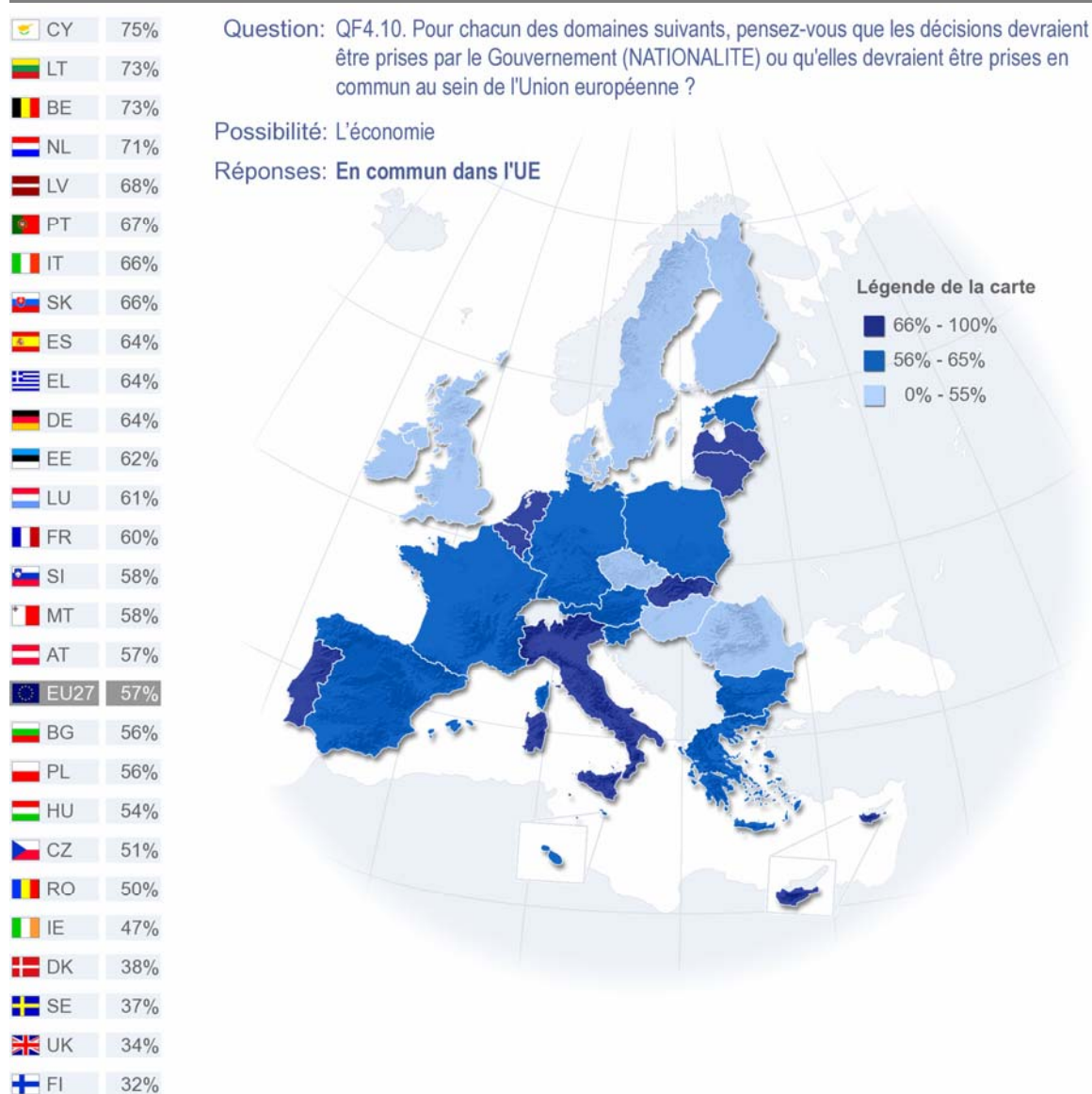
L'immigration



Comme évoqué précédemment, la progression des réponses en faveur de décisions prises en commun au sein de l'Union européenne est particulièrement nette en ce qui concerne les domaines plus directement liés à l'économie. Il est par conséquent particulièrement intéressant d'analyser les résultats nationaux et leur évolution en ce qui concerne **l'économie** et **l'inflation**.

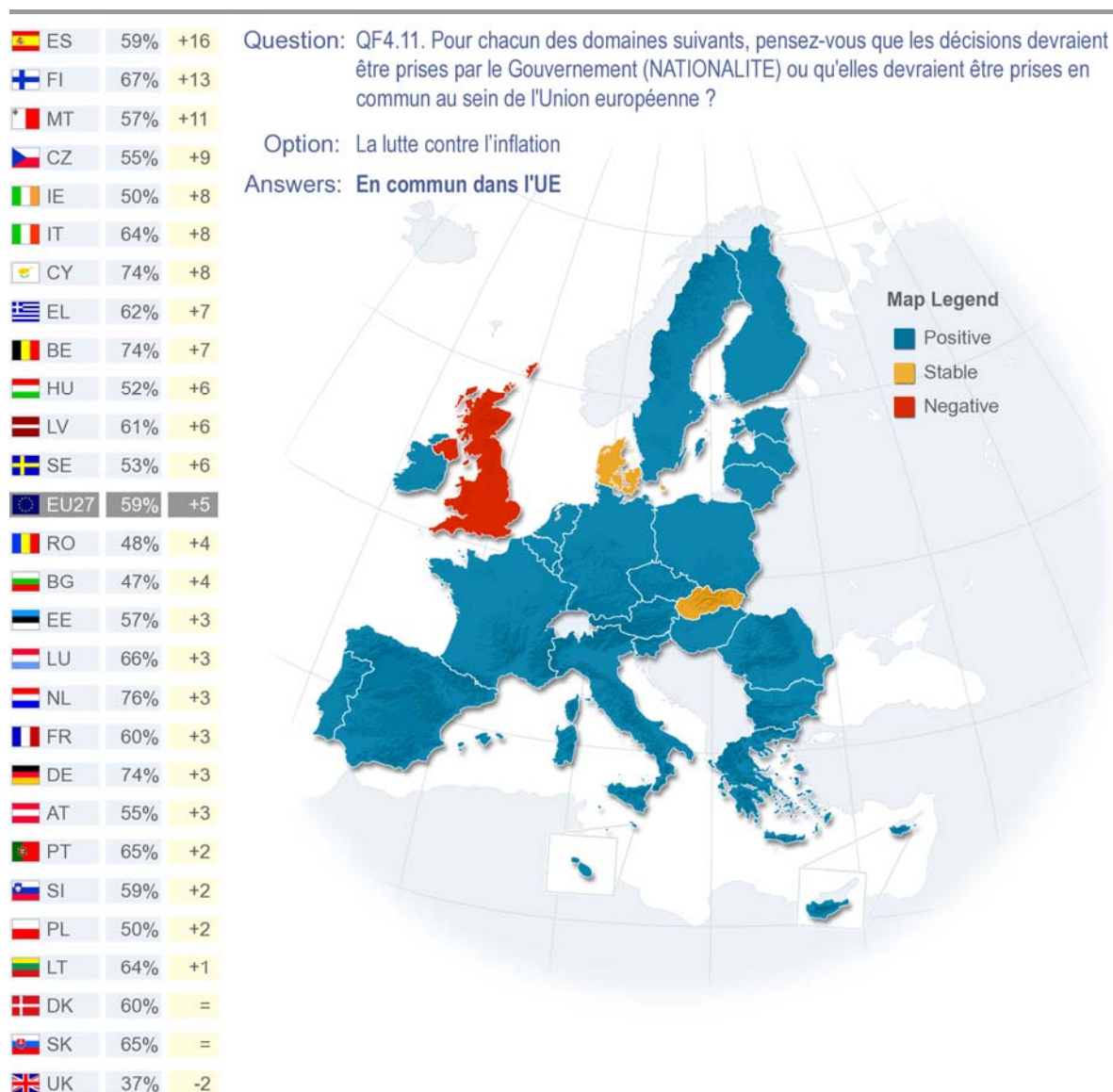
À l'automne 2008 (EB70), neuf pays privilégiaient le niveau national pour traiter **l'économie** ; ils sont seulement quatre aujourd'hui, la Finlande (67%), le Royaume-Uni (61%), la Suède (59%) et le Danemark (59%). Les Irlandais sont quant à eux parfaitement divisés sur la question.

Dans vingt-cinq Etats membres l'idée de traiter en commun la politique économique a progressé et ce, de façon très nette dans certains des pays les plus touchés par la crise : c'est le cas en Espagne (+19 points avec 64% comparé à 45% il y a un an), en Grèce (+16 points, 64% par rapport à 48%), en Irlande (+11 points, 47% par rapport à 36%) et à Malte (+11 points, passant de 47% à 58%).



Dans vingt-cinq Etats membres une majorité souhaite également une action politique contre **l'inflation** au niveau européen ; le Royaume Uni est le seul où les répondants optent majoritairement pour le Gouvernement national (58% contre 37% privilégiant le niveau européen) tandis que les interviewés bulgares se montrent nettement divisés sur le sujet (47% comparé à 48% privilégiant le niveau national).

En tout cas, une nouvelle fois, le niveau européen a progressé dans la plupart des pays (24 sur 27) et ce, de façon très spectaculaire en Espagne (+16 points), en Finlande (+13 points) et à Malte (+11 points).



Diff. EB70.1-EB72

Enfin, s'agissant de **l'agriculture et de la pêche**, seul un peu moins d'un répondant sur quatre en Finlande (23%) et près de quatre sur dix au Royaume Uni (38%) estime que l'Union européenne est le niveau le plus pertinent pour la prise de décision. Ceci contraste avec la proportion de répondants chypriotes (78%) qui partagent cet avis.

Les domaines dans lesquels les répondants souhaitent plus de décisions prises par leur Gouvernement national

En ce qui concerne les domaines pour lesquels les Européens souhaitent globalement que les compétences résident au niveau du gouvernement national, vingt-six Etats membres se déclarent majoritairement favorables à ce que les décisions soient prises au niveau du gouvernement national en matière **d'impôts**. La seule exception est le Portugal avec 50% des citoyens estimant, au contraire, que ces décisions devraient être prises en commun au sein de l'Union.

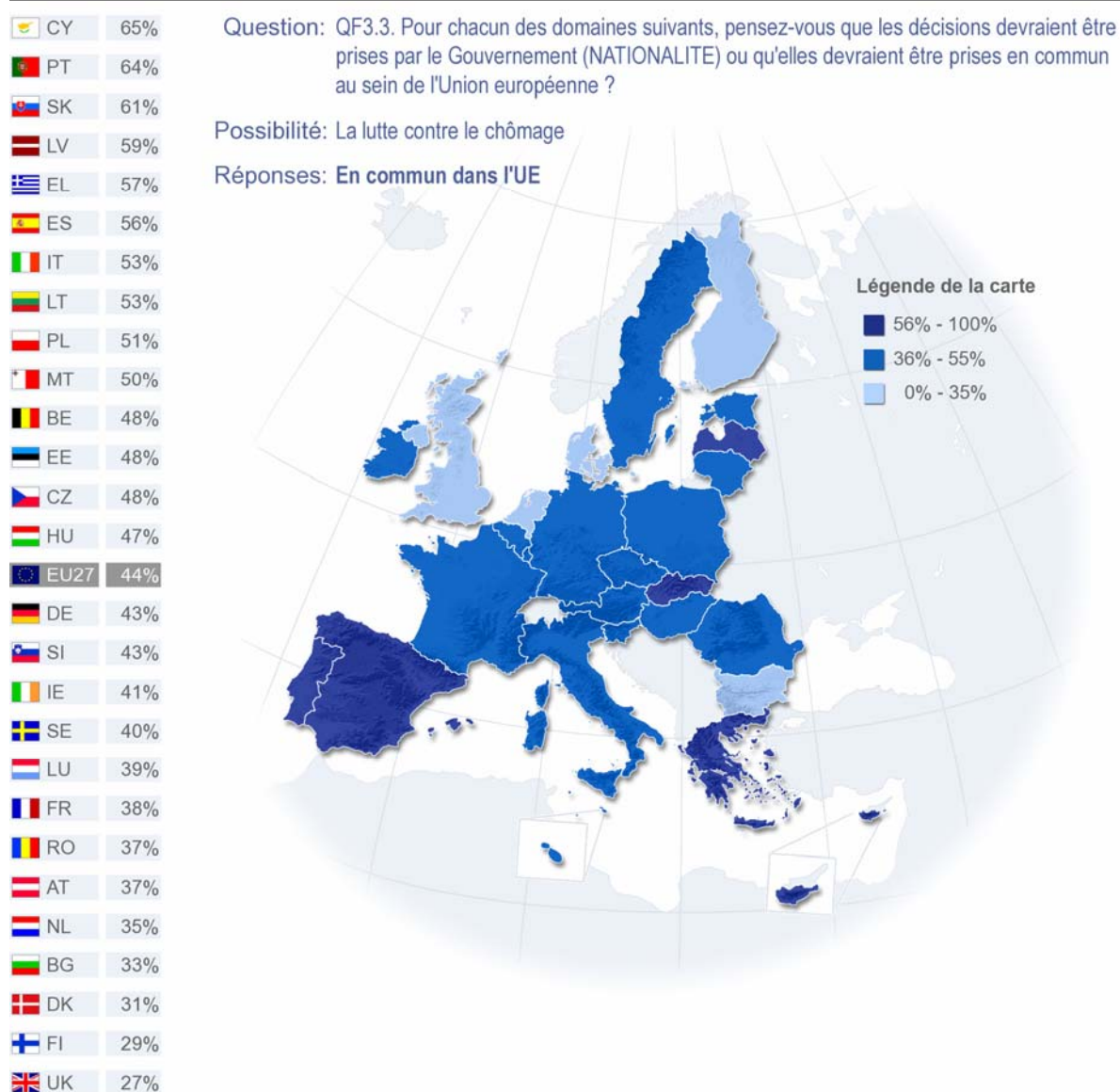
Les répondants des pays du Nord de l'Union européenne sont les plus nombreux à approuver ce choix : 89% des Finlandais et 88% des Danois ainsi que 83% des Suédois.

S'agissant de **santé**, 20 pays sur 27 privilégient le Gouvernement national lors de la prise de décision. L'exception plus marquante est Chypre, avec 77% estimant que l'Union est le niveau de décision le plus pertinent. Par rapport à il y a un an, cette opinion gagne aujourd'hui aussi une courte majorité des citoyens en Lettonie, en Lituanie et en Grèce (51% dans les trois cas).

Nous assistons à la même évolution en matière de **sécurité sociale** avec 23 des 27 Etats membres privilégiant le niveau national et quatre pays se détachant de cette tendance avec une majorité, choisissant en revanche l'Union : c'est le cas de Chypre (64%) et, dans une moindre mesure, du Portugal (50% versus 44%), de la Lituanie (50% comparé à 48%) et de la Grèce (51% comparé à 49% qui signalent le Gouvernement national). **Au niveau de l'éducation**, seuls les Chypriotes (57%), les Portugais (53%), les Espagnols (50%) et les Lettons (49%) font exception et affirment plus largement leur préférence pour l'échelon européen.

Dans ces trois domaines, ce sont en revanche, les répondants du Nord de l'Europe, et notamment les Finlandais, les plus nombreux à privilégier le niveau national.

Enfin, en ce qui concerne **la lutte contre le chômage**, dix pays privilégient aujourd'hui l'Union européenne comme niveau de décision le plus pertinent : c'est principalement le cas à Chypre (65%), au Portugal (64%), en Slovaquie (61%), en Lettonie (59%), en Grèce (57%), en Espagne (56%), en Lituanie (53%), en Italie (53%) et en Pologne (51%). La question divise davantage les interviewés à Malte (50% comparés à 49% qui choisissent eux le niveau national). L'Union progresse dans le domaine de la lutte pour l'emploi dans 22 des 27 Etats membres. Comme pour l'économie et l'inflation, l'évolution est particulièrement significative dans les pays les plus frappés par la crise et dont les marchés de l'emploi subissent les plus lourdes conséquences : ainsi l'Union gagne 17 points en Espagne, 14 points à Chypre et 11 points en Lettonie.



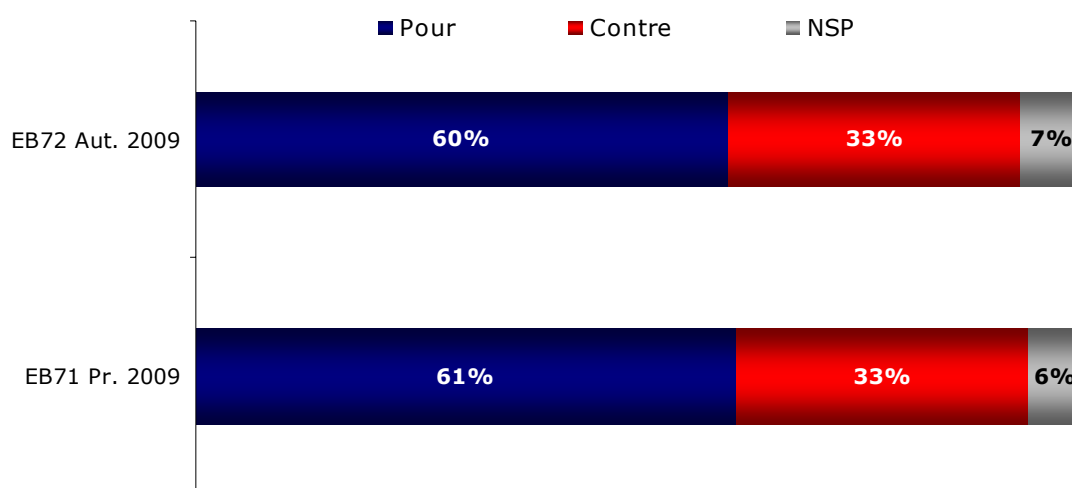
Alors que les différences par pays sont assez importantes, elles restent plus limitées lors de l'analyse des différentes catégories sociodémographiques. Seuls l'âge et le niveau d'études des répondants donnent lieu à des différences plus marquées, les plus jeunes et les citoyens ayant étudié le plus longtemps se montrant généralement plus nombreux que la moyenne des Européens à penser que l'Union européenne constitue le meilleur échelon de décision. Bien entendu, les variables d'attitudes à l'égard de l'Union entraînent, elles aussi, d'importants clivages sur cette question du meilleur niveau de décision.

2. LE SOUTIEN AUX POLITIQUES DE L'UNION

2.1 Soutien à la monnaie unique, l'euro

Une large majorité d'Européens (60%) exprime son soutien à la monnaie unique comparée à un tiers (33%) qui se dit « contre »⁸³. Le niveau d'adhésion reste stable par rapport au printemps 2009 (EB71) (-1 point, de 61%), et témoigne de la résistance en termes d'image de l'euro dans la tourmente économique qui touche les Etats membres depuis septembre 2008.

QA15.1 Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. - Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro - % UE



Parmi les personnes résidant dans la zone euro, l'adhésion est assez prononcée : 67% sont pour une union monétaire européenne (-2 points par rapport à la vague Eurobaromètre du printemps 2009), contre 27% qui s'y opposent. En revanche, les répondants des pays n'ayant pas encore adopté la monnaie unique se montrent nettement plus divisés sur cette question : 46% sont favorable à une union monétaire européenne (stable par rapport au printemps 2009), contre 45% qui s'y opposent.

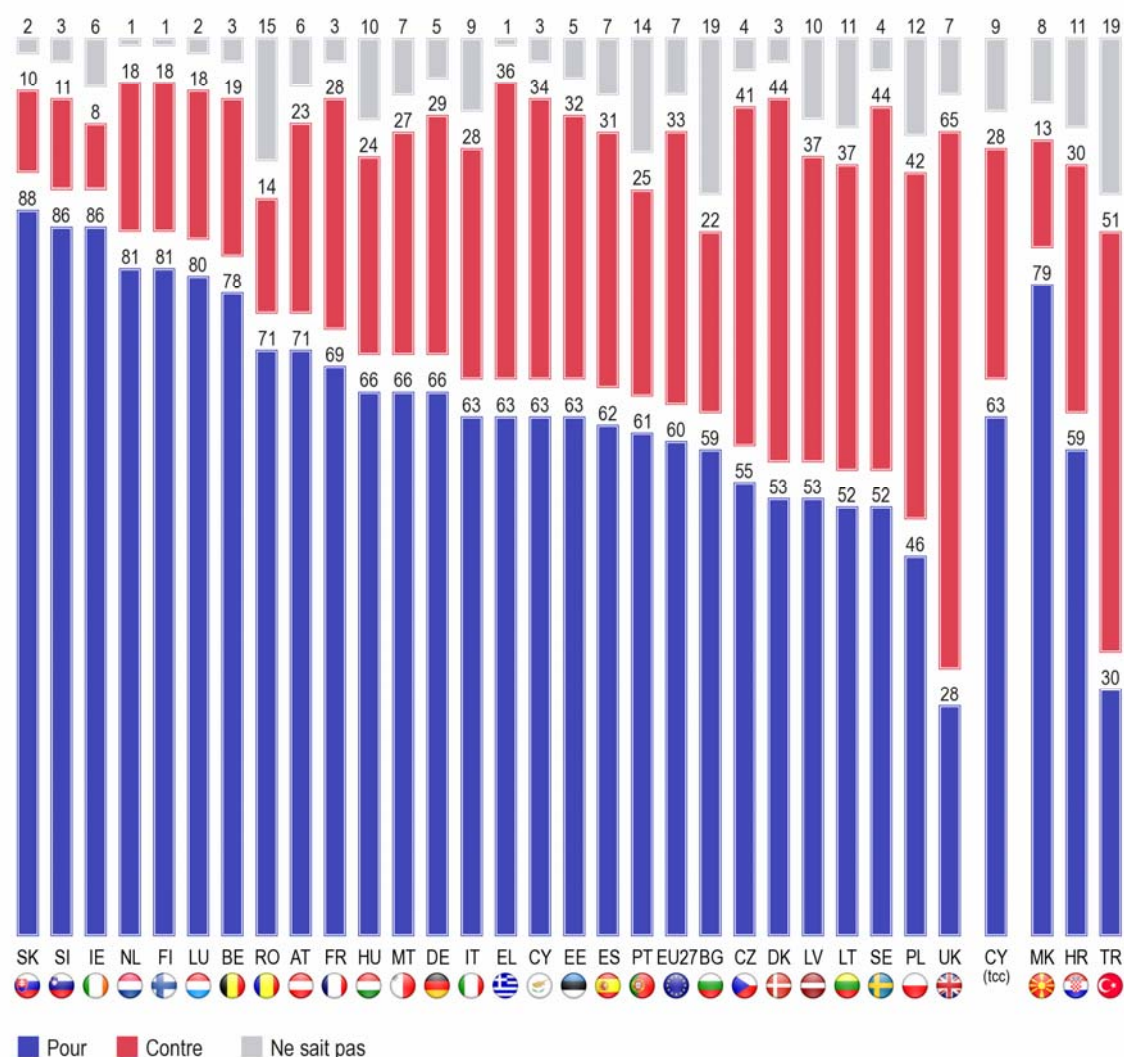
L'analyse nationale révèle que dans tous les pays membres de l'Union à une exception près, le Royaume-Uni, le soutien à la monnaie unique est majoritaire.

⁸³ QA15.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. -Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro

Néanmoins, on note des nuances dans l'intensité de ce soutien : exprimé par près de neuf citoyens sur dix en Slovaquie (88%) ou en Slovénie (86%), récemment incorporés à la zone euro, ainsi qu'en Irlande (86%), il se situe aux alentours du niveau de la moyenne européenne au Portugal (61%) et en Bulgarie (59%) et concerne un peu plus de la moitié de la population en République tchèque (55%), au Danemark et en Lettonie (53% dans les deux cas), en Lituanie et en Suède (52% dans les deux cas), et 46% des répondants en Pologne. Seul le Royaume Uni s'oppose de façon tranchée à la monnaie unique avec seulement 28% se disant « pour » contre 65% exprimant un avis défavorable.

QA15.1. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro







Parmi les pays candidats, les niveaux de soutien de la monnaie unique sont particulièrement élevés dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (79%). L'euro réussit également à convaincre près de six Croates sur dix (59%). A l'inverse, les répondants en Turquie sont majoritairement opposés à la monnaie unique (51% contre, 30% pour).

Les différences d'un point de vue sociodémographique sont celles que l'on rencontre traditionnellement en ce qui concerne les attitudes à l'égard de l'Union européenne :

- Le sexe du répondant et, de façon plus marquée encore, son âge conditionnent son opinion à l'égard de la monnaie unique, avec un niveau d'adhésion plus fort chez les hommes (63% comparé à 56% chez les femmes) et qui diminue graduellement avec l'âge des interviewés (9 points séparent les jeunes des plus âgés, avec un niveau de soutien respectivement de 65% et 56%).
- Le niveau d'études atteint révèle une capacité de discrimination des réponses avec 22 points d'écart entre les européens ayant arrêté leurs études à l'âge de 15 ans ou avant (48% soutiennent l'Euro) et les interviewés ayant étudié plus long temps (70%).
- En ce qui concerne les catégories professionnelles, un net contraste s'affirme entre le niveau d'avis favorables parmi les chômeurs (50%) et celui observé entre les étudiants (71%) ou encore parmi les cadres directeurs (72%).
- Enfin, ceux qui souffrent potentiellement le plus du contexte économique actuel, et qui éprouvent plus de difficultés à payer leur factures, se montrent clairement divisés lorsqu'il s'agit de juger l'euro (47% y sont favorables comparés à 44% qui s'y opposent) par rapport au groupe qui déclare ne pratiquement jamais faire face à ce type de difficultés (64% favorables à l'euro).

QA15.1 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

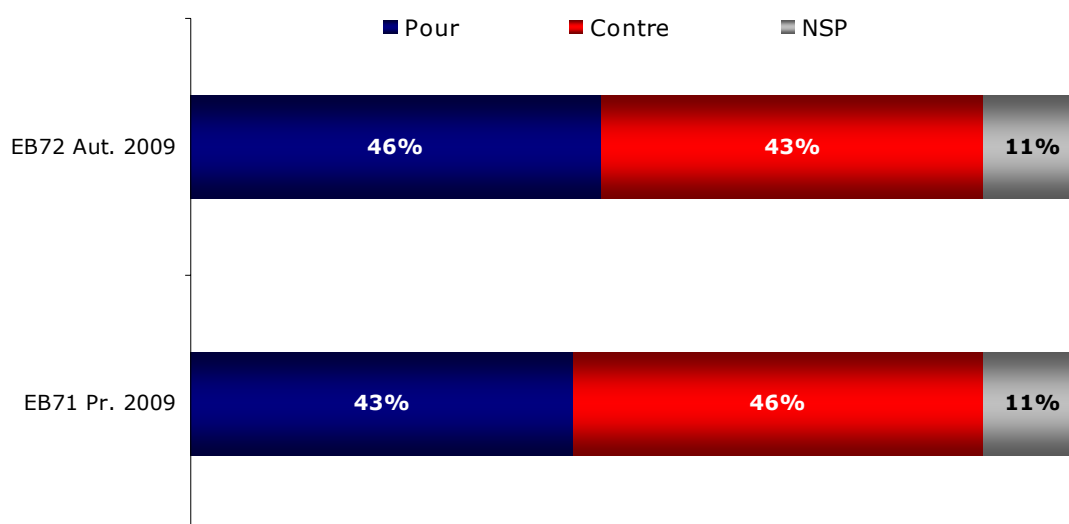
Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro

	Pour	Contre	NSP
UE27	60%	33%	7%
Sexe			
 Homme	63%	31%	6%
Femme	56%	36%	8%
Age			
 15-24	65%	29%	6%
25-39	61%	33%	6%
40-54	60%	34%	6%
55 +	56%	35%	9%
Age de fin d'études			
 15-	48%	43%	9%
16-19	58%	35%	7%
20+	70%	25%	5%
Tjs étudiant	71%	23%	6%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	68%	26%	6%
Cadres directeurs	72%	25%	3%
Autres employés	63%	31%	6%
Ouvriers	57%	37%	6%
Femmes-hommes au foyer	52%	39%	9%
Chômeurs	50%	43%	7%
Retraités	55%	35%	10%
Etudiants	71%	23%	6%
Difficulté à payer ses factures			
La plupart du temps	47%	44%	9%
De temps en temps	55%	37%	8%
Pratiquement jamais	64%	30%	6%

2.2 Soutien à l'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir

Les résultats de l'Eurobaromètre montrent un timide changement de tendance par rapport à la dernière vague (printemps 2009, EB71) en ce qui concerne les attitudes des citoyens à l'égard de l'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir : une proportion d'Européens légèrement plus importante se dit aujourd'hui favorable à un scénario d'élargissement futur (46% comparé à 43% qui s'y opposent).⁸⁴ Les opinions positives enregistrent donc un gain de 3 points au détriment des avis négatifs. Le soutien aux élargissements futurs redevient donc majoritaire.

QA15.2 Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. - L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir - % UE



Une première analyse géographique montre une nette différence en termes d'opinion entre Etats membres issus des deux derniers élargissements⁸⁵ (64% des interviewés se disent favorables) et les 15 membres "initiaux", où 41% des citoyens adhèrent à l'idée d'élargissements futurs, tandis que 49% y sont opposés.

L'analyse au niveau national confirme ce premier aperçu géographique des attitudes avec la Pologne (70%), la Slovaquie (70%), la Slovénie (68%) et la République tchèque (63%) affichant les scores positifs les plus élevés. L'Espagne, avec un résultat identique à celui obtenu en République tchèque, émerge comme étant le pays, dans le groupe des Etats membres initiaux, le plus favorable à de futurs élargissements éventuels de l'Union.

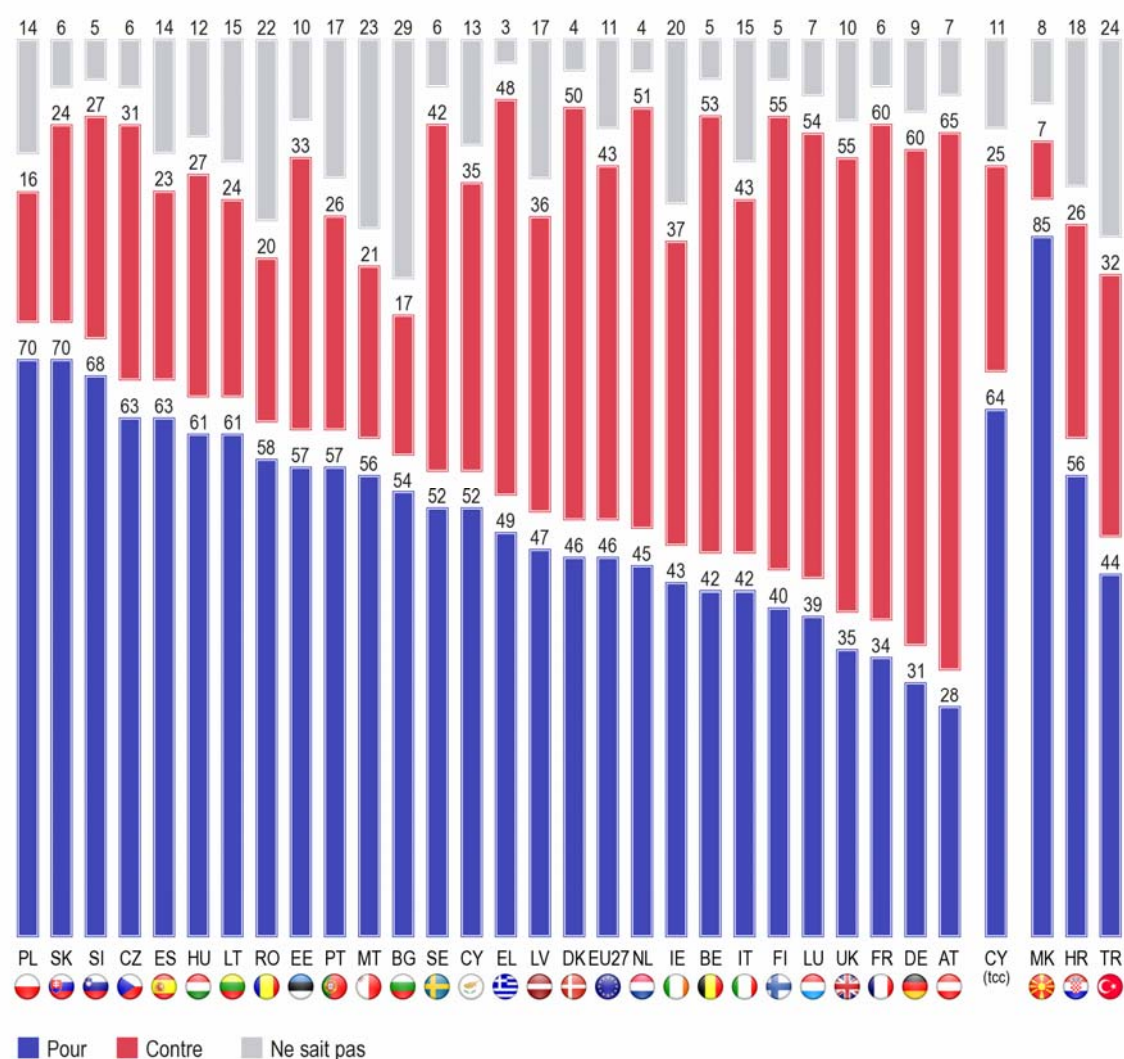
⁸⁴ QA15.2 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. -L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir

⁸⁵ Passage de 15 à 25 Etats membres en 2004, et de 25 à 27 en 2007.
































L'opposition atteint en revanche une nette majorité de la population en Autriche (65%), en France (60%), en Allemagne (60%), en Finlande (55%), au Royaume-Uni (55%), au Luxembourg (54%), en Belgique (53%), aux Pays-Bas (51%) ainsi qu'au Danemark (50%).

QA15.2. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir



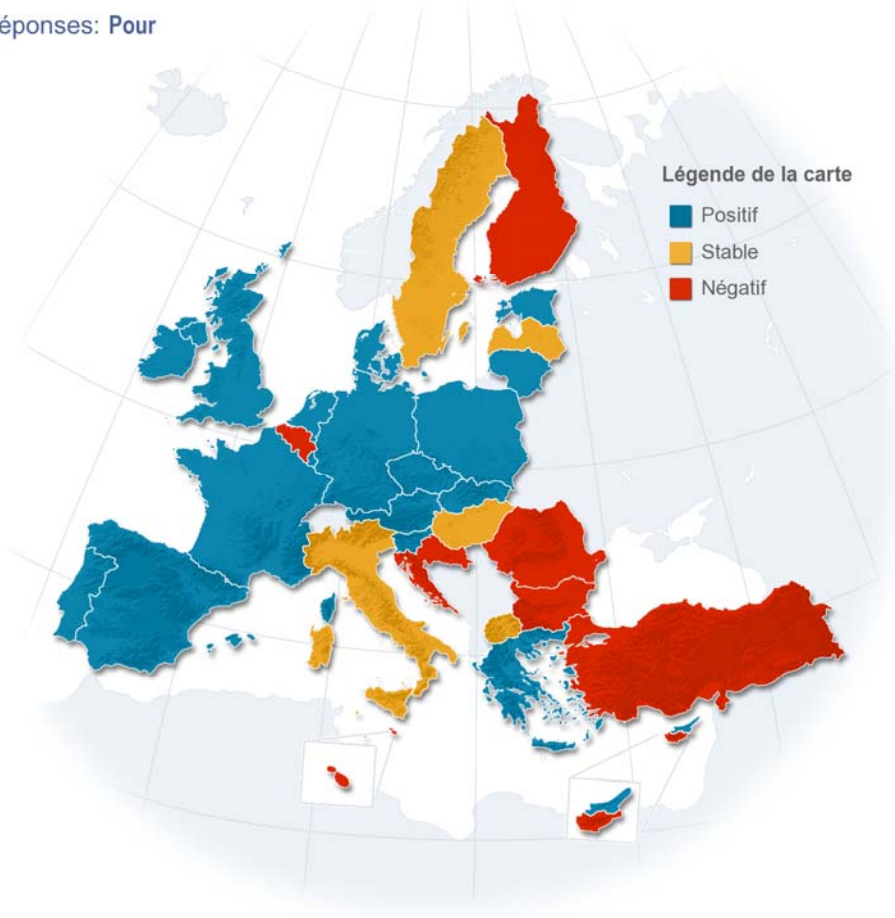
Si on survole rapidement les évolutions enregistrées au niveau national, dix-neuf pays de l'Union ont aujourd'hui un avis plus favorable à l'égard de ce sujet stratégique qu'au printemps dernier (EB71). On note une progression particulièrement nette des avis favorables au Luxembourg (+12 points), en République tchèque (+9) et au Danemark (+8), ainsi qu'en Grèce et en Espagne (avec +7 points dans les deux cas).

 LU	39%	+12
 CZ	63%	+9
 DK	46%	+8
 EL	49%	+7
 ES	63%	+7
 EE	57%	+6
 PT	57%	+6
 SI	68%	+5
 DE	31%	+4
 LT	61%	+4
 SK	70%	+4
 AT	28%	+3
 UE27	46%	+3
 FR	34%	+3
 UK	35%	+3
 PL	70%	+1
 NL	45%	+1
 IE	43%	+1
 SE	52%	=
 IT	42%	=
 LV	47%	=
 HU	61%	=
 BE	42%	-1
 BG	54%	-1
 FI	40%	-2
 CY	52%	-3
 MT	56%	-4
 RO	58%	-9
* CY (tcc) 64% (+2)		
 MK	85%	=
 TR	44%	-3
 HR	56%	-4

Question: QA15.2. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Possibilité: L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir

Réponses: Pour







Diff. EB71-EB72

D'un point de vue sociodémographique, l'âge et le sexe du répondant sont les première variable qui semblent influencer les opinions : ainsi, si 57% parmi les Européens les plus jeunes se disent favorables à la perspective d'un élargissement futur de l'Union européenne, ce résultat descend jusqu'à 45% parmi les interviewés âgés de 40 à 54 ans pour atteindre 38% parmi les plus âgés. Le niveau d'études influence les opinions avec un soutien qui progresse proportionnellement avec l'âge auquel les répondants ont terminé leurs études. Les répondants qui ont confiance dans l'Union européenne sont très majoritairement favorables aux élargissements futurs 61% pour, 31% contre), tandis que l'opinion inverse domine parmi ceux qui n'ont plutôt pas confiance dans l'Union (29% pour, 61% contre).

QA15.2 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

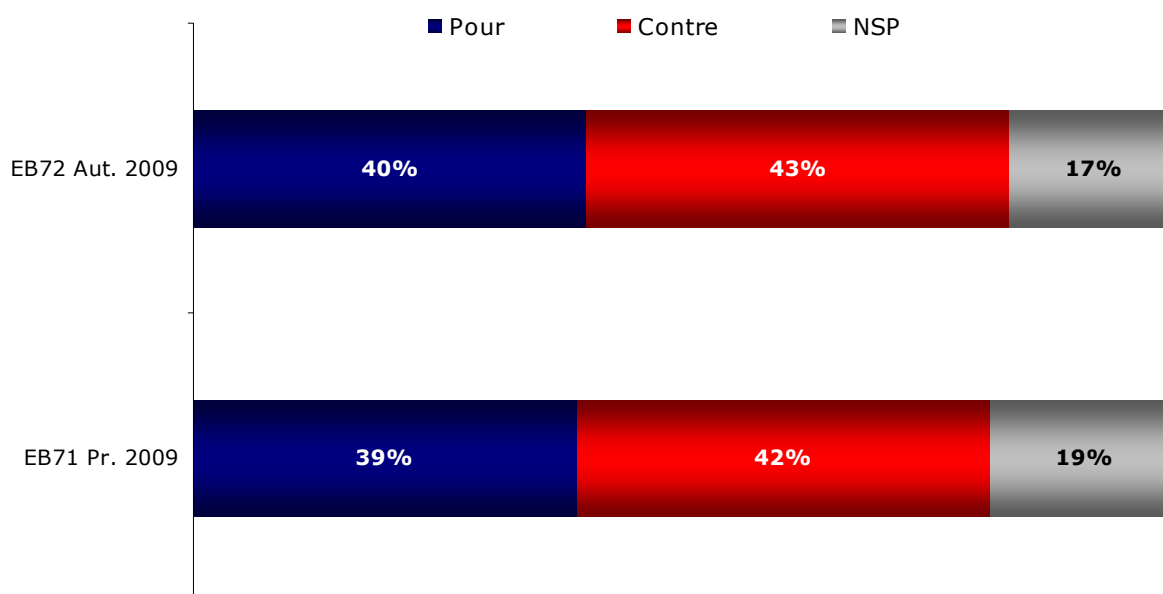
L'élargissement de l'UE à d'autres pays dans les années à venir

		Pour	Contre	NSP
	UE27	46%	43%	11%
Sexe				
	Homme	47%	44%	9%
	Femme	45%	43%	12%
Age				
	15-24	57%	34%	9%
	25-39	51%	40%	9%
	40-54	45%	45%	10%
	55 +	38%	49%	13%
Age de fin d'études				
	15-	35%	50%	15%
	16-19	44%	45%	11%
	20+	51%	41%	8%
	Tjs étudiant	63%	29%	8%
Echelle d'occupation du répondant				
	Indépendants	50%	41%	9%
	Cadres directeurs	48%	45%	7%
	Autres employés	45%	44%	11%
	Ouvriers	46%	44%	10%
	Femmes-hommes au foyer	42%	44%	14%
	Chômeurs	47%	43%	10%
	Retraités	37%	49%	14%
	Etudiants	63%	29%	8%
Confiance UE				
	Plutôt confiance	61%	31%	8%
	Plutôt pas confiance	29%	61%	10%

2.3. La vitesse de la construction européenne

Comme par le passé, les Européens se montrent divisés en ce qui concerne la possibilité d'instaurer une vitesse de construction européenne plus élevée dans un groupe de pays que dans l'autre : 40% (+1 point par rapport au printemps 2009) se disent pour, tandis qu'une proportion légèrement supérieure (43%, +1 point) affirme être contre.⁸⁶ Il est intéressant de constater que l'analyse des réponses en fonction de l'ancienneté de l'appartenance à l'Union donne lieu à cette même division. Les répondants des 15 Etats membres initiaux sont 40% à être favorables à la proposition, tandis que 43% y sont opposés. Les interviewés des pays ayant accédé à l'Union depuis 2004 sont eux parfaitement divisés : 40% pour, 40% contre.

QA15.3 Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. - Une vitesse de la construction européenne plus élevée dans un groupe de pays que dans les autres pays - % UE

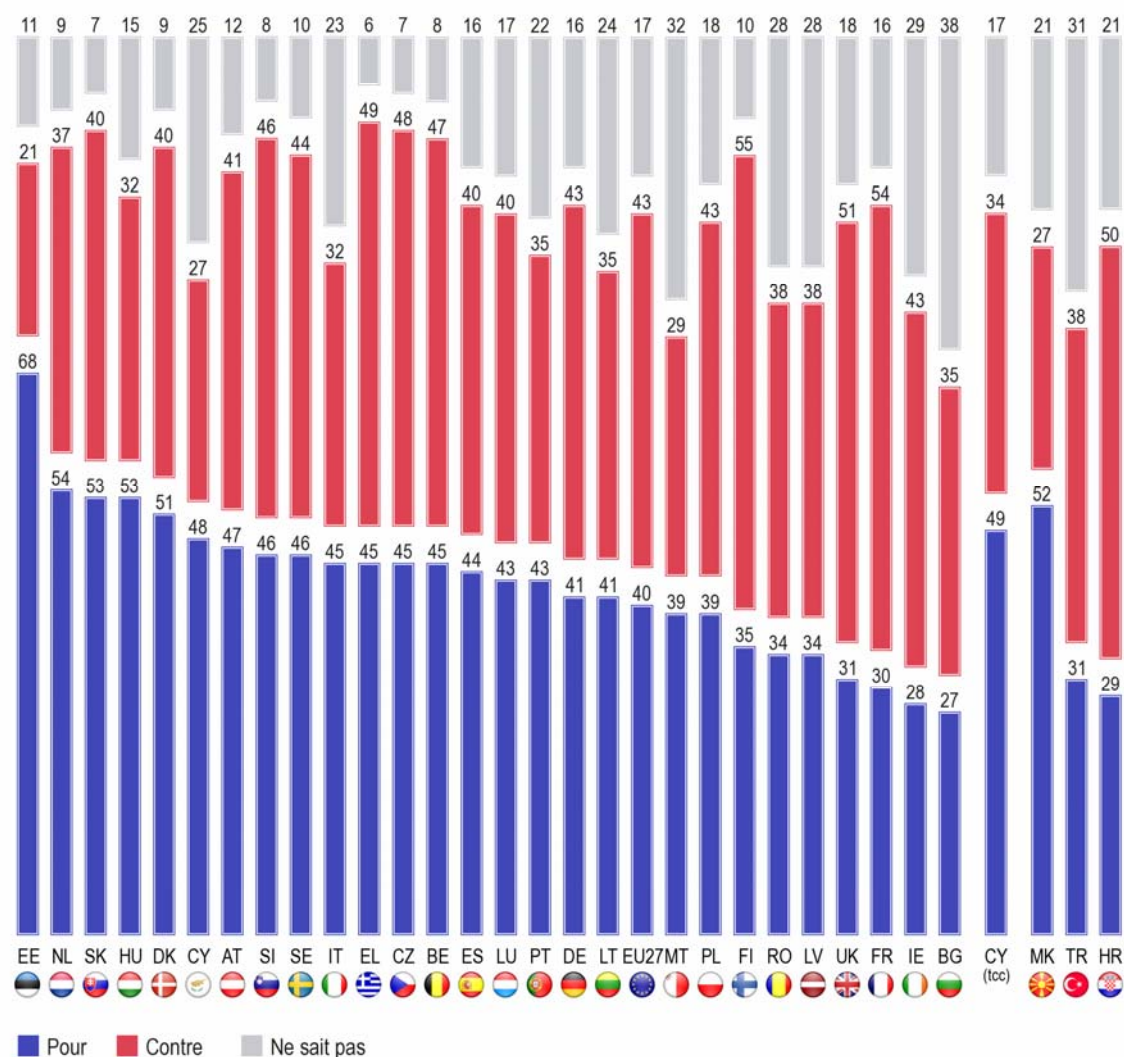


L'analyse nationale confirme l'absence de lien entre l'ancienneté de l'appartenance à l'UE et les avis sur une construction à deux vitesses : ainsi, une large majorité en Estonie (68%), et plus de la moitié des interviewés aux Pays-Bas (54%), en Hongrie (53%) en Slovaquie (53%) et au Danemark (51%) sont favorables à une telle perspective. L'opposition est en revanche majoritaire en Finlande (55%), en France (54%) ainsi qu'au Royaume Uni (51%).

⁸⁶ QA15.3 Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre. -Une vitesse de la construction européenne plus élevée dans un groupe de pays que dans les autres pays

QA15.3. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Une vitesse de la construction européenne plus élevée dans un groupe de pays que dans les autres pays

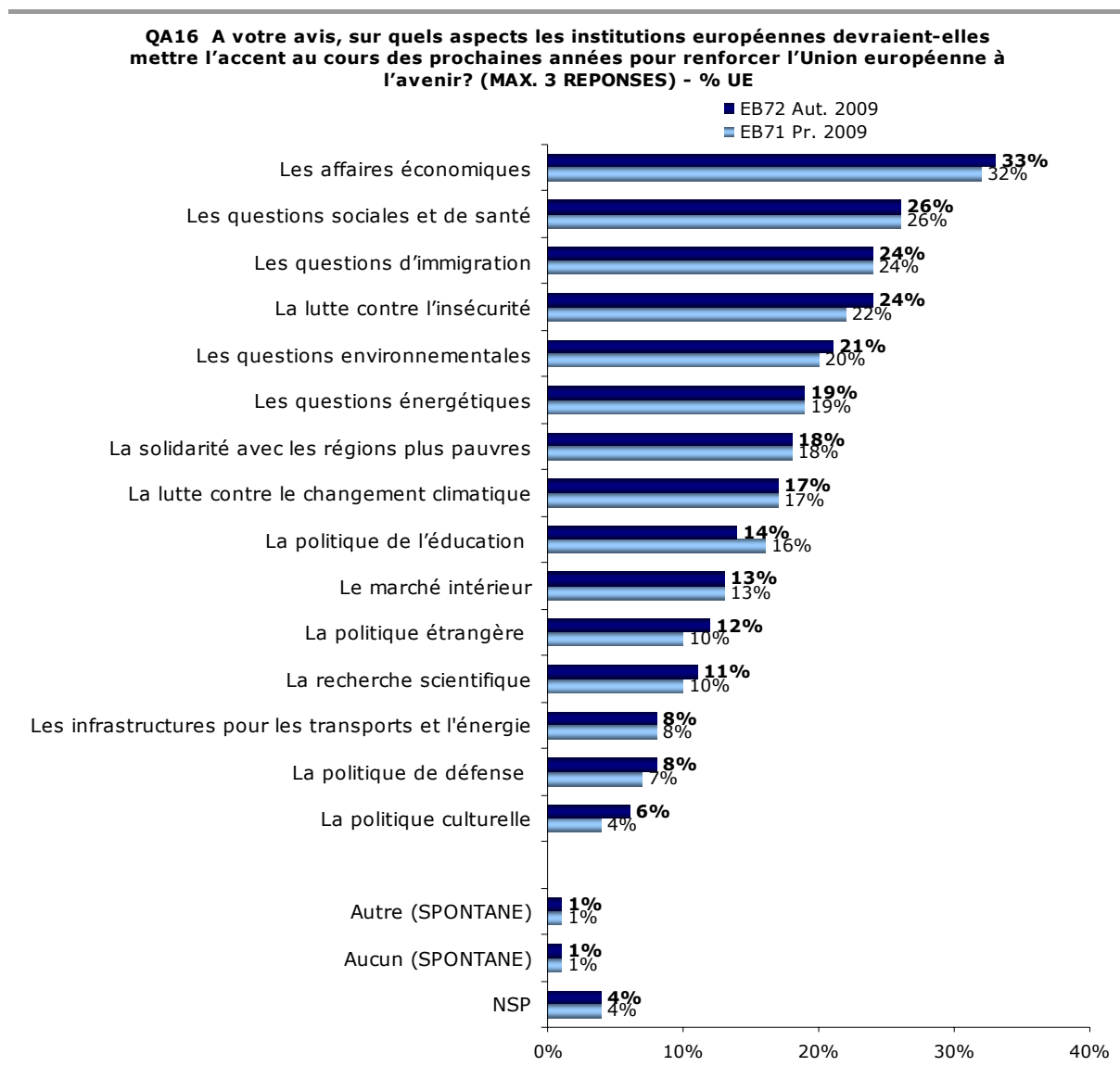


Dans les pays candidats, l'idée d'une construction à deux vitesses obtient l'adhésion d'une majorité des répondants dans l'Ancienne République yougoslave de Macédoine (52%), tandis que la moitié des Croates s'y oppose (50%). En Turquie, les répondants sont plus nettement divisés (31% seraient d'accord comparés à 38% qui se disent défavorables) et une proportion très significative de la population (31%) préfère ne pas formuler de réponse.

D'un point de vue sociodémographique, on retrouve, en ce qui concerne la vitesse de construction européenne, les mêmes tendances déjà commentées pour l'euro et l'élargissement : les hommes, les interviewés les plus jeunes, ainsi que ceux qui ont poursuivi le plus longtemps leurs études ont une opinion comparativement plus favorable sur la possibilité d'avoir une Europe à plusieurs vitesses.

3. LES PRIORITES POUR RENFORCER L'EUROPE DANS LE FUTUR

Les interviewés ont ensuite répondu à la question sur les aspects sur lesquels les institutions européennes devraient mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne.⁸⁷



Les priorités envisagées par les Européens afin de renforcer l'Union dans l'avenir n'ont pas changé significativement si l'on compare les résultats actuels avec ceux obtenus au printemps 2009.

⁸⁷ QA16 L'intégration européenne a mis l'accent sur différentes questions ces dernières années. A votre avis, sur quels aspects les institutions européennes devraient-elles mettre l'accent au cours des prochaines années pour renforcer l'Union européenne à l'avenir ?

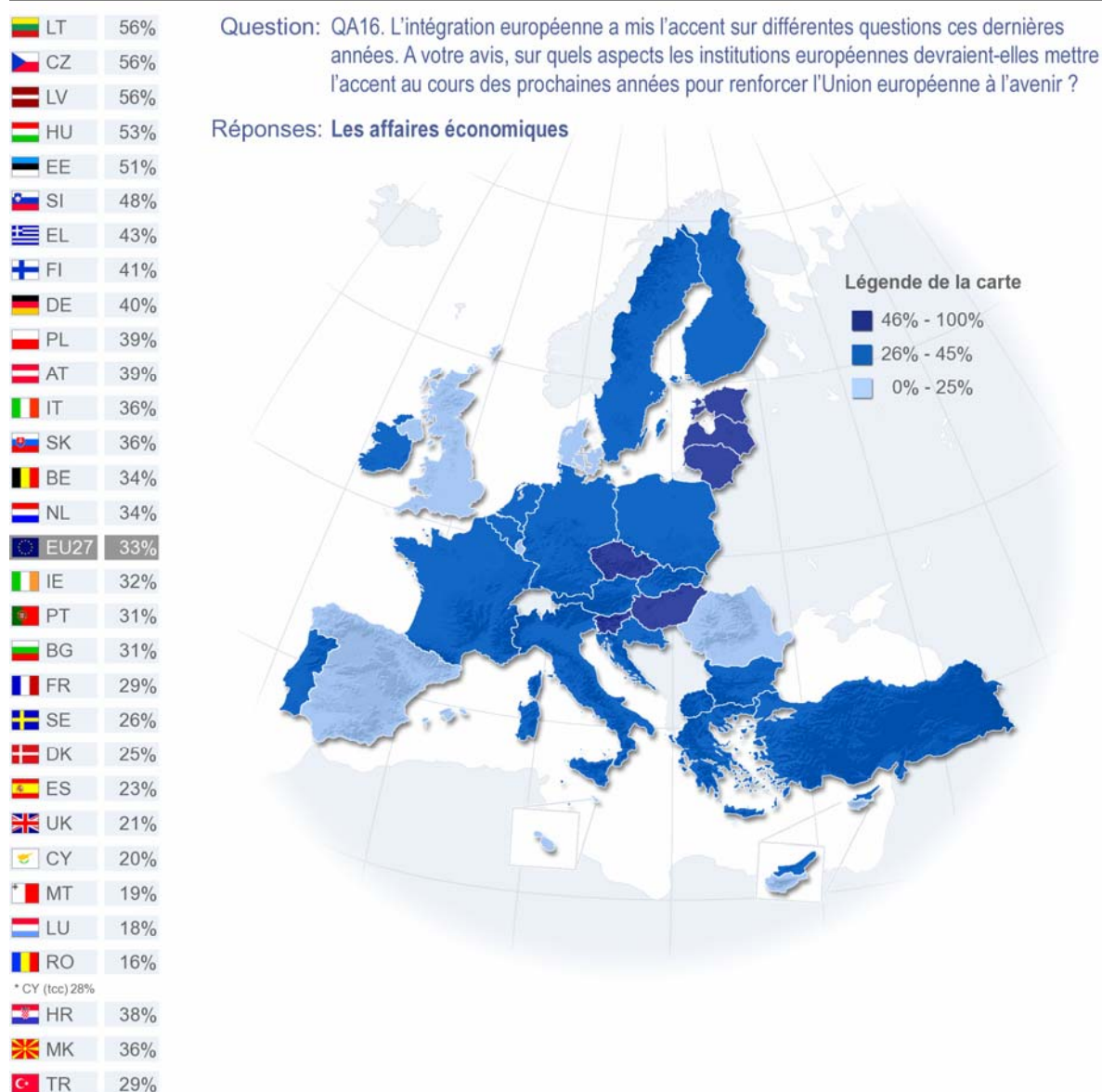
Dans un contexte où la sortie de crise n'est pas encore palpable dans l'économie réelle, la principale priorité pour les citoyens est, comme il y a huit mois, que l'Union mette l'accent sur les questions économiques (33% de citations, +1 point). Viennent ensuite les questions sociales et de santé (avec 26% des mentions), la lutte contre l'insécurité (24%, +2 points comparé à la dernière vague), les questions d'immigration (24%) et les questions environnementales (21%, +1 point).

Avec un pourcentage de mentions juste en dessous de 20%, on retrouve les questions énergétiques (19%), la solidarité avec les régions les plus pauvres (18%) et la lutte contre le changement climatique (17%). Les réponses sont moins fréquentes en ce qui concerne la politique de l'éducation (14%, -2 points), le marché intérieur (13%), la politique étrangère (12%, +2), la recherche scientifique (11%, +1 point) et se situent en dessous de 10% lorsqu'il s'agit de la politique de défense (8%, +1), les infrastructures pour le transport de l'énergie (8%, -1 point) et la politique culturelle (6%, +2 points).

Les priorités sur lesquelles il faudrait mettre l'accent dans la perspective de renforcer l'Union diffèrent d'un pays à l'autre : plus de la moitié des interviewés en République tchèque, en Lettonie et en Lituanie (56% dans les trois cas), en Hongrie (53%) et en Estonie (51%) signalent comme principale priorité **les affaires économiques**, ce qui contraste avec les réponses obtenues en Roumanie (16%), au Luxembourg (18%) et à Malte (19%).

Priorités sur lesquelles il faudrait mettre l'accent pour renforcer l'Union européenne dans le futur
Top 3 par pays

BE  Les affaires économiques Les questions d'immigration La lutte contre l'insécurité	BG  34% Les questions sociales et de santé 32% Les affaires économiques 30% Les questions énergétiques La lutte contre l'insécurité	CZ  34% Les affaires économiques 56% 31% Les questions sociales et de santé 37% 29% La lutte contre l'insécurité 23%
DK  La lutte contre l'insécurité Les questions environnementales La lutte contre le changement climatique	DE  38% Les affaires économiques 36% Les questions sociales et de santé 33% La lutte contre l'insécurité La lutte contre le changement climatique Les questions énergétiques	EE  40% Les affaires économiques 51% Les questions sociales et de santé 37% 29% Les questions énergétiques 20% 27%
IE  Les questions sociales et de santé Les affaires économiques La politique de l'éducation	EL  33% Les affaires économiques 32% Les questions environnementales 25% Les questions d'immigration	ES  43% Les questions d'immigration 28% 30% Les affaires économiques 23% 27% La solidarité avec les régions plus pauvres 22%
FR  Les questions sociales et de santé Les affaires économiques Les questions environnementales	IT  34% Les affaires économiques 29% Les questions d'immigration 27% La lutte contre l'insécurité	CY  36% Les questions d'immigration 35% 27% La solidarité avec les régions plus pauvres 33% 25% Les questions sociales et de santé 32%
LV  Les affaires économiques Les questions sociales et de santé Le marché intérieur	LT  56% Les affaires économiques 41% Les questions énergétiques 24% Les questions sociales et de santé	LU  56% Les questions d'immigration 28% 37% La politique de l'éducation 24% 30% La solidarité avec les régions plus pauvres Les questions environnementales 23%
HU  Les affaires économiques Les questions énergétiques Les questions sociales et de santé	MT  53% Les questions d'immigration 35% Les questions énergétiques 32% Les questions environnementales	NL  53% La lutte contre l'insécurité 40% 42% Les affaires économiques 34% 30% Les questions sociales et de santé 32%
AT  La lutte contre l'insécurité Les affaires économiques Les questions sociales et de santé	PL  41% Les affaires économiques 39% Les questions sociales et de santé 30% La solidarité avec les régions plus pauvres	PT  39% La lutte contre l'insécurité 31% 28% Les affaires économiques 23% Les questions sociales et de santé 30% La solidarité avec les régions plus pauvres 26
RO  Les questions sociales et de santé La solidarité avec les régions plus pauvres Le marché intérieur	SI  33% Les affaires économiques 29% Les questions sociales et de santé 23% Les questions environnementales La lutte contre le changement climatique	SK  48% Les affaires économiques 36% 32% Les questions sociales et de santé 33% 26% Les questions énergétiques 25%
FI  Les affaires économiques Les questions sociales et de santé Les questions environnementales	SE  41% Les questions environnementales 33% La lutte contre le changement climatique 31% La lutte contre l'insécurité	UK  52% Les questions d'immigration 43% 31% La lutte contre l'insécurité 28% 29% Les questions énergétiques 23%
	CY (tcc) La politique étrangère La lutte contre l'insécurité Les questions sociales et de santé Les affaires économiques	30% 29% 28%
HR  La lutte contre l'insécurité Les affaires économiques La solidarité avec les régions plus pauvres	TR  41% Les affaires économiques 38% La politique de l'éducation 30% La solidarité avec les régions plus pauvres	MK  29% Les affaires économiques 36% 22% La solidarité avec les régions plus pauvres 28% 20% La lutte contre l'insécurité Le marché intérieur 22%



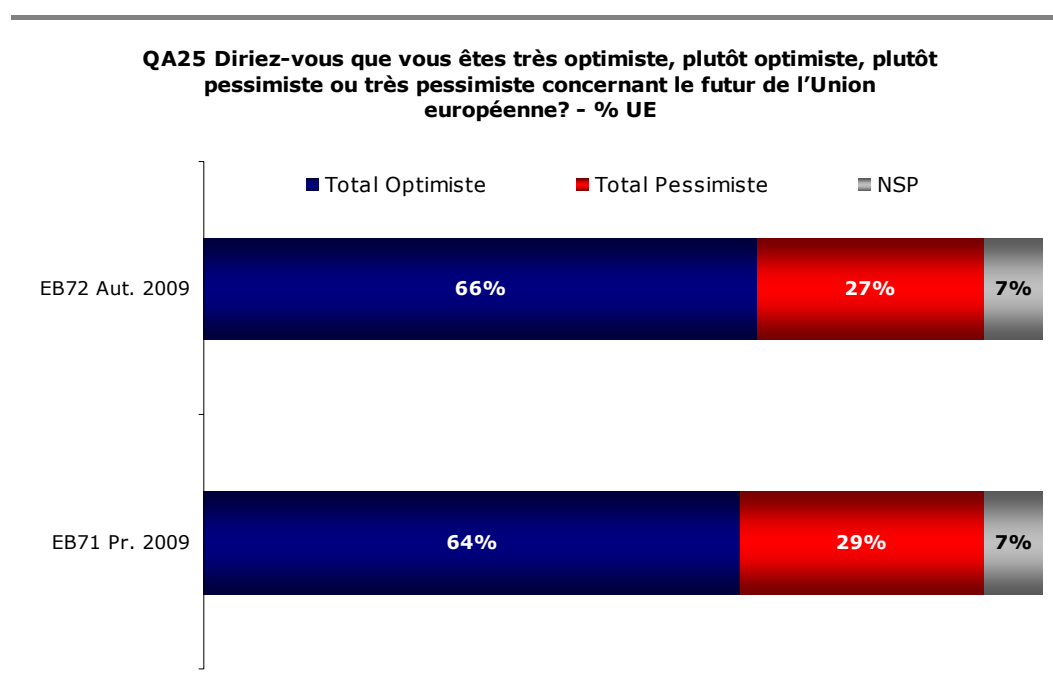
Les interviewés en Lettonie, en République tchèque et en Estonie sont les plus nombreux à souhaiter que davantage d'accent soit mis sur **les questions sociales et de santé** (41%, 37% et 37% respectivement), tandis que **la lutte contre l'insécurité** est particulièrement pointée par les citoyens en Autriche (41%), aux Pays-Bas (40%) et au Danemark (38%).

Dans le but de renforcer l'Union européenne, **l'immigration** devrait être prioritaire pour plus de la moitié des Maltais (53%) et pour quatre Britanniques sur dix (43%), tandis que **les questions environnementales** l'emportent en Suède (avec 52% des citations) et dans une moindre mesure au Danemark (36%). Elles sont en revanche nettement moins prioritaires en Lituanie et en Lettonie, avec moins de 10% des mentions (7% dans les deux pays).

D'un point de vue sociodémographique les différences sont peu significatives d'un segment à l'autre. On peut tout de même souligner quelques différences : les Européens âgés de 55 ans et plus (28%), ou ayant arrêté leurs études à 15 ans ou avant (30%) sont plus nombreux à souhaiter que l'accent soit mis sur la lutte contre l'insécurité que les répondants les plus jeunes (20% des 15-24 ans), ou ayant étudié jusqu'à 20 ans et au-delà (19%). Symétriquement, les questions environnementales sont plus citées par les citoyens de moins de 55 ans (23% des 15-24 ans, 22% des 25-39 ans et 23% des 40-45 ans), mais surtout par ceux ayant poursuivi leurs études après 19 ans (26%), que par les plus âgés (18%) ou ceux qui ont quitté l'école avant 16 ans (15%).

4. LE FUTUR DE L'EUROPE

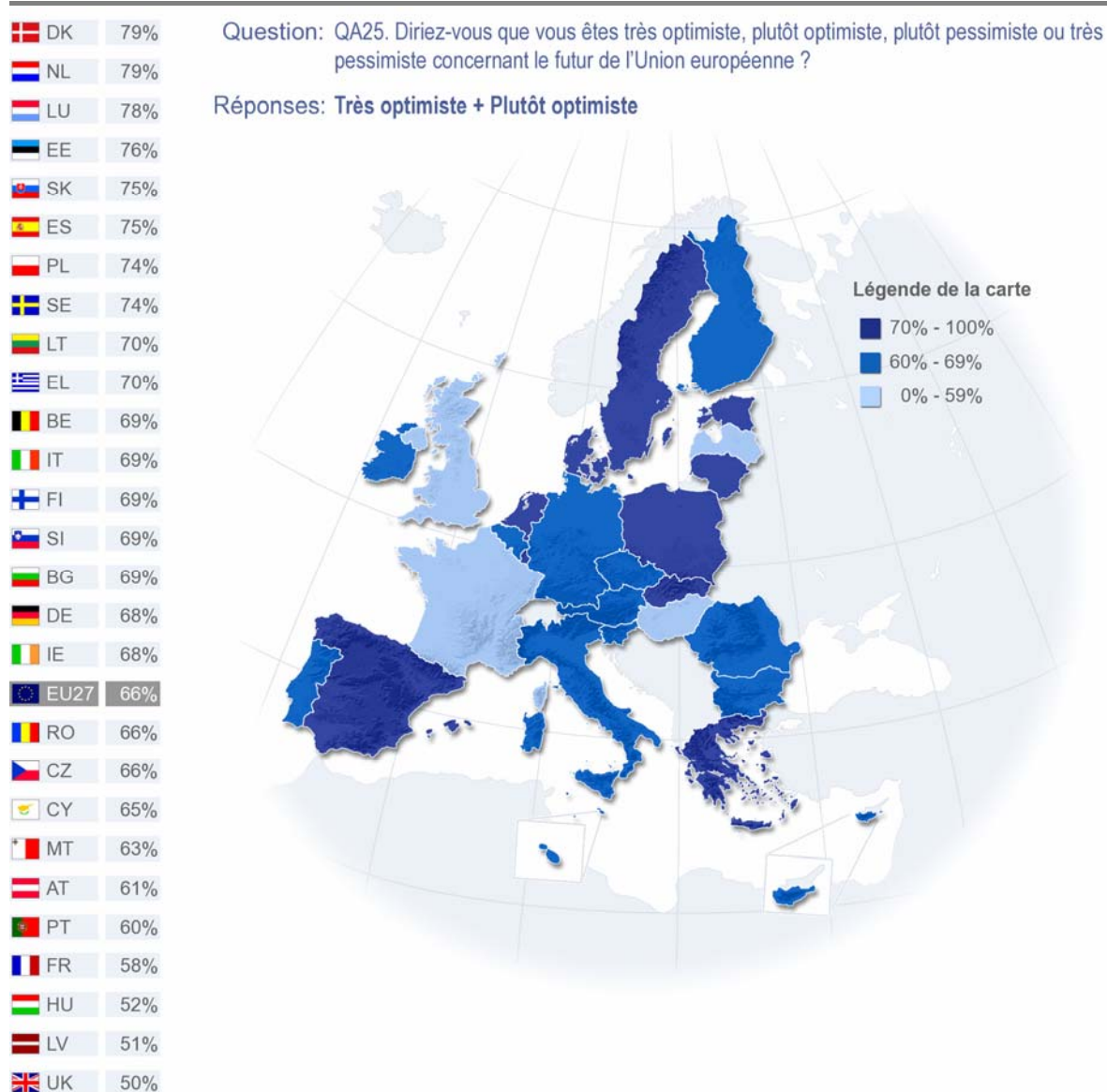
Afin d'obtenir une image des attentes à plus long terme, il a été demandé aux interviewés de réfléchir au futur de l'Union européenne et d'exprimer leur avis en termes de pessimisme ou d'optimisme.⁸⁸ Les résultats montrent qu'une très large majorité (66% des interviewés) se disent aujourd'hui optimistes à l'égard du futur de l'Union, dont seulement 8% de « très optimistes » pour 58% plus modérés (« optimistes »). Le regard sur l'avenir de l'Union européenne est en revanche plus sombre pour un peu plus d'un Européen sur quatre (27%) qui se dit pessimiste. Bien que globalement stables par rapport au printemps 2009 (EB71), on note cependant une timide progression des opinions favorables (+2), tandis que la proportion de répondants pessimistes recule de 2 points.



Les résultats varient considérablement d'un pays à l'autre. Ainsi, près de huit interviewés sur dix sont optimistes pour le futur de l'Union européenne au Danemark (79%), aux Pays-Bas (79%), au Luxembourg (78%), en Estonie (76%), en Espagne (75%) et en Slovaquie (75%).

⁸⁸ QA25 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'Union européenne ?

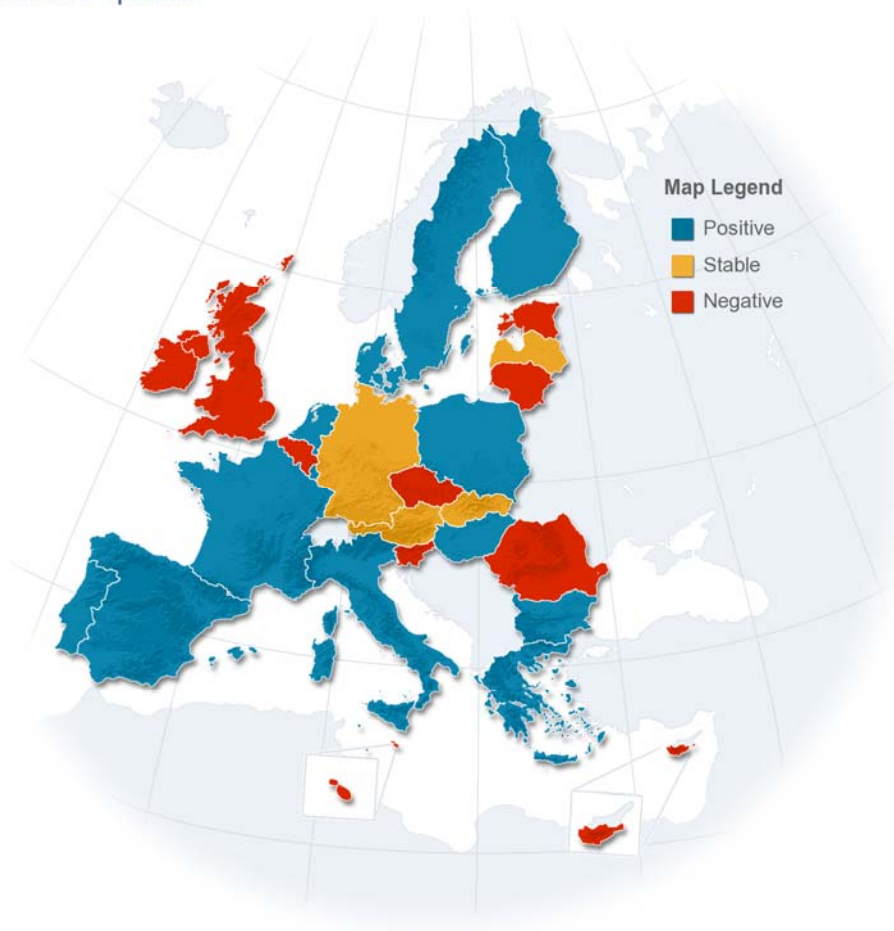
À l'autre extrémité de l'échelle, les répondants en Lettonie (45%), en Hongrie (42%) et au Royaume-Uni (40%) partagent une vision plus sombre de l'avenir de l'Union. Plus d'un tiers des Français (36%) et trois Portugais sur dix (30%) expriment le même avis. Par rapport à l'année dernière, nous assistons à une évolution notable en Grèce où la proportion d'optimistes à l'égard du futur de l'Union passe de 54% à 70% (+16 points). Les avis favorables enregistrent également une évolution significative au Luxembourg (+12), au Portugal (+10) et en Espagne (+8).



	EL	70%	+16
	LU	78%	+12
	PT	60%	+10
	ES	75%	+8
	IT	69%	+6
	SE	74%	+4
	HU	52%	+2
	EU27	66%	+2
	NL	79%	+2
	BG	69%	+2
	DK	79%	+2
	FR	58%	+1
	FI	69%	+1
	PL	74%	+1
	AT	61%	=
	DE	68%	=
	LV	51%	=
	SK	75%	=
	RO	66%	-1
	CZ	66%	-1
	BE	69%	-1
	SI	69%	-2
	EE	76%	-2
	UK	50%	-3
	LT	70%	-4
	IE	68%	-5
	MT	63%	-7
	CY	65%	-7

Question: QA25. Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'Union européenne ?





Answers: Optimiste



Diff. EB71-EB72

L'analyse sociodémographique confirme certaines des différences que l'on a pu observer dans ce chapitre : le sexe du répondant suscite quelques différences, les hommes se montrant légèrement plus optimistes que les femmes (69% comparés à 63%). Comme souvent sur les questions tournées vers l'avenir, l'âge est également un critère discriminant : l'optimisme est plus marqué chez les répondants les plus jeunes (71%) que chez les plus âgés (62%). Le niveau d'éducation crée des différences encore plus nettes, avec 75% des répondants ayant étudié jusqu'à l'âge de 20 ans ou au-delà exprimant une certaine confiance dans le futur de l'Union, pour 54% de ceux qui ont arrêté leur formation à l'âge de 15 ans ou avant. Ces mêmes différences se ressentent également au niveau de la catégorie d'occupation du répondant, corrélée avec le niveau d'éducation. Ainsi, les cadres (75%), les travailleurs indépendants (75%), les employés (72%) ainsi que les étudiants (79%), se montrent résolument plus optimistes quant à l'avenir de l'Union que les ouvriers (62%), les chômeurs (57%) ou les personnes au foyer (61%).

QA25 Diriez-vous que vous êtes très optimiste, plutôt optimiste, plutôt pessimiste ou très pessimiste concernant le futur de l'Union européenne ?

	Total Optimiste	Total Pessimiste	DK
UE27	66%	27%	7%
Sexe			
 Homme	69%	25%	6%
Femme	63%	28%	9%
Age			
 15-24	71%	21%	8%
25-39	69%	25%	6%
40-54	66%	27%	7%
55 +	62%	30%	8%
Age de fin d'études			
 15-	54%	36%	10%
16-19	64%	28%	8%
20+	75%	20%	5%
Tjs étudiant	79%	16%	5%
Echelle d'occupation du répondant			
 Indépendants	75%	19%	6%
Cadres directeurs	75%	20%	5%
Autres employés	72%	23%	5%
Ouvriers	62%	30%	8%
Femmes-hommes au foyer	61%	31%	8%
Chômeurs	57%	35%	8%
Retraités	61%	30%	9%
Etudiants	79%	16%	5%

CONCLUSION

La présente vague de l'Eurobaromètre a été conduite entre le 23 octobre et le 18 novembre 2009, soit plus d'un an après le début de la crise financière et économique. Après la vague précédente de l'Eurobaromètre standard (EB71, printemps 2009), marquée par des niveaux historiquement bas en ce qui concerne l'évaluation de la situation économique et les attentes pour l'avenir à court terme, l'analyse de la présente vague semble indiquer que l'opinion publique européenne connaît aujourd'hui une évolution positive : en effet, alors que les premiers signes d'une reprise économique sont annoncés après de longs mois difficiles, l'Eurobaromètre met en lumière une nette amélioration du climat, même si les stigmates de la crise ne sont pas effacés :

- Les Européens se déclarent majoritairement satisfaits de la vie qu'ils mènent comme de leur situation professionnelle et financière. Tous ces chiffres sont stables par rapport au printemps 2009.
- La hausse des prix, la situation économique et le chômage constituent, comme il y a six mois, le triptyque des préoccupations personnelles des citoyens de l'Union européenne. Le chômage continue de dominer largement les préoccupations des Européens pour leur pays, tandis que les inquiétudes relatives à la situation économique se sont quelque peu apaisées.
- La majorité des Européens porte un jugement négatif sur la situation sociale de leur pays lorsqu'ils la comparent à la moyenne européenne. Ces résultats confirment les principales préoccupations personnelles des Européens, inquiets de la hausse des prix et de la situation économique.
- Les choses sont différentes en ce qui concerne la qualité de vie et l'environnement : la majorité des Européens considèrent que la situation dans ces domaines est meilleure dans leur pays que la moyenne européenne.
- De même, on note une nette augmentation de l'optimisme en matière d'environnement. Il faut cependant souligner que l'enquête a été réalisée juste avant la Conférence des Nations unies de Copenhague sur le climat.
- L'évaluation de la situation économique nationale, européenne et mondiale s'est également améliorée. C'est notamment le cas en ce qui concerne la situation économique de l'Union. Reste que les opinions négatives demeurent, dans les trois cas, largement majoritaires.

- Le facteur de « méfiance » économique semble s'estomper : pour la première fois depuis l'automne 2007, les attentes à court terme quant à la situation économique s'orientent dans un sens positif. La prévision selon laquelle la situation nationale de l'emploi est vouée à se détériorer continue toutefois de prédominer dans l'opinion publique : les annonces de sortie de crise n'ont pas encore d'effet bénéfique sur les perceptions concernant l'emploi.
- Ce regain de confiance de l'opinion publique européenne se fait également sentir au niveau politique : le sentiment que les choses vont dans la bonne direction – au niveau national, européen et aux Etats-Unis – a progressé depuis le printemps 2009, mais également depuis l'automne 2008. C'est particulièrement net en ce qui concerne l'Union européenne.
- Les institutions nationales semblent, quant à elles, marquer le pas : la confiance dans les institutions politiques nationales, la justice, l'armée, les médias, est en recul. Seules les autorités publiques régionales ou locales et Internet échappent à cette dégradation des opinions positives.
- Si les attentes à court terme s'améliorent, les Européens restent très majoritairement inquiets pour l'avenir des générations futures. Une large majorité d'entre eux continuent de penser que la vie des enfants d'aujourd'hui sera plus difficile que la leur. En revanche, seul un peu plus d'un Européen sur cinq pense que les enfants de leur pays auraient une meilleure vie s'ils émigraient, cette opinion étant en léger recul par rapport à l'automne 2008.
- La plupart des dimensions associées à l'UE – tant positives que négatives – progressent. L'Union continue d'être considérée avant tout comme un espace de liberté, qui s'incarne dans son symbole monétaire, l'euro.
- Le sentiment que l'appartenance à l'Union européenne est une bonne chose reste partagé par un peu plus d'un Européen sur deux. Une proportion un peu supérieure (près de six répondants sur dix) juge que son pays a bénéficié de l'appartenance à l'Union. Ces deux dimensions sont stables par rapport au printemps 2009.
- L'Union européenne est perçue comme un niveau d'action publique démocratique. À l'automne 2009, le taux de satisfaction sur le fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne, en nette progression, est désormais supérieur au taux observé pour les démocraties nationales. Les Européens expriment moins souvent une insatisfaction sur le fonctionnement de la démocratie dans l'Union européenne que dans leur propre pays. La proportion de personnes sans opinion reste néanmoins beaucoup plus élevée pour l'Union européenne que pour le niveau national, ce qui montre que l'Union européenne est encore jugée quelque peu éloignée.

- En revanche, l'idée selon laquelle l'UE ne prend pas bien en compte les intérêts nationaux est en hausse au sein de l'opinion européenne. Elle est désormais majoritaire, ce qui n'était pas le cas au printemps 2009.
- La confiance dans le Parlement européen et la Commission européenne est en légère hausse. Avec autour d'un Européen sur deux leur faisant confiance, ces deux institutions bénéficient d'une confiance supérieure à celle accordée aux institutions politiques nationales.
- La confiance dans l'Union, ainsi que son image, progresse très légèrement. Avec un peu moins d'un répondant sur deux lui faisant confiance, l'Union est un peu en deçà de l'ONU et à un niveau identique à celui de l'OTAN dont le taux de confiance a progressé de manière significative depuis l'automne 2008.
- Dans le détail, l'UE a l'image d'un cadre indispensable pour relever les défis mondiaux, mais également celle d'une institution qui a grandi trop vite et qui semble aujourd'hui un peu en panne.
- Près d'un Européen sur deux ne comprend pas le fonctionnement de l'Union européenne. Les questions de connaissance objective confirment que dans le détail, l'Union et ses institutions restent assez mal connues des Européens.
- S'ils continuent de considérer que c'est le niveau national qui a le plus d'influence sur leurs conditions de vie, les Européens expriment cependant un souhait croissant d'eupéanisation de la politique, tant sur les dimensions globales que les sur les domaines plus sociaux. Alors qu'ils préfèrent que les premières soient traitées de manière commune au sein de l'Union européenne, ils continuent cependant de penser que les deuxièmes devraient être traitées au niveau national.
- Le soutien à l'euro, qui est stable, reste l'apanage de six Européens sur dix, tandis que le soutien aux élargissements futurs progresse pour devenir majoritaire, avec moins d'un répondant sur deux cependant.
- Pour renforcer l'Union européenne à l'avenir, les institutions européennes devraient d'abord mettre l'accent sur les affaires économiques, et sur les questions sociales et de santé. Près d'un Européen sur quatre mentionne ensuite les questions d'immigration et la lutte contre l'insécurité, et un peu plus d'un sur cinq cite les questions environnementales. Ces différentes dimensions sont relativement stables par rapport au printemps 2009.
- Dans la lignée des progrès mesurés dans cette vague de l'Eurobaromètre en ce qui concerne les attentes sur le futur à court terme, et les indicateurs de soutien à l'Union et ses institutions, l'optimisme des Européens sur l'avenir de l'Union ne se dément pas. Il se renforce même légèrement, pour être désormais partagé par deux Européens sur trois.

SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Entre le 23 octobre et le 18 novembre 2009, TNS Opinion & Social, un consortium créé entre TNS plc et TNS opinion, a réalisé la vague 72.4 de l'EUROBAROMETRE à la demande de la COMMISSION EUROPEENNE, direction générale de la communication, unité « Recherche et Analyse Politique ».

L'EUROBAROMETRE 72.4 est une vague « EUROBAROMETRE STANDARD 72 » et couvre la population de 15 ans et plus – ayant la nationalité d'un des Pays membres de l'Union européenne – et résidant dans un des Pays membres de l'Union européenne. L'EUROBAROMETRE STANDARD 72 a été conduit également dans les trois pays candidats (la Croatie, la Turquie et l'ancienne République yougoslave de Macédoine) et en Communauté turque chypriote. Dans ces pays, l'étude a couvert la population nationale et les citoyens de tous les Etats membres résidant dans ces pays et ayant une maîtrise de la langue nationale suffisante pour répondre au questionnaire. Le principe d'échantillonnage appliqué dans tous les Etats participant à cette étude est une sélection aléatoire (probabiliste) à phases multiples. Dans chaque pays, divers points de chute ont été tirés avec une probabilité proportionnelle à la taille de la population (afin de couvrir la totalité du pays) et à la densité de la population.

A cette fin, ces points de chute ont été tirés systématiquement dans chacune des "unités régionales administratives", après avoir été stratifiés par unité individuelle et par type de région. Ils représentent ainsi l'ensemble du territoire des pays participant à l'étude, selon les EUROSTAT-NUTS II (ou équivalent) et selon la distribution de la population habitant dans le pays en termes de zones métropolitaines, urbaines et rurales. Dans chacun des points de chute sélectionnés, une adresse de départ a été tirée de manière aléatoire. D'autres adresses (chaque Nième adresse) ont ensuite été sélectionnées par une procédure de "random route" à partir de l'adresse initiale. Dans chaque ménage, le répondant a été tiré aléatoirement (suivant la règle du "plus proche anniversaire"). Toutes les interviews ont été réalisées en face à face chez les répondants et dans la langue nationale appropriée. En ce qui concerne la technique de collecte de données, le système CAPI (Computer Assisted Personal Interview) a été utilisé dans tous les pays où cela était possible.

ABR.	PAYS	INSTITUTS	N° ENQUETES	DATES TERRAIN		POPULATION 15+
BE	Belgique	TNS Dimarso	1.006	30/10/2009	17/11/2009	8.866.411
BG	Bulgarie	TNS BBSS	1.008	29/10/2009	09/11/2009	6.584.957
CZ	Rép. Tchèque	TNS Aisa	1.056	30/10/2009	13/11/2009	8.987.535
DK	Danemark	TNS Gallup DK	1.006	24/10/2009	17/11/2009	4.503.365
DE	Allemagne	TNS Infratest	1.514	30/10/2009	15/11/2009	64.545.601
EE	Estonie	Emor	1.002	23/10/2009	16/11/2009	916.000
IE	Irlande	TNS MRBI	1.011	30/10/2009	15/11/2009	3.375.399
EL	Grèce	TNS ICAP	1.000	28/10/2009	15/11/2009	8.693.566
ES	Espagne	TNS Demoscopia	1.020	30/10/2009	17/11/2009	39.059.211
FR	France	TNS Sofres	1.005	28/10/2009	16/11/2009	47.620.942
IT	Italie	TNS Infratest	1.036	30/10/2009	14/11/2009	51.252.247
CY	Rép. de Chypre	Synovate	506	26/10/2009	15/11/2009	651.400
LV	Lettonie	TNS Latvia	1.006	30/10/2009	16/11/2009	1.448.719
		TNS Gallup				
LT	Lituanie	Lithuania	1.023	27/10/2009	11/11/2009	2.849.359
LU	Luxembourg	TNS ILReS	502	27/10/2009	15/11/2009	404.907
HU	Hongrie	TNS Hungary	1.023	29/10/2009	15/11/2009	8.320.614
MT	Malte	MISCO	500	28/10/2009	14/11/2009	335.476
NL	Pays-Bas	TNS NIPO	1.004	29/10/2009	18/11/2009	13.017.690
		Österreichisches				
AT	Autriche	Gallup-Institut	1.030	27/10/2009	13/11/2009	6.973.277
PL	Pologne	TNS OBOP	1.000	30/10/2009	15/11/2009	32.306.436
PT	Portugal	TNS EUROTESTE	1.025	29/10/2009	15/11/2009	8.080.915
RO	Roumanie	TNS CSOP	1.021	30/10/2009	11/11/2009	18.246.731
SI	Slovénie	RM PLUS	1.015	24/10/2009	15/11/2009	1.748.308
SK	Slovaquie	TNS AISA SK	1.040	30/10/2009	15/11/2009	4.549.954
FI	Finlande	TNS Gallup Oy	1.018	29/10/2009	18/11/2009	4.412.321
SE	Suède	TNS GALLUP	1.032	26/10/2009	15/11/2009	7.723.931
UK	Royaume-Uni	TNS UK	1.322	30/10/2009	17/11/2009	51.081.866
UE27			26.731	23/10/2009	18/11/2009	406.557.138
	Communauté					
CY(tcc)	turque chypriote	Kadem	500	02/11/2009	14/11/2009	143.226
HR	Croatie	Puls	1.000	27/10/2009	12/11/2009	3.749.400
TR	Turquie	TNS PIAR	1.002	27/10/2009	15/11/2009	52.728.513
	Ancienne Rép.					
	Yougoslave de					
MK	Macédoine	TNS Brima	1.005	27/10/2009	02/11/2009	1.678.404
TOTAL			30.238	23/10/2009	18/11/2009	464.856.681

Dans chaque pays, l'échantillon a été comparé à l'univers. La description de l'univers se base sur les données de population EUROSTAT ou provenant des Instituts nationaux de Statistique. Pour tous les pays couverts par l'étude, une procédure de pondération nationale a été réalisée (utilisant des pondérations marginales et croisées), sur base de cette description de l'univers. Dans tous les pays le sexe, l'âge, les régions et la taille de l'agglomération ont été introduits dans la procédure d'itération. Pour la pondération internationale (i.e. les moyennes UE), TNS Opinion & Social recourt aux chiffres officiels de population, publiés par EUROSTAT ou les instituts nationaux de Statistique. Les chiffres complets de la population, introduits dans cette procédure de post-pondération, sont indiqués ci-dessus.

Il importe de rappeler aux lecteurs que les résultats d'un sondage sont des estimations dont l'exactitude, toutes choses égales par ailleurs, dépend de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé. Pour des échantillons d'environ 1.000 interviews, le pourcentage réel oscille dans les intervalles de confiance suivants :

Pourcentages observés	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
Limites de confiance	± 1.9 points	± 2.5 points	± 2.7 points	± 3.0 points	± 3.1 points